

ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1918-1919

SÉNAT

SÉANCES DU 29 NOVEMBRE 1918 AU 22 OCTOBRE 1919

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

- Abattoirs.** — V. Communes : Taxes et Viandes de boucherie, §.
- Accidents du travail.** — V. Industrie, commerce et travail.
- Accises.** — V. Finances : Douanes et accises.
- Accords.** — V. Affaires étrangères : Conventions internationales.
- Action populaire en matière de revision de listes électorales.** — V. Lois électorales.
- Aéronautique.** — V. Aviation.
- Administrations charitables (indemnités de vie chère).** — V. Bienfaisance.
- Adoption nationale de communes.** — V. Régions dévastées.
- Adresse en réponse au discours du trône.** — V. Chambres législatives : Sénat : Ouverture des Chambres.
- Affaires étrangères.**
- ATTENTATS.**
Attentat dirigé contre M. Clémenceau.
Allocutions de M. le président baron de Favereau et de M. Delacroix m. f. p. m. 59.
- CONVENTIONS INTERNATIONALES.**
Occupation militaire des territoires rhénans.
Projet de loi approuvant l'arrangement conclu à Versailles le 28 juin 1919 entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la France et l'Empire britannique concernant l'occupation militaire des territoires rhénans. V. Guerre : Traité de Paix.
Protection des intérêts privés et réparation des dommages de guerre.
Projet de loi approuvant : 1° la convention signée à Paris, 26 avril 1918, avec la France relativement à la protection contre les actes des autorités ennemies, des biens et intérêts privés, des ressortissants de l'un des pays dans l'autre; 2° l'arrangement signé à Paris le 9 octobre 1919 avec la France relativement à la réparation des dommages de guerre.
Dépôt du rapport par M. le baron Descamps, p. 885.
L'article unique est adopté sans observations, p. 928.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 72 membres présents, p. 928.

SÉNAT, — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1918-1919,

Affaires étrangères (suite)

Sépultures militaires britanniques.

Projet de loi approuvant l'accord entre la Belgique et la Grande Bretagne au sujet des sépultures militaires britanniques sur le territoire belge.

Dépôt du rapport par M. Peltzer (qui prie le Sénat d'accorder un tour de faveur à ce projet de loi), p. 539. — L'urgence est déclarée et M. Peltzer donne lecture de son rapport, p. 539. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 551.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, p. 551.

ETATS-UNIS. — V. Chambres législatives : Sénat : Réception de la Chambre de commerce de Cleveland.

FÉLICITATIONS A L'OCCASION DE LA VICTOIRE.

M. le Président baron de Favereau donne lecture au Sénat des adresses ou télégrammes de félicitations adressés au Sénat à l'occasion de la Victoire qui a terminé la guerre : 1° de M. le Ministre de Chine, au nom du Parlement chinois; 2° de la légation d'Espagne au nom du Sénat espagnol; 3° du Sénat de Bolivie; 4° du Sénat de la république de l'Uruguay; 5° du Sénat de Cuba; 6° du Rigdag danois; 7° de l'Association norvégienne de la ligue des Nations; 8° du Sénat de la République portugaise, p. 7, 8. — M. le président baron de Favereau donne lecture d'une adresse du congrès constitutionnel de Costa-Rica; 2° du Sénat de la République Argentine, p. 41.

FÊTES NATIONALES FRANÇAISES DU 14 JUILLET.

M. le Président communique au Sénat un extrait du procès-verbal du Sénat français en date du 16 juillet 1919 concernant la réception au Sénat français du télégramme de sympathie qu'il avait adressé à cette assemblée, à l'occasion des fêtes nationales françaises, p. 496.

MACÉDOINE.

Lecture par M. le Président baron de Favereau d'un télégramme qui lui a été adressé au nom du conseil général des sociétés macédoniennes en Suisse afin de demander l'intervention du Sénat belge en faveur de l'érection d'une Macédoine indépendante, p. 686.

RECONSTRUCTION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DE LA BELGIQUE.

Communication par M. le président d'une lettre de M. H. Morgan, consul général américain, se mettant à la disposition du Sénat pour lui donner ou lui procurer tous les renseignements qui lui seraient éventuellement utiles pour cette reconstruction, p. 496.

Affiches (taxe d'affichage). — V. Finances.

Agents judiciaires près des Parquets. — V. Organisation judiciaires : Cours d'appel.

Agriculture. — V. Enseignement agricole.

Alcool. — V. Finances.

Alcoolisme. — V. 1° Finances : Alcool. — 2° Hygiène et santé. — 3° Code civil : Personnification civile : Projet de loi accordant la personnification civile à la Ligue patriotique belge contre l'Alcoolisme.

Allemands (séjour en Belgique). — V. Motions d'ordre au nom de M. Magnette.

Alimentation. — V. Ravitaillement.

Allumettes contenant du phosphore blanc. — V. Industrie, commerce et travail : Hygiène professionnelle.

Amérique. — V. Reconstruction industrielle et agricole de la Belgique.

Amnistie. — V. 1° Armée. — 2° Code pénal.

Ancion (baron), sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 252, 253. — Discussion des articles. Article 17, p. 283.

Dépose le rapport sur le projet de loi prorogeant le délai prévu à l'article 73 de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages aux biens, et à l'article 8 de la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, p. 842.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 929. — Par motion d'ordre, fait une rectification au compte rendu analytique qui n'a pas publié le discours qu'il a prononcé la veille dans la discussion de ce projet de loi, p. 939. — Discussion des articles. Art. 5, p. 945, 946.

Angleterre. — V. Affaires étrangères : Sépultures militaires britanniques.

Annamites. (Crimes commis par les Annamites dans les régions dévastées). — V. la rubrique : Interpellation au nom de M. Struye.

Annexion de territoires. — V. Communes.

Anseele, ministre des Travaux Publics.

Interpellations réunies de MM. le chevalier Schellekens et Struye, au sujet de la reconstruction de Termonde et concernant 1° le sort réservé aux villes de Nieupoort, Dixmude et Ypres, 2° le rétablissement des voies ferrées, 3° le rapatriement des réfugiés des Flandres etc. p. 111 à 114.

Interpellation de M. Hanrez, sur les travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge. — Observations au sujet de la date de la discussion, p. 347. — Discussion de cette interpellation, p. 350 à 352, 354.

Armée. — V. aussi Pensions : Pensions militaires.

ACCROISSEMENT DU CHIFFRE DES OFFICIERS.

Projet de loi portant accroissement du chiffre organique des officiers de l'armée.

Dépôt du rapport par M. de Ro, p. 842.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 879.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 67 membres présents, p. 886.

AMNISTIE.

Projet de loi d'amnistie pour certains crimes et délits commis avant le 29 juin 1919 en contravention des lois pénales militaires.

Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. g., p. 517.

Dépôt du rapport de M. Carpentier, p. 598.

Discussion générale. MM. Carpentier, rapp., Masson, m. g., qui déclare que la date du 29 juin doit être remplacée par celle du 4 août, p. 646, 647.

M. le président fait remarquer au Sénat qu'il doit être entendu, d'après la proposition de M. le Ministre de la Guerre, qui dans le texte de l'art. 12 de même que dans l'intitulé du projet de loi, la date du « 4 août 1919 » remplacera celle du « 29 juin 1919 », p. 647. — Adhésion unanime du Sénat, p. 647.

Armée (suite)

M. de Ro appuie les considérations présentées par le rapporteur et par M. le Ministre de la Guerre et engage vivement le Sénat à voter le projet de loi, p. 647.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 648.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 59 membres présents sous le titre de : *Loi accordant amnistie pour certaines infractions commises avant le 4 août 1919*, p. 671.

Texte amendé par la Chambre des représentants.

Dépôt du rapport par M. de Ro, p. 842.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 878, 879.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 66 membres présents, p. 886.

Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve, des officiers de réserve pour la durée de la guerre ou auxiliaire d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant.

Dépôt du projet de loi par M. Masson, m. g., p. 517.

Dépôt du rapport par M. Carpentier, p. 598.

L'article unique est adopté sans observation, 648, 649.

M. Carpentier, rap., demande si ce projet de loi va être mis en discussion, p. 649. — M. le président déclare qu'il a ouvert la discussion et demandé si quelqu'un voulait prendre la parole, que l'article unique a été voté sans discussion et que l'on ne peut revenir sur ce vote sans l'autorisation de l'assemblée, p. 649. — MM. Fléchet et de Ro protestent contre la réouverture de la discussion, p. 649. — M. Halot signale que le Ministre ne s'est pas aperçu non plus de la mise en discussion du projet de loi et que de même que M. Carpentier il aurait voulu présenter une observation, p. 649. — M. le président propose d'accorder la parole sous forme de motion d'ordre à MM. Halot et Carpentier, rap., et de permettre éventuellement à M. Masson, m. g. de leur répondre, p. 651. — Cette proposition est unanimement admise, p. 651. Sont entendus MM. Carpentier, rap., Halot et Masson, m. g., p. 651, 652.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 4 et 2 abstentions, p. 682. — Se sont abstenus MM. Colleaux et Hallet, p. 682.

CHEVRONS DE FRONT.

Projet de loi relatif aux chevrons de front.

Discussion générale MM. Carpentier, de Pierpont-Surmont de Volsberghe, de Ro, rapp., Keesen, Masson, m. g., p. 522 à 524.

Discussion des articles. art. 1 à 3 adoptés sans observations, p. 524, 525. — Art. 4, M. Speyer, en l'absence de M. Masson, m. g., prie M. de Ro, rapp., de préciser le sens d'une expression du § B, p. 526. — M. de Ro, rapp., répond à M. Speyer, p. 526. — Les articles 5 à 9 sont adoptés sans observations, p. 526, 527.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 67 membres présents, p. 551.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour l'année 1919.

Rapporteur : M. de Ro.

Discussion générale : MM. Carpentier, Keesen, de Ro, rapp., Hallet, p. 33 à 36. — M. Masson, m. g., déclare qu'il croit aller au devant des désirs du Sénat en remettant au moment de la discussion du prochain budget de la guerre les éclaircissements qu'il a à donner sur les différents points qui ont été soulevés, p. 36. — Adhésion du Sénat, p. 36.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 36.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 67 membres présents, p. 36.

MILICE.

Projet de loi portant complément de la loi sur la levée spéciale de 1919 et modification aux lois de milice coordonnées.

Dépôt du rapport de M. de Ro, p. 842.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 879, 880.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, p. 887.

MISE SUR PIED DE PAIX.

Projet de loi concernant les dispositions nécessaires par suite de la remise de l'armée sur pied de paix.

Dépôt du rapport par M. Carpentier, p. 835.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 852, 853.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 66 membres présents, p. 853.

Armée (suite)

MOBILISÉS. — V. 1° Industrie, commerce et travail : Contrat de travail : Conservation d'emplois aux T. M. — 2° Communes : Réintégration. — 3° Provinces : Réintégration. — 4° Ministères : Réintégration. d'emplois aux T. M.

OCCUPATION MILITAIRE DES TERRITOIRES RHÉNANS. — V. Guerre : Traité de Paix.

PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE.

Projet de loi sur la révision du Code de procédure pénale militaire.

Dépôt du rapport par M. de Ro, p. 561.

Les articles sont adoptés sans observations pp. 572, 573.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 3, p. 597.

RECRUTEMENT.

Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919.

Discussion des articles : Art. 1^{er} sont entendus : MM. Hallot, de Broqueville, m. i., de Ro, rapp., Roland, p. 43. — L'article 1^{er} est adopté, p. 43. — Art. 2, le président donne lecture des dispositions de cet article, p. 43 à 46. — Sont entendus : MM. Roland, Masson, m. g., Colleaux, p. 46. — L'article 2 est adopté, p. 46. — Art. 3 et 4. Adoptés sans observation, p. 46.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 75 membres présents, p. 53.

RÉHABILITATION MILITAIRE.

Projet de loi complétant les dispositions de l'arrêté-loi du 22 avril 1918 organisant la réhabilitation militaire.

Rapporteur M. Carpentier.

Discussion générale : MM. Carpentier rap., de Ro, p. 818.

L'article unique est adopté sans observation, p. 818.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 64 membres présents, p. 835.

SÉPULTURES MILITAIRES. — V. Affaires étrangères : Sépultures militaires britanniques.

Commission nationale des sépultures militaires.

Lecture par M. le Président d'une dépêche de M. Masson, m. g., contenant une ampliation de l'arrêté royal du 27 mai 1919 instituant cette commission et priant le Sénat de lui faire connaître le membre de la Haute Assemblée qui aura été choisi pour en faire partie, p. 357, 358. — Sur la proposition de M. le Président, le bureau est chargé de faire cette désignation, p. 358.

Projet de loi relatif à la police des sépultures militaires.

Dépôt du rapport par M. de Ro, p. 842.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 867. — Avant qu'il ne soit procédé au vote sur le projet de loi, M. le baron de Mévius fait une recommandation afin que les inscriptions sur les tombes des soldats wallons soient faites en français, p. 867. — M. Delacroix, m. f. p. m. déclare que cette demande est tout à fait légitime, p. 867.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 80 membres présents, p. 867.

Arrangements. — V. Affaires étrangères : Conventions internationales.

Asile des invalides belges. — V. Code civil : Personnification civile.

Asou, sénateur provincial du Hainaut.

Rapport sur son élection p. 482.

Prête serment, p. 482.

Interpellation de M. De Bruycker sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournais et le pays d'Ath et spécialement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux d'Ath, p. 535.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 846.

Assemblées d'obligataires. — V. Code de commerce : Sociétés commerciales.

Association internationales à but scientifique.

Personnification civile. — V. Code civil.

Assurances sociales.

Projet de loi ayant pour objet l'assurance en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse.

Dépôt du rapport par M. le chevalier de Ghellinck d'Elsegem, p. 259. — Motion d'ordre de M. le chevalier de Ghellinck d'Elsegem qui prie le Sénat d'ordonner la traduction en flamand de son rapport sur ce projet de loi, p. 283.

Avant d'ouvrir la discussion, M. le président donne lecture d'une lettre de M. Wauters, m. i. t. r., priant le Sénat, étant donné la période anormale et simplement transitoire dans laquelle on se trouve d'ajourner la discussion de ce projet de loi, se réservant de soumettre entretemps à la législature certaines dispositions transitoires relatives à l'assurance vieillesse, p. 358. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elsegem proteste contre la demande de M. Wauters, m. i. t. r., p. 358. — M. Wauters, m. i. t. r., motive sa proposition, p. 359. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elsegem, déclare à la suite du discours de M. Wauters, m. i. t. r., ne plus vouloir faire d'opposition systématique à la proposition d'ajournement d'autant que M. Wauters a émis le vœu de voir s'organiser les mutualités d'assurances contre la maladie, l'invalidité prématurée et la vieillesse, p. 359. — La proposition d'ajournement de M. Wauters, m. i. t. r., est admise, p. 359.

Attentat contre M. Clémenceau. — V. affaires Etrangères.

Auditeurs militaires. — V. Armée : Code de procédure pénal militaire.

Automobile Club. — V. Code civil : Personnification civile.

Aviation.

Projet de loi relatif à la réglementation de la navigation aérienne.

Discussion générale. — Est entendu M. de Ro, rapport, p. 853. — M. Jaspas, m. a. éc., annonce qu'il transmettra à M. le ministre de la guerre les observations de M. de Ro, p. 853.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 853, 854.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 62 membres présents, p. 854.

Communication de M. Masson, m. g., qui fournit quelques explications sur la réglementation de la navigation aérienne en réponse à des observations de M. de Ro, rapp., p. 959. — Est entendu : M. de Ro, rapp., p. 959.

Aviculture. — V. Motion d'ordre de M. Fléchet.

Avocats. — V. Organisation judiciaire.

B

Banditisme en Flandre. — V. 1° la rubrique Interpellations au nom de M. le chevalier de Vrière. — 2° La rubrique Motions d'ordre au nom de M. Struye.

Behaegel, sénateur de Bruxelles.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 1.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités. — Discussion générale, p. 49. — Fait remarquer que les orateurs ont parlé sur le projet de loi concernant la collation des grades académiques, p. 49. — Est entendu sur le projet de loi relatif à la rémunération des professeurs, p. 49.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 193, 194.

Interpellation de M. Hanrez, au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 354.

Projet de loi autorisant le gouvernement à modifier des dispositions relatives aux frais de justice en matière répressive et aux frais de dépens en matière civile et commerciale. Discussion générale, p. 359.

Behaeghel (suite)

Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Discussion générale, p. 533.

Projet de loi organique du conseil des prises. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 561.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Dépose le rapport sur ce projet de loi 814. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 822. — Discussion générale, p. 823.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 903.

Projet de loi accordant la personification civile aux associations internationales à but scientifique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 903.

Belges mobilisés. — V. 1° Industrie, commerce et travail : Contrat de travail. — 2° Provinces : Réintégration. — 3° Ministères : Réintégration. — 4° Communes : Réintégration.

Bénéfices (Participation du personnel dans les bénéfices). — V. Industrie, commerce et travail : Crédit à l'industrie.

Bénéfices de guerre. — V. Finances. Impôts.

Berger, sénateur provincial du Brabant.

Projet de loi transitoire de Finances pour 1919. Discussion générale, p. 30.

Bestiaux et viandes. — V. Ravitaillement

Bienfaisance.

ENFANCE.

Œuvre de l'enfance. — V. Enfance.

Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre. — V. Guerre : Orphelins de la guerre.

ENFANTS MARTYRS.

Projet de loi accordant la personnalité civile à la « Société protectrice des enfants martyrs ». — V. Code civil : Personification civile.

GRAND AIR POUR LES PETITS.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'« Œuvre du Grand air pour les petits ». — V. Code civil : Personification civile.

ADMINISTRATIONS CHARITABLES. — INDEMNITÉS DE VIE CHÈRE.

Projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder par les communes et par les administrations charitables à leurs agents salariés.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 875.

Discussion générale MM. Halot, le baron de Broqueville, Dufrane, Coullier, p. 907, 908.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 908, 909.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 922.

Biens et intérêts ennemis. — V. Code civil : Sequestre.

Bières. — V. Finances : Douanes et accises.

Billets de 1,000 et de 100 marks avec cachets et numéros portant la date de 1910.

Remboursement de ces billets. — V. la rubrique motions d'ordre au nom de M. De Bast.

Bois et forêts appartenant à des sujets ennemis. — V. Eaux et forêts.

Boissons fermentées. — V. 1° Finances : Alcool. — 2° Hygiène et santé : Alcoolisme : Débits de boisson.

Bourses de change et de fonds publics. — V. Finances.

Braun, sénateur de Bruxelles.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 150 à 153. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 173, 174, 177, 179. — Art. 3, p. 183. — Art. 16. Pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., en ce qui concerne la caution, p. 186. — Art. 20, p. 187, 188.

Conférence de la Paix : Ligue des Nations. Prononce un discours à l'occasion de la désillusion éprouvée par la Belgique par suite de la décision de la Conférence de Paris qui, écartant Bruxelles, a choisi Genève pour résidence de la Ligue des Nations, p. 231.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. — Discussion générale, p. 264 à 266. — Discussion des articles, Art. 2, p. 269, 270.

Interpelle M. le Ministre des Sciences et des Arts et, éventuellement, M. le Ministre de la Guerre relativement au danger que les installations voisines des Musées du Cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et au retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais. — Développe son interpellation, p. 363 à 367. — Discussion de son interpellation, p. 367, 369.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'Œuvre du Grand Air pour les Petits. Discussion générale, p. 476.

Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Prie le Sénat de vouloir bien ouvrir la discussion de ce projet de loi, celui-ci ayant été discuté au cours d'une séance du matin dans des conditions insuffisantes. Motive cette demande, p. 539, 540. — Sa demande ayant été admise, prononce un discours afin d'attirer l'attention du Sénat sur l'importance de ce projet de loi, p. 540 à 542. — Propose un amendement, p. 542. — Fait encore diverses observations, p. 542 à 545. — Déclare retirer l'amendement qu'il avait proposé, celui-ci n'étant pas appuyé, p. 546. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 546.

Projet de loi approuvant le Traité de Paix. Discussion générale, p. 600.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 653 à 657, 659. — Discussion des articles. Article 1^{er}. Observations au sujet d'un amendement de la commission sur lequel il n'insiste pas, p. 661.

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella qui propose de siéger de nouveau quatre jours par semaine, l'après-midi, et qui justifie cette proposition. Déclare qu'à la droite on acquiesce à la proposition de M. le comte Goblet d'Alviella ainsi qu'à la justification de cette proposition, p. 681.

Notification du décès de M. le baron van der Bruggen, sénateur, de l'arrondissement de Roulers-Thielt. Prononce un discours à cette occasion, p. 687.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées audit arrêté-loi. Discussion générale, p. 824.

Dépose le rapport sur le projet de loi modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, p. 847. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 905.

Revision de la Constitution : projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. Observations à l'occasion d'une motion de M. Coppeters concernant la procédure à suivre pour le vote, p. 860.

Projet de loi accordant la personification civile aux associations internationales à but scientifique. Discussion des articles. Art. 8, p. 884, 885, 888, 889. — Fait remarquer que, tout comme pour le rejet de l'article 8, l'adoption de l'amendement de M. le comte Goblet d'Alviella aurait pour effet de faire renvoyer ce projet à la Chambre, p. 890.

Projet de loi accordant la personnalité civile : 1° à la Ligue patriotique belge contre l'Alcoolisme; 2° à la Société belge des Ingénieurs et Industriels; 3° à la Société Royale belge de Géographie; 4° à la Société Royale de Géographie d'Anvers; 5° au Touring Club de Belgique; 6° au Royal Automobile Club de Belgique; 7° à la Ligue Vélocipédique belge, société royale et 8° à l'Œuvre des Asiles des Invalides belges. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 892. — Annonce que la commission de la justice a été d'accord pour conclure à l'ajournement de ce projet de loi et rappelle que les raisons de cet ajournement se trouvent développées dans le rapport, p. 900.

Projet de loi établissant un impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 941, 943. — Discussion des articles. Art. 4, p. 945. — Art. 11, p. 946 à 948.

Brevets d'invention (Taxe sur les). — V. 1° Finances : Impôts. — 2° Industrie, commerce et travail : Propriété industrielle.

Brunard, Edouard, sénateur de Nivelles.

- Projet de loi prorogeant le régime des taxes d'expertise et les droits d'abattoirs. Exposé au Sénat l'urgence de ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 42.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 73.
- Motion d'ordre de M. Hanrez au sujet de l'urgence de la proposition de loi qu'il a présentée relative à l'incorporation au territoire de la ville de Bruxelles de parties de territoire des diverses communes longeant le port. Déclare au nom de M. G. Vercruysse, absent, que le rapport pourra être promptement déposé, p. 90.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale, p. 129.
- Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 200.
- Projet de loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre des Représentants, p. 237.
- Interpellation de M. Braun au sujet du danger que les installations voisines des Musées du Cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 367.
- Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella qui propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine, l'après-midi, et qui justifie cette proposition, p. 681.
- Projet de loi accordant la personnalité civile aux associations internationales à but scientifique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 903.
- Projet de loi complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale. Discussion générale, p. 917, 919, 920.

Brunard, Hubert, sénateur de Bruxelles.

- Projet de loi transitoire de finances pour 1919. Discussion générale, p. 30.
- Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités, et projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Discussion générale simultanée des 2 projets de loi, 50.
- Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 11 novembre 1918 sera célébré chaque année comme fête nationale. Propose de voter cette proposition de loi par acclamation, p. 51.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 67. — Discussion des articles. Art. 20, p. 97.
- Par motion d'ordre demande à M. Delacroix, m. f. p. m., à quelle époque il estime que le paiement des coupons et l'amortissement des actions du chemin de fer de Mons à Hautmont pourront se faire, p. 159.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 143 à 145, 154. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 171, 177, 179. — Art. 6. Motive une disposition additionnelle qu'il a proposé à cet article, p. 185. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 216, 217. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre des représentants, p. 237. — Proteste contre une dénégation dont il a été l'objet la veille de la part de MM. Speyer et de Ro au cours de la discussion de la loi sur les loyers et déclare qu'il s'agit là d'un fait personnel, p. 245.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 240, 262. — Discussion des articles. Art. 2, p. 269.
- Interpellation adressée à M. le Ministre de la Justice sur la menace d'expulsion des enfants mineurs Deylhe-Lyssen. Insiste sur l'urgence de son interpellation, p. 29. — Notifie le retrait de son interpellation, p. 325.
- Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 323.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à modifier des dispositions relatives aux frais de justice en matière répressive et aux frais et dépens en matière civile et commerciale. Discussion générale, p. 362.
- Interpellation de M. Hanrez au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 374.

Brunard, Hubert (suite).

- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 436, 441. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Annonce que vis-à-vis des observations de M. le baron Ruzette, m. a. qui déclare que la division de l'article 2 en deux paragraphes n'implique pas de différence dans le traitement entre ouvriers et employés, renoncer à son amendement, p. 446.
- Proposition de loi soumettant au contrôle les films cinématographiques. Discussion sur la prise en considération, p. 463, 464, 465.
- Projet de loi assurant la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. Discussion des articles. Art. 2, p. 491.
- Projet de loi approuvant le Traité de Paix. Discussion générale, p. 558.
- Projet de loi instituant l'Œuvre nationale de l'Enfance. Discussion générale, p. 675.
- Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella qui propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine, l'après-midi, et qui justifie cette proposition, p. 681. — Se rallie à la proposition du bureau qui a fait sienne la motion de M. le comte Goblet d'Alviella, p. 687.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Observation à l'occasion d'une communication du gouvernement relativement aux plaintes formulées dans le rapport de la commission des finances au sujet du retard apporté dans la communication de ce projet de loi, p. 687. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 798.
- Budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1919 et dispositions diverses concernant les délais de prescriptions fiscales, la garantie pour le recouvrement et la loi sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 689 à 692.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 845, 846.
- Revision de la Constitution : projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. A l'occasion des observations sur la procédure à suivre pour le vote, demande si le Sénat aura le droit de proposer la revision d'autres articles, p. 860. — Discussion générale, p. 861.

Budgets. — V. 1^o Finances. — 2^o Congo finances.

Budgets de l'exercice 1910 et budget de l'exercice 1911. (Règlement définitif). — V. Finances : Budgets.

Budget général pour l'exercice 1919. — V. Finances.

Bureau définitif. — V. Chambres législatives : Sénat.

C

Cadres de l'armée. — V. Armée.

Caisse d'amortissement et Caisse de dépôt et consignations. — V. Finances.

Callens, sénateur d'Anvers

- Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.
- Prête serment, p. 1.
- Par motion d'ordre signale à l'attention du gouvernement et particulièrement au Ministre des Finances que les bureaux du timbre et de l'enregistrement sont complètement dépourvus de papier timbré, p. 216.
- Par motion d'ordre attire à nouveau l'attention du Sénat sur la difficulté qu'il y a à se procurer du papier timbré; signale le retard apporté à la bonne organisation des bureaux des différentes administrations des finances, à Anvers, ainsi que le retard apporté à la délivrance des extraits du cadastre et des hypothèques. Fait aussi remarquer au Sénat certains points concernant les expropriations à Anvers et dans les faubourgs de cette ville, p. 673, 674.

Cappelle, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1° du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2° au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 390.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 7 novembre 1918 relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des valeurs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 680.

Carpentier, sénateur de Liège.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1919. Discussion générale, p. 33, 36.

Projet de loi transitoire de Finances pour 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 36.

Projet de loi sur les loyers. Texte amendé par la Chambre des représentants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 237.

Lecture par M. le président d'une lettre de M. le ministre de la guerre annonçant au Sénat sa nomination de Chevalier de l'Ordre de Léopold (décoration militaire avec palmes), annonçant encore que la Croix de Guerre lui a été décernée et donnant les motifs de l'octroi de ces distinctions honorifiques, p. 325.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 363. — Discussion générale, p. 376, 381. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Résumé, à l'occasion de cet article, la signification de l'ensemble de la discussion, p. 425.

Proposition de loi soumettant au contrôle les films cinématographiques. Discussion sur la prise en considération, p. 464, 465.

Interpelle M. le ministre de la guerre au sujet du voyage que devaient faire en Belgique les fusillers marins français dont l'arrivée a été contremandée au dernier moment. Observations au sujet de la date à fixer pour la discussion de son interpellation, dont il a fait remarquer l'urgence, p. 496. — Développe son interpellation, p. 509.

Interpellation de M. Speyer sur les mesures à prendre pour préparer l'exécution, dans le délai prévu d'un mois, de l'article 228 du Traité de Versailles, p. 515.

Projet de loi relatif aux chevrons de front. Discussion générale, p. 522, 524.

Interpellation de M. le chevalier de Vrière relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques, p. 556.

Interpelle M. le ministre des chemins de fer, marine, poste et télégraphes sur les questions des cheminots. Développe son interpellation, p. 585.

Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actif ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre, ou auxiliaire d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 598. — Demande si ce projet de loi va être mis en discussion, p. 649. — A la suite d'une proposition de M. le président tendant, malgré la clôture de la discussion, à permettre à quelques orateurs de prendre la parole sous forme de motion d'ordre, présente quelques observations, p. 651.

Projet de loi d'amnistie pour certains crimes et délits commis avant le 29 juin 1919 en contravention aux lois pénales militaires. Dépôt du rapport sur ce projet de loi, p. 598. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 646.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella qui propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine, l'après-midi et qui justifie cette proposition, p. 681.

Projet de loi complétant les dispositions de l'arrêté-loi du 22 avril 1918 organisant la réhabilitation militaire. Discussion générale, p. 818.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 825.

Projet de loi concernant les dispositions rendues nécessaires par suite de la remise de l'armée sur pied de paix. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 835.

Revision de la Constitution : projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. Discussion générale, p. 861.

Projet de loi sur les pensions militaires. Discussion générale, p. 892.

Par motion d'ordre, signale l'urgence qu'il y aurait à augmenter

Carpentier (suite)

le taux des pensions à charge du Trésor public ou à charge des caisses particulières administrées par l'Etat, p. 902. Projet de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914. Discussion générale, p. 909.

Céréales (ravitaillement en céréales de la population belge). — V. Ravitaillement.

Chambre législatives-Sénat.**BUREAU DÉFINITIF.**

Le baron de Favereau est nommé président, à l'unanimité des suffrages, p. 2.

Motion d'ordre de M. Hanrez qui propose de désigner par acclamation les autres membres du bureau ainsi qu'il a été fait la veille à la Chambre des représentants. Indique les nominations sur lesquelles le Sénat est unanimement d'accord, p. 2.

Sont nommés par acclamation : premier vice-président, M. le comte l'Kint de Roodenbeke, deuxième vice-président, M. le comte Goblet d'Alviella; troisième vice-président, M. Colleaux; secrétaires : M. le baron d'Huart, le baron H. Orban de Xivry, Ryckmans, Magnette et Lafontaine, p. 2.

CLOTURE DE LA SESSION.

Lecture par M. le baron de Broqueville, m. l., de l'arrêté royal déclarant close la session législative ordinaire de 1918-1919, p. 963.

COMMISSIONS PERMANENTES.

Proposition de M. le président, baron de Favereau, relative à la nomination des commissions permanentes, p. 6. — M. le président, baron de Favereau, propose selon l'usage et afin d'éviter les lenteurs du scrutin que le Sénat considère comme acquises les présentations qui lui sont faites et demande si cette dérogation au règlement ne rencontre aucune opposition, p. 8. — Cette proposition est unanimement admise et M. le président indique la composition des commissions permanentes, p. 8. — Constitution de ces commissions, p. 37.

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE.

M. le vicomte Desmazières fait une rectification au *Compte-rendu analytique* en ce qui concerne un amendement qu'il a déposé au projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, p. 77.

DÉCÈS.

V. le discours prononcé par M. le président baron de Favereau en prenant possession du fauteuil de la présidence au cours duquel il rend hommage au 21 sénateurs décédés pendant la guerre, p. 2-3.

Annnonce du décès de M. Devolder, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton. Discours de M. le président, baron de Favereau, et M. Delacroix, m. f. c. c., p. 40, 41.

Annnonce du décès de M. Van Ockerhout, ancien sénateur, p. 60. Notification du décès de M. De Cloedt, sénateur de l'arrondissement de Bruges. Discours de M. le président, baron de Favereau, MM. Delacroix, m. f. p. m., Coppieters, de Ro, Hanrez, p. 357.

Annnonce du décès de M. le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, sénateur d'Audenarde-Alost, p. 482. — Discours de MM. le président baron de Favereau, et Delacroix, m. f. p. m., p. 482.

Notification du décès de M. le baron van der Bruggen, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt. Discours de MM. le président baron de Favereau, Delacroix, m. f. p. m., le vicomte de Jonghe d'Ardoye, Coppieters, le comte Goblet d'Alviella et Braun, p. 686, 687.

DÉMISSIONS.

M. le président annonce que M. le comte de Renesse, appelé aux fonctions de gouverneur de la province de Limbourg, doit renoncer à faire partie de la haute-assemblée, p. 89.

Notification de la démission de M. Rolland, sénateur provincial du Hainaut, p. 325.

Notification de la démission de M. Vanderborcht, sénateur provincial du Hainaut, p. 393.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. Gheeraerds, qui décline, à cause de son âge, le siège de sénateur effectif de l'arrondissement d'Audenarde-Alost qui lui revient par

Chambres législatives-Sénat (suite)

suite du décès de M. le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, p. 511.

ELIGIBILITE SENATORIALE.

Note communiquée par M. le ministre de l'intérieur afin d'avoir l'avis du Sénat au sujet de différentes questions relatives au cens et à l'éligibilité sénatoriale. — M. le président propose de renvoyer ces questions à l'examen de la commission de l'intérieur et cette proposition est admise, p. 393.

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR. — V. aussi : Finances : Budget.

Proposition de M. le président baron de Favereau au sujet de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances du jour de l'an, p. 26. — Observations de MM. Vinck, Fléchet, Hallet, Lequeu, le baron della Faille d'Huyse, p. 26. — M. Hallet propose de limiter le temps de parole à 10 minutes pour la séance du 27 décembre et cette proposition est admise, p. 26.

Observations et proposition de M. le président au sujet des jours de séance du Sénat, le gouvernement ayant demandé que le Sénat ne siège pas en même temps que la Chambre, différents membres de la Haute assemblée désirant au contraire qu'au moins une des séances du Sénat coïncide avec une séance de la Chambre, p. 54. — Observations de MM. le baron de Pitteurs Hiégaerts, Hallet, Rollant, le comte Goblet d'Alviella, p. 54, 55.

V. la rubrique : Motions d'ordre au nom de M. Vinck, qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face au nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.

Observation et proposition de M. le Président quant à la séance du mercredi 12 mars, p. 123. — M. de Ro propose de ne pas siéger le lendemain matin, p. 123.

Proposition de M. le président quant à la prochaine réunion du Sénat, notamment en ce qui concerne le projet de loi sur la réparation des dommages de guerre, p. 212. — Voyez la rubrique : Guerre : dommages de guerre.

Fixation de l'ordre du jour de la séance du 10 juin 1919, notamment en ce qui concerne une interpellation de M. Hanrez, relativement au port de Zeebrugge. Observations de MM. le président du Sénat, Hanrez, Ansele, m. t. p.; p. 347.

Propositions et observations de M. le président baron de Favereau au sujet de l'ordre du jour et de la prochaine séance qu'il propose de fixer à quinzaine (le mardi 1^{er} juillet), p. 380, 387.

M. le comte de Brouchoven de Bergeyck demande si l'ordre du jour de la séance du lendemain, 2 juillet, n'a pas été modifié, p. 406. — M. le président baron de Favereau indique l'ordre du jour, p. 406. — Observations de MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck et de Ro, p. 406.

M. le président propose au Sénat de fixer sa prochaine réunion au 12 août et fait diverses observations quant aux projets de loi qui devront être examinés, p. 493. — Observations de MM. Speyer, le baron della Faille d'Huyse, le baron Orbán de Xivry, Dufrane et de Ro, p. 493.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. Jaspar, m. a. éc., qui, devant se rencontrer à Paris avec des membres du gouvernement français, prie le Sénat de remettre d'un jour l'examen de deux projets de loi : 1^o) sur les contrats d'avant-guerre; 2^o) interprétant l'arrêté-loi sur la mise sous séquestre des biens ennemis, p. 496.

Proposition de M. le président baron de Favereau quant à la suite de la séance du 27 août, p. 663. — Observation de MM. Lequeu, Hallet, le comte Goblet d'Alviella, p. 663.

Proposition de M. le président, baron de Favereau, tendant à ce que le Sénat siège le jeudi 21 août. M. le président indique les projets de loi qui seront à l'ordre du jour, p. 570.

M. Jaspar, m. a. éc., fait remarquer l'urgence de certains projets de loi qui restent encore à voter : 1^o celui relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des valeurs; 2^o celui relatif à la protection de l'enfance, p. 671. — Observations de MM. Magis, Lequeu, le président baron de Favereau, de Ro, Coppieters, Delacroix, m. f. p. m., Dufrane, Fléchet et cor. le comte Goblet d'Alviella, p. 672. — Le Sénat décide de se réunir le mardi 2 septembre, p. 672.

M. le président baron de Favereau attire l'attention du Sénat sur le fait que l'assemblée devra terminer ses travaux le mercredi suivant, p. 913. — Est entendu, M. Delacroix, m. f. p. m., qui déclare que l'arrêté de dissolution des Chambres doit, de toute nécessité, être remis au *Moniteur*, le jeudi soir 23 octobre, p. 913. — Observations de MM. Fléchet, le comte de Brouchoven de Bergeyck et Peltzer, p. 913.

GREFFIER DU SENAT.

M. le vicomte de Biolley est nommé greffier du Sénat, p. 94. — Le vicomte de Biolley prête serment, p. 94.

Chambres législatives-Sénat (suite)**ORGANISATION DU SENAT.**

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, qui propose au Sénat, avec MM. Magnette, Braun et Hallet d'instituer une commission spéciale de douze membres en vue d'étudier les réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation de la haute assemblée, p. 291. — M. le comte Goblet d'Alviella demande que cette proposition suive la voie ordinaire et se met à la disposition du Sénat pour le développer, p. 291.

M. le président donne lecture de la proposition présentée par M. le comte Goblet d'Alviella et signée par MM. le comte Goblet d'Alviella, Magnette, Braun et Hallet, p. 344. — Sont entendus MM. le baron della Faille d'Huyse, le comte Goblet d'Alviella, de Meester, Speyer, De Bast, Du Bost, p. 344, 345. Le texte de la proposition est adopté par assis et levé, p. 345.

Communication de M. le président, baron de Favereau, qui annonce au Sénat que vu la complexité de la question à examiner, il propose au Sénat de porter de 12 à 16 le nombre des Sénateurs faisant partie de cette commission et de porter également de 12 à 16 le nombre des membres choisis en dehors de la Haute Assemblée en raison de leur compétence ou de leurs travaux antérieurs, p. 358. — Le Sénat admet unanimement cette proposition, p. 358. Composition de la commission; 375.

OUVERTURE DE LA SESSION LEGISLATIVE DE 1918-1919.**Séance solennelle du 22 novembre 1918, Chambres réunies.**

Présidence de M. le comte Visart de Bocarmé, doyen d'âge. M. le président annonce que S. M. le Roi ouvrira la session après le défilé des troupes, p. 1.

Il est procédé au tirage au sort des députations chargées de recevoir Leurs Majestés, p. 1.

M. le président annonce le *Te Deum*, p. 1.

Discours de M. Cooreman, m. a. éc.

Suspension de la séance, pour le défilé des troupes, p. 3.

Annonce de la présence de S. E. le cardinal Mercier, de MM. A. Max, E. Solvay et du lieutenant-général Leman, p. 3.

Entrée de S. M. la Reine, de LL. AA. RR. le comte de Flandre et la princesse Marie-José, p. 3.

Entrée du Roi et de S. A. R. le prince Léopold, p. 3.

Discours du Roi, p. 3.

Adresse en réponse au discours du Trône.

Nomination et composition de la commission d'adresse, p. 4.

Observation de M. le comte Goblet d'Alviella relative à la date de la discussion de l'adresse du Sénat, p. 6. — Est entendu M. le président baron de Favereau, p. 6.

Discussion du projet d'adresse. Le Sénat décide de ne pas procéder à une discussion générale, p. 8.

M. le président donne lecture en français et en flamand du projet d'adresse, p. 8 à 11. — M. Magis fait diverses observations afin qu'il soit admis que le vote qu'il émettra sur le projet d'adresse n'engage pas son parti sur certaines questions de très haute gravité soulevées par le discours du Trône et le projet d'adresse, p. 11. — M. Keesen justifie le vote affirmatif qu'il va émettre et formule certaines réserves dont il croit devoir entourer ce vote en ce qui concerne le suffrage universel pur et simple à 21 ans, p. 11 à 13. — M. Hanrez fait des réserves sur la question du Congo et parle de la réorganisation de la défense nationale, p. 13. — M. Lequeu expose des scrupules quant à la collaboration des partis ainsi que du rapprochement de la Belgique et du Grand-Duché du Luxembourg, qui déclare qu'il votera le projet d'adresse, p. 14. — M. Ligy déclare en son nom et au nom d'un certain nombre de ses amis, qu'ils voteront le projet d'adresse sans discussion, estimant que les importantes questions dont le projet d'adresse appelle la discussion, devront être examinés par le Sénat dans un large esprit de conciliation, lorsque celui-ci sera saisi de propositions concrètes destinées à leur donner leur précision, p. 15. — M. Colleaux exprime le regret que les hommages à l'Armée tiennent une place aussi restreinte dans l'adresse et qu'il n'y soit pas fait une mention spéciale pour ceux qui sont morts sous les drapeaux, pour la défense de la Patrie, p. 15.

Le projet d'adresse est voté à l'unanimité des 83 membres présents, p. 15.

Il est procédé au tirage au sort d'une députation chargée, conjointement avec le Bureau, de remettre l'adresse à Sa Majesté, p. 15.

Composition de la députation, p. 15.

M. le président prie les membres du Sénat qui désireraient se joindre à la députation de se faire inscrire à la questure, p. 15.

M. le président baron de Favereau annonce que la députation chargée de remettre l'adresse au Roi a été reçue par Sa

Chambres législatives-Sénat (suite)

Majesté, le 19 décembre, à 10 heures du matin et donne lecture de la réponse du Roi à l'adresse, p. 19.

PENSIONS A DES VEUVES DE MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — V. Pensions.

PRÉSIDENTE. — V. Président du Sénat.

PROCEDURE PARLEMENTAIRE.

M. le président Fléchet, doyen d'âge, propose vu la situation tout à fait exceptionnelle au moment de la vérification des pouvoirs des sénateurs suppléants appelés à remplacer comme sénateurs effectifs les membres de l'assemblée décédés pendant la guerre et d'un sénateur provincial élu le 7 août 1914, de ne pas prononcer le renvoi des dossiers aux commissions de vérification de pouvoirs et de passer immédiatement à la proclamation des élus. M. le président fait remarquer qu'il faut l'unanimité de l'assemblée pour que sa proposition puisse être valablement admise, p. 1. — Cette proposition est unanimement admise, p. 1.

Propositions et observations diverses quant à la nouvelle procédure à suivre pour l'examen, en commission, des budgets, ceux-ci étant présentés cette fois à la législature, sous la forme d'un seul et unique projet de loi. V. Finances, Budgets, p. 386.

Projet de loi relatif à l'article 2, 5° de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre de biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies : Demande de M. Braun tendant à ouvrir à nouveau la discussion après l'adoption des articles, p. 539. — V. Code civil : Séquestre.

Revision de la Constitution. Projet de déclaration de révision de divers articles de la Constitution : Motion de M. Coppieters qui demande que, ainsi qu'il a été fait à la Chambre, l'on procède au vote par assis et levé sur la déclaration de révision de chaque article, cette déclaration ne constituant pas, à proprement parler, un projet de loi, p. 859. — Après diverses observations, le Sénat décide que la première déclaration sera soumise au vote par appel nominal et que les autres déclarations seront soumises au vote par assis et levé, p. 860.

Code civil : Indigénat; Vote du projet de loi conférant la grande naturalisation à M. Olsen, lieutenant-colonel dans l'armée coloniale, p. 892.

QUESTEURS.

Sont nommés par acclamation : MM. le vicomte de Jonghe d'Ardoye, le comte de Baillet-Latour et De Blicq, p. 2.

RAPPELS AU REGLEMENT.

Rappel au règlement de M. le baron Orban de Xivry, à l'occasion du dépôt, par Mgr Keesen d'une proposition de loi portant augmentations des traitements du clergé. M. le baron Orban de Xivry fait remarquer que les propositions de loi doivent être lues par un des secrétaires, p. 682.

RECEPTION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE CLEVELAND.

Lecture par M. le président d'une lettre de remerciements qui lui a été adressée par M. E. Brown, président du comité de tournées en Europe. Comité des Manufacturiers et négociants en gros, p. 376.

TRAVAUX DU SENAT.

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, qui fait diverses observations au sujet de la manière dont se sont effectués les travaux du Sénat, par suite de la décision prise de siéger seulement deux jours par semaine, mais en tenant des séances du matin; propose de siéger de nouveau quatre jours par semaine, l'après-midi, p. 680, 681. — Observations de MM. Focquet, Fléchet, Carpentier, Dufrane, H. Brunard, E. Brunard, Leku, Braun (qui déclare qu'à droite on acquiesce à la proposition du comte Goblet d'Alviella, ainsi qu'aux considérations qu'il a fait valoir pour la justifier), de Ro, p. 680, 681. — M. le comte Goblet d'Alviella demande que sa proposition soit renvoyée à l'examen du bureau qui fera rapport à la rentrée d'octobre, p. 681. — Cette proposition est admise, p. 681.

Communication de M. le président annonçant que le bureau a été unanime pour proposer au Sénat de réserver les matinées aux réunions de commissions et de ne plus siéger en séances publiques de l'après-midi, p. 687. Cette proposition est unanimement admise, p. 687.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS. — V. Lois électorales.

Cheminois. — V. la rubrique interpellations ; au nom de M. Carpentier.

Chemins de fer.

CHEMINOTS. — V. la rubrique interpellations ; au nom de M. Carpentier.

REQUISITION DU MATERIEL ET DU PERSONNEL, PAR LE MINISTRE DE LA GURRE. — V. la rubrique interpellations ; au nom de M. Leku.

TARIFS.

Projet de loi portant suspension provisoire, au bénéfice des administrations de chemins de fer Belge, des dispositions qui fixent à quinze jours ou à trois mois, selon le cas, les délais préalables à la mise à exécution de tout arrêté approuvant ou modifiant les prix et conditions de transport.

Dépôt du rapport par M. le baron de Pitteurs Hiégaerts, qui Demande au Sénat de déclarer l'urgence, p. 25. — L'urgence est déclarée et M. le baron de Pitteurs Hiégaerts donne lecture de son rapport, p. 25.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 25.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 75 membres présents, p. 25.

COMMUNICATION PAR CHEMINS DE FER DANS LE TOURNAIS. — V. la rubrique : Interpellation au nom de M. De Bruycker.

CHEMINS DE FER VICINAUX DU LUXEMBOURG (RÉFECTION). — V. la rubrique : interpellation au nom de M. le baron Orban de Xivry.

Chèques. — V. Finances.

Chevrons de front. — V. Armée.

Chinois (Crimes commis par les Chinois dans la région dévastée). — V. la rubrique : Interpellation au nom du chevalier de Vrière, et la rubrique Motions d'ordre au nom de M. Struyé.

Cinématographes. — V. Moralité publique.

Circonstances atténuantes. — V. Code Pénal : détention préventive.

Citations pour faits de guerre à des membres du Sénat. — V. Décisions.

Claeys Bouaert, sénateur provincial de la Flandre Orientale.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 193, 194.

Projet de loi modifiant, à raison des événements de la guerre, la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et complétant quelques dispositions de la dite loi. Dépose le rapport sur ce projet, p. 561.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcriptoin et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

Cleveland (Etats-Unis). — V. Chambres législatives. — Sénat : Réception de la Chambre de commerce de Cleveland.

Clôture de la session législative de 1918-1919. — V. Chambres législatives-Sénat.

Code civil.

CONTRATS.

Projet de loi relatif à la résiliation et à la révision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre.

V. pour la discussion la rubrique : Industrie, commerce et travail : Contrats.

DROITS DE SUCCESSION.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil.

M. Delacroix, m. f., p. m., est entendu au sujet des plaintes formulées dans le rapport de la commission des finances

Code civil (suite)

relativement au retard apporté dans la communication du projet d'impôt sur les successions, ainsi qu'au sujet de la précipitation avec laquelle la commission aurait été appelée à délibérer, p. 687, 688. — Sont entendus : MM. le baron de Mévius et Hanrez, p. 688. — Observation de MM. H. Brunard et Poelaert, p. 687, 688.

Discussion générale de ce projet de loi. MM. Hanrez, le vicomte Desmazières, Delacroix, m. f., p. m., le baron de Pittteurs Hiegaerts, H. Brunard, Poelaert, de Ro, A. Hubert, Magis, Hallet, le baron de Mévius, p. 795 à 802. — MM. Magis, Delacroix, m. f., p. m., p. 803.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 803 à 814.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 47 voix et 14 abstentions, p. 814. — Se sont abstenus : MM. Cocq, Magis, Peltzer, Ryckmans, Swinnen, Van de Venne, baron van Ryngom de Buzet, E. Verduysee, Claeys Bouûaert, le comte de Baillet Latour, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, de Meester et le baron de Pittteurs Hiegaerts, p. 814.

INDIGÉNAT.

Option de patrie. Projet de loi relatif aux options de patrie.

Dépôt du rapport par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 903.

M. le comte Goblet d'Alviella, rap., déclare qu'il a des questions à poser au ministre de la justice, p. 960. — M. le ministre de la justice n'étant pas encore arrivé, M. le président déclare que M. le comte Goblet d'Alviella pourra présenter ses observations avant le vote sur le projet de loi, p. 960.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 960, 961.

M. le comte Goblet d'Alviella, rapporteur, pose différentes questions à M. le ministre de la justice, p. 962. — M. Delacroix, m. f., p. m., répond au nom de M. le ministre de la justice, p. 962. — Observations de M. Fléchet, p. 692.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 80 membres présents, p. 962.

Naturalisations.

Discussion : MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck (qui fait des observations au sujet de la proposition de la commission dont le rapport conclu à une procédure nouvelle à recommencer pour tous les intéressés); le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rap. (qui donne des explications pour motiver la décision prise par la commission); A. Hubert (qui appuie les observations de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck et propose l'ajournement); le comte Goblet d'Alviella (qui fait remarquer que si on admettait la procédure préconisée par M. A. Hubert on enlèverait à la Chambre le droit de se prononcer à nouveau sur une décision qu'elle a prise avant la guerre et qui peut être considérée comme caduque et qui propose de rejeter sans autre considération les nonante-cinq demandes de naturalisation dont trente-deux émanent d'Allemands); Hallet, Fléchet, Hanrez (qui fait des observations au sujet d'une des demandes de naturalisation émanant d'un Allemand) p. 138, 139.

La proposition de M. A. Hubert est rejetée par assis et levé, p. 139.

Le rejet en bloc de toutes les demandes présentées est adopté, p. 139.

Grande naturalisation. — Projet de loi accordant la grande naturalisation pour services rendus à l'Etat à M. Olsen, sujet danois, lieutenant-colonel dans l'armée coloniale.

Dépôt du rapport par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 892.

M. le président propose au Sénat de manifester sa reconnaissance au lieutenant-colonel Olsen, en procédant immédiatement à la prise en considération de sa demande de naturalisation ce qui constituera une dérogation aux prescriptions réglementaires, p. 892. — Assentiment unanime du Sénat.

M. le comte Goblet d'Alviella donne lecture de son rapport, p. 892.

Vote sur la prise en considération, p. 892, 901.

Le projet de loi conférant la grande naturalisation à M. Olsen est adopté à l'unanimité des 63 membres présents, p. 902.

Demandes de naturalisation :

Dépôt de rapports par M. de Ghellinck d'Elseghem (chevalier), p. 95.

LOVERS.

Projet de loi sur les loyers.

Dépôt du rapport par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 138.

Discussion générale : MM. H. Brunard, Keesen, p. 143 à 147. — Interruption de MM. de Ro et le comte Goblet d'Alviella, p. 147. — de Ro, le comte Goblet d'Alviella, rap., Vinck, Delacroix m. f., p. m., De Bast, p. 148 à 156. — Interr.

Code civil (suite)

de MM. Delannoy, Braun, H. Brunard, Franck, de Sadeleer, Ryckmans, p. 150 à 155.

M. le président donne lecture d'amendements proposés 1° par M. H. Brunard (art. 10bis); 2° par M. Poelaert (art. 29 nouveau), p. 156, 157.

Discussion des articles.

Art. 1^{er}. MM. Vander Molen, Mosselman (qui motive son vote sur l'ensemble du projet de loi), H. Brunard, Magis (qui motive le vote qu'il émettra sur l'ensemble du projet de loi), p. 168 à 172. Inter. de MM. de Ro, Speyer, Franck, p. 170 à 172. — Braun, Couiller, Halot, Vinck, Speyer, Ryckmans, Fléchet, Delacroix, m. f., p. m., p. 173 à 180. — Interruptions de MM. de Ro, Franck, le comte Goblet d'Alviella, H. Brunard, p. 174 à 180. — M. le président déclare que le Sénat se trouve en réalité devant deux projets distincts : celui du gouvernement et celui de la commission; il propose de voter d'abord sur le texte du gouvernement pour l'art. 1^{er}; si ce texte n'est pas admis l'on voterait alors sur le texte de la commission et, celui-ci étant admis, c'est le texte de la commission qui servirait ensuite de base à la discussion, p. 180.

— Ces propositions sont admises. L'art. 1^{er}, texte du gouvernement, est mis aux voix par appel nominal et est rejeté par 54 voix contre 14 et une abstention, p. 180. — S'est abstenue M. Hanrez, p. 181. — L'art. 1^{er} proposé par la commission est adopté par assis et levé, p. 181.

M. le président déclare que ce vote fait disparaître les art. 2, 3 et 4 du projet voté par la Chambre, p. 181.

Art. 2 (texte de la commission). M. le président donne lecture de ce texte ainsi que d'un amendement de M. Mertens (disposition additionnelle), p. 181. Sont entendus MM. Mertens, le comte Goblet d'Alviella et Delacroix, m. f., p. m., p. 181, 182. — L'art. 2 est adopté par assis et levé et l'amendement de M. Mertens est rejeté, p. 182.

Art. 3. M. le président donne lecture du texte de la commission et indique un amendement présenté par M. Halot, p. 182. — Halot motive son amendement, p. 182, 183. — Observations de MM. le comte Goblet d'Alviella, Braun, Delacroix, m. f., p. m., (qui déclare ne pouvoir se rallier à l'amendement de M. Halot), p. 182, 183. — M. le président donne lecture d'amendements présentés par MM. E. Verduysee et de Meester, p. 183, 184. — M. E. Verduysee développe les amendements qu'il a présentés avec M. de Meester, p. 183. — Sont entendus : MM. le comte Goblet d'Alviella et Delacroix, m. f., p. m. (qui déclare ne pouvoir se rallier à ces amendements), p. 183, 184. — Le 1^{er} § de l'art. 3 est adopté, p. 184. — L'amendement de M. Halot au litt. B. est rejeté, p. 184. — Le § 2 de l'art. 3 est adopté, p. 184. — Le premier amendement de MM. E. Verduysee et de Meester est rejeté, p. 184. — Les deux derniers paragraphes de l'art. 3 sont adoptés et le second amendement de MM. E. Verduysee et de Meester est rejeté, p. 184.

Art. 4 et 5 adoptés sans observation, p. 184.

Art. 6. Le texte de la commission est adopté, p. 184, 185. — M. le président donne lecture d'une disposition additionnelle proposée par M. H. Brunard, p. 185. — M. H. Brunard motive son amendement, p. 185. — Observation de M. Delacroix, m. f., p. m., p. 185. — L'amendement de M. H. Brunard n'est pas adopté, p. 185.

Art. 7 à 15, adoptés sans observation, 185, 186.

Art. 16. M. le président donne lecture du texte de l'article et d'un amendement de M. le chevalier Schellekens, p. 186. — M. Braun pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., en ce qui concerne la caution, p. 186. — M. Delacroix, m. f., p. m., déclare admettre l'interprétation de M. Braun, p. 186. — M. le chevalier Schellekens motive son amendement, p. 186. — M. Delacroix, m. f., p. m., déclare ne pouvoir se rallier à cet amendement, p. 186. — M. Ligy pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., quant à l'extension de la compétence des juges de paix, p. 186. — M. Delacroix, m. f., p. m., déclare être d'accord sur l'interprétation donnée par M. Ligy, p. 187. — L'art. 16 est adopté, p. 187. — L'amendement de M. le chevalier Schellekens est rejeté, p. 187.

Art. 17, 18 et 19, adoptés sans observation, p. 187.

Art. 20. M. Ryckmans propose de voter successivement sur les différents paragraphes afin d'adopter le premier et de supprimer les autres, p. 187. — Sont entendus : MM. le comte Goblet d'Alviella, Vinck, Braun, Speyer, Delacroix, m. f., p. m., Ligy, de Ro, Du Bost, p. 187, 188. — Les paragraphes de l'art. 20 sont successivement mis aux voix et sont tous adoptés, p. 188.

Art. 21 à 24 adoptés sans observation, p. 188.

Article nouveau proposé par amendement par M. Poelaert. — Sont entendus : MM. le comte Goblet d'Alviella (qui se rallie à cette proposition) et Poelaert (qui justifie sa proposition), p. 189. — L'article nouveau proposé par M. Poelaert est adopté, p. 189.

Code civil (suite)

Le Sénat décide de passer immédiatement au second vote sur l'amendement de M. Poelaert et cet amendement est définitivement adopté, p. 189.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 53 voix contre 7 et 5 abstentions. Se sont abstenus : MM. Hanrez, Keesen, Speyer, Vander Molen et Cousot, p. 189.

Le projet de loi est renvoyé à la Chambre des représentants. Texte amendé par la Chambre des représentants.

Discussion générale. MM. H. Brunard, le comte Goblet d'Alviella, Speyer, de Ro, Lekeu, Coullier, Delannoy, Delacroix, m. f., p. m., Hallet, Halot, p. 216 à 221.

M. Mosseman motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 221.

Discussion des articles. Art. 1 à 5. Adoptés sans observation, tels qu'ils ont été admis par la Chambre des représentants, p. 221, 222.

Art. 6. MM. Poelaert (qui pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., au sujet de l'application de cet article), Magnette (qui pose une question quant à l'application du dernier paragraphe), Delacroix, m. f., p. m., (qui répond à ces observations), p. 222, 223. — L'art. 6 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 223.

Art. 7 à 24. Adoptés tels qu'ils ont été admis par la Chambre des représentants, p. 223 à 225.

M. Koch motive son vote ainsi que le vote de ses collègues catholiques du banc d'Anvers sur l'ensemble du projet de loi, p. 237.

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il est amendé par la Chambre des représentants, est adopté par 63 voix contre 5 et 12 abstentions, p. 237. — Se sont abstenus : MM. Dryon, Fléchet, Hallet, Lafontaine, Libiouille, Vander Molen, Vincik, Ed. Brunard, H. Brunard, Carpentier, Colleaux et Coppie-ters, p. 237.

Motion d'ordre de M. H. Brunard au sujet d'un fait personnel, p. 245. — M. le président s'oppose à cette motion le Sénat étant déssaisi du projet de loi sur les loyers, p. 245.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires soient contraints sans motifs graves à déménager.

Dépôt du rapport par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 557.

Discussion générale : MM. de Ro, Fléchet, le comte Goblet d'Alviella, rap., Delannoy, Delacroix, m. f., p. m., Hanrez, Vandervelde, m. j., Hallet, Magis, Hubert, Coppie-ters, Mertens, De Bast, p. 575 à 580.

Discussion des articles. Art. 1^{er} à 8, adoptés sans observations, p. 580, 581. — Art. 9. M. Delacroix répond à une question de M. Fléchet et à un point spécial traité par M. Mertens, quant aux locataires occupant des maisons ayant un verger, p. 581. — Art. 10 et 11, adoptés sans observations, p. 581.

M. Delacroix, m. f., p. m., déclare afin d'éviter toute confusion que ce projet de loi vise les baux à loyer, mais pas les fermages et que les restrictions contenues dans la loi démontrent qu'elle ne s'applique pas non plus aux baux à loyers industriels et commerciaux qui ne comportent pas d'habitations, p. 597.

M. Lekeu motive son vote et celui de ses amis, p. 597.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 47 voix contre 22 et 4 abstentions, p. 597. — MM. Peltzer, Hanrez, A. Hubert, Magis, p. 597.

PERSONNIFICATION CIVILE.

Projet de loi accordant la personnalité civile : 1° à la Ligue patriotique belge contre l'Alcoolisme; 2° à la Société belge des Ingénieurs et Industriels; 3° à la Société royale belge de Géographie; 4° à la Société royale de Géographie d'Anvers; 5° au Touring Club de Belgique; 6° au Royal Automobile Club de Belgique; 7° à la Ligue vélocipédique belge, société royale et 8° à l'Œuvre des Asiles des Invalides belges.

Dépôt du rapport par M. Braun, p. 892.

M. Braun annonce que la commission de la justice a été d'accord pour conclure à l'ajournement de ce projet de loi et rappelle que les raisons de cet ajournement se trouvent développés dans le rapport, p. 960. — Le Sénat se rallie unanimement aux conclusions de la commission de la justice et le projet de loi est ajourné, p. 960.

Associations internationales à but scientifique. — Projet de loi accordant la personnification civile aux associations internationales, à but scientifique.

Dépôt du rapport par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 859.

Discussion des articles. Art. 1^{er} à 7, adoptés sans observation, p. 883, 884. — Art. 8. M. le président annonce que la commis-

Code civil (suite)

sion du Sénat propose la suppression de cet article, p. 937. —

Sont entendus : MM. Braun, le comte Goblet d'Alviella, p. 884, 885. — M. Vandervelde, m. j., A. Hubert, Braun, le comte Goblet d'Alviella, Vinck, Lafontaine, de Ro, p. 887 à 890. — M. le comte Goblet d'Alviella déclare que si l'article est maintenu, il demandera que l'on mette aux voix son sous-amendement tendant à ajouter à l'article les mots « pourvu qu'elles y aient été autorisées par arrêté royal », p. 890. — M. le président met aux voix l'article 8, qui est adopté, p. 890. — M. Braun fait remarquer que si l'amendement de M. le comte Goblet d'Alviella est adopté, il aura, tout comme le rejet de l'article, pour effet de faire renvoyer le projet de loi à la Chambre, p. 890. — M. le comte Goblet d'Alviella fait remarquer qu'il est d'accord avec le gouver-

nement, p. 890. — L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté, p. 890. — Art. 9, adopté sans observations, p. 890.

M. le comte Goblet d'Alviella motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 903.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 46 voix contre 14 et 2 abstentions, p. 903. — Se sont abstenus : MM. Behaegel et E. Brunard, p. 903.

Enfants martyrs : Projet de loi accordant la personnification civile à la « Société protectrice des enfants martyrs ».

Dépôt du rapport par M. E. Verduyck au nom de M. le baron Orban de Xivry, p. 465. — M. le président propose d'examiner ce projet pendant la séance en cours, p. 465. — M. le président renouvelle sa proposition et l'urgence est déclarée, p. 475.

M. E. Verduyck donne lecture du rapport, p. 477.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 477, 478.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 2, p. 488.

Grand air pour les petits : Projet de loi accordant la personnification civile à l'« Œuvre du grand air pour les petits ».

Dépôt du rapport par M. E. Verduyck, p. 465. — M. le président propose d'examiner ce projet pendant la séance en cours, p. 465. — M. le président renouvelle sa proposition et l'urgence est déclarée, p. 475.

M. E. Verduyck donne lecture du rapport, p. 477.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 477, 478.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 2, p. 488.

Grand air pour les petits : Projet de loi accordant la personnification civile à l'« Œuvre du grand air pour les petits ».

Dépôt du rapport par M. E. Verduyck, p. 465. — M. le président propose d'examiner ce projet pendant la séance en cours, p. 465. — M. le président renouvelle sa proposition et l'urgence est déclarée, p. 475.

M. E. Verduyck donne lecture du rapport, p. 477.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 477.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 58 voix contre deux et 1 abstention, p. 479. — S'est abstenu M. Fléchet, p. 479.

Universités de l'Etat. — Projet de loi accordant la personnification civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. le comte Goblet d'Alviella.

Dépôt du projet de loi par M. le baron de Broqueville, p. 891.

Dépôt du rapport par M. le chevalier Schellekens, p. 928.

M. le comte Goblet d'Alviella demande, par motion d'ordre, un tour de faveur pour ce projet de loi, p. 937. — Observations de M. Delacroix, m. f., p. m., qui estime qu'il n'est pas nécessaire que ce projet de loi soit discuté immédiatement; motive sa proposition d'ajournement et annonce que le gouvernement compte amender ce projet de loi, p. 937. — Observations de MM. le comte Goblet d'Alviella, le baron Descamps, le baron Orban de Xivry, p. 937. — Le comte Goblet d'Alviella ne fait pas opposition à l'ajournement, cet ajournement étant aux fins d'amender le projet, p. 937. — Le projet de loi disparaît de l'ordre du jour, p. 937.

SEQUESTRE.

Motion d'ordre par M. Magnette qui pose une question à M. le ministre de la justice au sujet de la mise sous séquestre des biens allemands, notamment en ce qui concerne l'arrêté-loi sur les séquestres, p. 21. — Est entendu M. Vandervelde, m. j., p. 22.

Projet de loi relatif à l'interprétation de l'article 2, 5° de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, relatif à la déclaration et la mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets de nations ennemies.

Discussion générale : MM. Behaegel rap. (qui fait un exposé succinct du projet de loi), Jaspard, m. a. éc., Magnette, p. 533, 534.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 534.

M. Braun prie le Sénat de bien vouloir rouvrir la discussion sur ce projet de loi, celui-ci ayant été discuté au cours d'une séance du matin dans des conditions insuffisantes et motive

Code civil (suite).

cette demande, p. 539, 540. — M. le président, baron de Favereau, fait remarquer qu'il faut que le Sénat soit unanime pour autoriser cette dérogation au règlement, p. 539. — Observation de MM. le président baron de Favereau, Jaspard, m. a. éc., Lekeu, le baron Orban de Xivry, p. 540. — M. le président répète que seul l'accord unanime peut permettre de revenir sur une décision prise; M. Lekeu ne maintenant pas son opposition, M. le président baron de Favereau ouvre à nouveau la discussion, p. 540. — Sont entendus : MM. Braun (qui propose un amendement) et Jaspard, m. a. éc., p. 540 à 545. — Interr. de MM. Lekeu, Delannoy, Ryckmans, Fléchet, de Ro, p. 541 à 544. — M. le comte Goblet d'Alviella propose la clôture, p. 545. — Cette demande est appuyée et la clôture est adoptée par assis et levé, p. 545. — M. Braun déclare retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 546. L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix et 2 abstentions, p. 546. — Se sont abstenus : MM. Braun et Ryckmans, p. 546.

Code électoral. — V. Lois électorales.**Code pénal****AMNISTIE.**

Projet de loi d'amnistie pour certains crimes et délits commis avant le 29 juin 1919 en contravention aux lois pénales militaires. — V. Armée : Amnistie.

Projet de loi accordant amnistie pour certaines infractions commises avant le 4 août 1914.

Dépôt du rapport par M. le baron Orban de Xivry, p. 561.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 571, 572.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 80 membres présents, p. 596.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. CIRCONSTANCE ATTÉNUANTES. JURY.

Projet de loi sur la détention préventive, les circonstances atténuantes et la participation du jury à l'application de la peine.

Dépôt du rapport par M. Dubost, p. 568.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 573 à 575.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 53 voix contre 17, p. 597.

PREUVE DE TRAFIC AVEC L'ENNEMI.

Proposition de loi complétant l'article 443 du Code pénal. (Due à l'initiative de M. Magnette et signée par MM. Magnette, le comte Goblet d'Alviella, Braun et Hanrez.)

M. le président donne lecture de cette proposition de loi, p. 446. Discussion de la prise en considération. M. Magnette motive sa proposition, p. 463.

La prise en considération est adoptée par assis et levé, p. 463. Discussion générale. M. le baron Ruzette, m. a., déclare au nom de M. le ministre de la justice que celui-ci l'a chargé de faire connaître au Sénat qu'il ne fait aucune opposition à cette proposition de loi, p. 537.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 72 membres présents, p. 545.

PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE. — V. Armée.**Code de commerce.****CONTRATS DE TRANSPORT. — V. Chemins de fer : Tarifs.****SOCIÉTÉS COMMERCIALES.**

Projet de loi sur les assemblées d'obligataires.

Dépôt du rapport par M. Du Bost, p. 854.

Discussion générale : MM. Hanrez, Poelaert, Fléchet, Delacroix, m. f., p. m., Du Bost, rap., p. 871 à 874.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 876, 877.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 42 voix contre 20, p. 885.

Code électoral. — V. Lois électorales.**Code d'instruction criminelle. — V. Code pénal : Détention préventive.****Code de procédure pénale militaire. — V. Armée.****Cogels (baron), sénateur d'Anvers.**

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 1.

Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 22 novembre sera célébrée chaque année comme fête nationale. — Dépose le rapport sur cette proposition de loi et indique la proposition de la commission sénatoriale tendant à fixer l'anniversaire au 11 novembre; l'urgence étant déclaré, en donne lecture, p. 5. — Dépose le rapport sur le projet de loi amendé par la Chambre, portant que la date du 4 août sera célébrée comme anniversaire de fête nationale et l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 478.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés et des rapatriés et aux indemnités de logement. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 403. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 451.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 451.

Colleaux, sénateur de Liège.

Nommé troisième vice-président, p. 2.

Adresse en réponse au discours du Trône. Exprime le regret que les hommages à l'armée tiennent une place aussi restreinte dans l'adresse et qu'il n'y soit pas fait une mention spéciale pour ceux qui sont morts sous les drapeaux, pour la défense de la Patrie, p. 15.

Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919. — Discussion des articles. Art. 2, p. 46.

Interpellation de M. le baron Orban de Xivry au sujet de la réfection des voies de communication dans la province de Luxembourg, p. 161 à 163.

Projet de loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre des représentants, p. 237.

Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 317.

Interpelle M. le ministre de la justice : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires, à Virton et à Wellin. Développe son interpellation, p. 394 à 397. Discussion de son interpellation, p. 397 à 399, 409 à 413.

Projet de loi approuvant le traité de paix. Discussion générale, p. 614 à 616.

Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Discussion générale, p. 642, 645.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 659. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.

Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre ou auxiliaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant, S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 682.

Combattants. — V. : 1° Communes, réintégration et admission. — 2° Provinces, réintégration et admission. — 3° Ministres et départements ministériels, réintégration et admission. — 4° Industrie, commerce et travail. — 5° Guerre : a) Glorification des morts et des condamnés à mort au cours de la guerre 1914-1918; b) Dotation des combattants.

Comité de politique nationale. — V. la rubrique : Interpellation : au nom de M. Vinck.

Commémorations des morts et des condamnés à mort. — V. Guerres : Glorification des morts et des condamnés à mort.

Commerce. — V. Industrie, commerce et travail.

Commerce des valeurs. — V. Finances : valeurs.

Commission d'adresse en réponse au discours du Trône. — V. Chambres législatives. — Sénat : Ouverture des Chambres ; Adresse en réponse au discours du Trône.

Commission de la Reconnaissance Nationale. — V. Décorations.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives-Sénat.

Commission spéciale chargée d'étudier les réformes à introduire dans l'organisation du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat : Organisation du Sénat.

Communes.**ADOPTION NATIONALE DE COMMUNES ET RESTAURATION DES RÉGIONS DÉVASTÉES.**

Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées. — V. Régions dévastées.

ANNEXION DE TERRITOIRE.

Proposition de loi ayant pour objet l'annexion au territoire de Bruxelles de parties de territoire de diverses communes longeant le port, l'avant-port et le canal maritime de Bruxelles (due à l'initiative de M. Hanrez).

Motion d'ordre de M. Hanrez demandant que la commission de l'intérieur se réunisse sans retard pour examiner sa proposition de loi, p. 20. — M. Hallet déclare que dans l'agglomération de Bruxelles on estime la proposition insuffisante, les bourgmestres ayant été d'accord à leur dernière réunion pour demander la constitution du Grand Bruxelles, p. 20. — M. Hanrez déclare se rallier à la proposition de M. Hallet, pourvu que la proposition de loi dont il parle soit déposée sans retard, p. 20.

M. Hanrez rappelle sa première motion et insiste à nouveau sur l'urgence de sa proposition de loi, le projet de loi constituant le Grand Bruxelles ayant soulevé des protestations nombreuses qui rendent probable son ajournement, p. 90. — Est entendu M. Ed. Brunard, au nom de M. G. Ver-cruysee, absent, p. 90.

Dépôt du rapport par M. G. Ver-cruysee, p. 209.

Discussion de cette proposition de loi. Sont entendus MM. Hanrez (qui déclare se rallier aux conclusions de la commission), Coppieters, Poelaert, de Ro, Delacroix, m. f., p. m. (qui déclare que le gouvernement se rallie également aux conclusions de la commission), p. 306, 307. — M. le président donne lecture des conclusions du rapport de la commission, tendant à la formation d'une commission où les diverses communes et les différents pouvoirs seraient représentés, et qui serait présidée par un délégué du pouvoir central, p. 307. — Le Sénat fait siennes les conclusions de la commission et celles-ci sont unanimement adoptées, p. 307.

de cette proposition de loi. Sont entendus MM. Hanrez (qui déclare se rallier aux conclusions de la commission), Coppieters, Poelaert, de Ro, Delacroix, m. f., p. m. (qui déclare que le Gouvernement se rallie également aux conclusions de la commission), p. 306, 307. — M. le président donne lecture des conclusions du rapport de la commission, tendant à la formation d'une commission où les diverses communes et les différents pouvoirs seraient représentés, et qui serait présidée par un délégué du pouvoir central, p. 307. — Le Sénat fait siennes les conclusions de la commission et celles-ci sont unanimement adoptées, p. 307.

CONSEILS COMMUNAUX.

Renouvellement partiel des conseils communaux en 1919. — V. lois électorales.

ÉRECTION.

Projet de loi portant érection de la commune de Sougnée-Remouchamps (prov. de Liège).

Rapporteur :

Les articles sont adoptés sans observations, p. 851.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 69 membres présents, p. 851.

INDEMNITÉS DE VIE CHÈRE.

Projet de loi sur les indemnités de vie chère, à accorder par les communes et par les administrations charitables à leurs agents salariés.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 875.

Discussion générale. MM. Halot, le baron de Broqueville, Dufrane, Coullier, p. 907, 908.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 908.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 922.

LIMITE SEPARATIVE ET ÉRECTION.

Projet de loi portant modification de limites séparatives de communes et érections de nouvelles communes.

Rapporteur : M.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 788, 790. — L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 71 membres présents, p. 802.

Communes (suite)**RÉINTÉGRATION ET ADMISSION.**

Projet de loi assurant la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

Discussion des articles. Art. 1^{er} adopté sans observation, p. 490. — Art. 2. M. Speyer émet le vœu de voir le gouvernement élargir le cadre de la loi, p. 491. — M. Delacroix, m. f., p. m., déclare que le gouvernement adhère entièrement aux vœux de M. Speyer, p. 491. — L'art. 2 est adopté, p. 491. — Art. 3 à 12 adoptés sans observation, p. 491, 492.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 492.

SECRETAIRES COMMUNAUX.

Augmentation de traitement et indemnité de vie chère. — V. la rubrique Motion d'ordre au nom de M. Dufrane.

TAXES. — VIANDES DE BOUCHÉRIES.

Projet de loi prorogeant le régime des taxes d'expertise et les droits d'abattoir.

Dépôt du rapport par M. Edouard Brunard qui expose au Sénat l'urgence de ce projet de loi, p. 42. — L'urgence est déclarée et M. E. Brunard donne lecture de son rapport, p. 42. L'article unique est adopté sans observation, p. 52.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 54.

Communications par chemin de fer dans le Tournaisis. — V. la rubrique : Interpellation au nom de M. De Bruycker.

Compte-rendu analytique. — V. Chambres législatives-Sénat.

Concessions de tramways. — V. Tramways.

Condamnés à mort au cours de la guerre de 1914-1918. — V. ? 1^o Guerre : Glorification des morts et des condamnés à mort. — 2^o la rubrique interpellations au nom de M. Keesen. — 3^o Hernalsteen.

Conférence de la paix. — V. Guerre : Traité de paix.

Congo.**CHEMIN DE FER.**

Projet de loi approuvant la convention intervenue le 10 juillet 1913 entre la colonie du Congo belge et la Société des Chemins de fer du Mayumbe (société congolaise à responsabilité limitée).

Dépôt du rapport par M. Keesen, p. 814.

L'article unique est adopté sans observations, p. 835.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix et 2 abstentions, p. 836. — Se sont abstenus : MM. Hanrez et De Bast, p. 837.

CONSEIL COLONIAL.

Projet de loi reportant de 4 années la sortie des membres du conseil colonial en fonctions en 1914.

Rapporteur : M. Keesen.

Discussion générale : est entendu : M. Keesen, rap., qui fait l'exposé du projet, p. 46.

L'art unique est adopté sans observation, p. 47.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 53.

FINANCES.

Budget. — V. Finances : Budget général : Tableau IV : Affaires étrangères. Discours de M. De Bast, 704.

Budget des recettes et des dépenses du Congo Belge, pour l'exercice 1919.

Dépôt du rapport par M. Keesen, p. 814.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 830 à 834.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix et 2 abstentions, p. 836. — Se sont abstenus : MM. Hanrez et De Bast, p. 836.

Congo (suite)

Crédits supplémentaires. — *Projet de loi approuvant l'ordonnance du vice-gouverneur général, faisant fonctions de gouverneur général à Boma, en date du 27 octobre 1913, ouvrant un crédit supplémentaire au budget du Congo belge pour l'exercice 1913.*

Dépôt du rapport par M. Keesen, p. 517.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 553.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 75 membres présents, p. 553.

Crédits supplémentaires. — *Projets de loi approuvant l'arrêté royal en date du 9 décembre 1919, ouvrant des crédits supplémentaires à rattacher au budget du Congo belge pour l'exercice 1913.*

Dépôt du rapport par M. Keesen, p. 517.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 553.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 68 membres présents, p. 553.

Dépenses extraordinaires. — *Projet de loi contenant le budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice de 1919.*

Dépôt du rapport par M. Keesen, p. 847.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 876.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 63 voix et 2 abstentions, p. 886. — Se sont abstenus MM. De Bast et Hanrez, p. 886.

Régularisations, transferts et crédits supplémentaires. — *Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts au budget du Congo belge pour 1912 et allouant des crédits supplémentaires pour dépenses extraordinaires.*

Dépôt du rapport par M. Keesen, p. 517.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 551, 552.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 66 membres présents, p. 553.

INDUSTRIE COMMERCE ET TRAVAIL.

Mines. — *Projet de décret déposé sur le bureau pendant 30 jours de session : 1° Prorogeant le délai de validité des permis spéciaux de recherches minières au Katanga; 2° Autorisant le Comité spécial du Katanga à proroger les délais accordés par des conventions particulières à diverses sociétés; 3° Ratifiant une convention conclue, le 25 juillet 1919, entre le Comité spécial du Katanga et un groupement pour lequel se porte fort la Société générale de Belgique et ayant pour objet la recherche et l'exploitation du diamant dans les territoires gérés par le Comité, p. 686.*

PENSIONS.

Projet de loi accordant une pension à la dame Mathilde Mertens, veuve du major Michaux, ancien officier de l'armée coloniale.

Dépôt du rapport par M. Keesen, p. 847.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 875, 876.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 64 membres présents, p. 886.

Conseil colonial. — V. Congo.

Conseils communaux. — V. Lois électorales.

Conseils de guerre. — V. Armée : Code de procédure pénale militaire.

Conseil des prises. — V. Marine.

Conseils de l'industrie, du commerce et du travail. — V. Industrie, commerce et travail.

Conseils provinciaux. — V. Provinces.

Conservateurs des hypothèques. — V. Finances.

Constitution.**REVISION.**

Déclaration de révision de la constitution, M. le président baron de Favereau propose au Sénat de former une commission composée de 12 ou de 16 membres qui seraient chargés

Constitution (suite)

d'examiner cette proposition et de faire rapport, p. 791. — M. le président annonce la composition de cette commission, p. 795.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 842.

M. Ligy, annonce que ces déclaratoires de révision ont été votés par la Chambre sans opposition, que la commission du Sénat en propose à l'unanimité l'adoption à la haute assemblée et prie le Sénat de fixer cette discussion au lendemain, p. 842. — Cette proposition ne rencontrant pas d'opposition, M. le président la déclare adoptée, p. 842.

Projet de déclaration relative à la révision des articles 26, 27, alinéa 2, 39, 47, 48, 49, 50, 51, 52, des articles 53, 54, 55, 56, 56bis 57 et 59 de la section II au chapitre 1^{er} titre III; des articles 69, 95 alinéa 1^{er}, 104, 105, 106, 108 alinéa 2, 2^o, 122, 123 et 131 de la constitution.

M. Coppieters fait une motion concernant la procédure à suivre pour la discussion, sur le point de savoir si chaque article sujet à révision devrait faire l'objet d'un vote par appel nominal, propose au Sénat de procéder ainsi qu'il a été fait à la Chambre c'est-à-dire de voter par assis et levé, p. 859. — Observations diverses de MM. le baron de Broqueville, m. L. Ligy, rap. le président baron de Favereau, de Ro, Braun, p. 860. — M. H. Brunard demande si le Sénat aura le droit de proposer la révision d'autres articles, p. 860. — Est entendu M. le baron de Broqueville au sujet de la demande de M. H. Brunard, p. 860. — Sont encore entendus MM. Hanrez, le baron de Broqueville, le baron Descamps, p. 860. — M. Hanrez annonce qu'il demandera l'appel nominal sur la première déclaration de révision, p. 560. — M. le président déclare que, ainsi que l'a demandé M. Hanrez, le Sénat votera par appel nominal sur la 1^{re} déclaration de révision et que les autres déclarations seront soumises à un vote par assis et levés, p. 860, 861.

Discussion générale MM. H. Brunard (qui propose de reviser l'article 117), Keesen (qui propose de reviser l'article 16), le comte Goblet d'Alviella, Fléchet, Carpentier, Ligy, La Fontaine, Speyer, le baron de Broqueville (qui prie le Sénat de ne suivre ni M. H. Brunard ni M. Keesen) Magis, de Ro, p. 861 à 866. — M. le président demande si la proposition formulée par M. Keesen est appuyée, p. 866. — Cette proposition n'étant pas appuyée, ne peut être mise aux voix, p. 866. — M. Hanrez maintient sa demande de vote par appel nominal sur la déclaration de révision de l'art. 26, p. 866.

La déclaration de révision à l'article 26, est adoptée par 79 voix et une abstention, p. 866. — S'est abstenu M. Magis, p. 866.

La déclaration de révision des articles 27, alinéa 2, 39, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56 56bis, 57 et 59 de la section II du chapitre 1^{er}, titre 3, 69, 95, 104, 105, 106, 108 alinéa 2, second; 122 et 123, 131, est successivement adoptée par assis et levé et à l'unanimité, p. 866, 867.

Consulats. — V. Finances : Affaires étrangères.

Contingent de l'armée. — V. Armée.

Contrats (Résiliation de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre). — V. Industrie, commerce et travail.

Contrat de travail. — V. Industrie, commerce et travail.

Contrats de transports. — V. Chemins de fer. — Tarifs.

Contribution de guerre.

Reprise par l'Etat. — V. Finances.

Conventions. — V. 1^o Affaires étrangères : Conventions internationales. — 2^o Congo : Chemins de fer.

Cools, sénateur de Malines-Turnhout.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 454.

Coppieters, sénateur de Gand-Eecloo.

Interpellation de M. le Chevalier Schellekens, au sujet de la reconstruction de Termonde. Parle de toutes les régions dévastées, p. 91 à 93.

Conférence de la Paix, Ligue des Nations. Discours prononcé par M. le président baron de Favereau, à l'occasion de la désillusion éprouvée par la Belgique par suite de la décision de la Conférence de Paris qui, écartant Bruxelles, a choisi

Coppieters (suite)

- Genève pour résidence de la Ligue des Nations. Déclare, en son nom et au nom de la gauche socialiste, adhérer sans réserve à la proposition de M. le président tendant à envoyer un appel aux parlements alliés, p. 232.
- Projet de loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, amendé par la Chambre des Représentants, p. 237.
- Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 2. Demande si l'expression « soldat » comprend ceux qui ont servi la patrie soit sur terre soit sur mer, p. 290.
- Proposition de loi due à l'initiative de M. Hanrez relative à l'annexion au territoire de la ville de Bruxelles de territoires de différentes communes longeant le port et l'avant-port du canal maritime. Discussion, p. 306.
- Interpellation de M. Hanrez sur la reprise des travaux de la jonction Nord-Midi, p. 310.
- Interpellation de M. Hanrez à M. le Ministre des travaux publics au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 350 à 354, 373, 374.
- Prononce un discours à l'occasion du décès de M. de Cloedt, sénateur de l'arrondissement de Bruges, p. 357.
- Budgets. Observations au sujet de la procédure à suivre pour l'examen en commission, les budgets étant cette fois présentés à la législature sous la forme d'un seul et unique projet de loi, p. 380.
- Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 454, 455.
- Interpellation de M. Struye au sujet des nouveaux et nombreux crimes commis par les Annamites dans la région dévastée, p. 522.
- Interpellation de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem sur les mesures à prendre pour la reconstruction et la remise en état des locaux scolaires détruits lors de la dernière offensive, p. 533.
- Projet de loi approuvant le Traité de Paix. Discussion générale, p. 570.
- Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 578.
- Interpellation de M. Carpentier sur la question des Cheminots, p. 590.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Motion d'ordre de M. Van der Molen proposant d'ajourner l'examen de ce projet jusqu'après les vacances. Observation au sujet d'une proposition de M. le comte de Baillet Latour tendant à siéger encore la semaine suivante, p. 593. — Discussion générale de ces projets de lois réunis, p. 626.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet de l'écoulement des eaux de la zone sinistrée par les écluses de Nieupoort qui, s'il faut en croire les journaux, ne seront en état que dans deux ans. Répond, étant délégué à cet effet par M. le Ministre des Travaux Publics, à l'interpellation de M. de Vrière, p. 650.
- Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 655.
- Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat relativement à certains projets de loi urgents, p. 673.
- Notification du décès de M. le baron Van der Bruggen, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt. Prononce un discours à cette occasion, p. 687.
- Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, pendant la durée d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 823, 824.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 845.
- Revision de la Constitution : Projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. Fait une motion concernant la procédure à suivre pour la discussion de cet objet. Propose ainsi qu'il a été fait à la Chambre de voter par assis et levé sur la déclaration de revision de chaque article, cette déclaration ne constituant pas, à proprement parler, un projet de loi, p. 859.
- Projet de loi complétant le code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale. Discussion générale, p. 918.
- Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 926.
- Projet de loi établissant des impôts cédulaires sur les revenus. Discussion générale, p. 935.

Coillier, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Interpellation de M. le chevalier Schellekens au sujet de la reconstruction de Termonde, p. 92.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 174. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 218.
- Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 305.
- Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Invalides de la Guerre. Discussion générale, p. 377.
- Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique au cours de la Grande Guerre. Discussion générale, p. 419.
- Projet de loi établissant une taxe au profit de l'Etat sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature destinés à la publicité industrielle et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 522.
- Projets de loi : 1^o sur le régime fiscal de l'alcool; 2^o concernant des débits de boissons fermentées. Motive son vote sur l'ensemble de ces projets de loi, p. 669.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 842.
- Projet de loi organisant le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle. Discussion générale, p. 881.
- Projet de loi relatif aux indemnités de vie chère à accorder par les communes et par les administrations charitables à leurs agents salariés. Discussion générale, p. 908.
- Projet de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914. Discussion générale, p. 909.
- Projet de loi établissant un impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 941, 942, 944.

Cour d'assise. — V. Code pénal : Détention préventive.

Cour de Cassation. — V. Organisation judiciaire.

Cour des Comptes. — V. Finances.

Cours d'appel. — V. Organisation judiciaire.

Cousot, sénateur de Namur.

- Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification de ses pouvoirs, p. 1. — Prête serment, p. 8.
- Interpellation de M. le baron de Mévius en ce qui concerne : 1^o les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art édifés autour les places fortes; l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 2^o au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs des crimes commis dans le pays, p. 65.
- Projet de loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 189.
- Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 203 à 205.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 14, p. 279.
- Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale, p. 326 à 329. — Discussion des articles. Après la clôture de la discussion de l'art. 2 fait une observation de portée générale concernant l'amendement qu'il avait présenté tendant à faire dresser, à l'occasion de chacune des instructions des dommages de guerre, le compte définitif qui devait être payé par l'ennemi; déclare en même temps renoncer à son amendement, p. 337.
- Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre. Discussion générale, p. 380.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Motion d'ordre de M. Van der Molen, proposant d'ajourner ce projet jusqu'après les vacances. Observations au sujet d'une proposition de M. le comte de Baillet Latour tendant à siéger encore la semaine suivante, p. 593. — Discussion générale de ces deux projets de loi, p. 609, 623.
- Projet de loi instituant l'« Œuvre nationale de l'Enfance ». Discussion générale, p. 674.

Créances arriérés en matière de douane et d'accises. — V. Finances. Douanes et accises.

Crédits à l'étranger. — V. Finances.

Crédit à l'industrie. — V. Industrie, commerce et travail.

Crédit professionnel. — V. Industrie, commerce et travail.

Crédits provisoires. — V. Finances : les sous rubriques budgets et crédits provisoires.

Crédits supplémentaires. — V. Congo : Finances.

Crimes et délits commis dans les régions dévastées. — V. la rubrique Intépellations : au nom de Struye et au nom du chevalier de Vrière

Croix de guerre décernée à des membres du Sénat. — V. Décorations.

Croquet, sénateur de Charleroi et Thuin.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 1.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 13, défend un amendement qu'il a présenté, p. 278. — Annonce qu'il retire son amendement, une déclaration faite par M. Jaspar, m. a. éc. lui donnant satisfaction, p. 278. — Art. 25. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 292. — Les déclarations de M. Jaspar, m. a. éc., lui donnant satisfaction déclare retirer son amendement, p. 293.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 670.

Culte.

TRAITEMENTS ECCLÉSIASTIQUES.

Proposition de loi portant augmentation des traitements ecclésiastiques (due à l'initiative de M. Keesen et signée par MM. Keesen, de Kerchové d'Ousselghem, Thiébaux, De Bruycker et Naets).

M. Keesen dépose sa proposition de loi et la motive, p. 682. — M. le président fait remarquer à M. Keesen qu'il doit se borner à déposer sa proposition, p. 682. — M. le baron Orbon de Xivry, secrétaire, donne lecture de cette proposition de loi, p. 682. — Observations diverses notamment sur le point de savoir si le Sénat a droit d'initiative en cette matière, celle-ci touchant aux finances de l'Etat : le comte Goblet d'Alviella, le baron Orban de Xivry, le président baron de Favereau, Magis, p. 682, 683. — Le Sénat décide d'examiner la question des droits d'initiative du Sénat lors de la discussion sur la prise en considération, p. 683.

Vote et prise en considération de la proposition de MM. Keesen et consorts et renvoi à la commission de la justice, p. 688.

Motion d'ordre de M. Keesen qui demande, la fin de la session parlementaire approchant, que le Sénat décide l'urgence pour sa proposition de loi, p. 791.

M. le président annonce que la commission de la justice demande l'ajournement de cette proposition de loi et estime qu'il y a lieu d'accepter cette proposition, p. 960. — Cette proposition est admise, p. 960.

l'urgence pour sa proposition de loi, p. 791. — M. le président annonce que la commission de la justice demande

D

Danhier, sénateur provincial du Hainaut.

Rapport sur son élection, p. 482.

Prête serment, p. 482.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.

De Baille-Latour (comte), sénateur d'Anvers.

Nommé secrétaire, p. 2.

Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Vander Molen proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. A l'occasion de cette motion propose au Sénat de se réunir encore le mardi et le mercredi suivant, p. 592. — Déclare maintenir sa proposition, p. 593.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

De Bast, sénateur de Gand-Ecclou.

Projet de loi transitoire de finances pour 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 36.

Par motion d'ordre demande au Sénat de déclarer l'urgence pour le projet de loi relatif à des avances à faire par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de la guerre, afin de hâter les réparations, reconstructions et reconstructions, p. 42.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités. Discussion générale, p. 49.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 77. — Discussion des articles. Art. 3. Rappelle qu'il a motivé ses amendements au cours de la discussion générale, p. 83. — Art. 12, p. 86. — Art. 21, p. 98.

Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale, p. 131.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 156.

Par motion d'ordre prie le ministre des finances d'user de son influence pour mettre fin aux interdictions faites par les gouvernements anglais et français, interdictions qui ont été maintenues depuis l'armistice, quant à l'exportation des valeurs et monnaies ainsi que les virements de comptes vers la Belgique, p. 159.

Motion d'ordre de M. Fléchet posant une question au sujet des troubles qui se seraient produits à Louvain et qui auraient été suscités par les flamingants. Déclare qu'il en a été de même à Gand, p. 192.

Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 201.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 257.

Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 321.

Organisation du Sénat. Institution d'une commission spéciale en vue d'étudier les réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation du Sénat. Discussion de cette proposition, p. 344.

Dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie, p. 376. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 428, 431.

Projet de loi concernant l'Œuvre Nationale des Invalides de la guerre. Discussion générale, p. 380.

Budgets : Observations au sujet de la procédure à suivre pour l'examen en commission, les budgets étant cette fois présentés à la législature sous la forme d'un seul et unique projet de loi, p. 386.

Interpellations de M. Colleaux a) sur la mise en liberté sans caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Vienne et à Wellin, p. 396.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le budget général de l'exercice 1919. Propose, en raison de l'urgence, de donner lecture de son rapport, p. 440. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 440.

Fait rapport sur une pétition des sieurs Piat et Levis au nom de la Fédération des commerçants Wavriens, priant le gouvernement de décréter la libre entrée à l'importation de tous les produits étrangers, p. 461.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'« Œuvre du Grand Air pour les petits ». Discussion générale, p. 476.

Projet de loi amendé par la Chambre des représentants portant que l'anniversaire de la journée du 4 août 1914 sera célébrée chaque année comme fête nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 580.

Marks. Remboursement des billets de banque allemands imprimés en vert, de 1,000 et de 100 marks avec cachets et numéros, portant la date de 1910. Par motion d'ordre demande si M. Delacroix, m. f. p. m., pourrait répondre à une demande qu'il lui a adressée, par la voie des questions, le 12 août, p. 611.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 670.

Projet de loi instituant l'« Œuvre nationale de l'enfance ». Discussion générale, p. 675.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale, p. 704.

Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1911. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 802.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, pendant un délai d'un an, surélevant et

De Bast (suite)

- complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 824.
- Projet de loi exemptant d'impôts les emprunts émis à l'étranger et facilitant l'émission de ces emprunts. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 826.
- Projet de loi sur le budget des recettes et des dépenses du Congo belge, pour l'exercice 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 836.
- Projet de loi approuvant la convention intervenue le 10 juillet 1913 entre la colonie belge et la Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbé (société congolaise à responsabilité limitées). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 842, 844, 846.
- S'abstient au vote sur le projet de loi contenant le budget des dépenses extraordinaires du Congo belge, pour l'exercice 1919, p. 886.
- Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 929, 935, 939, 942, 943.

De Becker-Remy, sénateur de Louvain.

- Projet de loi contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la Justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège. Dépose le rapport sur ce projet et demande qu'il soit promptement discuté, p. 216.
- Projet de loi relatif à l'augmentation du traitement des membres de l'ordre judiciaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande qu'il soit promptement discuté par le Sénat, p. 216.

De Biolley (vicomte R.).

- Nommé greffier du Sénat, p. 94.
- Prête serment, p. 94.

Débats de boissons. — V. Hygiène et santé : Alcoolisme.**De Blicck, sénateur d'Audenarde et Alost.**

- Nommé secrétaire, p. 2.
- Motion d'ordre de M. Vinck qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin, afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes, ainsi que les droits d'accises sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 490.

De Broqueville (comte) ministre de l'intérieur.

- Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 43.
- Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 22 novembre 1918 sera célébrée chaque année comme fête nationale. Insiste pour que le Sénat se rallie à la proposition de la commission sénatoriale modifiant la date proposée par M. le comte Goblet d'Alviella et consorts, fixant la célébration de l'anniversaire au 11 novembre, p. 51.
- Répond à une demande faite par motion d'ordre de M. Roland en ce qui concerne la nomination des bourgmestres socialistes, p. 90.
- Interpellation de M. le chevalier Schellekens au sujet de la reconstruction de Termonde, p. 92. — Déclare accepter qu'une interpellation similaire de M. Vinck concernant : 1° le sort réservé à Dixmude, Nieupoort et Ypres; 2° le rétablissement des voies ferrées; 3° le rapatriement des réfugiés des Flandres soit jointe à l'interpellation du chevalier de Schellekens, p. 106. — Discussion des interpellations réunies, p. 115 à 117.
- Projet de loi sur l'adoption nationale des Communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 204, 205, 207, 208. — Discussion des articles. Art. 2, p. 209. Art. 5. répond 1° à des observations de M. Speyer; 2° à des observations de M. le chevalier Schellekens concernant la procédure en matière d'expropriation, p. 210.
- Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Discussion générale. Déclare n'avoir reçu le rapport de M. Ligy que peu de temps avant la discussion et n'avoir pas pu, par consé-

de Broqueville (comte) (suite)

- quent, l'examiner, mais annonce que cet examen sera fait consciencieusement : déclare notamment que la R. P. intégrale va faire l'objet du dépôt d'un projet de loi, p. 280. — Discussion des articles. Art. 2, déclare à la suite d'une demande de M. Coppieters que l'expression « soldat » comprend ceux qui ont servi la Patrie, soit sur terre, soit sur mer, et estime qu'il suffira que le Sénat entier marque son accord pour confirmer cette interprétation, p. 290.
- Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique au cours de la grande guerre. Discussion générale, p. 422, 423.
- Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion générale, p. 429 à 431. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 435.
- Répond à une question faite par motion d'ordre, par M. Dufrane, au sujet de l'allocation de l'indemnité de vie chère aux secrétaires communaux, le règlement des indemnités étant urgent, p. 446.
- Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 450 à 454, 456, 457.
- Revision de la Constitution : projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. Observations à l'occasion d'une motion de M. Coppieters concernant la procédure à suivre : sur le point de savoir si le Sénat voterait par assis et levé, sur chacune des déclarations de revision, p. 860. — Observations au sujet d'une demande de M. H. Bruyard quant au droit qu'aurait le Sénat de proposer la revision d'autres articles, p. 860. — Discussion générale, p. 864, 865.
- Projet de loi accordant la personification civile aux universités de l'Etat, à Gand et à Liège. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 891.
- Interpellation de M. Peltzer, au sujet des mesures que le Gouvernement compte prendre en faveur de la station balnéaire de Spa, p. 904.
- Projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder par les communes et par les administrations charitables à leurs agents salariés. Discussion générale, p. 907, 908.
- Projet de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire, du 19 mai 1914. Discussion générale, p. 909.
- Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Keesen qui attire l'attention du gouvernement sur le nombre d'électeurs, empêchés par leur âge, ou par leur état de santé, de se rendre au scrutin électoral, p. 916.
- Projet de loi complétant le code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale. Discussion générale, p. 917, 919.
- Donne lecture de l'arrêté royal déclarant close la session législative ordinaire de 1918-1919, p. 963.

de Brouckoven de Bergeyck (comte), sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre, en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.
- Prête serment, p. 8.
- Interpellation de M. le baron de Mévius, en ce qui concerne 1° les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art autour des places fortes; l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 2° au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs des crimes commis dans le pays, p. 65.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion des articles. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 100.
- Projet de loi relatif à la grande naturalisation et à la naturalisation ordinaire. Discussion. Fait des observations au sujet de la proposition de la commission dont le rapport conclut à une procédure nouvelle à recommencer pour tous les intéressés, p. 138.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 255, 261, 264. — Discussion des articles. Art. 4, p. 274 à 276. — Article 36. Observations concernant certaines communes qui ont déjà payé des dommages de guerre et des intérêts éventuellement dus, sur ces sommes, par les sinistrés, p. 294, 295.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1° du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2° au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 389, 390.
- Interpellation de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté, sous caution, des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur

de Brouchoven de Bergeyck (comte) (suite)

- l'impunité dont jouissent certaines personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 403.
- Fixation de l'ordre du jour. Demande si l'ordre du jour du lendemain 2 juillet n'a pas été modifié et fait encore des observations, p. 406.
- Projet de loi amendé par la Chambre des représentants portant que l'anniversaire de la journée du 4 août 1914 sera célébré chaque année comme fête nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.
- Projet de loi établissant une taxe au profits de l'Etat sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature destinés à la publicité industrielle ou commerciale. Discussion générale, p. 504.
- Interpellation de M. Struyc sur sujet des nouveaux et nombreux crimes commis par les Annamites dans la région dévastée, p. 521.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 670.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.
- Par motion d'ordre attire l'attention du bureau sur le modèle de plaques commémoratives des héros martyrs de la Belgique, demande que l'inscription soit faite dans les deux langues nationales; fait aussi une observation quant à l'emplacement de cette plaque, p. 891.
- Fixation de l'ordre du jour des derniers jours de la session. Observations, 913.
- Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 924.
- Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 933.

De Bruycker, sénateur de Tournai-Ath.

- Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.
- Prête serment, p. 1.
- Par motion d'ordre attire d'accord avec ses collègues de la gauche, absents, l'attention du gouvernement sur la détresse des populations du Tournaisis et l'urgence qu'il y aurait à porter remède à cette situation, p. 37.
- Dépose le rapport sur le projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'art. 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, p. 282. — Demande, d'accord avec M. Wauters, m. i. t., que ce projet soit mis à l'ordre du jour de la séance du lendemain matin, p. 282. — Discussion générale, p. 301, 304. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Précise les amendements présentés par la commission et par MM. Peltzer et le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 306.
- Interpellation de M. Keesen sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour perpétuer la mémoire de Gabrielle Petit, l'héroïne nationale, p. 418.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 475.
- Interpelle M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournaisis et le pays d'Ath, et particulièrement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux-d'Ath. Développe son interpellation, p. 534, 536.
- Projet de loi approuvant le Traité de Paix. Discussion générale, p. 570.

Décès. — V. Chambres législatives-Sénat.**Déclaration du gouvernement. — V. Politique générale du gouvernement.****De Cloedt, sénateur de Bruges.**
Annonce de son décès, 357.**Décorations.**

- M. le président donne lecture d'une lettre de M. le ministre de la guerre annonçant que la Croix de Chevalier de l'ordre de Léopold (décoration militaire avec palme), et attribution de la Croix de guerre a été décernée à MM. Carpentier, sénateur, capitaine-commandant de réserve pour la durée de la

Décorations (suite)

guerre, et à M. le duc d'Ursel, capitaine en second interprète de réserve pour la durée de la guerre, tous deux membres du Sénat, ainsi que les motifs de l'octroi de ces distinctions honorifiques, p. 325. — M. le président se fait l'interprète du Sénat pour adresser à MM. Carpentier et le duc d'Ursel les félicitations de la haute assemblée pour les distinctions extraordinaires qui leur ont été décernées, p. 325.

Commission de la reconnaissance nationale.

M. le président donne lecture au Sénat d'une lettre de M. de Broqueville, m. i., annonçant au Sénat l'institution d'une commission de la reconnaissance nationale et priant la Haute assemblée de vouloir bien permettre que la commission se réunisse dans une des salles du Sénat, p. 30.

de Favereau (baron), sénateur du Luxembourg, président du Sénat,

- Elu président à l'unanimité des suffrages, p. 21.
- Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence: rend un hommage d'impérissable reconnaissance au Roi, ainsi qu'au dévouement de Sa Majesté la Reine; rappelle les hauts faits de l'armée, exprime la gratitude la plus chaleureuse aux armées des Alliés de la Belgique, ainsi qu'à tous les artisans de la Victoire. Déclare que le Sénat n'oubliera jamais l'accueil fait par la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas aux Belges chassés du pays par les violences et les cruautés de l'envahisseur. Exprime la gratitude du Sénat au C. N. ainsi qu'aux puissances protectrices qui l'ont appuyé et fait un appel à l'union de tous les Belges, p. 2.
- M. le baron de Favereau rend hommage aux 21 collègues enlevés au Sénat depuis le 4 août 1914, ainsi qu'aux fonctionnaires du Sénat décédés pendant la guerre. Rappelle que la Haute cour allemande siégeait dans la salle de séances du Sénat. Rend hommage à tous ceux qui y ont fait le sacrifice de leur vie, notamment au sénateur Colleaux. Propose l'érection d'un mémorial en souvenir de ces héros, p. 3, 4.
- Adresse en réponse au discours du trône. Proposition au sujet de la nomination de la commission d'adresse, p. 4. — Répond à des observations de M. le comte Goblet d'Alviella au sujet de la date de la discussion de l'adresse du Sénat, p. 6. — Donne lecture en français et en flamand du projet d'adresse, p. 8. Annonce que la députation chargée de remettre l'adresse au Roi a été reçue par Sa Majesté et donne lecture de la réponse du Roi, p. 19.
- Donne lecture au Sénat des adresses ou télégrammes de félicitations qui ont été adressés au Sénat à l'occasion de la Victoire qui a terminé la guerre, p. 7.
- Commissions permanentes. Propose selon l'usage et afin d'éviter les lenteurs du scrutin, que le Sénat considère comme acquises les présentations qui lui sont faites et demande si cette dérogation ne rencontre aucune opposition, p. 8.
- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances du jour de l'an. Propositions et observations, p. 26.
- Projet transitoire de finances pour 1919. Annonce au Sénat que M. Delacroix, m. f. p. m., obligé de se rendre d'urgence en Angleterre lui a fait savoir qu'il serait dans l'impossibilité d'être présent pour la discussion du projet de loi et qu'il a prié son collègue, M. Jaspar, m. a. éc., de le remplacer, p. 26. — Fait remarquer que la limitation du temps de parole ne s'applique pas à un discours ministériel mais M. Jaspar, m. a. éc., d'abréger si possible, p. 27.
- Prononce un discours à l'occasion du décès de M. Devolder, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, p. 40, 41. — Déclare, comme premier suppléant, de la liste à laquelle appartenait M. Devolder, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, renoncer au siège vacant, qui doit être attribué au baron de Moffarts, p. 42.
- Conférence de la Paix: Ligue des Nations: Prononce un discours à l'occasion de la désillusion éprouvée par la Belgique par suite de la décision de la Conférence de Paris qui, écartant Bruxelles, a choisi Genève pour résidence de la Ligue des Nations. Termine son discours en proposant au Sénat de voter un appel aux Parlements alliés et donne lecture de cet appel, p. 230, 231. — Donne lecture des télégrammes qu'il a reçus du Sénat et de la Chambre des représentants de France, du président et de la Chambre des députés d'Italie et de la Chambre des Communes de Grande-Bretagne et d'Irlande en réponse à la motion qui a été adoptée par le Sénat de Belgique en sa séance du mardi 29 avril, p. 281.
- Traité de Paix. Prononce une allocution à l'occasion de la signature du traité de paix, p. 393.
- Projet de loi établissant des impôts cédulaires sur les revenus. Discussion générale, p. 942. — Discussion des articles Art. 1^{er}, p. 953.

De Ghellinck d'Elsegheem Vaernewyck (vicomte), sénateur d'Audenarde et Alost

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 1.

Motion d'ordre de M. Fléchet au sujet du paiement des sommes retenues pendant la guerre aux bénéficiaires de pensions de vieillesse. Attire l'attention du ministre de l'Industrie et du travail sur la catégorie de bénéficiaires de la loi, qui ayant fait les versements obligatoires prévus par cette loi, auraient dû commencer à toucher l'allocation pendant la période de guerre, p. 16, 17.

Annnonce de son décès, p. 482.

de Ghellinck d'Elsegheem (chevalier), sénateur provincial de la Flandre orientale.

Interpellation de M. baron de Mévius en ce qui concerne : 1° les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art édifiés autour les places fortes; l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 2° au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs des crimes commis dans le pays, p. 65.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 70. — Discussion des articles. Art. 4, p. 84. — Art. 7 demande une explication relativement au sens des mots « valeurs locatives », p. 84. — Art. 15, p. 87.

Dépôt des rapports sur des demandes de naturalisation, p. 95.

Projet de loi relatif à la grande naturalisation et à la naturalisation ordinaire. Discussion. Donne comme rapporteur des explications au sujet de la proposition de la commission dont le rapport conclut à une procédure nouvelle à recommencer pour tous des intéressés, p. 138.

Interpellation de M. le baron Orban de Xivry au sujet de la réfection des voies de communication dans la province du Luxembourg, p. 166.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 195.

Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 201, 202.

Projet de loi ayant pour but l'assurance en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 259. — Par motion d'ordre demande que le Sénat ordonne la traduction en flamand de son rapport, p. 283. — Proteste contre une demande de M. Wauters, m. i. t. r., priant le Sénat, étant donné la période anormale et simplement transitoire dans laquelle on se trouve d'ajourner la discussion de ce projet de loi, p. 358. — Déclare à la suite du discours de M. Wauters, m. i. t. r., ne plus vouloir faire d'opposition systématique à la proposition d'ajournement, d'autant plus que M. Wauters a émis le vœu de voir s'organiser les mutualités d'assurances contre la maladie, l'invalidité prématurée et la vieillesse, p. 359.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 2, p. 268. — Art. 14. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 278, 279.

Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'art. 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 302.

Budgets : Observations au sujet de la procédure à suivre pour l'examen, en commission, les budgets étant cette fois présentés à la législature sous la forme d'un seul et unique projet de loi, p. 386.

Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion générale, p. 430, 431. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 443.

Interpelle M. le ministre des sciences et des arts sur les mesures à prendre pour la reconstruction et la remise en état des locaux scolaires détruits lors de la dernière offensive. Développe son interpellation, p. 531. — Répond à M. le ministre des sciences et des arts, p. 533.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale. Fait diverses observations pour motiver son attitude et dépose avec M. De Bast des amendements : disposition remplaçant les articles 1 et 2; donne lecture de ces amendements, p. 625. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, sur le régime fiscal de l'alcool, p. 670.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

de Ghellinck d'Elsegheem (chevalier) (suite)

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 930, 931.

de Jonghe d'Ardoye (vicomte), sénateur de Roulers-Thielt.

Nommé questeur, p. 2.

Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet: 1° du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsse-naere; 2° Au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et de manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 388.

Notification du décès de M. le baron Van der Bruggen, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt. Prononce un discours à cette occasion, p. 687.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.

de Kerckve d'Exaerde, sénateur d'Audenarde-Alost.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 238.

Interpellation de M. Braun au sujet du danger que les installations voisines des musées du Cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 369.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 445.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 670.

de Kerckve d'Ousselghem, sénateur de Gand-Eecloo.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 670.

Projet de loi portant révision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement agricole. Discussion générale, p. 923.

Delacroix, ministre des finances, premier ministre.

Fait une déclaration sur la politique générale qu'il compte poursuivre le gouvernement d'union, au sortir de la période troublée de la guerre, en vue d'assurer, avec la collaboration de tous et de chacun, la grandeur de la Belgique, p. 4 à 6.

Mars. Echange des mars. Répond à une motion d'ordre de M. le baron Descamps, qui demande quelles sont les causes des lenteurs apportées au règlement de la question des mars, p. 15, 16.

Prononce un discours à l'occasion du décès de M. Devolder, sénateur de l'arrondissement d'Arion-Marche-Bastogne et Neuchâteau-Virton, p. 40, 41.

Allocution au sujet de l'attentat dirigé contre M. Clémenceau, p. 59.

Interpellation de M. Lafontaine au sujet de l'attitude que compte prendre le gouvernement en ce qui concerne le projet de Société des Nations qui est actuellement soumis à l'appréciation des divers Etats. Déclare, que le gouvernement accepte cette interpellation mais estime qu'il serait utile que M. le ministre des affaires étrangères puisse répondre lui-même à M. Lafontaine, p. 61. — Discussion de cette interpellation, p. 322, 323.

Interpellation de M. le baron de Mévius en ce qui concerne : 1° Les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art autour des places fortes; l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 2° au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs de crimes commis dans le pays, p. 66.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 69 73 à 75, 78 à 80. — Discussion des articles. Art. 2, p. 80, 82. — Art. 3, p. 83. — Art. 4, p. 83, 84. — Art. 7, répond à une demande de M. le chevalier de Ghellinck d'Elsegheem, relativement au sens des mots « valeur locative », p. 85. — Art. 12. Prie le Sénat d'écarter l'amendement de M. Halot, p. 86. — Art. 15, p. 88. — Répond à une question de M. Speyer se rapportant à l'article 16 et relative à l'interprétation de cet article quant aux conditions de remise de l'impôt, p. 95. — Art. 17. Répond à des observations quant à l'interprétation de l'article, p. 95.

Delacroix (suite)

- Art. 20, p. 97. — Déclare se rallier à des suggestions faites par M. le baron della Faille d'Hyusse au cours de la discussion de cet article, p. 97. — Art. 21, p. 98. — Art. 23. Répond à une question de M. de Ro, au sujet de ceux qui de bonne foi s'abstiendront de faire leur déclaration, p. 98. — Art. 31, p. 99.
- Motion d'ordre de M. Vinck qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.
- Projet de loi réglant les bourses de change et de fonds publics. Fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et prie le Sénat de l'examiner le jour même, p. 100.
- Exprime les condoléances du gouvernement à M. le sénateur baron d'Huart au sujet de la perte de son quatrième petit-fils, le baron Jean d'Huart, mort des suites de sa captivité en Allemagne, p. 106.
- Déclare qu'il transmettra à M. Renkin, m. c. f. m. p. t. le désir exprimé par motion d'ordre par M. Fléchet, tendant à ce que M. le ministre des chemins de fer apporte un remède sérieux et urgent à la situation de Verviers et des environs en ce qui concerne les moyens de transports et de communication de ce chef-lieu d'arrondissement avec les cantons limitrophes de Dison, Herve et Aubel, p. 126.
- Projet de loi instituant une société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale. Déclare se rallier absolument à une proposition de M. Delannoy tendant à ce que le Sénat vote une résolution exprimant le vœu de voir la Société Nationale de Crédit à l'industrie, reviser l'article 36 de ses statuts en y introduisant le principe de la participation du personnel dans les bénéfices, puis répond à des observations se trouvant dans le rapport de la commission, p. 126, 127. — Répond à des observations de M. Hanrez, p. 127.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale. Répond aux observations qui ont été présentées notamment en ce qui concerne la justice à rendre aux revendications de la Belgique, p. 131, 132. — Discussion des articles. Art. 1^{er} déclare ne pouvoir se rallier à un amendement présenté par M. le chevalier Schellekens et fait divers observations, p. 134, 135. — Répond à une question de M. Magis qui demande : 1° Si l'emprunt discuté va servir à consolider les bons du trésor qui ont été émis et dont une partie a servi au retrait des mars. 2° Si l'on pourra souscrire à l'emprunt au moyen de ces bons du trésor. 3° Quand seront imprimés les bons du trésor, p. 135, 136.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 150 à 155. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 173, 174, 179, 180. — Art. 2, p. 182. — Art. 3. Déclare ne pouvoir se rallier à des amendements présentés par M. Halot et par MM. E. Ver-cruysse et de Meester, p. 183, 184. — Art. 6. Observations au sujet d'une disposition additionnelle proposée par M. H. Brunard, p. 185. — Déclare être d'accord avec M. Braun en ce qui concerne l'interprétation qu'il donne pour la caution, p. 186. — Art. 16. Déclare ne pouvoir se rallier à un amendement présenté par M. le chevalier Schellekens, p. 186. — Déclare être d'accord sur l'interprétation donnée par M. Ligy, quant à l'extension de la compétence des juges de paix, p. 187. — Art. 20. Insiste pour que le Sénat maintienne cet article, p. 188. — Texte amendé par la Chambre des représentants : Discussion générale, p. 219 à 221. — Discussion des articles. — Art. 6. Répond à des questions de MM. Poelaert et Magnette au sujet de l'application de cet article, p. 223.
- Répond à deux motions d'ordre, faite : 1° Par M. De Bast, qui prie le ministre des finances d'user de son influence pour mettre fin aux interdictions faites par les gouvernements anglais et français, interdictions qui ont été maintenues depuis l'armistice, quant à l'exportation des valeurs et monnaies, ainsi que les virements vers la Belgique. 2° Par M. H. Brunard qui demande à M. Delacroix m. c. f. p. m. à quelle époque il estime que le paiement des coupons et l'amortissement des actions du chemin de fer de Mons à Haumont pourront se faire, p. 159.
- Motion d'ordre de M. Ryckmans au sujet des conséquences de la transformation de l'état de siège en état de guerre au point de vue des juridictions répressives notamment en ce qui concerne les instructions en cours, p. 199.
- Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 207. — Répond à une motion d'ordre de M. Callens qui signale à l'attention du gouvernement et particulièrement du ministre des finances que les bureaux du timbre et de l'enregistrement sont complètement dépourvus de papier timbré, p. 216.
- Conférence de la Paix. Ligue des Nations: Prononce un discours à l'occasion de la désillusion éprouvée par la Belgique par suite de la décision de la Conférence de Paris qui, écartant

Delacroix (suite)

- Bruxelles, a choisi Genève pour résidence de la Ligue des Nations, p. 231.
- Proposition de loi due à l'initiative de M. Hanrez, relative à l'annexion au territoire de la ville de Bruxelles des territoires de différentes communes longeant le port et l'avant-port du canal maritime. Discussion. Déclare que le gouvernement se rallie aux conclusions de la commission sénatoriale de l'intérieur tendant à la formation d'une commission où les divers communes et les divers pouvoirs seraient représentés et qui serait présidée par un délégué du pouvoir central, p. 306. — Prononce un discours à l'occasion du décès de M. de Cloedt, sénateur de l'arrondissement de Bruges, p. 357.
- Interpellation de M. Braun au sujet du danger que les installations voisines des musées du cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 369, 370.
- Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des invalides de la guerre. Discussion générale, p. 380.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1° Du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2° Au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 387.
- Interpellations de M. Colleaux : a) Sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) Sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) Sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 395.
- Interpellation de M. Keesen sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour perpétuer la mémoire de Gabrielle Petit, l'héroïne nationale, p. 418.
- Observations à l'occasion d'une nouvelle motion d'ordre de M. Flechet qui renouvelle ses instances pour que l'on songe à la situation difficile des pensionnés de l'Etat et à la nécessité de leur payer une indemnité de vie chère, p. 450.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion générale, p. 466 à 469.
- Prononce un discours à l'occasion du décès de M. le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, sénateur d'Audenarde-Alost, p. 482.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accise sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion générale, p. 485 à 488. — Discussion des articles. Art. 4 (droits sur les sucres). Déclare ne pouvoir accepter un amendement présenté par MM. Van der Molen et De Blicq, puis fait encore diverses observations en réponse à M. Mertens, p. 489.
- Projet de loi assurant la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. Discussion des articles. Art. 2. Déclare adhérer entièrement à un vœu émis par M. Speyer, tendant à voir le gouvernement élargir le cadre de la loi, p. 491.
- Projet de loi établissant une taxe au profit de l'Etat, sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature, destinés à la publicité industrielle et commerciale. Discussion générale, p. 503 à 506. — Discussion des articles. Art. 8, p. 507.
- Motion d'ordre de M. Fléchet qui demande quand le gouvernement compte régler les indemnités revenant aux propriétaires de terrains et maisons que l'occupant a expropriés sans formalités, pour créer des voies ferrées, notamment les lignes de Tongres, Visé, Montzen et Liège (Guillemins), à Cornillon. Déclare que ces indemnités pourront maintenant être liquidées, aussitôt que les commissaires d'Etat auront terminé leur travail, p. 508.
- Interpellation de M. Carpentier sur la question des cheminots. L'urgence étant demandée pour cette interpellation, fait diverses observations et propose de fixer cette interpellation au lendemain après-midi, p. 555. — Discussion de cette interpellation, p. 591.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques. Fait remarquer que l'interpellation de M. de Vrière n'est plus uniquement adressée à M. le ministre de la guerre et fait des observations concernant l'exposé fait par M. le chevalier de Vrière, p. 556.
- Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 576 à 579. — Discussion des articles. Art. 9. Répond à une question

Delacroix (suite)

- de M. Flechet et à un point spécial traité par M. Mertens, quant aux locataires occupant des maisons ayant un verger, p. 581. — Avant le vote du projet de loi, déclare, afin d'éviter toute confusion, que ce projet de loi vise les baux à loyer, mais pas les fermages et que les restrictions contenues dans la loi démontrent qu'elle ne s'applique pas non plus aux baux à loyer industriels et commerciaux, qui ne comportent pas d'habitation, p. 597.
- Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Vander Molen, proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. S'oppose à cette proposition, p. 593. — Déclare que le gouvernement se rallie à une proposition de M. le baron de Mévius, tendant à réunir la discussion générale du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées à celle du projet de loi sur le régime fiscal de l'alcool, p. 605. — Discussion générale de ces deux projets de loi, p. 606 à 609, 628 à 630. — Discussion des articles du projet de loi relatif aux débits de boissons fermentées. Art. 12, § 9 additionnel présenté par amendement par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elsegheem et De Bast; estime ne pas pouvoir se rallier à cet amendement, p. 623.
- Marks. Remboursement des billets de banque allemands imprimés en vert de 1,000 et de 100 marks avec cachets et numéros, portant la date de 1910. Fait diverses observations au sujet de la demande de M. De Bast et déclare qu'il fera faire une enquête à cet effet, p. 611.
- Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Discussion générale. p. 640 à 643, 645, 646. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Combat des amendements présentés par M. E. Vercurysse et de Meester et 2^e par M. Delannoy, p. 663, 664. — Art. 19. Déclare s'opposer à un amendement présenté par MM. E. Vercurysse et De Meester, p. 667. — Insiste pour que l'on procède immédiatement au second vote des articles amendés, p. 671.
- Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat en ce qui concerne certains projets de loi urgents, p. 672.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Communication au sujet des plaintes formulées dans le rapport de la commission des finances relativement au retard apporté dans la communication de ce projet de loi, ainsi qu'en ce qui concerne la précipitation avec laquelle la commission aurait été appelée à délibérer, p. 687, 688. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 797, 799 à 803.
- Budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1919 et dispositions diverses concernant les délais de prescriptions fiscales, la garantie pour le recouvrement et la loi sur les pensions de vieillesse. Prie le Sénat d'aborder le plus tôt possible l'examen de ce projet de loi, p. 688. — Discussion générale, p. 690 à 692. — Observations au moment de la discussion du budget des affaires étrangères, p. 704.
- Notification du décès de M. le baron van der Bruggen, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt. Prononce un discours à cette occasion, p. 687.
- Interpellation de M. le comte Goblet d'Alviella, sur le point de savoir pourquoi il n'a pas été donné suite au projet de dotation de la personification civile les universités de Gand et de Liège, p. 840, 841.
- Projet de loi accordant la personification civile aux universités de l'Etat, à Gand et à Liège. A la suite d'une motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, demandant un tour de faveur pour cet objet, propose l'ajournement de ce projet de loi, estimant qu'il devra être amendé, p. 937.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 842 à 847. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Répond à une question de M. Poelaert, concernant les actes notariés, p. 847. — Art. 16, répond à une question de M. Fléchet concernant le droit dont il est question à l'art. 15, p. 849.
- Projet de loi relatif à la police des sépultures militaires. Déclare légitime une demande de M. le baron de Mévius, qui fait une recommandation afin que les inscriptions sur les tombes des soldats wallons soient faites en français, p. 867.
- Projet de loi sur les assemblées d'obligataires. Discussion générale, p. 872.
- Motion d'ordre de M. Carpentier au sujet de l'urgence qu'il y aurait à augmenter le taux des pensions à charge du Trésor public ou à charge des caisses particulières administrées par l'Etat. Déclare que, dès que la situation financière le permettra, cette question fera l'objet de la sollicitude immédiate du gouvernement, p. 902.

Delacroix (suite)

- Motion d'ordre de M. Carpentier au sujet de l'urgence qu'il y aurait à augmenter le taux des pensions à charge du Trésor public ou à charge des caisses particulières administrées par l'Etat. Déclare que dès que la situation financière le permettra, cette question fera l'objet de la sollicitude immédiate du gouvernement, p. 902.
- Interpellation de M. Peltzer au sujet des mesures que le gouvernement compte prendre en faveur de la station balnéaire de Spa, p. 904.
- Projet de loi établissant des impôts cédulaires sur les revenus. Discussion générale, p. 932, 933 à 937, 939 à 944. — Discussion des articles. Art. 4, p. 945. — Art. 5, p. 945, 946. — Art. 11, p. 947. — Art. 13. Répond à une question de M. le comte Goblet d'Alviella en ce qui concerne le droit à la remise de la modération de la contribution, p. 948. — Art. 15, p. 949. — Art. 41, p. 953. — Art. 76. Déclare être d'accord avec le comte Goblet d'Alviella pour que le public soit averti que les agents du fisc doivent donner toutes les explications nécessaires avant que les déclarations ne soient remplies, p. 957. — Art. 89, p. 958.
- Fixation de l'ordre du jour. A la suite d'une observation de M. le président, déclare que l'arrêt de dissolution des Chambres, doit, de toute nécessité, être remis au *Mouiteur*, le soir, 23 octobre, p. 913.
- Projet de loi relatif aux options de patrie. Discussion. Répond au nom de M. le ministre de la justice à différentes questions posées par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 962.
- Délais de prescription fiscale. — V. Finances : Budget général de l'exercice 1919.
- della Faille d'Huyssse (baron), sénateur provincial de la Flandre orientale.
- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances, avant les vacances du jour de l'an. Observations, p. 26.
- Dépose le rapport sur la vérification complémentaire des pouvoirs de M. le baron de Moffarts, appelé à faire partie du Sénat, comme sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, en remplacement de M. Devolder, décédé. Donne lecture de son rapport, p. 42.
- Interpellation de M. le baron de Mévius, en ce qui concerne : 1^o les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art autour des places fortes; l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 2^o au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs des crimes commis dans le pays, p. 66.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 72. — Discussion des articles. Art. 2, p. 81, 82. — Art. 17. Observations quant à l'interprétation de l'article 96. — Art. 20. Motive les amendements qu'il a présentés, p. 97. — M. Delacroix, m. f., p. m., s'étant rallié aux suggestions qu'il vient de lui faire, renonce à ses amendements, p. 97.
- Projet de loi relatif sur la réparation des dommages de guerre. Appuie des observations de M. le président, faisant remarquer qu'il faudrait laisser quelques jours au rapporteur, pour rédiger son rapport et qu'il serait désirable de laisser aux membres du Sénat le temps d'en prendre connaissance, p. 212. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 260.
- Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Par motion d'ordre déclare que, s'il avait pu être présent, il aurait émis un vote affirmatif sur ce projet de loi (suffrage universel pur et simple), p. 319.
- Organisation du Sénat. Institution d'une commission spéciale en vue d'étudier les réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation du Sénat, Discussion de cette proposition, p. 344.
- Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion générale, p. 428 à 429. — Propose un amendement à l'article 1^{er} et en donne lecture, p. 429. — Reprise de la discussion générale, p. 430, 431. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 443.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à donner un mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion générale, p. 467, 469, 474.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accise sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion générale, p. 487.
- Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation au 12 août de la prochaine séance du Sénat, p. 493.
- Interpellation de M. Struyve, au sujet des nouveaux et nombreux crimes commis par les Annamites dans la région dévastée, p. 521.

della Faille d'Huyse (baron) (suite)

- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 612, 613, 625, 627. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi sur le régime fiscal de l'alcool, p. 670.
- Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 924, 826.
- Projet de loi organisant le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle. Discussion générale, p. 881.
- Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 875. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 925.

Delannoy, sénateur provincial du Brabant.

- Interpellations réunies de MM. le chevalier de Schellekens et Struye au sujet de la reconstruction de Termonde et concernant : 1° le sort réservé aux villes de Nieuport, Dixmude et Ypres; 2° le rétablissement des voies ferrées; 3° le rapatriement des réfugiés des Flandres, etc., p. 114.
- Projet de loi instituant une société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale. Propose au Sénat le vote de la résolution suivante : « Le Sénat d'accord avec le gouvernement, exprime le vœu de voir la Société Nationale de Crédit à l'industrie reviser l'article 36 de ses statuts en y introduisant le principe de la participation au personnel dans les bénéfices et motive sa proposition, p. 126.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale, p. 132.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 150, 154. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 219.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 228, 229, 238, 253, 254. — Discussion des articles. Art. 2, p. 270.
- Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 305.
- Interpellation de M. Hanrez sur la reprise des travaux de la jonction Nord-Midi, p. 310, 311.
- Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Discussion, p. 542.
- Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 576.
- Interpellation de M. Carpentier sur la question des Cheminots, p. 590.
- Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Vander Molen proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. Appuie cette proposition, p. 592. — Discussion générale : 1° du projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool; 2° du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées, p. 625, 628, 629.
- Projet de loi approuvant le traité de paix. Discussion générale, p. 602, 615.
- Marks. Remboursement des billets de banque allemands imprimés en vert de 1,000 et de 100 marks avec cachets et numéros, portant la date de 1910. Appuie une demande de M. De Bast qui désire savoir si M. Delacroix, m. f. p. m. pourrait répondre à une demande qu'il a adressée à ce sujet le 12 août par la voie des questions, p. 611.
- Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Discussion générale, p. 639 à 643. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 664.
- Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 653.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 842, 844, 845.
- Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 925.

de Meester, sénateur d'Anvers.

- Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire des pouvoirs, p. 1.
- Prête serment, p. 1.
- Projet de loi contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs

de Meester (suite)

- à l'état de guerre et à l'état de siège. Discussion générale, p. 247.
- Organisation du Sénat: Institution d'une Commission spéciale en vue d'étudier les réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation du Sénat. Discussion de cette proposition, p. 344.
- Interpellation de M. Braun au sujet du danger que les installations voisines des musées du cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 370.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

Demerbes, sénateur de Mons-Soignies.

- Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.
- Prête serment, p. 1.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion des articles. Art. 2, p. 81.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage de concessions de tramways. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 458.
- Projet de loi amendé par la Chambre des représentants portant que l'anniversaire de la journée du 4 août 1914 sera célébré chaque année comme fête nationale. Discussion générale. Proteste contre la modification de date apportée à cette fête par la Chambre, estimant que la date du 4 août, quoique glorieuse, est l'anniversaire d'une catastrophe nationale, p. 478. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.
- Interpellation de M. De Bruycker sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournaisis et le pays d'Ath et spécialement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux d'Ath, p. 536, 537.
- Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 652.

de Mévius (baron), sénateur de Namur-Dinant et Philippeville.

- Interpelle M. le chef du cabinet et M. le ministre de la guerre : 1° sur la question des fusils et cartouches de guerre se trouvant dans toutes les mains; 2° sur les obus qui traînent encore partout dans les bois, ravins et haies; 3° sur le nivellement des travaux d'art, tranchées, etc., existant autour des places fortifiées et édifiés tant par les belges que par l'ennemi; 4° sur l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 5° sur la demande de jugement et de répression à adresser par nos représentants à la conférence de la paix contre les auteurs des horreurs et crimes commis dans le pays et tout spécialement dans la province de Namur. Développe son interpellation, p. 61 à 63. — Discussion de son interpellation, p. 64, 65.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 74. — Discussion des articles. Art. 21, p. 97.
- Projet de loi instituant une Société Nationale de crédit à l'Industrie. Discussion générale, p. 127.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 229. — Discussion des articles. Art. 4, p. 273 à 275.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion générale. Commence par rectifier deux coquilles typographiques qui se sont glissées dans son rapport, puis fait diverses observations, p. 465 à 470, 472.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accises sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion générale, p. 484 à 485. — Demande que, lors de la discussion des articles, l'on mette en discussion l'article 4 relatif aux sucres, avant l'article 3; parce que si, comme il l'espère, le Sénat adoptait un amendement présenté par M. Mertens à l'article 4, il présenterait lui-même un amendement à l'article 3, relativement à la ristourne, p. 485. — Reprise de la discussion générale, p. 485 à 487. — Discussion des articles. Art. 4 (Droits sur les sucres), p. 489.
- Dépose le rapport sur le règlement définitif du budget de 1910, p. 508

De Mévius (baron) (suite)

- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 561. — Par motion d'ordre propose de joindre à l'examen du projet de loi sur les débits de boissons fermentées; ces deux projets soulevant des considérations générales connexes, p. 605. — Discussion générale de ces deux projets de loi, p. 612, 613, 624, 625.
- Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Discussion générale, p. 643. — Discussion des articles. Déclare que la commission renonce aux amendements qu'elle a présentés, p. 664. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 671.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Répond, comme rapporteur de ce projet de loi, à la communication faite au nom du gouvernement par M. Delacroix, m. f. p. m., au sujet des plaintes formulées dans le rapport de la commission des finances, relativement au retard apporté dans la communication de ce projet de loi, ainsi qu'en ce qui concerne la précipitation avec laquelle la commission aurait été appelée à délibérer p. 668. Discussion générale de ce projet de loi, p. 800, 802.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 796. — Discussion générale, p. 843, 845, 846.
- Dépose le rapport sur le projet de loi modifiant certains salaires des conservateurs des hypothèques, p. 854.
- Projet de loi relatif à la police des sépultures militaires. — Avant qu'il ne soit procédé au vote de ce projet de loi, fait une recommandation afin que les inscriptions sur les tombes des soldats wallons soient faites en français, p. 867.

Demissions. — V. Chambres législatives-Sénat.**De Moffarts (baron), appelé à être sénateur effectif de l'arrondissement d'Arion-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton par suite du décès de M. Devolder.**

- Rapport complémentaire sur son élection, p. 42.
- Prête serment, p. 51.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 101.
- Interpellation de M. le baron Orban de Xivry au sujet de la réfection des voies de communication dans la province du Luxembourg, p. 161.
- Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion des articles, fait des observations quant à l'interprétation des mots « ayant accepté sans y être contraints de travailler pour l'ennemi », p. 337. — Art. 5. Observations quant à l'interprétation de l'article, p. 338.
- Interpellations de M. Colleaux a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 413 à 415.
- Fait rapport sur l'élection de MM. Danhier et Asou, élus sénateurs provinciaux du Hainaut en remplacement de MM. Roland et Vanderborcht, décédés, p. 482.
- Projet de loi accordant la personnalité civile à l'Œuvre du « Grand air pour les petits ». Discussion générale, p. 475.
- Projet de loi établissant une taxe au profit de l'Etat sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature destinés à la publicité industrielle ou commerciale. Discussion générale, p. 502, 503, 505, 506. — Amendement de la Commission tendant à modifier l'intitulé de la loi. Demande que cette proposition soit réservée, parceque, comme il l'a déjà déclaré, l'amendement sera retiré si d'autres amendements, plus importants ne sont pas adoptés, p. 506. — Discussion des articles. Art. 11. Déclare qu'un amendement proposé par la Commission n'est pas maintenu, les amendements précédents n'ayant pas été adoptés, p. 507.
- Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.
- Projet de loi autorisant la reprise par l'Etat des emprunts dénommés « dette provinciale » et dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la nation belge. Discussion générale, p. 821.
- Projet de loi complétant le code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale. Discussion générale, p. 916, 919, 920.
- Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 932.

Dépenses et recettes. — V. Finances.**Dépenses extraordinaires. — V. 1° Finances. — 2° Congo : Finances.****de Pierpont Surmont de Volsberghe, sénateur provincial de Namur.**

- Projet de loi établissant une taxe au profit de l'Etat sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature destinés à la publicité industrielle ou commerciale. Discussion générale, p. 500, 505.
- Projet de loi relatif aux chevrons de front. Discussion générale, p. 522.
- Projet de loi portant révision de certains articles de la loi organiques de l'instruction primaire du 19 mai 1914. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 875.

de Pittteurs Hiégaerts, sénateur provincial du Luxembourg.

- Dépose le rapport sur le projet de loi portant suspension provisoire, au bénéfice des administrations de chemins de fer belges des dispositions qui fixent à quinze jours ou à trois mois, selon le cas, les délais préalables à la mise à exécution de tout arrêté approuvant ou modifiant les prix et conditions de transport, p. 25. — Demande au Sénat de déclarer l'urgence de ce projet de loi, p. 25. — Donne lecture de son rapport, p. 25.
- Dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux licences de navigation maritime, p. 25. — Indique le but de ce projet de loi et demande au Sénat de prononcer l'urgence, p. 25. — Donne lecture de son rapport, p. 25.
- Projet de loi transitoire de finances pour 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 36.
- Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation des jours de séance du Sénat, p. 55.
- Fait rapport sur l'élection de M. le chevalier de Vrière comme sénateur provincial de la Flandre occidentale en remplacement de M. Jules Vandepereboom décédé, p. 110.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Discussion générale, p. 798, 800 à 802. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.
- Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 30 mai 1877. Dépose le rapport sur ce projet, p. 818.
- Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.

Députations permanentes. — V. Provinces : conseils provinciaux.**Dépens en matière civile et commerciale. — V. Organisation judiciaire : Frais de justice.****Derbaix, sénateur de Charleroi-Thuin.**

- Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 451.

de Renesse, sénateur de Hasselt-Tongres et Maeseyck.

- Annnonce de sa nomination aux fonctions de gouverneur du Limbourg, fonctions qui ne lui permettront plus de faire partie de la haute assemblée, p. 89.

de Ro, sénateur de Bruxelles.

- Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1919. Discussion générale, p. 36.
- Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 43.
- Motion d'ordre de M. Vinck qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion des articles. Art. 17. Observations quant à l'interprétation de l'article, p. 96. — Art. 21, p. 98. — Art. 23, pose une question au sujet de la situation de ceux qui de bonne foi s'abstiennent de faire leur déclaration, p. 98. — Art. 31, p. 99.
- Interpellations réunies de MM. le chevalier Schellekens et Strayé au sujet de la reconstruction de Termonde et concernant : 1° le sort réservé aux villes de Nieupoort, Dixmude et Ypres; 2° le rétablissement des voies ferrées; 3° le rapatriement des réfugiés des Flandres, etc., p. 106.
- Fixation de l'ordre du jour. Propose de ne pas siéger le lendemain matin 12 mars, p. 123.

de Ro (suite)

- Projet de loi instituant une Société nationale de Crédit à l'Industrie. A la suite d'une proposition de M. le président tendant à ce que le Sénat prenne acte d'une proposition de M. Delannoy et les Chambres législatives ne pouvant émettre des vœux; demande qu'il soit constaté que le Sénat appuie la motion de M. Delannoy qui tend à voir la Société nationale de Crédit à l'Industrie modifier l'art. 36 de ses statuts en y introduisant le principe de la participation du personnel dans les bénéfices, p. 128.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 135.
- Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 193.
- Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 207, 208.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 147 à 149, 155. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 170 à 172, 174, 178, 180. — Art. 20, appuie la proposition de M. Ryckmans tendant à la suppression d'une partie de l'art. 20, p. 188. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 217, 220.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 260, 262. — Discussion des articles. Art. 2, p. 269. — Art. 8, p. 276. — Art. 17, p. 282. — Art. 19, p. 287. — Art. 19, p. 287. — Art. 27, observations concernant les droits de mutation, p. 293.
- Proposition de loi due à l'initiative de M. Hanrez relative à l'annexion au territoire de la ville de Bruxelles de territoires de différentes communes longeant le port et l'avant-port du canal maritime. Discussion, p. 307.
- Interpellation de M. Hanrez sur la reprise des travaux de la jonction Nord-Midi, p. 312.
- Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 313, 319.
- Projet de loi établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918. Discussion des articles. Art. 8. Observations quant à l'interprétation de la loi, p. 342, 343. — Art. 23. Exprime à l'occasion de cet article et en sa qualité de rapporteur, l'impression du gouvernement et celle de la commission : les allocations accordées par cette loi ne constituent qu'un commencement de réparation ou de récompense à ceux qui se sont dévoués à la cause de l'indépendance, p. 344.
- Interpellation de M. Hanrez au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 353.
- Prononce un discours à l'occasion du décès de M. De Cloedt, sénateur de l'arrondissement de Bruges, p. 357.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à modifier des dispositions relatives aux frais de justice en matière répressive et aux frais et dépens en matière civile et commerciale. Discussion générale, p. 362.
- Interpellation de M. Braun au sujet des dangers que les installations voisines des musées du Cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 367, 370.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1^o du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2^o au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 389.
- Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique au cours de la Grande Guerre. Discussion générale, 422.
- Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Invalides de la Guerre. Discussion générale, p. 378 à 382. — Discussion des articles. Art. 2. Demande l'appel nominal sur un amendement qu'il a présenté tendant à substituer le mot « institution » au mot « œuvre », p. 382. — Article additionnel qu'il a proposé. I. Déclare que la commission se rallie à un sous-amendement présenté par M. Du Bost à la rédaction qu'il a proposé, p. 383. — II. Motive cette proposition, p. 384. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Déclare qu'un accord est intervenu au sujet des amendements présentés par la commission, entre la commission et le gouvernement, et déclare, en conséquence, renoncer à l'amendement qu'il avait présenté portant modification du titre de la loi, p. 425. — Déclare maintenir l'art. 9 nouveau qu'il a proposé et renoncer définitivement à la disposition qui devait suivre l'art. 9, disposition qui a été rejetée au premier vote, p. 425. — Déclare être d'accord avec le gouvernement et renoncer à la modification du titre de la loi, p. 427.
- Fixation de l'ordre du jour (2 juillet). Observations, p. 406.

de Ro (suite)

- Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucheries. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Fait diverses observations, puis engage le Sénat, dans un intérêt d'hygiène et de santé publics à voter le projet du gouvernement, p. 435.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 445.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accises sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion générale, p. 484.
- Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation au 12 août de la prochaine séance du Sénat, p. 493.
- Projet de loi approuvant le traité de paix. Appuie une motion de M. Hymans, priant le Sénat de fixer la discussion de ce projet de loi au mardi suivant, p. 512.
- Projet de loi relatif aux chevrons de front. Discussion générale, p. 523, 524. — Discussion des articles. Art. 4. Répond à une question de M. Speyer qui le prie de préciser le sens d'une expression du § B, p. 526.
- Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Discussion, p. 543.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement dans des réunions publiques, p. 557.
- Projet de loi sur la revision du Code de procédure pénale militaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 561.
- Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 575 à 577, 579.
- Interpellation de M. Carpentier sur la question des cheminots, p. 585, 589.
- Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Van der Molen, proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. Appuie cette proposition, p. 592. — Observations au sujet d'une proposition de M. de Baillet-Latour, tendant à siéger encore le semaine suivante, p. 593. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi sur le régime fiscal de l'alcool, p. 670.
- Projet de loi d'amnistie pour certains crimes et délits commis avant le 29 juin 1919 en contravention aux lois pénales militaires. Discussion générale. Appuie des considérations présentées par M. Carpentier, rapporteur et par M. Masson, m. g. et engage le Sénat à voter ce projet de loi, p. 647.
- Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre ou auxiliaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant. Proteste contre une demande de M. Carpentier, tendant à ouvrir à nouveau la discussion, p. 649.
- Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 660.
- Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, qui propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine l'après-midi et qui justifie cette proposition, p. 681.
- Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat relativement à certains projets de loi urgents, p. 672.
- Fait rapport sur la vérification complémentaire des pouvoirs de M. le baron Mulle de Terschueren, appelé à faire partie du Sénat comme sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt, en remplacement de M. le baron van der Bruggen, décédé, p. 796.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Discussion générale, p. 799.
- Projet de loi complétant les dispositions de l'arrêté-loi du 22 avril 1918, organisant la réhabilitation militaire. Discussion générale, p. 818.
- Projet de loi réglant certaines questions en matière de propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Fait des observations relativement au paiement des taxes afférentes aux demandes de brevets, p. 820. — Après la discussion des articles, félicite le rapporteur pour la manière remarquable dont il a précisé une situation qui était difficile à exposer, p. 820.
- Projet de loi autorisant la reprise par l'Etat des emprunts dénommés « dette interprovinciale » et dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la nation belge. Discussion générale, p. 821.
- Dépose le rapport sur le projet de loi portant amnistie pour certains crimes commis en contravention des lois pénales militaires. (Texte amendé par la Chambre des représentants), p. 842.
- Dépose le rapport sur le projet de loi portant accroissement du chiffre organique des officiers de l'armée, p. 842.

de Ro (suite)

- Dépose le rapport sur le projet de loi portant complément de la loi sur la levée spéciale de 1919 et modification aux lois de milice coordonnées, p. 842.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 844 à 846.
- Dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la police des sépultures militaires, p. 842.
- Dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux pensions militaires, p. 842. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 892.
- Revision de la Constitution : projet de déclaration de révision de divers articles de la Constitution. Observation à l'occasion d'une motion de M. Coppieters concernant la procédure à suivre : sur le point de savoir si le Sénat voterait par assis et levé sur chacune des déclarations de révision, p. 850. — Discussion générale, p. 865.
- Projet de loi accordant la personification civile aux associations internationales à but scientifique. Discussion des articles. Art. 8, p. 889.
- Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 932, 934, 935, 940 à 943. — Discussion des articles. Art. 5, p. 945.
- Projet de loi relatif à la réglementation de la navigation aérienne. Discussion générale, p. 853. — Répond à une communication de M. Masson, m. g., qui fournit au Sénat quelques explications sur la réglementation de la navigation aérienne, p. 959.

Descamps (baron), sénateur de Louvain.

- Par motion d'ordre, demande à M. Delacroix, m. f., p. m., quelles sont les causes des lenteurs apportées au règlement de la question du retrait des marks, p. 15. — Fait encore diverses observations à la suite de la réponse de M. Delacroix, p. 16.
- Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 22 novembre 1918 sera célébrée chaque année comme fête nationale. Fait diverses observations quant aux dates de fêtes qu'on propose de célébrer, mais déclare cependant qu'il votera la proposition telle qu'elle est présentée, p. 51.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion des articles, Art. 2, p. 82.
- Interpellation de M. Speyer sur les mesures à prendre pour préparer l'exécution, dans le délai prévu d'un mois, de l'article 228 du Traité de Versailles, p. 514 à 517.
- Dépose le rapport sur le projet de loi approuvant l'arrangement conclu à Versailles, le 28 juin 1919, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la France et l'Empire Britannique, concernant l'occupation militaire des territoires rhénans, p. 557.
- Projet de loi portant approbation du Traité de Paix. Observation au sujet d'une proposition de M. Hymans, priant le Sénat de fixer la discussion de ce projet de loi au mardi suivant, p. 511, 512. — Propose, son rapport ayant, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, été distribué un peu tard, de donner lecture au Sénat des parties essentielles de ce document, p. 558. — Discussion générale, p. 616 à 620.
- Revision de la Constitution : projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. Observation à l'occasion d'une motion de M. Coppieters concernant la procédure à suivre : sur le point de savoir si le Sénat voterait par assis et levé sur chacune des déclarations de revision, p. 860.
- Projet de loi approuvant : 1° la convention signée à Paris, le 26 avril 1918, avec la France, relativement à la protection contre les actes des autorités ennemies, des biens et intérêts privés, des ressortissants de l'un des pays dans l'autre; 2° l'arrangement signé à Paris, le 9 octobre 1919, avec la France, relativement à la réparation des dommages de guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 875.
- Projet de loi accordant la personification civile aux universités de l'Etat, à Gand et à Liège. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, demandant un tour de faveur pour ce projet de loi, p. 937.
- Projet de loi établissant un impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 940, 942. — Discussion des articles. Art. 11, p. 947.

de Sadeleer, sénateur d'Audenarde-Alost.

- Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale. (Parle notamment de la justice à rendre aux revendications de la Belgique), p. 128 à 131, 133.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 155.

de Sadeleer (suite)

- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1° du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varssenaere; 2° au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 387.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 475. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 475.
- Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 941, 944. — Discussion des articles. Art. 5, p. 946; Art. 11, p. 947.

Desmaisières, sénateur de Hasselt, Tongres et Maeseyck.

- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 68, 75. — Fait une rectification au compte-rendu analytique, en ce qui concerne des amendements qui ont été déposés, n'ayant proposé personnellement qu'un seul de ces amendements, p. 77. — Discussion des articles. Art. 4. Défend l'amendement qu'il a présenté, p. 83, 84.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 101.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 475.
- Projets de loi : 1° sur le régime fiscal de l'alcool; 2° concernant les débits de boissons fermentées. Motive son vote sur l'ensemble de ces projets de loi, p. 669.
- Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 671.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Discussion générale, p. 796 à 798, 800, 801.
- Projet de loi complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 922.

Détention préventive. — V. Code pénal.

Dette interprovinciale dérivant du traitement des contributions de guerre. — V. Finances. Contribution de guerre; reprise par l'Etat.

Devolder, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton. — Annonce de son décès, p. 40.

de Vrière (chevalier), sénateur provincial de la Flandre occidentale,

- Rapport sur son élection, p. 110.
- Prête serment, p. 110.
- Interpellation de M. le baron Orban de Xivry au sujet de la réfection des voies de communication dans la province du Luxembourg, p. 162 à 164.
- Annnonce au Sénat qu'il a trouvé dans son pupitre un billet daté de 1916, et émanant de M. Hernalsteen au moment où il fut condamné à mort dans la salle du Sénat par un conseil de guerre allemand. Exprime le vœu que les enfants d'Hernalsteen soient pris sous la protection de l'Etat, p. 168.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 3, p. 271.
- Interpelle M. le ministre de la guerre : 1° « au sujet du grand danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varssenaere et, subseqüemment, les accidents à craindre par le fait des munitions que l'on fait exploser sur place; 2° « au sujet du maintien des chinois dans la zone sinistrée, les nombreux crimes commis par eux et le manque de travail pour les ouvriers indigènes exigent leur renvoi immédiat ». — Développe son interpellation, p. 384. — Fait encore diverses observations et remercie M. le ministre de la guerre de la réponse qu'il lui a donnée, p. 390, 391.
- Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 443.
- Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et des indemnités de logement. Discussion générale, p. 454, 457.

de Vrière (chevalier) (suite)

Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion générale, p. 465 à 470, 472.

Projet de loi établissant une taxe au profit de l'Etat, sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclames de toute nature destinés à la publicité industrielle ou commerciale. Discussion générale, p. 505.

Interpelle M. le ministre des travaux publics au sujet de l'écoulement des eaux de la zone sinistrée, par les écluses de Nieupoort, qui, s'il faut en croire les journaux, ne seront en état que dans deux ans. — Observations à l'occasion d'une communication de M. le ministre des travaux publics qui a chargé M. Coppieters de répondre à son interpellation, p. 649. — Développe son interpellation, p. 649, 650. — Remercie M. Coppieters de ses explications et de la réponse qu'il lui a donné, p. 651.

Interpellation de M. De Bruycker sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournaisis et le pays d'Ath et spécialement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux d'Ath, p. 536.

Interpelle M. le ministre de la guerre relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques. Développe son interpellation, p. 556. — Remercie le ministre de la guerre des explications qu'il a bien voulu donner, p. 557.

d'Huart (baron) sénateur de Namur-Dinant-Philippeville.

Nommé secrétaire, p. 2.

Fait rapport sur l'élection de M. Van Ormelingen, élu sénateur provincial du Limbourg, en remplacement de M. Meyers, décédé, p. 60.

Reçoit les condoléances du Sénat, à l'occasion de la perte de son quatrième petit-fils, le baron Jean d'Huart, mort des suites de sa captivité en Allemagne, p. 106.

Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet 1° du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varssemaere, 2° au sujet du maintien des chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 385.

Diplômes. — V. Enseignement.

Discours du Roi. — V. Chambres législatives-Sénat : Ouverture de la session de 1918-1919.

Dommages de guerre. — V. 1° Guerre. — 2° Affaires étrangères : Conventions internationales.

Dotation des combattants de la guerre de 1914-1918. — V. Guerre.

Douanes. — V. Finances.

Droits d'abattoir. — V. Communes : Taxes : Viandes de boucherie.

Droit civil. — V. Code civil.

Droit fiscal. — V. Code civil : Droits de succession.

Droit international. — V. 1° Dommages de guerre. — 2° Affaires étrangères : Conventions internationales.

Droit maritime. — V. Marine : Conseil des prises.

Droit pénal. — V. Code pénal.

Droits de succession, d'enregistrement et de transcription. — V. Code civil : Droits de succession.

Droits de timbre, de transcription et d'inscription. — V. Finances : Impôts.

Dryon, sénateur de Charleroi et Thuin.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 1.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1918-1919.

Drion (suite)

Projet de loi sur les loyers. S'abstient et vote sur l'ensemble du projet de loi, amendé par la Chambre des représentants, p. 237.

Du Bost, sénateur de Bruxelles.

Dépose un rapport sur une pétition, p. 55.

Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. S'oppose à la proposition de M. Ryckmans, tendant à la suppression d'une partie de l'art. 20, p. 188.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Appuie des observations de M. le président faisant remarquer qu'il faudrait laisser quelques jours au rapporteur pour rédiger son rapport et qu'il serait désirable de laisser aux membres du Sénat le temps d'en prendre connaissance, p. 212. — Demande que les membres qui désireraient déposer des amendements veuillent bien les produire à la commission, p. 212. — Fait, comme rapporteur de ce projet de loi, l'exposé succinct de l'objet de la loi, p. 227 à 230. — Discussion générale de ce projet de loi p. 258. — Discussion des articles. Art. 2, p. 269. — Article 19. Fait des observations d'interprétation sur le § 4, p. 284. — S'oppose à des amendements présentés par MM. le chevalier Schellekens et le comte de Brouckoven de Bergeyck, p. 285. — Fait encore diverses observations, p. 287.

Organisation du Sénat. Institution d'une Commission spéciale en vue d'étudier les réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation du Sénat. Discussion de cette proposition, p. 345.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des invalides de la guerre. Discussion générale, p. 382. — Vote en seconde lecture. Article 2, p. 427.

Projet de loi sur la détention préventive, les circonstances atténuantes et la participation du jury à l'application des peines. Dépose le rapport sur le projet de loi, p. 568.

Dépose le rapport sur le projet de loi sur les assemblées obligatoires, p. 854. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 872 à 874.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion des articles. Art. 41, p. 953.

Durane, sénateur de Mons et Soignies.

Interpellation de M. le baron Orban de Xivry, au sujet de la réfection des voies de communication dans la province du Luxembourg, p. 163.

Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion générale, p. 431.

Par motion d'ordre pose une question à M. le ministre de l'intérieur au sujet de l'allocation de l'indemnité de vie chère aux secrétaires communaux, le règlement de ces indemnités étant urgent, p. 446. — Remercie M. le baron de Broqueville pour la réponse qui lui a été donnée, p. 447.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation au 12 août de la prochaine séance du Sénat, p. 493.

Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accise sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion générale, p. 487.

Interpellation de M. le chevalier de Vrière, relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques, p. 556, 557.

Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Vander Molen proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. Appuie la motion de M. Vander Molen, p. 592. — Fait encore diverses observations, notamment au sujet d'une proposition de M. le comte de Baillet Latour, tendant à siéger encore la semaine suivante, p. 592, 593. — Discussion générale. 1° du projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool; 2° projet de loi concernant les débits de boissons fermentées, p. 629. — Par motion d'ordre fait une rectification au compte rendu analytique et déclare qu'il était présent lors du vote sur ces projets de loi et qu'il a émis un vote affirmatif, p. 673.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat relativement à certains projets de loi urgents, p. 672.

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella qui propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine l'après-midi et qui justifie cette proposition, p. 681.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 825.

Projet de loi relatif aux indemnités de vie chère à accorder par

Dufrane (suite)

Ies communes et par les administrations charitables à leurs agents salariés. Observations au sujet de l'urgence qu'il y a à examiner ce projet de loi, p. 905. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 908.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion des articles. Art. 4. p. 943.

Dupret, sénateur de Bruxelles.

Elu à nouveau délégué du Sénat près le conseil de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations, p. 172.

Dépose le rapport sur le projet de loi organisant le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie, commerçante et industrielle, p. 859.

Ursel (duc), sénateur provincial d'Anvers.

Interpellation de M. le baron de Mévius, en ce qui concerne les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art autour des places fortes; l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 2° au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs des crimes commis dans le pays, p. 64.

Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 206.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 17. Défend un amendement qu'il a proposé, p. 282.

Lecture par M. le président d'une lettre de M. le ministre de la guerre annonçant au Sénat sa nomination de chevalier de l'Ordre de Léopold (décoration militaire avec palmes) annonçant encore que la Croix de Guerre lui a été décernée et donnant les motifs de l'octroi de ces distinctions honorifiques, p. 325.

Projet de loi établissant une taxe au profit de l'Etat sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclames de toute nature destinés à la publicité industrielle et commerciale. Discussion générale, p. 503. — Discussion des articles. Art. 8, p. 507.

Projet de loi réglant le statut du territoire de Moresnet-Neutre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 539.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 629, 630.

Projet de loi établissant un impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 933.

Eaux et forêts.**BOIS ET FORÊTS.**

Projet de loi relatif à la conservation des bois et forêts appartenant à des ressortissants d'une nation ennemie.

Dépôt du rapport par M. le comte d'Alviella de Roodenbeke, p. 148.

M. le baron Ruzette, m. a., demande que ce projet soit voté d'urgence, car les bois et forêts dont il s'agit sont menacés de disparaître d'un jour à l'autre, p. 148. — M. le comte d'Alviella de Roodenbeke donne lecture de son rapport, p. 148. — A la proposition de M. le président le Sénat décide d'examiner ce projet de loi immédiatement après la clôture de la discussion en cours, p. 148.

Discussion générale : Est entendu M. le comte Goblet d'Alviella, p. 167.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 167.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 172.

Ecclésiastiques (Traitements). — V. Culte.**Elections. — V. Lois électorales.****Electricité.**

Régulation du matériel et du personnel par le ministre de la Guerre. — V. la rubrique interpellations au nom de M. Leku.

Eligibilité sénatoriale. — V. Chambres législatives-Sénat.**Emprunts. — V. Finances.**

Emprunts dénommés « dette interprovinciale » et dérivant des contributions de guerre. — V. Finances.

Emprunts émis à l'étranger. — V. Finances : Impôts.

Enfance.

Projet de loi instituant l'Œuvre nationale de l'Enfance.

Dépôt du rapport par M. Thiébaud, p. 561.

M. Jaspar, m. a. éc., fait remarquer l'urgence de ce projet de loi, p. 671.

Discussion générale : MM. Cousot, le chevalier Schellekens, De Bast, H. Brunard, Jaspar, m. a. éc., p. 674 à 676.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 676 à 679.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 91 membres présents, p. 680.

Enfants martyrs. — V. Code civil. Personnification civile.

Enseignement.**DIPLOMES. EQUIVALENCE.**

Projet de loi relatif à l'équivalence entre les titres et diplômes obtenus à l'étranger pendant la guerre et les certificats et diplômes belges.

Dépôt du rapport par M. le chevalier Schellekens, p. 240.

M. le président déclare que M. le ministre des sciences et des arts demande que ce projet de loi soit examiné d'urgence, p. 240. — L'urgence est déclarée et M. le chevalier Schellekens donne lecture de son rapport, p. 240.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 251, 252.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 78 membres présents, p. 267.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Universités de l'Etat : Personnification civile.

Projet de loi accordant la personnification civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège. — V. code civil, personnification civile.

Traitements. — Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités.

Discussion générale. MM. Harmignies, m. s. a., le comte Goblet d'Alviella qui parlent tous deux du projet de loi concernant la collation des grades académiques, p. 47 à 49.

M. Behaeghel fait remarquer que les orateurs ont parlé sur le projet de loi concernant la collation des grades académiques, p. 49. — M. le président déclare avoir cru que l'on entendait discuter simultanément les deux projets. Observation de M. Harmignies, p. 49.

Sont encore entendus sur les deux projets MM. Behaeghel, De Bast, Speyer, Harmignies, m. s. a., H. Brunard, p. 49 à 51.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 5.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 53.

Grades académiques. — Projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens antérieurs.

Discussion générale : V. sous la même rubrique la discussion générale du projet de loi concernant la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités.

Les articles du projet de loi sur les grades académiques sont adoptés sans observation, p. 52, 53.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 54.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Projet de loi modifiant l'art. 15 de la loi organique de l'instruction primaire.

L'article unique est adopté sans observation, p. 826.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 66 membres présents, p. 836.

Instruction obligatoire. — Projet de loi modifiant les art. 8 et 9 de la loi du 19 mai 1914 sur l'instruction obligatoire.

Discussion générale. M. le chevalier Schellekens, rap. (qui fait remarquer que ce projet de loi se borne au redressement

Enseignement (suite)

nécessaire d'un détail de procédure), Harmignies, m. s. a., le vicomte Vilain XIII, p. 496 à 498.
L'article unique est adopté sans observation, p. 498, 499.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 81 membres présents, p. 521.

Traitements, Indemnités et subsides. — Projet de loi portant révision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire, du 19 mai 1914.

Dépôt du rapport par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe, p. 875.

Discussion générale : MM. le baron de Broqueville, m. i., Carpentier, Vander Molen, Magis, p. 909.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 909 à 912.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 922.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

Projet de loi portant révision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement agricole.

Dépôt du rapport par M. le comte d'Kint de Roodebeke, p. 875.
Discussion générale. Sont entendus : MM. de Kerchove d'Ousselghem, le baron Ruzette, m. a., p. 923.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 923, 924.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 72 membres présents, p. 924.

Enseignes. — V. Finances : Impôts. Taxe d'affichage.

Equivalence de diplômes. — V. Enseignement ; Diplômes.

Erection de communes. — V. Communes.

Etats-Unis. — V. Chambres législatives-Sénat : Réception de la Chambre de commerce de Cleveland.

Etat de guerre et état de siège. — V. Organisation judiciaire.

Exportation des valeurs. — V. Finances : Valeurs.

Exportation de valeurs et monnaies (interdiction par l'Angleterre et la France). — V. la rubrique : Motion d'ordre : au nom de M. De Bast.

Expropriations. — V. la rubrique Régions dévastées. Adoption de communes et restauration des régions dévastées : Discussion des articles de ce projet de loi. Art. 5.

Expropriations faites par les Allemands pendant l'occupation pour la création de voies ferrées (Règlement des indemnités dues par suite de ces expropriations). — V. la rubrique : Motions d'ordre au nom de M. Fléchet.

F

Femmes (vote des). — V. Lois électorales : Art. 2 du projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives (donnant droit de vote aux veuves non remariées des militaires morts au cours de la guerre, des citoyens belges fusillés ou tués à l'ennemi et, à leur défaut, à leurs mères, si elles sont veuves, ainsi qu'aux mères des célibataires; les femmes condamnées à la prison ou détenues préventivement.)

Fêtes nationales.

Proposition de loi tendant à ce que la journée du 22 novembre soit célébrée chaque année comme fête nationale (due à l'initiative de M. le comte Goblet d'Alviella et signée par MM. le comte Goblet d'Alviella, Magnette, Braun, Hanrez, Colleaux).

Annnonce du dépôt de la proposition de loi, p. 17.

Discussion sur la prise en considération. M. le comte Goblet d'Alviella développe sa proposition de loi, p. 20.

La proposition de loi est appuyée et la prise en considération est votée sans observation, p. 20. — Renvoi à la commission de l'intérieur, p. 20.

Dépôt du rapport par M. Cogels qui demande que ce projet de loi soit discuté le jour même, p. 51. — Cette demande est admise, p. 51. — M. le baron Cogels donne lecture de son rapport, p. 51.

Fêtes nationales (suite)

M. le baron Descamps fait diverses observations quant aux dates des fêtes qu'on propose de célébrer mais déclare cependant qu'il votera la proposition telle qu'elle est présentée, p. 51. — M. de Broqueville, m. i., insiste pour que le Sénat se rallie à la proposition de la commission sénatoriale modifiant la date proposée par M. le comte Goblet d'Alviella et consorts et fixant la célébration de l'anniversaire au 11 novembre, p. 51. — Adhésion du Sénat, p. 51.
M. H. Brunard propose qu'on vote par acclamation, p. 51.

L'article unique fixant l'anniversaire au 11 novembre est adopté sans observation, p. 52.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 70 membres présents, 54.

Projet de loi amendé par la Chambre des représentants portant que l'anniversaire de la journée du 4 août 1914 sera célébré chaque année comme fête nationale.

Dépôt du rapport par M. le baron Cogels qui annonce que la Chambre des représentants a modifié la date de l'anniversaire et l'a fixée au 4 août, p. 478.

L'urgence est déclarée et M. le baron Cogels donne lecture de son rapport, p. 478.

Discussion générale. MM. le comte Goblet d'Alviella, Demerbe déclarent qu'ils s'abstiendront afin de protester contre la modification de date apportée par la Chambre, p. 478.

M. Struye indique les motifs pour lesquels il se ralliera à la décision de la Chambre, p. 478, 479.

L'article unique est, tel qu'il a été voté par la Chambre des représentants, adopté sans observations, p. 479.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 53 voix contre 1 et 9 abstentions, p. 479. — Se sont abstenus : MM. Flechet, Focquet, le comte Goblet d'Alviella, Hiard, Hubert, (G.), Magis, De Bast, le comte de Brouhoven de Bergeyck et Demerbe, p. 479.

Fêtes nationales françaises du 14 juillet. — V. Affaires étrangères.

Finances. — V. aussi Congo.

PROJET DE LOI TRANSITOIRE DE FINANCES POUR 1919.

Avant d'ouvrir la discussion générale, M. le président annonce au Sénat que M. Delacroix, m. f., c. c., obligé de se rendre d'urgence en Angleterre lui a fait savoir qu'il serait dans l'impossibilité d'être présent pour la discussion de ce projet de loi et qu'il a prié son collègue, M. Jaspas, m. a. éc., de le remplacer, p. 26.

Discussion générale. M. Jaspas, m. a. éc., indique au Sénat le double objet du projet de loi qui tend : d'une part à régulariser la situation fiscale née de la guerre et d'autre part à assurer au gouvernement les voies et moyens qui lui sont nécessaires, p. 26 à 28. — M. le président fait remarquer que la limitation du temps de parole ne s'applique pas à un discours ministériel mais prie M. Jaspas, m. a. éc., d'abréger, si possible, p. 27.

Sont entendus : MM. Magnette, Hubert Brunard, Poelaert, Berger, le chevalier Schellekens et Hallet, p. 28 à 32. — Interruptions de MM. Hallet, Rolland, p. 29, 30. — M. Jaspas, m. a. éc., répond aux observations présentées, p. 32.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 33.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 62 voix contre 1 et 4 abstentions, p. 36. — Se sont abstenus : MM. Magnette, Carpentier, De Bast et le baron de Pitteurs Hiégaerts, p. 36.

ACTIONS DU CHEMIN DE FER DE MONS A HAUMONT.

Amortissement et paiement des coupons. V. la rubrique motion d'ordre au nom de M. Brunard, H.

ALCOOL.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 591.

Motion d'ordre de M. Vander Molen, qui propose d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances, p. 592. — M. Delacroix, m. f. p. m., s'oppose à cette proposition, p. 592. — MM. Delannoy et de Ro appuient la proposition de M. Van der Molen, p. 592. — Sont encore entendus : MM. Delacroix, m. f. p. m., et le comte de Baillet Latour, qui propose au Sénat de se réunir encore le mardi et mercredi suivants, p. 592. — M. Van der Molen maintient sa proposition, p. 592. — M. Dufrane appuie la proposition de M. Van der Molen, p. 592. — Il est procédé au vote par assis et levé, sur la proposition de M. Van der Molen, et l'épreuve étant douteuse, M. le président déclare

Finances (suite)

qu'il va être procédé au vote par appel nominal, p. 592. Observations de MM. Dufrane, le président baron de Favereau, Lekeu, le baron Orban de Xivry et A. Hubert, p. 592. — La proposition de M. Van der Molen est mise aux voix et rejetée par 49 voix contre 32, p. 592. — M. le comte de Baillet Latour, maintient sa proposition, p. 593. — Sont entendus : MM. Flechet, Ryckmans, Dufrane, le président baron de Favereau, Coppieters, Cousot, de Ro, p. 593. — La proposition de M. le comte de Baillet Latour est adoptée par assis et levé, p. 593. Discussion générale de ce projet de loi, M. Keesen, p. 603 à 605. Motion d'ordre de M. le baron de Mévius qui propose de joindre à la discussion générale de ce projet de loi la discussion du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées, ces deux projets soulevant des considérations générales connexes, p. 605. — M. Delacroix, m. f. p. m., déclare que le gouvernement se rallie à cette proposition, p. 605. — La proposition de M. le baron de Mévius est unanimement adoptée, p. 605.

Discussion générale des projets de loi : 1° sur le régime fiscal de l'alcool; 2° concernant le débit de boissons fermentées : MM. Van der Molen, Delacroix, m. f. p. m., Thiébaud, Halot, Cousot, Mertens, p. 605 à 611. — M. le président fait remarquer qu'il y a encore dix orateurs inscrits pour cette discussion et qu'il reste encore 13 objets à l'ordre du jour et prie les orateurs d'être aussi brefs que possible, p. 611. — M. Hallet propose de limiter la durée des discours, p. 611.

Reprise de la discussion générale des projets de loi : 1° sur le régime fiscal de l'alcool; 2° concernant le débit de boissons fermentées, MM. le chevalier Schellekens, le baron della Faille d'Huyse, le baron de Mévius, p. 611 à 613. — M. le vice-président comte Goblet d'Alviella fait remarquer à M. le baron de Mévius, rapporteur, que tout en ayant le droit de prendre la parole quand il le veut, il ne peut pas interrompre un discours, p. 613. — Reprise de la discussion générale de ces deux projets de loi MM. Cousot, le vicomte Simonis, le baron de Mévius, rap., Van der Molen, Mertens, Delannoy, le baron della Faille d'Huyse, p. 623 à 625. — M. le président baron de Favereau fait remarquer qu'il y a encore 7 orateurs inscrits et les prie d'abréger autant que possible leurs discours, p. 625. — Reprise de la discussion générale. MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (qui dépose des amendements qu'il présente avec M. De Bast : Dispositions remplaçant les articles 1 et 2), le baron de Mévius, Keesen, Coppieters, Lekeu, le baron della Faille d'Huyse, Van der Molen, Delannoy, Delacroix, m. f. p. m., Struye, le duc d'Ursel, Fléchet, Peltzer, le comte Goblet d'Alviella, p. 625 à 630.

Discussion des articles du projet de loi sur le régime de l'alcool. Art. 1^{er}. M. le président indique à nouveau les amendements présentés par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et De Bast, p. 630. — La première partie de ces amendements (concernant la rédaction de l'art. 1^{er}) est mise aux voix et est rejetée, p. 630. — L'article 1^{er} est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 630. — M. le président déclare que par suite du rajet de la première partie des amendements de MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et De Bast, le reste des amendements vient à disparaître, qu'il y a lieu pourtant de réserver une partie tendant à ajouter un § 9 à l'art. 1^{er} du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées, amendement sur lequel le Sénat se prononcera lors de la discussion de ce projet de loi, p. 630. — Les articles 2 à 18 sont adoptés sans observations, p. 630 à 632.

MM. Couiller et le vicomte Desmazières motivent leur vote, p. 669, 670.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 52 voix contre 15 et 12 abstentions, p. 670. — Se sont abstenus MM. Struye, le comte d'Kint de Roodenbeke, Van den Bussche, Verduynde de Solart, Croquet, De Bast, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le baron de Kerchove d'Exaerde, de Kerckove d'Ousselghem, le baron della Faille d'Huyse et de Ro, p. 670.

Motion d'ord. de M. Dufrane qui fait une rectification au compte rendu analytique et déclare qu'il était présent et a émis un vote affirmatif sur ce projet de loi, p. 673.

Motion d'ordre de M. le chevalier Schellekens qui déclare que, s'il avait pu être présent il aurait émis un vote affirmatif sur ce projet de loi, p. 674.

Pour la discussion des articles et le vote du projet de loi sur les débits de boissons fermentées. — V. la rubrique : Hygiène et santé : Alcoolisme.

BOURSE DE CHANGE ET DE FONDS PUBLICS.

Projet de loi réglementant les bourses de change et de fonds publics.

Finances (suite)

M. Delacroix, m. f. p. m., déclare à la suite d'une proposition de M. le président que ce projet de loi est urgent et prie le Sénat de l'examiner le jour même, p. 100. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 100. — L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 67 membres présents, p. 101.

BUDGETS DE L'EXERCICE 1910 (RÈGLEMENT DÉFINITIF).

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 509. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 546 à 550. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 69 membres présents, p. 551.

BUDGET DE L'EXERCICE 1911 (RÈGLEMENT DÉFINITIF).

Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 802. Les articles sont adoptés sans observation, p. 826 à 830. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, p. 836.

BUDGETS. — V. dans la même rubrique générale Finances la sous-rubrique : Crédits provisoires.

M. le président baron de Favereau fait remarquer au Sénat qu'il serait urgent que le Sénat s'occupât, en commission, du budget. Rappelle que le budget est présenté cette fois à la législature sous la forme d'un seul et unique projet de loi. Propose de renvoyer ce projet à chacune des commissions et indique, pour le surplus, la procédure qu'il estime qu'il serait bon de suivre pour arriver à un examen complet, p. 386. — MM. Speyer, le président baron de Favereau, Coppieters, De Bast, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Magis, font diverses observations, p. 386. — Le Sénat décide que les différentes commissions désigneront un rapporteur qui soumettra un rapport écrit la commission centrale du budget, p. 380.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919 ET DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES DÉLAIS DE PRESCRIPTIONS FISCALES, LA GARANTIE POUR LE RECouvreMENT ET LA LOI SUR LES PENSIONS DE VIEILLESSE.

Discussion générale. MM. Brunard, Delacroix, m. f. p. m., p. 689 à 692.

Examen des divers tableaux contenant les sections du budget général. Titre II, § 1^{er}. Tableau I. Dette publique. Adopté sans observation, p. 692 à 696. — Tableau II. Dotation. Les articles sont adoptés sans observation, p. 696, 697. — Tableau III. Budget de la justice. Les articles sont adoptés sans observation, 697 à 702.

Tableau IV. Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Sont entendus : MM. Speyer, Hallet, Hymans, m. a. étr., De Bast, p. 704. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 704 à 709. — Voyez aussi la rubrique : Interpellation au nom de M. Vinck, au sujet de l'action du Comité de politique nationale au Grand-Duché de Luxembourg.

Tableau V. Budget de l'intérieur. Les articles sont adoptés sans observations, p. 709 à 717. — Tableau VI. — Budget des sciences et des arts. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 717 à 734. — Tableau VII. — Budget de l'agriculture. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 734 à 740. — Tableau VIII. Budget des travaux publics. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 741 à 743. — Tableau IX. Budget de l'industrie, du travail et du ravitaillement. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 741 à 750. — Tableau X. Budget des chemins de fer, postes, marine et télégraphiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 750 à 756. — Tableau XI. Budget des colonies. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 756, 757. — Tableau XII. Budget de la guerre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 757 à 760. — Tableau XIII. Budget des Finances. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 760 à 763. — Tableau XIV. Budget des affaires économiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 763, 764. — Tableau XV. Budget des non valeurs et des remboursements. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 765. — Titre II, § 2. Tableau XVI. Dépenses de nature extraordinaire, p. 766 à 773. — Titre III. Tableau XVII. Voies et moyens. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 773 à 777. — Titre IV. Tableau XVIII. — Recettes et dépenses, pour ordre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 777 à 784.

Tableau IX. Budget de l'industrie, du travail et du ravitaillement. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 741 à 750. — Tableau X. Budget des chemins de fer, postes, marine et télégraphiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 750 à 756. — Tableau XI. Budget des colonies. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 756, 757. — Tableau XII. Budget de la guerre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 757 à 760. — Tableau XIII. Budget des Finances. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 760 à 763. — Tableau XIV. Budget des affaires économiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 763, 764. — Tableau XV. Budget des non valeurs et des remboursements. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 765. — Titre II, § 2. Tableau XVI. Dépenses de nature extraordinaire, p. 766 à 773. — Titre III. Tableau XVII. Voies et moyens. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 773 à 777. — Titre IV. Tableau XVIII. — Recettes et dépenses, pour ordre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 777 à 784.

Tableau X. Budget des chemins de fer, postes, marine et télégraphiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 750 à 756. — Tableau XI. Budget des colonies. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 756, 757. — Tableau XII. Budget de la guerre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 757 à 760. — Tableau XIII. Budget des Finances. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 760 à 763. — Tableau XIV. Budget des affaires économiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 763, 764. — Tableau XV. Budget des non valeurs et des remboursements. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 765. — Titre II, § 2. Tableau XVI. Dépenses de nature extraordinaire, p. 766 à 773. — Titre III. Tableau XVII. Voies et moyens. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 773 à 777. — Titre IV. Tableau XVIII. — Recettes et dépenses, pour ordre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 777 à 784.

Tableau XI. Budget des colonies. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 756, 757. — Tableau XII. Budget de la guerre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 757 à 760. — Tableau XIII. Budget des Finances. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 760 à 763. — Tableau XIV. Budget des affaires économiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 763, 764. — Tableau XV. Budget des non valeurs et des remboursements. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 765. — Titre II, § 2. Tableau XVI. Dépenses de nature extraordinaire, p. 766 à 773. — Titre III. Tableau XVII. Voies et moyens. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 773 à 777. — Titre IV. Tableau XVIII. — Recettes et dépenses, pour ordre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 777 à 784.

Tableau XII. Budget de la guerre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 757 à 760. — Tableau XIII. Budget des Finances. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 760 à 763. — Tableau XIV. Budget des affaires économiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 763, 764. — Tableau XV. Budget des non valeurs et des remboursements. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 765. — Titre II, § 2. Tableau XVI. Dépenses de nature extraordinaire, p. 766 à 773. — Titre III. Tableau XVII. Voies et moyens. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 773 à 777. — Titre IV. Tableau XVIII. — Recettes et dépenses, pour ordre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 777 à 784.

Tableau XIII. Budget des Finances. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 760 à 763. — Tableau XIV. Budget des affaires économiques. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 763, 764. — Tableau XV. Budget des non valeurs et des remboursements. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 765. — Titre II, § 2. Tableau XVI. Dépenses de nature extraordinaire, p. 766 à 773. — Titre III. Tableau XVII. Voies et moyens. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 773 à 777. — Titre IV. Tableau XVIII. — Recettes et dépenses, pour ordre. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 777 à 784.

Vote du projet de loi contenant le budget général. — Les articles sont adoptés sans observations, p. 784 à 787. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 66 membres présents, p. 787.

Finances (suite)

CAISSE D'AMORTISSEMENT ET CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS.

Conseil de surveillance : M. le président annonce au Sénat que M. le ministre des finances fait connaître l'expiration du mandat de M. Dupret, membre de ce conseil et propose de fixer cette nomination au lendemain à 3 heures, p. 143. — M. Dupret est un nouveau élu délégué du Sénat à cette commission de surveillance, p. 172.

CHÈQUES.

Projet de loi complétant la loi du 20 juin 1873 sur les chèques.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 345.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 71 membres présents, p. 346.

CONTRIBUTIONS DE GUERRE. REPRISE PAR L'ÉTAT.

Projet de loi autorisant la reprise par l'Etat des emprunts dénommés : dette interprovinciale et dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la nation belge.

Discussion générale. MM. le baron de Moffart, le baron Van Reyngom de Buzet, de Ro, le baron Ruzette, m. a., p. 821. — Les articles sont adoptés sans observation, p. 821.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, p. 835.

COUR DES COMPTES.

Projet de loi fixant la pension de retraite de M. Bourgeois, César, président honoraire et de M. Max, Adolphe, conseiller honoraire à la Cour des Comptes. — V. Pensions : Cour des Comptes.

CRÉDITS À L'ÉTRANGER.

Projet de loi sur les crédits à l'étranger.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 126.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 76 membres présents, p. 136.

CRÉDIT À L'INDUSTRIE.

Projet de loi instituant une Société nationale de crédit à l'industrie. — V. Industrie, commerce et travail.

CRÉDIT PROFESSIONNEL.

Projet de loi organisant le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle. — V. Industrie, commerce et travail.

V. Industrie, commerce et travail.

CRÉDITS PROVISOIRES.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le budget général de l'exercice 1919.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 197, 198.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 68 membres présents, p. 212.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le budget général de l'exercice 1919.

M. De Bast, propose, en raison de l'urgence, de donner lecture de son rapport, p. 449. — L'urgence est déclarée et M. De Bast donne lecture de son rapport, p. 449.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 449, 450.

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 64 membres présents, p. 459.

DOUANES ET ACCISES.

V. sous la même rubrique générale : Finances, les sous rubriques : 1° A. cool. — 2° Tabac.

Projet de loi relatif au recouvrement de créances arriérées en matière de douane et d'accises.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 820, 821. —

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 64 membres présents, p. 835.

Projet de loi modifiant le tarif des douanes, ainsi que les droits d'accise sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages.

Discussion générale. MM. Mertens, Van de Molen, le baron de Mévius, rapp., de Ro, p. 482 à 485. — M. le baron de

Finances (suite)

Mévius, demande que, lors de la discussion des articles, l'on mette en discussion l'article 4 relatif aux sucres, avant l'article 3, parce que si, comme il l'espère, le Sénat adoptait un amendement présenté par M. Mertens à l'art. 4, il présenterait lui-même un amendement à l'art. 3, relativement à la ristourne, p. 485. — M. Mertens, se rallie à la proposition de M. le baron de Mévius, rapp., p. 485. — Reprise de la discussion, MM. le baron de Mévius, rapp., Delacroix, m. f., p. m., Van der Molen, Mertens, le baron della Faille d'Huyssse, Dufranc, p. 485 à 488.

Discussion des articles.

Art. 1^{er} et 2. Adoptés sans observation, p. 488, 489.

Art. 4. Droits sur les sucres (mis en discussion avant l'art. 3, conformément à la demande de M. Mévius, rapp.). —

M. le président donne lecture d'un amendement de M. Van der Molen et De Blicck, tendant à intercaler les mots « versés en chaudière » au 1^{er} alinéa de l'art. 4, p. 489. — Discussion MM. le baron de Mévius, rapp., Van der Molen, Mertens, Delacroix, m. f., p. m. (qui déclare ne pouvoir accepter l'amendement de MM. Van der Molen et De Blicck, p. 489. —

L'amendement de MM. Van der Molen et De Blicck est rejeté, p. 489. — M. le président met aux voix l'amendement de M. Mertens, et M. Mertens demande l'appel nominal sur son amendement, p. 489. — La demande d'appel nominal n'est pas appuyée et l'amendement de M. Mertens est rejeté par assis et levé, p. 489.

Art. 3. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. Van der Molen et De Blicck et d'un amendement présenté par M. Mertens, p. 489, 490. — Ces amendements sont successivement mis aux voix et ne sont pas adoptés, p. 490. — L'art. 3 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 490.

Art. 5. adopté sans observation, p. 490.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix et 3 abstentions, p. 490. — Se sont abstenus : MM. Mertens, Van der Molen et De Blicck, p. 490.

EMPRUNTS.

Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger.

Discussion générale. MM. de Sadeleer, Hanrez, Delacroix, m. f., p. m. (Les orateurs parlent notamment de la justice à rendre aux revendications de la Belgique), p. 128 à 134. — Interruptions de MM. Brunard, Leken, De Bast, Hallet, Vinck, Delannoy, p. 129 à 132.

Discussion des articles. Art. 1^{er}. M. le président donne lecture du texte adopté par la Chambre des représentants et d'un amendement présenté par le chevalier Schellekens : texte remplaçant le litt. C, p. 134. — M. le chevalier Schellekens développe son amendement, p. 134. — Sont entendus : MM. Delacroix, m. f., p. m. (qui déclare ne pouvoir se rallier à l'amendement de M. le chevalier Schellekens), de Ro, le chevalier Schellekens, p. 134, 135. — Le chevalier Schellekens déclare, à la suite des explications de M. Delacroix, m. f., p. m., retirer son amendement, p. 135. — M. Magis demande 1^o si l'emprunt discuté va servir à consolider les bons du trésor qui ont été émis et dont une partie a servi au retrait des marks; 2^o si l'on pourra souscrire à l'emprunt au moyen des bons du trésor; 3^o quand seront imprimés les bons du trésor, p. 135, 136. — M. Delacroix, m. f., p. m., répond à cette question, p. 135, 136. — L'art. 1^{er} est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 136. — Art. 2, 3 et 4, adoptés tels qu'ils ont été admis par la Chambre des représentants, p. 136.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 67 membres présents, p. 137.

EXPORTATION DE VALEURS ET MONNAIES. (*Interdiction par l'Angleterre et la France*). — V. la rubrique : Motion d'ordre au nom de M. De Bast.

HYPOTHEQUES.

Projet de loi modifiant certains salaires des conservateurs des hypothèques.

Dépôt du rapport par M. le baron de Mévius, p. 854.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 877, 878.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 64 membres présents, p. 886.

IMPOTS.

Bénéfices de guerre. Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Discussion générale. M. Brunard, H., p. 67. — M. le président indique une erreur d'impression qui s'est glissée dans le rap-

Finances (suite)

- port, à l'art. 7, ligne 4, et annonce le dépôt d'un amendement par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 67. — Reprise de la discussion générale. MM. le vicomte Vilain XIII, le vicomte Desmazières, Hanrez, Magis, Delacroix, m. f., p. m., le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le comte Goblet d'Alviella, baron della Faille d'Huyssse, Halot, Brunard, Ed., le baron de Mévius, Rolland, p. 67 à 75. — M. le président annonce le dépôt d'amendements présentés : 1° par M. De Bast, à l'art. 3; 2° par M. le vicomte Desmazières et consorts, aux art. 4 et 10; 3° par M. le baron della Faille d'Huyssse, à l'art. 20, p. 75, 76. — M. le vicomte Desmazières fait une rectification au compte-rendu analytique au sujet d'un amendement qu'il a présenté, p. 77. — Reprise de la discussion générale. MM. De Bast, Magis, p. 77. — M. le président annonce le dépôt d'un amendement présenté par M. Halot, à l'art. 12, p. 78. — Reprise de la discussion générale. MM. Struyve, Delacroix, m. f., p. m., Magis, Focquet, p. 78 à 80.
- Discussion des articles. Art. 1^{er} adopté sans observation, p. 80.
- Art. 2. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. le comte Goblet d'Alviella. Cet amendement est appuyé, p. 80. — M. le comte Goblet d'Alviella défend son amendement, p. 80. — Observation de M. Delacroix, m. f., p. m., p. 80. — Sont encore entendus : MM. Demerbe, le baron della Faille d'Huyssse, Delacroix, m. f., p. m., le comte Goblet d'Alviella, Hallet, rap. (qui propose un amendement), le baron Descamps, p. 80 à 82. — M. Hallet retire son amendement à la suite des déclarations de M. Delacroix, m. f., p. m., p. 82. — L'amendement de M. Goblet d'Alviella est rejeté et l'art. 2 est adopté tel qu'il a été présenté par la Chambre des représentants, p. 82.
- Art. 3. M. le président donne lecture d'amendements présentés par M. De Bast, p. 82, 83. — M. De Bast rappelle qu'il a motivé ses amendements au cours de la discussion générale, p. 83. — Sont entendus : MM. le comte Goblet d'Alviella, Delacroix, m. f., p. m., p. 83. — Les deux amendements de M. De Bast sont rejetés et l'art. 3 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 83.
- Art. 4. M. le président donne lecture de l'amendement présenté par MM. le vicomte Desmazières et consorts, p. 83. — Sont entendus : MM. Magis, Delacroix, m. f., p. m., Rolland, le vicomte Desmazières (qui défend son amendement), le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 83, 84. — L'amendement de M. le vicomte Desmazières est rejeté et l'art. 4 est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 84.
- Art. 5 et 6, adoptés sans observation, p. 84.
- Art. 7. M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem demande une explication relativement au sens des mots « valeur locative », p. 84. — Est entendu : M. Delacroix, m. f., p. m., p. 85. — L'art. 7 est adopté, p. 85.
- Art. 8 et 9 adoptés sans observation, p. 85.
- Art. 10. M. le président donne lecture de deux amendements présentés par MM. le vicomte Desmazières et consorts. Ces amendements sont rejetés et l'art. 10 est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 85.
- Art. 11, adopté sans observation, p. 85.
- Art. 12. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Halot, p. 85. — M. Halot justifie l'amendement qu'il a présenté, p. 85, 86. — Sont entendus : MM. Delacroix, m. f., p. m. (qui prie le Sénat d'écarter l'amendement de M. Halot), Speyer, De Bast, Rolland, p. 86, 87. — L'amendement de M. Halot est rejeté et l'art. 12 est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 87.
- Art. 13 et 14 adoptés sans observation, p. 87.
- Art. 15. Sont entendus : MM. Mertens, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Magis, Delacroix, m. f., p. m., p. 87, 88. — L'article 15 est adopté.
- Art. 16 adopté sans observation, p. 88. — M. Speyer demande à poser une question au sujet de l'art. 16 dont le vote est déjà acquis. Cette demande est admise, p. 95. — Pose une question à M. le ministre des finances concernant l'interprétation de cet article, quant aux conditions de remise de l'impôt, p. 95. Est entendu : M. Delacroix, m. f., p. m., p. 95.
- Art. 17. Observations de MM. le baron della Faille d'Huyssse et de Ro, quant à l'interprétation de l'article, p. 96. — Est entendu : M. Delacroix, m. f., p. m., p. 96. — L'art. 17 est adopté, p. 96.
- Art. 18 et 19, adoptés sans observation, p. 96.
- Art. 20. M. le président donne lecture des amendements présentés par M. della Faille d'Huyssse, p. 96, 97. — Sont entendus : MM. H. Brunard, Delacroix, m. f., p. m., baron della Faille d'Huyssse, p. 97. — M. Delacroix, m. f., p. m., se rallie aux suggestions de M. le baron della Faille d'Huyssse et M. le baron della Faille d'Huyssse déclare, dans ces conditions, renoncer à ses amendements, p. 97. — L'art. 20 est adopté.
- Art. 21. Observations de MM. le baron de Mévius, Delacroix, m. f., p. m., Magis, De Bast, p. 97, 98. — L'art. 21 est adopté.

Finances (suite)

- Art. 22 adopté sans observation, p. 98.
- Art. 23. M. de Ro pose une question au sujet de la situation de ceux qui de bonne foi s'abstiennent de faire leurs déclarations, p. 98. — Est entendu : M. Delacroix, m. f., p. m. — L'art. 23 est adopté.
- Art. 24 à 30. Adoptés sans observations, p. 98, 99.
- Art. 31. Observations de MM. de Ro et Delacroix, m. f., p. m., p. 99. — L'art. 31 est adopté, p. 99.
- Art. 32 à 39, adoptés sans observations, p. 99, 100.
- M. le comte de Brouchoven de Bergeyck motive son vote, p. 100. L'ensemble du projet de loi est adopté par 66 voix et 4 abstentions, p. 100. — Se sont abstenus : MM. le vicomte Desmazières, le baron van Reynegom de Buzet, le vicomte A. Vilain XIII et le baron de Moffarts, p. 101.
- Droits de succession, d'enregistrement et de transcription. — Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. — V. Code civil : Droits de succession.*
- Impôt sur le revenu. — Projet de loi établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.*
- Dépôt du rapport par M. Hallet, p. 913.
- Discussion générale. MM. Hallet, rap.; De Bast, le baron Ancion, Hanrez, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le comte Goblet d'Alviella, Halot, de Ro, Delacroix, m. f., p. m., le baron de Moffarts, le baron Orban de Xivry, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le duc d'Ursel, Coppieters, p. 928 à 937. — De Bast, Fléchet, Delacroix, m. f., p. m., le comte Goblet d'Alviella, le baron Descamps, le baron Orban de Xivry, de Ro, Braun, Coullier, De Sadeleer, le baron de Favereau, Mertens, p. 939 à 944.
- Discussion des articles. Art. 1^{er}, 2 et 3, adoptés sans observation, p. 944. — Art. 4. MM. Braun, Delacroix, m. f., p. m., Hallet, Dufranc, p. 944, 945. — L'art. 4 est adopté, p. 945. — Art. 5. MM. le baron Ancion, de Ro, Delacroix, m. f., p. m., De Sadeleer, p. 945, 946. — L'art. 5 est adopté, p. 946. — Art. 6 à 10, adoptés sans observation, p. 946. — Art. 11. MM. Braun, Delacroix, m. f., p. m., De Sadeleer, Hallet, le baron Descamps, p. 946 à 948. — L'art. 11 est adopté, p. 948. — Art. 12, adopté sans observation, p. 948. — Art. 13. MM. le comte Goblet d'Alviella (qui demande si la remise ou la modération constitue un droit), Delacroix, m. f., p. m., Hallet, p. 948. — L'art. 13 est adopté, p. 948. — Art. 14, adopté sans observation, p. 948. — Art. 15. MM. Peltzer, Delacroix, m. f., p. m., p. 949. — L'art. 15 est adopté, p. 949. — Art. 16 à 40, adoptés sans observation, p. 949 à 953. — Art. 41, MM. le baron de Favereau, Delacroix, m. f., p. m., De Bast, p. 953. — L'art. 41 est adopté, p. 953. — Art. 42 à 75 adoptés sans observation, p. 953 à 956. — Art. 76, M. le comte Goblet d'Alviella demande, malgré la clarté de ce projet de loi, que, soit directement, soit par une circulaire aux receveurs, le ministre fasse savoir au public qu'il serait désirable que les agents du fisc donnent toutes les explications nécessaires avant que les déclarations ne soient remplies, afin d'éviter les erreurs et même les procès. M. Delacroix, m. f., p. m., déclare qu'il en sera fait ainsi, p. 957. — L'art. 76 est adopté, p. 957. — Art. 77 à 88 adoptés sans observation, p. 957, 958. — Art. 89. MM. le comte Goblet d'Alviella, Delacroix, m. f., p. m., p. 958. — L'art. 89 est adopté, p. 958. — Art. 90 adopté sans observation, p. 958.
- L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 68 membres présents, p. 961.
- Droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et d'inscription et brevets industriels. — Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention.*
- Dépôt du rapport de M. de Mévius, p. 796.
- Discussion générale : MM. Delacroix, m. f., p. m., Delannoy, Coullier, De Bast, Poelaert, le baron de Mévius, rapporteur, Coullier, De Bast, Poelaert, le baron de Mévius, rap., de Ro, H. Brunard, Coppieters, Hanrez, Peltzer, Vinck, Assou, le baron Orban de Xivry, p. 842 à 847.
- Discussion des articles. Art. 1^{er}. M. Poelaert pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., concernant les actes notariés, p. 847. — Est entendu : M. Delacroix, m. f., p. m., p. 847. — Les articles 2 à 15 sont adoptés sans observations, p. 847 à 849. — Art. 16. M. Fléchet pose une question sur le droit dont il est question à l'art. 15, p. 849. — Est entendu : M. Delacroix, m. f., p. m., p. 849. — L'art. 16 est adopté, p. 849. — Art. 17 à 28, adoptés sans observation, p. 849, 850.
- L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 72 membres présents, p. 850.

Finances (suite)

Exemption d'impôt pour les emprunts émis à l'étranger. — Projet de loi exemptant d'impôts les emprunts émis à l'étranger et facilitant l'émission de ces emprunts.

Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 826.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 852.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 63 membres présents, p. 852.

Taxes d'affichage. — Projet établissant une taxe au profit de l'Etat sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature, destinées à la publicité industrielle et commerciale.

Discussion générale. MM. de Pierpont-Surmont de Volsberghe, le chevalier Schelleens, le baron de Moffarts, rapporteur, le duc d'Ursel, Delacroix, m. f., p. m., le comte de Brouchoven de Bergeyck, le chevalier de Vrière, p. 500 à 506.

M. le président annonce que la commission propose un premier amendement tendant à modifier l'intitulé de la loi, p. 506. — M. le baron de Moffarts, demande que cet amendement soit réservé, parce que, comme il l'a déjà déclaré, l'amendement sera retiré, si d'autres amendements plus importants ne sont pas adoptés, p. 506.

Discussion des articles. Art. 1^{er} à 4. Adoptés sans observation, p. 506. — Art. 5. M. le président indique un amendement proposé par la commission, p. 506. — Cet amendement est rejeté et l'article 5 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 506. — Art. 6 et 7. Adoptés sans observation, p. 506; 507. — Art. 8. Sont entendus : MM. le duc d'Ursel et Delacroix, m. f., p. m., p. 507. — L'article 8 est adopté, p. 507. — Art. 9 et 10. Adoptés sans observation, p. 507. — Art. 11. M. le président indique un amendement proposé par la commission, p. 507. — M. le baron de Moffarts, rap., déclare que la commission ne maintient par cet amendement, les amendements précédents n'ayant pas été adoptés, et l'article 11 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 507. — Art. 12. Adopté sans observation, p. 507. — Art. 13. M. le président indique un amendement présenté par la commission et cet amendement est rejeté, p. 508. — L'art. 13 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 508. — Art. 14 et 17 adoptés sans observation, p. 508.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 73 voix contre 3 et 3 abstentions, p. 522. — Se sont abstenus : MM. Hanrez, Magnette et Coullier, p. 522.

MARKS.

Remboursement des billets de 1,000 et de 100 marks avec cachets et numéros portant la date de 1910. — V. la rubrique : Motion d'ordre au nom de M. De Bast, p. 611.

Retraits des marks.

Motion d'ordre de M. le baron Descamps, qui demande à M. Delacroix, m. f., p. m., quelles sont les causes des lenteurs apportées au règlement de la question du retrait des marks, p. 15. — Réponse de M. Delacroix, m. f., p. m., p. 15. — Sont encore entendus : MM. le baron Descamps, Vinck et Delacroix, m. f., p. m., p. 16.

TABAC.

Régime fiscal du tabac. — Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac.

Discussion générale. MM. Delannoy, Focquet, Delacroix, m. f., p. m., Colléaux, le baron de Mévius, rapp., E. Vercauysse, p. 639 à 646.

Discussion des articles. Art. 1^{er}. M. le président indique des amendements présentés : 1^o par MM. E. Vercauysse et de Meester; 2^o par MM. Delannoy (amendement qui dans sa première partie se confond avec celui de MM. Vercauysse et de Meester), p. 663. — Sont entendus : MM. Delacroix, m. f., p. m. (qui déclare que le gouvernement combat ces amendements), E. Vercauysse et Delannoy qui défendent leurs amendements, p. 663, 664. — La première partie de l'amendement de M. Delannoy, qui se confond avec l'amendement de MM. Vercauysse et de Meester est adopté, p. 664. — La seconde partie de l'amendement de M. Delannoy est mise aux voix et est également adoptée, p. 664. — L'article 1^{er} ainsi amendé est adopté, p. 664. — M. le baron de Mévius, rapp., déclare que la commission renonce à ses amendements, p. 664. — Art. 2 à 17 adoptés sans observation, p. 664 à 666. — Art. 18. M. le président indique un amendement présenté au litt. b par MM. Vercauysse et de Meester, p. 666, 667. — M. E. Vercauysse motive son amendement et cet amendement est

Finances (suite)

adopté, p. 667. — L'art. 18 ainsi amendé est adopté, p. 667. — Art. 19. M. le président indique un amendement présenté par MM. E. Vercauysse et de Meester et met cet amendement aux voix, p. 667. — M. E. Vercauysse demande à motiver son assis et levé, p. 667. — L'art. 19 est adopté, p. 667. — Art. 20. M. le président indique un amendement présenté par MM. E. Vercauysse et de Meester, p. 667. — M. E. Vercauysse déclare, en présence des explications qui ont été données, lors de la discussion générale par M. Delacroix, m. f., p. m., retirer l'amendement qu'il avait présenté à cet article avec M. de Meester ainsi que ceux qu'ils avaient proposés aux articles 24, 30 et 38, p. 667. — L'art. 20 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 667. — Les art. 21 à 38 sont adoptés sans observation, p. 667 à 669.

M. le président demande si le Sénat est disposé à procéder immédiatement au second vote des articles amendés, p. 671. — Observations de MM. Hallet et Delacroix, m. f., p. m., (qui insiste pour que cette proposition soit admise), p. 671. — Le Sénat décide de procéder immédiatement au second vote.

Vote en seconde lecture. — Les articles 1 à 18 sont définitivement adoptés, p. 671.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 51 voix contre 5 et 3 abstentions, p. 671. — Se sont abstenus : MM. le baron de Mévius, le vicomte Desmaisières et Hanrez, p. 671.

VALEURS.

Exportation, transit et importation. — Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des valeurs.

Dépôt du rapport par M. Thiébaud, p. 561.

M. Jaspas, m. a. ec., fait remarquer l'urgence de ce projet de loi, p. 671.

Discussion générale. MM. G. Vercauysse, Jaspas, m. a. ec., p. 679.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 679, 680.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 2 et 2 abstentions, p. 680. — Se sont abstenus : MM. G. Vercauysse et Capelle, p. 680.

Fisc. — V. Finances : 1^o Alcool. — Tabac,**Fixation de l'ordre du jour. — V. Chambres législatives-Sénat.**

Flamingantisme. — V. la rubrique : Pétitions : pétitions protestant contre le flamingantisme.

Flechet, sénateur de Bruxelles.

Annonce que l'on va procéder à la vérification complémentaires des pouvoirs des sénateurs proclamés suppléants lors des élections de 1912 et appelés à remplacer les membres du Sénat, décédés durant la guerre, ainsi que M. Cousot, élu sénateur provincial de Namur, le 7 août 1914, en remplacement de M. le marquis de Beaufort, décédé, et fait remarquer que cette vérification devant avoir lieu au point de vue exclusif de la conservation des conditions d'éligibilité, que la situation du pays ne permet pas la réunion des documents nécessaires, que le désordre laissé par l'occupation ennemie a empêché qu'on ne découvre le dossier de l'élection de M. Cousot, propose, dans ces conditions tout à fait exceptionnelles de ne pas renvoyer les dossiers aux commissions de vérification des pouvoirs et de passer immédiatement à la proclamation des élus. Demande si l'assemblée est unanime, cette condition étant nécessaire pour que sa proposition puisse être valablement admise, p. 1. Par motion d'ordre, demande s'il n'y aurait pas lieu de convoquer les corps électoraux pour le remplacement des sénateurs décédés, qui n'ont pas de suppléant, p. 6.

Par motion d'ordre, demande à M. le ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement que la somme de 25 francs qui a été retenue annuellement sur la pension de 65 francs, due aux bénéficiaires de la loi sur les pensions de vieillesse et formant un ensemble de 100 francs, leur soit payé immédiatement et globalement, p. 16.

Motions d'ordre au sujet : 1^o Des inexactitudes se trouvant dans un tableau qui a été remis aux sénateurs et intitulé : « Service des chemins de fer belges; 2^o des fraudes qui ont été constatées à la frontière en ce qui concerne le trafic des marks et l'exportation des vivres et de l'utilité qu'il y aurait à établir un cordon de troupe pour empêcher ces abus, p. 24. 2^o Motion d'ordre au sujet des fraudes qui ont été constatées à la frontière en ce qui concerne le trafic des marks et l'exportation des vivres et de l'utilité qu'il y aurait à établir un cordon de troupe pour empêcher ces abus, p. 24.

lechet (suite)

- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances du jour de l'an. Observations, p. 26.
- Par motion d'ordre recommande à M. le ministre de l'Agriculture le club avicole; demande particulièrement au ministre de vouloir bien prendre les mesures utiles à l'aviculture; prie également le ministre de faire publier l'arrêté d'ouverture de la chasse à la bécasse, p. 89.
- Dépose un rapport sur une pétition de l'administration communale de Gand, p. 95.
- Par motion d'ordre prie M. le ministre des chemins de fer d'apporter un remède sérieux et urgent à la situation de Werviers et des environs; en ce qui concerne les moyens de transports et de communication de ce chef-lieu d'arrondissement avec les cantons limitrophes et Dison, Herve et Aubel, p. 125, 126.
- Projet de loi relatif à la grande naturalisation et à la naturalisation ordinaire. Discussion, p. 138.
- Pétition du conseil communal de Gand émettant un vœu en faveur : 1° du maintien de l'Université de Gand telle qu'elle qu'elle existait avant l'occupation allemande; 2° de la création d'une université flamande. Donne lecture de son rapport, p. 140.
- Interpellation de M. le baron Orban de Xivry au sujet de la réfection des voies de communication dans la province du Luxembourg, p. 162, 166.
- Par motion d'ordre pose une question à M. le ministre de la justice au sujet des troubles qui se seraient produits à Louvain et qui auraient été suscités par les flamingants, p. 197.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}, 178. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre des représentants, p. 237.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 13, p. 278.
- Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 2. Déclare que l'expression « soldat » comprend ceux qui ont servi la patrie soit sur terre, soit sur mer, 290.
- Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 301, 305.
- Par motion d'ordre pose une question à M. le ministre des finances en ce qui concerne le paiement d'une indemnité de vie chère aux pensionnés de l'Etat, ainsi qu'aux veuves relevant des caisses spéciales des différents départements ministériels, p. 306. — Par une nouvelle motion d'ordre, renouvelle, à l'occasion de réclamations répétées reçue de la Fédération des Pensionnés du Luxembourg, ses instances auprès de M. Delacroix, m. f. p. m. pour que l'on songe à la situation difficile des pensionnés de l'Etat et à la nécessité de leur payer une indemnité de vie chère, p. 450.
- Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale, p. 330.
- Interpellation de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 398, 402.
- Interpellation de M. Keesen sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour perpétuer la mémoire de Gabrielle Petit, l'héroïne nationale, p. 418.
- Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 434.
- Fait rapport sur une pétition du sieur Simonis, secrétaire du groupe socialiste de Spa, demandant le vote d'une loi sur les jeux, identique à la loi française, en faveur des stations balnéaires, et sur une pétition similaire des collèges échevinaux d'Ostende, de Namur et des conseils communaux de Chaudfontaine et de Dinant, p. 462.
- Projet de loi accordant la personnalité civile à l'« Œuvre du Grand Air pour les Petits ». S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.
- Projet de loi amendé par la Chambre des représentants, portant que l'anniversaire de la journée du 4 août sera célébré chaque année comme fête nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.
- Fait rapport sur des pétitions émanant : 1° du comité d'action wallonne demandant que des mesures inquiétantes ne puissent être édictées au profit du flamingantisme contre la culture de la langue française; 2° du président et secrétaire de la société des ingénieurs sortis des écoles spéciales de Gand émettant le vœu de voir maintenir l'enseignement en langue française à l'Université de Gand, p. 499, 500.
- Par motion d'ordre demande à M. Delacroix, m. f. p. m., quand

Flechet (suite)

- le gouvernement compte régler les indemnités revenant aux propriétaires des terrains et maisons que l'occupant a expropriés, sans formalités, pour créer des voies ferrées, notamment les lignes de Tongres, Visé, Montzen et Liège (Guillemins) à Cornillon, p. 508.
- Projet de loi approuvant le Traité de Paix. Observation à l'occasion d'une motion de M. Hymans, priant le Sénat de fixer la discussion de ce projet de loi au mardi suivant, p. 511.
- Interpellation de M. De Bruycker sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournaisis et le pays d'Ath, et spécialement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux d'Ath, p. 537.
- Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Discussion, p. 542, 544.
- Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 576, 579, 580.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Observations au sujet d'une proposition de M. le comte de Baillet-Latour, tendant à siéger encore la semaine suivante, p. 593. — Discussion générale de ces deux projets de loi, p. 630.
- Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve, des officiers de réserve pour la durée de la guerre, ou auxiliaire d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant. Proteste contre une demande de M. Carpentier, tendant à ouvrir à nouveau la discussion, p. 649.
- Fixation de l'ordre du jour. Observation au sujet de la prochaine réunion du Sénat relativement à certains projets de loi urgents, p. 672.
- Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella qui propose de siéger de nouveau quatre jours par semaine l'après-midi, et qui justifie cette proposition, p. 680, 681.
- Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.
- Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion des articles. Art. 16. Pose une question concernant le droit dont il est question à l'article 15, p. 849.
- Revision de la Constitution : projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. Discussion générale, p. 861.
- Projet de loi sur les assemblées d'obligataires. Discussion générale, p. 871.
- Interpellation de M. Peltzer au sujet des mesures que le gouvernement compte prendre en faveur de la situation balnéaire de Spa, p. 904.
- Fixation de l'ordre du jour des derniers jours de la session. Observations, p. 913.
- Projet de loi établissant des impôts cédulaires sur les revenus. Discussion générale, p. 939.
- Projet de loi relatif aux options de patrie. Discussion, p. 962.
- Focquet, sénateur de Namur, Dinant et Philippeville.**
- Motion d'ordre de M. Vinck qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 80.
- Interpellation de M. Hanrez à M. le ministre des travaux publics au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 351, 352.
- Interpellation de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté, sous caution, des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 396.
- Interpellation de M. Keesen sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour perpétuer la mémoire de Gabrielle Petit, l'héroïne nationale, p. 417.
- Projet de loi, amendé par la Chambre des représentants, portant que l'anniversaire de la journée du 4 août sera célébré chaque année comme fête nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.
- Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Discussion générale, p. 640.
- Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella qui propose de siéger de nouveau quatre jours par semaine l'après-midi et qui justifie cette proposition, p. 680.

Fonctions et emplois publics (Réintégration et admission des Belges mobilisés). — V. 1° Communes, provinces et ministères : Réintégration et admission. — 2° Industrie, commerce et travail : Contrat de travail.

Fonds publics (Bourses de change et de). — V. Finances.

Forêts et bois appartenant à des sujets ennemis. — V. Eaux et forêts.

Frais de justice. — V. Organisation judiciaire.

France (fêtes nationales françaises du 14 juillet). — V. Affaires étrangères.

Franck, sénateur de Liège, ministre des colonies.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 155. — Discussion des articles. Art. 1^{er} p. 172, 174.

Projet de loi contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège. Par motion d'ordre, signale au nom de M. le ministre de la justice qu'il remplace *ad interim*, l'urgence de ce projet de loi et demande sa mise à l'ordre du jour de la séance du lendemain, p. 217. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 248, 249. — Discussion des articles. Art. 15. Fait des réserves en ce qui concerne une observation contenue dans le rapport de la commission de la justice, p. 251.

Projet de loi relatif à l'augmentation du traitement des membres de l'ordre judiciaire. Par motion d'ordre demande, au nom de M. le ministre de la justice qu'il remplace *ad interim* que ce projet de loi soit mis à l'ordre du jour de la séance du lendemain, p. 217. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 275.

Projet de loi autorisant le gouvernement à modifier des dispositions relatives aux frais de justice en matière répressive et aux frais et dépens en matière civile et commerciale. Discussion générale, p. 362.

Projet de loi organisant le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle. Discussion générale, p. 880, 881.

Projet de loi modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux. Discussion générale, p. 905.

Fraudes. — V. Ravitaillement.

Fusillés. — V. 1° Guerre. Glorification des morts et condamnés à mort. — 2° La rubrique interpellation au nom de M. Keesen

G

Gabrielle Petit. — V. la rubrique interpellation au nom de M. Keesen.

Garantie par le gouvernement contre toute perte des groupements bancaires formés à l'intervention de la Banque Nationale de Belgique, à l'effet d'obtenir des crédits à l'étranger en faveur des industriels et commerçants, en vue du relèvement économique du pays. — V. Finances : Crédits à l'étranger.

Garantie pour le recouvrement. — V. Finances : Budget général de 1919.

Géographie (Sociétés de). — V. Code civil : Personnification civile.

Gheeraerds, sénateur suppléant d'Audenarde-Alost.

Annonce qu'il décline, à cause de son âge, le siège de sénateur effectif qui lui revient par suite du décès de M. le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, p. 511.

Glorification des morts et des condamnés à mort. — V. 1° Guerre : Morts et condamnés à mort. — 2° la rubrique : Interpellation au nom de M. Keesen.

Mucoses. — V. Finances : Douanes et accises.

Goblet d'Alviella (comte) sénateur provincial du Brabant.

Nommé deuxième vice-président, p. 2.

Adresse en réponse au discours du trône. Fait une observation relative à la date de la discussion de l'adresse du Sénat, p. 6. Proposition de loi tendant à ce que la journée du 22 novembre soit célébrée chaque année comme fête nationale, p. 17. — Développe sa proposition de loi, p. 20. — Discussion de sa proposition de loi amendée par la Chambre. Proteste contre la nouvelle modification de date apportée par la Chambre à sa proposition estimant que la date du 4 août, quoique glorieuse, est pourtant l'anniversaire d'une catastrophe nationale, p. 478. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.

Motion d'ordre au sujet de la visite faite du côté de l'Yser par M. Masson, m. g. afin d'examiner sur place de quelle façon étaient logés et nourris les volontaires qui se sont présentés pour être incorporés dans l'armée, p. 24, 25. — Par motion d'ordre demande qu'il soit fait prompt rapport sur la pétition des citoyens de Malmédy qui demandent à être rattachés à la Belgique, p. 37.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités, et projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Discussion générale simultanée des deux projets de loi, p. 48.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation des jours de séance du Sénat, p. 55.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale. Motive un amendement qu'il a présenté et fait diverses observations, p. 71, 75. — Discussion des articles. Art. 2, défend un amendement qu'il a présenté, p. 80, 81. — Art. 3, p. 83.

Motion d'ordre de M. Vinck qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.

Projet de loi sur les loyers. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 138. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 147, 149, 150, 154, 155. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 177, 180. — Art. 2. Observations au sujet d'un amendement de M. Mertens, p. 182. — Art. 3, p. 182, 183. — Art. 20, p. 187. — Art. nouveau proposé par amendement par M. Phelaght. Déclare se rallier à cette proposition, p. 189. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 217 à 220.

Projets de loi relatifs à la grande naturalisation et à la naturalisation ordinaire. Discussion. Fait remarquer que si on admettait la procédure préconisée par M. A. Hubert on enlèverait à la Chambre le droit de se prononcer à nouveau sur une décision qu'elle a prise avant la guerre qui peut être considérée comme caduque, propose de rejeter sans autre considération les nonante-cinq demandes de naturalisation dont trente-deux émanent d'allemands, p. 138.

Projet de loi relatif à la conservation des bois et forêts appartenant à des ressortissants d'Etats ennemis. Discussion générale, p. 167.

Propose de tenir une séance du matin à la prochaine réunion du Sénat (28 mars 19), p. 189.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 195.

Motion d'ordre de M. Ryckmans au sujet des conséquences de la transformations de l'état de siège en état de guerre au point de vue des juridictions répressives, notamment en ce qui concerne les instructions en cours, p. 199.

Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 205.

Conférence de la Paix. Ligue des Nations. Prononce un discours à l'occasion de la désillusion éprouvée par la Belgique par suite de la décision de la Conférence de Paris qui, écartant Bruxelles, a choisi Genève pour résidence de la Ligue des Nations, p. 232.

Organisation du Sénat : Par motion d'ordre propose au Sénat, avec MM. Magnette, Braun et Hallet d'instituer une commission spéciale de douze membres qui seraient chargés d'aborder l'étude des réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation de la haute assemblée, p. 291. — Demande que sa proposition suive la voie ordinaire et se met à la disposition du Sénat pour la développer, p. 291. — Discussion de sa proposition, p. 344.

Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 317, 321.

Goblet d'Alviella (comte) (suite)

Interpellation de M. Hanrez, au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 35, 353.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des invalides de la guerre. Discussion des articles. Art. 2. S'abstient au vote sur un amendement de M. de Ro, tendant à substituer le mot « Institution » au mot « Œuvre », p. 383.

Interpellations de M. Colleaux a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 405.

Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique au cours de la grande guerre. Discussion générale, p. 421, 422.

Proposition de loi soumettant au contrôle les films cinématographiques. Discussion sur la prise en considération, p. 464.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 557. — Discussion générale, p. 576 à 580.

Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Discussion. Propose qu'un incident soulevé par M. Braun, soit clos, p. 545.

Projet de loi approuvant le Traité de paix. Discussion générale, p. 558.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, 630.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la suite de la séance du 20 août, p. 663.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat relativement à certains projets de loi urgents, p. 672.

Par motion d'ordre fait diverses observations au sujet de la manière dont se sont effectués les travaux du Sénat par suite de la décision prise de siéger seulement deux jours par semaine mais en tenant des séances du matin, propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine l'après-midi, p. 680, 681. — Demande que sa proposition soit renvoyée à l'examen du bureau qui fera rapport à la rentrée d'octobre, p. 681.

Proposition de loi due à l'initiative de M. Keesen et portant augmentation des traitements ecclésiastiques. Observations au sujet du dépôt de cette proposition. Fait remarquer que le Sénat n'a pas droit d'initiative en matière de finances de l'Etat, p. 682.

Notification du décès de M. le baron van der Bruggen, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt. Prononce un discours à cette occasion, p. 687.

Par motion d'ordre, prie le Sénat de vouloir bien examiner d'urgence le projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées audit arrêté-loi, p. 822. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 823.

Interpelle M. Delacroix, m. f., p. m., sur le point de savoir pourquoi il n'a pas été donné suite au projet de doter de la personnification civile les universités de Gand et de Liège. Développe son interpellation, p. 840. — Remercie M. Delacroix, m. f., p. m., de la déclaration qu'il vient de faire, p. 841.

Projet de loi accordant la personnification civile aux universités de l'Etat, à Gand et à Liège. — Par motion d'ordre, demande un tour de faveur pour ce projet de loi, p. 937. — M. Delacroix, m. f., p. m., proposant l'ajournement du projet afin de l'amender, ne fait pas opposition à cet ajournement, p. 937.

Dépose le rapport sur le projet de loi accordant la personnification civile aux associations internationales à but scientifique, p. 859. — Discussion des articles. Art. 8, p. 885, 888. — Déclare que si l'article 8 est maintenu, il demandera que l'on mette aux voix son sous-amendement, tendant à ajouter à l'article les mots « pourvu qu'elles y aient été autorisées par arrêté royal », p. 890. — Fait remarquer qu'il est d'accord avec le gouvernement, p. 890. — Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 903.

Révision de la Constitution : projet de déclaration de révision de divers articles de la Constitution. Discussion générale, p. 861, 862.

Projet de loi accordant la grande naturalisation pour services éminents rendus à l'Etat, à M. Olsen, lieutenant-colonel dans l'armée coloniale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 892. — Ce projet ayant rencontré l'assentiment unanime du Sénat, donne lecture de son rapport, p. 892.

Projet de loi relatif aux options de patrie. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 903. — Déclare qu'il a des questions à poser à M. le ministre de la justice, au sujet de ce projet de loi, p. 960. — Discussion de ce projet de loi. Développe les

Goblet d'Alviella (comte) (suite)

différentes questions sur lesquelles il voulait attirer l'attention du gouvernement, p. 962.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 931, 940, 942. — Discussion des articles. Art. 13, demande si la remise ou la modération de la contribution constitue un droit, p. 948. — Art. 76. Demande, malgré la clarté du projet de loi, que, soit directement, soit par circulaire aux receveurs, le ministre fasse savoir au public qu'il serait désirable que les agents du fisc donnent toutes les explications nécessaires avant que les déclarations ne soient remplies, afin d'éviter les erreurs et même les procès, p. 957. — Art. 89, p. 958.

Gouvernement des territoires réunis à la Belgique, par le Traité de Versailles. — V. Guerre. Traité de Paix.

Grades académiques. — V. Enseignement.

Grains (ravitaillement en grains de la population belge). — V. Ravitaillement.

Grand Air pour les petits. — V. Codé civil : Personnification civile.

Grand-Bruxelles. — V. Communes : Annexion de territoires.

Grande Bretagne. — V. Affaires étrangères : Sépultures militaires britanniques.

Grand-Duché de Luxembourg (action du comité de politique nationale dans le). — V. la rubrique : Interpellation au nom de M. Vinck.

Greffier du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat.

Guerre.

M. le président, baron de Favereau, donne lecture au Sénat des adresses ou télégrammes de félicitations adressées au Sénat à l'occasion de la Victoire qui a terminé la guerre : 1° de M. le ministre de Chine au nom du Parlement chinois; 2° de la légation d'Espagne au nom du Sénat espagnol; 3° du Sénat de Bolivie; 4° du Sénat de la République de l'Uruguay; 5° du Sénat de Cuba; 6° du Rigsdag danois; 7° de l'Association norvégienne de la ligue des Nations; 8° du Sénat de la République portugaise, p. 7, 8.

Le Sénat charge son bureau de répondre à ces diverses communications, p. 8.

M. le président donne lecture des adresses de félicitations : 1° du Congrès constitutionnel de Costa-Rica; 2° du Sénat de la République argentine, p. 41.

DOMMAGES DE GUERRE. — Convention avec la France. — V. Affaires étrangères : Conventions internationales.

Avances. — *Projet de loi relatif à des avances à faire par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de la guerre.*

Motion d'ordre de M. De Bast, demandant l'urgence pour ce projet de loi, afin de hâter les réparations, reconstructions et reconstitutions, p. 42. — L'urgence est unanimement déclarée, p. 42.

M. Van der Molen, rapporteur, donne lecture de son rapport, p. 43.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 51, 52.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 69 membres présents, p. 54.

Biens. — *Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre.*

Rapporteur : M. Du Bost.

Observations de M. le président au sujet du moment où ce projet de loi pourra être discuté par la Haute assemblée. — M. le président fait remarquer qu'il faudrait laisser quelques jours au rapporteur pour rédiger son rapport et qu'il serait désirable de laisser aux membres du Sénat le temps d'en prendre connaissance, p. 212. — Sont entendus : MM. Du Bost et della Faille d'Huyse, qui appuient la proposition de M. le président. M. Du Bost, rapp., demande à cette occasion que les membres qui désireraient déposer des amendements, veuillent bien les produire à la commission, p. 212.

Discussion générale. M. Du Bost, rapp., fait un exposé succinct de l'objet de la loi, p. 227 à 230. — Interruptions de MM. Declannoy et le baron de Mévius, p. 228, 229. — MM. Libioulle, le baron de Kerchove d'Exaerde, H. Brunard, Thiébaud, p. 233 à 241. — Interruptions de M. Declannoy, p. 238. — MM. le

Guerre (suite)

- baron Ancion, Delannoy, le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 252 à 256. — Interruptions de M. Jaspar, m. a. éc., p. 253, 254. — MM. De Bast, Ryckmans, Du Bost, rapp., Van der Molen (qui propose un amendement), le baron della Faille d'Huyse, de Ro, Jaspar, m. a. éc., Braun, p. 257 à 266. — Interruptions de MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck, H. Brunard, Thiébaud, p. 261 à 264.
- Discussion des articles. Art. 1^{er} adopté sans observation, p. 267.
- Art. 2. MM. Halot, le chevalier de Ghellinck d'Elseghe Magnette, de Ro, Braun, H. Brunard, Jaspar, m. a. éc., De Bast, Delannoy, p. 267 à 270. — M. le président annonce que l'amendement de M. Van der Molen est retiré et l'article 2 est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre, p. 270.
- Art. 3. MM. Libiouille, le chevalier de Vrière, p. 270, 271. — L'article 3 est adopté, p. 271.
- Art. 4. MM. le baron de Mévius, le comte de Brouchoven de Bergeyck, Masson, m. g., Jaspar, m. a. éc., p. 273 à 276. — L'article 4 est adopté, p. 276.
- Chapitre II. Des bénéficiaires de la réparation.
- Art. 5 adopté sans observation.
- Art. 6. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Libiouille, p. 276. — Sont entendus : MM. Libiouille, Jaspar, m. a. éc., p. 276. — M. Libiouille déclare, en présence des explications de M. Jaspar, m. a. éc., au sujet des sociétés visées dans son amendement, retirer cet amendement, p. 276. — L'article 6 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre, p. 276.
- Art. 7 adopté sans observation, p. 276.
- Art. 8. MM. de Ro, Jaspar, m. a. éc., p. 276, 277. — L'article 8 est adopté, p. 277.
- Art. 9 à 12, adoptés sans observation, p. 277.
- Art. 13. M. le président indique un amendement présenté par M. Croquet : disposition complémentaire à l'alinéa 2, p. 277. — Sont entendus : MM. Libiouille, Fléchet, Croquet (qui défend son amendement), Jaspar, m. a. éc., p. 277, 278. — M. Croquet annonce qu'il retire son amendement, une déclaration de M. Jaspar, m. a. éc., lui donnant satisfaction, p. 278. — L'article 13 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 278.
- Art. 14. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghe, le chevalier Schellekens et De Bast, p. 278. — Sont entendus : MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghe (qui défend son amendement), Cousot, Jaspar, m. a. éc. (qui déclare ne pas se rallier à l'amendement de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghe), p. 278, 279. — L'amendement de M. le chevalier de Ghellinck est rejeté et l'article 14 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 279.
- Art. 15. MM. le baron Orban de Xivry, Vinck et Jaspar, m. a. éc., p. 280. — L'article 15 est adopté, p. 280.
- Art. 16 adopté sans observation, p. 281.
- Art. 17. M. le président indique un amendement de M. le duc d'Ursel, p. 281, 282. — Sont entendus : MM. le duc d'Ursel (qui motive son amendement), de Ro, Jaspar, m. a. éc., le baron Ancion, p. 282, 283. — M. Jaspar, m. a. éc., prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement de M. le duc d'Ursel, p. 283. — L'amendement de M. le duc d'Ursel, p. 283. — L'amendement de M. le duc d'Ursel est rejeté et l'article 17 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 283.
- Art. 18 adopté sans observation, p. 283.
- Art. 19. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Libiouille, au § 4, p. 283. — M. Libiouille défend son amendement, p. 283. — Du Bost, rapporteur, fait des observations d'interprétation sur le texte du § 4, p. 284. — M. Libiouille déclare étant donné l'interprétation de M. Du Bost, rap., que son amendement devient inutile et retire cet amendement, p. 284. — M. le chevalier Schellekens propose avec M. le comte de Brouchoven de Bergeyck des amendements aux alinéas 3 et 4, et motive ces amendements, p. 284, 285. — M. Du Bost, rap., et M. Jaspar, m. a. éc., s'opposent aux amendements présentés par MM. le chevalier Schellekens et le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 285, 286. — Sont encore entendus : MM. le chevalier Schellekens, Du Bost, rapporteur, Jaspar, m. a. éc., et de Ro, p. 286, 287. — L'article 19 est adopté jusqu'au 2^e inclusivement, p. 287. — M. le président donne lecture de l'amendement présenté par MM. le chevalier Schellekens et le comte de Brouchoven de Bergeyck à l'alinéa 3 et cet amendement est rejeté, p. 287. — M. le président donne lecture d'un amendement présenté par MM. le chevalier Schellekens et le comte de Brouchoven de Bergeyck à l'alinéa 4 et M. le chevalier Schellekens déclare, en présence du vote émis sur l'amendement présenté à l'alinéa 3, retirer son amendement, p. 287. — Le 3^e et le 4^e de l'article 19 sont adoptés tels qu'ils ont été admis par la Chambre des représentants, p. 287.

Guerre (suite)

- Art. 20 à 24 adoptés sans observation, p. 291, 292.
- Art. 25. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Croquet, au dernier alinéa, p. 292. — M. Croquet défend son amendement, p. 292. — M. Jaspar, m. a. éc., fait des déclarations quant à l'interprétation de l'article, p. 292, 293. — M. Croquet fait encore diverses observations, puis annonce, les déclarations de M. Jaspar, m. a. éc., lui donnant satisfaction, retirer son amendement, p. 293. — L'article 25 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 293.
- Art. 26 adopté sans observation, p. 293.
- Art. 27. Sont entendus sur la question des droits de mutation MM. de Ro, Jaspar, m. a. éc., p. 293.
- Art. 28 à 35 adoptés sans observation, p. 293, 294.
- Art. 36. Sont entendus au sujet de certaines communes, qui ont déjà payé des dommages de guerre, et des intérêts éventuellement dus sur ces sommes par les sinistrés : MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck et Jaspar, m. a. éc., p. 294, 295.
- Art. 37 à 77, adoptés sans observation, p. 295 à 298.
- L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 69 membres présents, p. 298.

Victimes civiles. — *Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.*

- Dépôt du rapport par M. Van der Molen, p. 309.
- Discussion générale. MM. Speyer, Cousot, Keesen, p. 325 à 331. — Interruption de M. Flechet, p. 330. — M. le président prie M. Keesen de rester dans la discussion de ce projet de loi, p. 330. — Reprise de la discussion générale. Halot, le chevalier Schellekens, Jaspar, m. a. éc., p. 332 à 336. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. MM. le baron de Moffarts et Jaspar, m. a. éc., font des observations quant à l'interprétation des mots « ayant accepté, sans y être contraints, de travailler pour l'ennemi », p. 337. — L'article 1^{er} est adopté, p. 337. — Art. 2. Adopté sans observation, p. 337. — M. Cousot fait à ce moment une observation de portée générale, concernant l'amendement qu'il avait présenté, tendant à faire dresser, à l'occasion de chacune des instructions de dommages de guerre, le compte définitif qui devait être payé par l'ennemi, déclare en même temps, renoncer à son amendement, p. 337. — Art. 3 et 4 adoptés sans observations p. 338. — Art. 5. MM. le baron de Moffarts et Jaspar, m. a. éc., sont entendus au sujet de l'interprétation de l'article, p. 338. — L'article 5 est adopté, p. 338. — Art. 6. M. Speyer pose une question à M. Jaspar, m. a. éc., au sujet de la terminologie spéciale « il peut être accordé », ainsi que sur le point de savoir si le fait de la déportation est suffisant pour demander l'indemnité, p. 338, 339. — Est entendu : M. Jaspar, m. a. éc., p. 338, 339. — L'article 6 est adopté, p. 339. — Art. 7 à 17. Adoptés sans observation, p. 339, 340.
- L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 76 membres présents, p. 340.

Délais Prorogation. — *Projet de loi prorogeant le délai prévu à l'article 73 de la loi du 10 mai 1919, sur la réparation des dommages aux biens et à l'article 8 de la loi du 10 juin 1919, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.*

- Dépôt du rapport par M. le baron Ancion, p. 842.
- Les articles sont adoptés sans observation, p. 871.
- L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 72 membres présents, p. 871.

DOTATION DES COMBATTANTS.

Projet de loi établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918.

- Discussion des articles. Art. 1 à 7, adoptés sans observation, p. 341, 342. — Art. 8. MM. Speyer, de Ro, rapp., Jaspar, m. a. éc., font des observations quant à l'interprétation de la loi, p. 342, 343. — L'article 8 est adopté, p. 343. — Art. 9 à 22 adoptés sans observation, p. 343. — Art. 23. M. de Ro, rapp., exprime, à l'occasion de cet article, que l'impression du gouvernement et celle de la commission est que les allocations accordées par cette loi ne constitue qu'un commencement de réparation ou de récompense à ceux qui se sont dévoués à la cause de l'indépendance, p. 344. — L'article 23 est adopté, p. 344.
- L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 73 membres présents, p. 346.

ÉTAT DE SIEGE. — V. Organisation judiciaire et 1^o Motion d'ordre de M. Peltzer au sujet des garanties dont jouissent les citoyens, poursuivis et arrêtés depuis l'armistice. — 2^o Projet de loi contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois

Guerre (suite)

des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918, relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège.

GLORIFICATION DES MORTS ET DES CONDAMNÉS A MORT.

Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique, au cours de la grande guerre.

Discussion générale. MM. Couiller, rapporteur, le chevalier Schellekens, le comte Goblet d'Alviella, Ryckmans, de Ro, le baron de Broqueville, Keesen, p. 419 à 424.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 424, 425.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 64 membres présents, p. 425.

V. aussi : Motion d'ordre de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 891.

INVALIDES DE LA GUERRE. — V. Code Civil : Personification civile.

Projet de loi concernant l'Œuvre Nationale des Invalides de la guerre.

Dépôt du rapport par M. Carpentier, p. 363.

Discussion générale. MM. Carpentier, rapp., Couiller, Thiébaud, Jaspas, m. a. éc., de Ro, Speyer, le baron Ruzette, Cousot, De Bast, Delacroix, m. f., p. m., Libiouille, Du Bost, p. 376 à 382.

Discussion des articles. Art. 1^{er} adopté sans observations, p. 382. — Art. 2. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. de Ro et consorts et tendant à substituer le mot « Institution » au mot « Œuvre », p. 382. — M. de Ro demande l'appel nominal, p. 382. — L'amendement de M. de Ro et consorts est adopté par 39 voix contre 29 et 2 abstentions, p. 382. — Se sont abstenus : MM. le comte Goblet d'Alviella, Magis, p. 383. — L'article 2 ainsi amendé est adopté, p. 383. — Art. 3 à 8 adoptés sans observation tels qu'ils ont été transmis par la Chambre des représentants, p. 383.

M. le président donne lecture du 1^{er} article additionnel proposé par MM. de Ro, Libiouille et consorts, p. 383. — M. de Ro déclare que la commission se rallie à un sous-amendement que M. Du Bost a présenté à la rédaction qu'il a proposée avec MM. Libiouille et consorts, p. 383. — M. le président déclare que dans ces conditions, le Sénat n'a plus à se prononcer que sur le nouvel article additionnel présenté par M. Du Bost et donne lecture de ce nouveau texte, p. 383. — L'article additionnel est adopté tel qu'il a été proposé par M. Du Bost, p. 383.

M. le président donne lecture du second article additionnel proposé par MM. de Ro et consorts. — Observations de MM. Jaspas, m. a. éc., et de Ro, p. 384. — Cet article additionnel n'est pas adopté, p. 384.

A la demande de M. Jaspas, m. a. éc., le second vote est remis à la prochaine séance du Sénat, p. 384.

Le ministre des affaires économiques étant retenu à Paris par le Conseil suprême des affaires économiques, le vote en seconde lecture est remis au lendemain, p. 394.

Note en seconde lecture.

M. le président rappelle que les amendements adoptés en 1^{er} vote, sont seuls, en vertu du règlement, soumis à une nouvelle discussion et à un vote définitif, p. 425.

Art. 2. M. de Ro déclare qu'un accord est intervenu au sujet des amendements présentés par la commission, entre la commission et le gouvernement et déclare, en conséquence, renoncer à l'amendement qu'il avait présenté, portant modification du titre de la loi, p. 425. — M. le président estime que M. de Ro maintient l'article 9, nouveau, et qu'il renonce définitivement à la disposition qui devait suivre l'article 9, disposition qui a été rejetée au 1^{er} vote, p. 425. — M. de Ro déclare qu'il en est bien ainsi, p. 425. — M. Carpentier, rapp., résume la signification de la discussion, p. 425. — M. Libiouille, donne lecture de certains documents français et anglais, en faveur du principe de la représentation des invalides et de celui du privilège en matière d'emplois salariés, p. 426. — M. Jaspas, m. a. éc., déclare accepter le second amendement, faisant l'objet de l'article 9, indique les conditions d'interprétation qu'il donne à cette acceptation et prie le Sénat de maintenir le titre admis par la Chambre des représentants, p. 427. — M. de Ro, au nom de la commission, déclare être parfaitement d'accord avec le gouvernement et remercie M. Jaspas, m. a. éc., de l'esprit de conciliation avec lequel il a accueilli les observations de la Haute assemblée, p. 427. — Sont encore entendus : MM. Du Bost, Ryckmans, de Ro, Jaspas, m. a. éc., p. 427. — Le texte de l'article 2 adopté en première lecture est rejeté et l'article 2 est adopté avec le titre admis par la Chambre des représentants, le mot « œuvre » étant accepté au lieu du mot « institution », p. 427. — M. Jaspas, m. a. éc., fait remarquer qu'en conséquence de

Guerre (suite)

ce vote, la même substitution doit être faite dans tous les articles subséquents, p. 427. — Art. 9 (nouveau), (relatif à la participation des invalides). M. le président en donne lecture et cet article est définitivement adopté, p. 427.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, p. 427.

ŒUVRE DES RÉFUGIÉS RAPATRIÉS.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement.

Dépôt du rapport par M. le baron Cogels, p. 403.

Discussion générale. MM. le baron de Broqueville, m. i., le baron Cogels, rapp.; Derbaix, le chevalier de Vrière, Cools, Coppieters, le chevalier Schellekens, Vinck, Ligy, Struye, Hallet, p. 450 à 557.

Discussion des articles. Art. 1^{er} à 4. Adoptés sans observation, tels qu'ils ont été admis par la Chambre des représentants, p. 457, 458. — Art. 5 et 6. M. le président indique des amendements proposés par la commission et annonce que M. de Broqueville, m. i., a déclaré accepter ces amendements, p. 458. — Les articles 5 et 6 sont adoptés avec les amendements proposés par la commission, p. 458. — Art. 7 à 10, Chambre des représentants, p. 458.

Le Sénat décide à l'unanimité de procéder immédiatement au second vote des articles amendés, p. 458.

Les articles 5 et 6, sont remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 458.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 62 membres présents, p. 459.

Texte amendé par la Chambre des représentants.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 790, 791.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 71 membres présents, p. 802.

ORPHELINS DE LA GUERRE.

Projet de loi relatif à l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre.

Dépôt du rapport par M. Thiébaud, p. 309.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 340, 341.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 71 membres présents, p. 345.

RESSORTISSANTS ENNEMIS.

Séjour en Belgique, de ressortissants de nationalités ennemies, V. Motion d'ordre au nom de M. Magnette.

SÉPULTURES MILITAIRES BRITANNIQUES. — V. Affaires étrangères, I**TRAITÉ DE PAIX.****Ligue des Nations.**

M. le président baron de Favereau prononce un discours à l'occasion de la désillusion éprouvée par la Belgique par suite de la décision de la Conférence de Paris qui, écartant Bruxelles a donné Genève pour résidence à la Ligue des Nations. M. le président termine son discours en proposant l'appel suivant aux Parlements alliés :

« Le Sénat de Belgique, ému par le vote de la Conférence de Paris, qui méconnaît les titres de Bruxelles à devenir le siège de la Ligue des nations, gravement préoccupé de la situation lamentable à laquelle la guerre la plus cruelle a réduit son pays; convaincu que les ruines sans nombre qui couvrent le territoire ne peuvent être relevées par les seules ressources nationales, s'adresse sous l'empire de la plus vive anxiété à l'Assemblée et la conjure d'intervenir avec la dernière énergie en vue d'obtenir que les engagements solennels de prompt et complète restauration, fréquemment réitérés, soient exécutés dans l'esprit de large équité et de généreuse compassion qui les a dictés.

« Confiant dans les sentiments de solidarité qui unissent toutes les nations civilisées et dans les témoignages de sincère et profonde sympathie que votre assemblée a bien voulu donner à la Belgique, le Sénat se tient assuré de trouver en elle un puissant soutien, une efficace intervention à l'appui des satisfactions légitimes et indispensables réclamées de la Conférence de Paris pour la restauration du pays », p. 230.

Sont entendus MM. Delacroix, m. f. p. m., Braun, le comte Goblet d'Alviella, Coppieters (qui déclare en son nom et au nom de la gauche socialiste adhérer sans réserve à la proposition de M. le président), p. 231, 232. — La motion de M. le président est adoptée à l'unanimité, p. 232.

M. le président donne lecture des télégrammes qu'il a reçus du Sénat et de la Chambre des représentants de France, du

Guerre (suite)

président de la Chambre des députés d'Italie et de la Chambre des Communes de Grande Bretagne et d'Irlande en réponse à la motion qui a été adoptée par le Sénat de Belgique, en sa séance du mardi 29 avril, p. 281.

Signature du traité de paix.

Allocution de M. le président baron de Favereau à l'occasion de la signature du traité de paix, p. 393.

Lecture par M. le président de télégrammes et lettres de félicitations adressées au Sénat à l'occasion de la signature du Traité de paix; du Congrès national brésilien; du Sénat argentin, p. 433. — Du Sénat espagnol, p. 449. — Du président du Sénat de la République de Cuba, p. 539. — Le Sénat décide d'adresser les remerciements de la haute assemblée pour ces félicitations, p. 433, 449, 539.

Projet de loi approuvant le traité de paix.

Commissaire du Roi. Lecture par M. le président d'une lettre de M. le ministre des affaires étrangères transmettant au Sénat la copie d'un arrêté royal en date du 29 juin 1919, lui adjoignant M. J. Vanden Heuvel, ministre d'Etat, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, comme commissaire du Roi pour la discussion à la Chambre et au Sénat du projet de loi portant approbation du Traité de paix, p. 433, 434.

Rapporteur : M. le baron Descamps.

M. Hymans ministre des affaires étrangères demande au Sénat de vouloir fixer à une date aussi rapprochée que possible la discussion du projet de loi portant approbation du traité de paix, propose de fixer cette discussion au mardi suivant, p. 511. — Observations de M. le baron Descamps, rap., et Fléchet, p. 511, 512. — M. de Ro, appuie la proposition de M. Hymans, m. a. ét., p. 512. — La proposition de M. Hymans, m. a. ét., est adoptée par assis et levé, p. 512.

M. le baron Descamps, rap., propose, son rapport ayant, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, été distribué un peu tard, de donner lecture au Sénat des parties essentielles de ce document, p. 558. — M. le président baron de Favereau fait diverses observations et après avoir consulté le Sénat estime que la lecture proposée par M. le baron Descamps, n'est pas indispensable, p. 558.

Discussion générale. MM. H. Brunard, le comte Goblet d'Alviella, Vanden Heuvel, commissaire du Roi, Keesen, Lafontaine, Lekeu, De Bruycker, Coppieters, p. 558 à 570. — Le baron Orban de Xivry, Hymans, m. a. ét., p. 593 à 596. — Halot, Vandenheuvel, commissaire du gouvernement, Braun, Hymans, m. a. ét., Hanrez, Delannoy, p. 598 à 602. — M. le président donne lecture d'une lettre de M. Hymans qui, étant dans l'obligation de se rendre à Paris, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance du mardi 26 août au cours de laquelle il est hautement désirable que le traité de paix soit voté. M. Hymans rappelle que M. Vanden Heuvel, commissaire du gouvernement sera présent, p. 603. — Reprise de la discussion générale MM. Colleaux, Delannoy, Lekeu, Vanden Heuvel, commissaire du gouvernement, le baron Descamps, rapporteur, p. 614 à 620.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 620.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 620.

Gouvernement des territoires réunis à la Belgique : Projet de loi concernant le gouvernement des territoires rattachés à la Belgique par le Traité de Versailles.

Dépôt du rapport par M. Peltzer, p. 557.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 621.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 85 membres présents, p. 621.

Moresnet-neutre : Projet de loi réglant le statut du territoire de Moresnet-neutre.

Dépôt du rapport par M. le duc d'Ursei, p. 539.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 622.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 84 membres présents, p. 623.

Occupation militaire des territoires rhénans : Projet de loi approuvant l'arrangement conclu à Versailles, le 18 juin 1919, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la France et l'Empire Britannique, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, concernant l'occupation des territoires rhénans.

Dépôt du rapport par M. le baron Descamps, p. 557.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 621.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 84 membres présents, p. 621.

H

Hallet, sénateur de Bruxelles.

Proposition de loi due à l'initiative de M. Hanrez, tendant à l'annexion au territoire de Bruxelles de parties de territoires de diverses communes longeant le port, l'avant-port et le canal maritime de Bruxelles, p. 20. — A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Hanrez, déclare que dans l'agglomération de Bruxelles, on estime cette proposition de loi insuffisante, les bourgmestres ayant été d'accord, à leur dernière réunion, pour demander la constitution du Grand Bruxelles, p. 20.

Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances du jour de l'an. Observation, p. 26. — Propose de limiter le temps de parole à dix minutes, p. 26.

Projet de loi transitoire de finances pour 1919. Discussion générale, p. 29.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1919. Discussion générale, p. 36.

Fixation de l'ordre du jour. Observation au sujet de la fixation des jours de séance du Sénat, p. 55.

Interpellation de M. Lafontaine au sujet de l'attitude que compte prendre le gouvernement en ce qui concerne le projet de Société des Nations, qui est actuellement soumis à l'appréciation des divers Etats. Observations au sujet de la date de la discussion de cette interpellation, p. 61.

Motion d'ordre de M. Vinck, qui propose au Sénat de siéger le mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion des articles. Art. 2. Propose un amendement, à la suite des déclarations de M. Delacroix, retire son amendement, p. 82.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale, p. 132.

Projet de loi relatif à la grande naturalisation et à la naturalisation ordinaire. Discussion, p. 138.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 219, 220. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 237.

Interpellation de M. Braun, au sujet du danger que les installations voisines des musées du cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 368 à 370.

Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Fait diverses observations sur le prix élevée de la viande, p. 434, 435.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 443, 444.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 457.

Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial, chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion générale, p. 468, 474.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 577, 578.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale. A la suite d'observation de M. le président concernant le nombre d'orateurs encore inscrits, propose de limiter la durée des discours, p. 611.

Fixation de l'ordre du jour Observations au sujet de la suite de la séance du 20 août, p. 663.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 655 à 657, 659. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.

Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Observations au sujet du second vote des articles amendés, p. 671.

Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre, ou auxiliaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 682.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale, p. 704.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrements et de transcription, et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Discussion générale, p. 800, 801.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an surélevé et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 824, 825.

Hallet (suite)

Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail au sujet de la grève des tramways dans l'agglomération bruxelloise, annonce son interpellation et demande qu'elle soit discutée d'urgence p. 891. — Développe son interpellation, p. 912.
Dépose le rapport sur le projet de loi établissant des impôts cédulaires sur les revenus, et un impôt complémentaire sur le revenu global, p. 913. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 928, 932. — Discussion des articles. Art. 11, p. 947, 948. — Art. 13, p. 948.

Hallet, sénateur de Bruxelles,

Projet de loi transitoire de finances pour 1919. Discussion générale, p. 32.
Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 43.
Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 72, 73. — Discussion des articles. Art. 12. Justifie un amendement qu'il a présenté, p. 85, 86.
Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 175. — Art. 3. Motive un amendement qu'il a proposé, p. 182, 183. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre de représentants, p. 221.
Projet de loi relatif à l'augmentation du traitement des membres de l'ordre judiciaire. Discussion générale, p. 245.
Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 2, p. 267, 269.
Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale, p. 332.
Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1^o du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2^o au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 391.
Interpelle M. le ministre des colonies sur la situation faite actuellement à la Belgique dans les anciennes colonies allemandes d'Afrique et sur les mesures prises pour assurer à notre pays, comme juste conséquence de l'effort accompli pendant la guerre sur le continent africain, le développement économique et la sécurité de notre colonie au Congo. Par motion d'ordre proteste contre une nouvelle remise de son interpellation qu'il désire développer depuis trois mois, p. 508.
Projet de loi approuvant le Traité de Paix. Discussion générale, p. 598 à 601.
Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 609.
Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre ou auxiliaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant. Déclare que de même que M. Carpentier, il aurait voulu présenter une observation, et que le ministre pas plus que lui ne s'est aperçu de la mise en discussion de ce projet de loi, p. 649. — A la suite d'une proposition de M. le président, présente des observations sous forme de motion d'ordre, p. 651.
Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 825. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.
Projet de loi modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux. Discussion générale, p. 905.
Projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder par les communes et par les administrations charitables à leurs agents salariés. Discussion générale, p. 907.
Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 931.

Hanrez, sénateur de Bruxelles,

Par motion d'ordre propose, après la nomination de M. de Favereau comme président du Sénat, de désigner par acclamation les autres membres du bureau ainsi qu'il a été fait la veille à la Chambre des représentants. Indique les nominations sur lesquelles le Sénat est unanimement d'accord, p. 2.
Adresse en réponse au discours du trône. Fait des réserves sur la question du Congo et parle de la réorganisation de la défense nationale, p. 13.
Proposition de loi qu'il a présentée, ayant pour objet l'annexion au territoire de Bruxelles, de parties de territoires de diverses communes longeant le port, l'avant-port et le canal maritime de Bruxelles. Par motion d'ordre, demande que la commission

Hanrez (suite)

de l'intérieur se réunisse sans retard pour examiner sa proposition de loi, p. 20. — Déclare se rallier à la proposition de M. Hallet qui demande, ainsi qu'il en a été décidé lors de la dernière réunion des bourgmestres, à voir se constituer le Grand-Bruxelles, la proposition de loi ayant été jugée insuffisante; pourvu que la proposition de loi dont parle M. Hallet soit déposée sans retard, p. 20. — Rappelle sa première motion concernant l'urgence de la proposition de loi qu'il a présentée, insiste sur cette urgence, le projet constituant le Grand-Bruxelles auquel son projet devait être joint ayant soulevé des protestations nombreuses qui rendent probable son ajournement, b. 90. — Discussion de sa proposition de loi. Déclare se rallier aux conclusions de la commission sénatoriale de l'intérieur, tendant à la formation d'une commission où les diverses communes et les divers pouvoirs seraient représentés et qui serait présidée par un délégué du pouvoir central, p. 306.
Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 69.
Projet de loi instituant une Société nationale de Crédit à l'Industrie. Discussion générale, p. 127.
Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale. Parle notamment de la justice à rendre aux revendications de la Belgique, p. 131.
Projet de loi relatif à la grande naturalisation et à la naturalisation ordinaire. Discussion. Fait des observations au sujet d'une des demandes de naturalisation émanant d'un Allemand, p. 138.
Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}. S'abstient au vote sur le texte admis par les Chambres de représentants, p. 181. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, 189.
Interpelle M. le ministre des chemins de fer au sujet de la reprise des travaux de la jonction Nord-Midi. Développe son interpellation, p. 309, 310. — Discussion de son interpellation, p. 311.
Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 321.
Interpellation de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et Wellin, p. 415.
Interpelle M. le ministre des travaux publics sur les travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge. Par motion d'ordre annonce son interpellation, p. 323. — Fixation de la date de la discussion, p. 347. — M. Hanrez développe son interpellation, p. 349. — Discussion de son interpellation, p. 350, 353. Prononce un discours à l'occasion du décès de M. De Cloedt, sénateur de l'arrondissement de Bruges, p. 357.
Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucheries. Discussion générale, p. 429.
Dépose une proposition de loi soumettant au contrôle les films cinématographiques, p. 446. — Donne lecture de sa proposition, p. 446. — Discussion sur la prise en considération de sa proposition, p. 465.
Projet de loi établissant une taxe au profit de l'Etat sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature destinés à la publicité industrielle ou commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, 522.
Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 576, 577. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 597.
Projet de loi approuvant le Traité de Paix. Discussion générale, p. 601.
Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 653. — Discussion des articles. Art. 7. Déclare maintenir une disposition additionnelle qu'il a présentée avec M. Couiller et motive cet amendement, p. 663.
Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Répond comme président de la commission des finances à la communication faite au nom du gouvernement par M. Delacroix, m. f., p. m., au sujet des plaintes formulées dans le rapport de la commission des finances relativement au retard apporté dans la communication de ce projet de loi ainsi qu'en ce qui concerne la précipitation avec laquelle la commission aurait été appelée à délibérer, p. 688. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 795, 796.
Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 671.

Hanrez (suite)

Projet de loi sur le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 836.

Projet de loi approuvant la convention intervenue le 10 juillet 1913 entre la colonie belge et la Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe (société congolaise à responsabilité limitée). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 845.

Revision de la Constitution : projet de déclaration de revision de divers articles de la Constitution. Observations à l'occasion d'une motion de M. Coppieters concernant la procédure à suivre : sur le point de savoir si le Sénat voterait par assis et levé sur chacune des déclarations de revision. Déclare qu'il demandera l'appel nominal, p. 860. — Maintient sa demande d'appel nominal sur la déclaration de revision de l'art. 26, p. 866.

Projet de loi sur les assemblées d'obligataires. Discussion générale, p. 871.

S'abstient au vote sur le projet de loi contenant le budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice de 1919, p. 886.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 930.

Harmignie, ministre des sciences et des arts.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités, et projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Discussion générale simultanée des deux projets de loi, p. 47, 49 à 51.

Interpellation de M. Braun au sujet du danger que les installations voisines des musées du Cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, 367, 368.

Projet de loi modifiant les articles 8 et 9 de la loi du 19 mai 1914 sur l'instruction obligatoire. Discussion générale, p. 497, 498.

Interpellation de M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem sur les mesures à prendre pour la reconstruction et la remise en état des locaux scolaires détruits lors de la dernière offensive, p. 532.

Hernalsteen.

M. le chevalier de Vrière donne communication au Sénat du billet suivant qu'il a trouvé dans son pupitre :

Ici, en ce siège, vient d'être condamné à mort Hernalsteen, né à Boitsfort en 1874, veuf avec trois petits enfants, pour espionnage, le 12 août 1916. Que le sénateur qui prendra ce siège pense à moi de temps en temps. Vive la patrie! », p. 168.

Héros martyrs. — V. Guerre : Glorification des morts et des condamnés à mort.

Hard, sénateur provincial du Hainaut.

Projet de loi restant amendé par la Chambre, portant que l'anniversaire de la journée du 4 août sera célébré chaque année comme fête nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.

Héguet, sénateur de Namur, Dinant et Philippeville.

Interpellations de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 398.

Hubert, sénateur de Mons et Soignies.

Projet de loi relatif à la grande naturalisation et à la naturalisation ordinaire. Discussion. Appuie les observations faites par M. le comte de Brochoven de Bergeyck, quant aux conclusions du rapport de la commission et fait une proposition d'ajournement, p. 138, 139.

Hubert, A. (suite)

Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion générale, p. 468, 473, 474.

Interpellation de M. Speyer sur les mesures à prendre pour préparer l'exécution, dans le délai prévu d'un mois, de l'article 228 du Traité de Versailles, p. 515 à 517.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 578, 579.

— S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 597.

Interpellation de M. Carpentier sur la question des cheminots, p. 590.

Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Vander Molen proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. Observations, p. 592.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 655.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Discussion générale, p. 799.

Projet de loi accordant la personification civile aux associations internationales à but scientifique. Discussion des articles, Art. 8, p. 838.

Hubert, G., sénateur de Charleroi et Thuin.

Projet de loi amendé par la Chambre des représentants portant que l'anniversaire de la journée du 4 août 1914 sera célébré chaque année comme fête nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.

Hygiène et santé.**ALCOOLISME. DEBITS DE BOISSONS.****Projet de loi concernant le débit des boissons fermentées.**

Motion d'ordre de M. le baron de Mévius qui propose de réunir la discussion générale de ce projet de loi à celle concernant le régime fiscal de l'alcool, p. 605. — M. Delacroix, m. f., p. m., déclare que le gouvernement se rallie à cette proposition, p. 605. — La proposition est unanimement admise par le Sénat, p. 605. — V. pour la discussion générale de ces projets réunis la rubrique : Finances : Alcool.

V. à la même rubrique : Finances : Alcool. Un amendement présenté par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et De Bast dont la partie tendant à ajouter un § 9 à l'art. 1^{er} de ce projet de loi a été réservée lors de la discussion des articles du projet de loi sur le régime de l'alcool, p. 630.

Discussion des articles. Art. 1^{er}. M. le président indique l'amendement présenté par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et De Bast : § 9 additionnel. M. Delacroix, m. f., p. m., estime ne pas pouvoir se rallier à cet amendement, p. 633. — L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté, p. 633. — L'art. 1^{er} est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 633. — Art. 2 à 20 adoptés sans observation, p. 633 à 636.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 57 voix contre 14 et 1 abstention, p. 670. — S'est abstenu M. Struye, p. 671.

Motion d'ordre de M. Dufrane qui fait une rectification au C. R. A. et déclare avoir été présent lors du vote de ce projet de loi et avoir émis un vote affirmatif, p. 673.

Motion d'ordre de M. le chevalier Schellekens qui exprime ses regrets de n'avoir pu être présent au vote sur ce projet de loi et qui déclare qu'il aurait émis un vote affirmatif, p. 674.

BESTIAUX ET VIANDES. — V. Ravitaillement.**Hygiène professionnelle. — V. Industrie, commerce et travail****Hypothèques. — V. Finances.****Hymans, ministre des affaires étrangères.**

Projet de loi portant approbation du Traité de Paix. Prie le Sénat de vouloir fixer à une date aussi rapprochée que possible la discussion de ce projet de loi. Propose de fixer cette discussion au mardi suivant, p. 511. — Discussion générale, p. 594 à 596. — Demande que l'on termine la discussion ce jour-là, p. 602. — Annonce par lettre au Sénat qu'étant dans l'obligation de se rendre à Paris, il s'excuse de ne pouvoir assister à la séance du mardi 26 août, au cours de laquelle il serait hautement désirable que le Traité de Paix soit voté. Rappelle que M. Vanden Heuvel, commissaire du Roi, sera présent, p. 603.

Hymans (suite)

Interpellation de M. Vinck sur l'action du comité de politique nationale spécialement en ce qui concerne le Grand-Duché du Luxembourg. Répond à cette interpellation qui a été développée par M. Vinck à l'occasion du tableau IV du budget général : budget des affaires étrangères, p. 703, 704.
Budget des affaires étrangères. Discussion générale, p. 704.

Importation : Libre importation de tous les produits étrangers. — V. la rubrique Pétitions : Pétition des commerçants wavriens.

Importation des valeurs. — V. Finances : Valeurs.

Impôts. — V. la rubrique Finances : 1° les divers projets d'impôts; 2° le budget général des recettes et des dépenses pour 1919.

Impunité dont jouissent des personnes qui ont trafiqué avec l'ennemi. — V. la rubrique interpellation au nom de M. Colleaux.

Indemnités de logement. — V. Guerre : Logement des réfugiés rapatriés.

Indemnités de vie chère. — V. 1° Bienfaisance. — 2° Communes. — 3° Motions d'ordre : a) de M. Fléchet; b) de M. Dufranc; c) de M. Carpentier.

Indemnités aux propriétaires de terrains et maisons expropriés par les Allemands pendant l'occupation pour la création de voies ferrées. — V. la rubrique : Motion d'ordre au nom de M. Fléchet.

Indigénat. — V. Code civil.

Industrie, commerce et travail. — V. 1° Assurances sociales. — 2° Code civil : Personnification civile : Projet de loi accordant la personnification civile à la Société belge des Ingénieurs et Industriels. — 3° Congo.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi modifiant, à raison des événements de la guerre, la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et complétant quelques dispositions de la dite loi.

Dépôt du rapport par M. Clayes-Boûtaert, p. 561.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 583 à 594.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des p. 655 à 660.

BREVETS D'INVENTION (TAXE SUR LES). — V. Finances : Impôts.

CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

Projets de loi reconstituant les conseils de l'industrie et du travail.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 435, 436.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 89 membres présents, p. 444.

CONTRATS.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre.

Discussion générale. MM. Demerbe, Libiouille, Hanrez, Delannoy, Braun, rapp., Jaspas, m. a. éc., A. Hubert, Coppieters, p. 652 à 655. — M. le président fait remarquer à M. Braun, rap., que le Sénat a décidé de se séparer ce jour-là et qu'il est obligé de prier les orateurs d'abréger leurs discours, p. 655. — Reprise de la discussion générale. MM. Braun, rapp., Hallet, Jaspas, m. a. éc., le baron Ruzette, m. a., Colleaux, de Ro, p. 655 à 660.

Discussion des articles. — M. le président rappelle que M. Braun a déposé un amendement à l'intitulé de la loi, mais propose de réserver cet amendement, celui-ci ne pouvant être admis que si l'un ou l'autre des amendements de M. Braun était adopté, p. 660. — Adhésion du Sénat, p. 660. — Art. 1^{er}. M. le président indique un amendement présenté par la commission et un amendement présenté par M. Braun, rap., p. 660. — M. Lekeu pose une question au gouvernement quant à l'inter-

Industrie, commerce et travail (suite)

prétation du 2^e § de l'art. 1^{er}, p. 660. — Est entendu M. Jaspas, m. a. éc., p. 661. — M. Lekeu déclare être d'accord avec M. Jaspas, m. a. éc., p. 661. — M. le président annonce que l'on va voter par division et indique un amendement présenté par M. Hallet au premier alinéa, supprimant les mots : « et les contrats de concession », p. 661. — M. Jaspas, m. a. éc., déclare se rallier à cet amendement, étant entendu que cette suppression entraîne le rejet de l'amendement de la commission à l'article 7, p. 661. — L'amendement de M. Hallet est rejeté par assis et levé, p. 661. — M. le président indique un amendement présenté par la commission, p. 661. — Observations de M. Braun, p. 661. — L'amendement de la commission est retiré et le premier alinéa est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 661. — M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. Braun, rap., disposition à intercaler entre les alinéas 1 et 2 et met cet amendement aux voix par assis et levé, p. 661. — M. Lekeu fait remarquer que l'épave est douteuse, p. 661. — L'appel nominal est demandé et l'amendement de M. Braun est adopté par 41 voix contre 40, p. 661. — Le dernier alinéa de l'art. 1^{er} est adopté et l'ensemble de l'article est adopté avec l'amendement de M. Braun, p. 661. — Art. 2 à 6 adoptés sans observations, p. 661, 662.

Art. 7. Proposé par la commission, M. le président en donne lecture et indique des sous amendements présentés : 1° par MM. Hubert et Braun; 2° par le gouvernement; 3° par M. Braun; 4° par MM. Hanrez et Couillier, p. 662. — M. le président déclare que l'on va voter par divisions, p. 663. — Le sous-amendement présenté par M. Braun et Hubert à l'alinéa premier est adopté et l'alinéa premier ainsi amendé est adopté, p. 663. — Le sous-amendement du gouvernement est adopté, p. 663. — Le sous-amendement de M. Braun au second alinéa auquel M. Jaspas, m. a. éc., déclare que le gouvernement se rallie est adopté, p. 663. — M. Hanrez défend le sous-amendement qu'il a présenté avec M. Couillier, p. 663. — Cet amendement est rejeté, p. 663. — L'ensemble de l'article 7 ainsi amendé est adopté, p. 663. — Le nouvel intitulé proposé par M. Braun « loi relative à la résiliation et à la révision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre » est adopté, p. 663.

Vote en seconde lecture. Les articles 1 à 7 sont définitivement adoptés, p. 971.

Il est procédé au vote sur l'ensemble du projet de loi, 58 membres y prennent part et le Sénat n'est plus en nombre, p. 671. L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 3 et 9 abstentions, p. 681. — Se sont abstenus : MM. Lekeu, Libiouille, Vander Molen, Colleaux, Danhier, baron de Mofarts, Fléchet, Hallet, Carpentier, p. 681.

CONTRAT DE TRAVAIL.

Projet de loi ayant pour objet d'assurer aux travailleurs mécontents la conservation de leur emploi.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 854 à 856.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 61 membres présents, p. 856.

CRÉDIT A L'INDUSTRIE.

Projet de loi instituant une Société nationale de Crédit à l'Industrie.

Discussion générale, M. Delannoy propose au Sénat le vote de la résolution suivante : « Le Sénat, d'accord avec le gouvernement, exprime le vœu de voir la Société nationale de Crédit à l'Industrie réviser l'article 36 de ses statuts en y introduisant le principe de la participation du personnel dans les bénéfices », et motive sa proposition, p. 126. — M. Delacroix, m. f. p. m., se rallie complètement à la proposition de M. Delannoy puis répond à des observations existant dans le rapport de la commission, p. 127.

Son encore entendus : MM. Delacroix, m. f. p. m., le baron de Mévius, Hanrez, p. 127.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 127, 128.

M. le président fait remarquer que la proposition de M. Delannoy semble sortir un peu du cadre des attributions du Sénat, le Sénat ne pouvant émettre des vœux et propose que le Sénat prenne acte des déclarations faites par M. Delannoy et M. Delacroix, m. f. p. m., en constatant leur complet accord, p. 128.

M. de Ro demande que l'on constate que cette proposition est appuyée par l'unanimité du Sénat, p. 128. — M. le président constate cette unanimité et le Sénat en prend acte, p. 128.

M. Lekeu motive son vote, p. 136, 137. — M. le président fait remarquer à M. Lekeu qu'il dépasse le temps normalement nécessaire pour motiver un vote, p. 137.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 137.

Industrie, commerce et travail (suite)**CRÉDIT PROFESSIONNEL.**

Projet de loi organisant le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie, commerçante et industrielle.

Dépôt du rapport par M. Dupret, p. 859.

Discussion générale : MM. Franck, Corillier, della Faille d'Huyse, p. 880, 881.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 881 à 883.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 66 membres présents, p. 887.

HYGIÈNE PROFESSIONNELLE.

Projet de loi interdisant la fabrication, l'importation, la vente et la détention pour la mise en vente des allumettes contenant du phosphore blanc.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 545, 546.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 71 membres présents, p. 546.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Projet de loi réglant certaines questions en matière de propriété industrielle.

Discussion des articles. Art. 1^{er} à 10 adoptés sans observation, p. 818, 819. — Art. 11. M. de Ro fait des observations relativement au paiement des taxes afférentes aux demandes de brevets, p. 819, 820. — L'article 11 est adopté. Art. 12 à 17 adoptés sans observation, p. 820. — M. de Ro félicite le rapporteur pour la manière remarquable dont il a précisé une situation qui était difficile à exposer, p. 820.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 61 membres présents, p. 835.

PUBLICITÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE. — V. Finances : Impôts : Taxe d'affichage.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — V. Code de commerce.

RELEVEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS. — V. Finances crédits à l'étranger.

Industriels (Société belge des Ingénieurs et Industriels). — V. Code civil : Personnification civile.

Ingénieurs (Société belge des Ingénieurs et Industriels). — V. Code civil : Personnification civile.

Inscription (Droit de). — V. Finances : Impôts.

Installations maritimes. — V. Communes : Annexion de territoire.

Intérêts ennemis. — V. Code civil : Sequestre.

Intérêts privés. — V. Affaires étrangères : Conventions internationales : Protection des intérêts privés.

Interpellation.**Braun.**

Adressée à M. le ministre des sciences et des arts et, éventuellement à M. le ministre de la guerre, relativement au danger que les installations voisines des musées royaux du Cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et aux retards que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du Palais. Texte de la demande d'interpellation, p. 291. — M. Braun développe son interpellation, p. 363 à 367. — Discussion de l'interpellation : MM. E. Brunard, Braun, de Ro, Harmignies, m. s. a., Hallet, le baron de Kerchove d'Exaerde, Latontaine, Delacroix, m. f., p. m., de Meester, le chevalier Schellekens, p. 367 à 371.

Brunard (H.) :

Adresse à M. le ministre de la justice par M. H. Brunard sur la menace d'expulsion des enfants mineurs Deylhe-Lyssen. Demande d'interpellation, p. 291. — M. le président fait remarquer l'urgence de cette interpellation et M. H. Brunard insiste sur cette urgence, p. 291. — M. le président annonce que M. H. Brunard retire sa demande d'interpellation, p. 325.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1918-1919.

Interpellation (suite)**Carpentier :**

1^o Adressée à M. le ministre de la guerre par M. Carpentier au sujet du voyage que devait faire, en Belgique, les fusillers marins français, dont l'arrivée a été contremandée au dernier moment. Demande d'interpellation, p. 496. — M. le président annonce que M. Carpentier demande l'urgence pour la discussion de son interpellation et l'urgence est déclarée, p. 496. — M. Carpentier développe son interpellation, p. 509. — Est entendu : M. Masson, m. g., p. 509, 510. — L'interpellation est close, p. 510.

2^o Adressée à M. le ministre des chemins de fer par M. Carpentier sur la question des cheminots. Demande d'interpellation, p. 555. M. le président annonce que M. Carpentier demande l'urgence pour son interpellation, p. 555. — Est entendu : M. Delacroix, m. f. p. m., qui fait diverses observations et propose de fixer cette interpellation au lendemain après-midi, p. 555. — Cette proposition est admise, p. 555. — M. Carpentier développe son interpellation, p. 585. — Est entendu : M. Renkin, m. c. f. m. p. t., p. 585 à 590. — Interruption de MM. de Ro, p. 585. — Vanderveelde, m. j., de Ro, p. 589. — Discussion de l'interpellation. MM. Coppieters, A. Hubert, Defannoy, Lekeu, Renkin, m. c. f. m. p. t., Vanderveelde, m. j., Ligy, Delacroix, m. f., p. m., p. 590 à 592. — L'interpellation est close, p. 592.

Colleaux :

Adressée à M. le ministre de la justice par M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin. Demande d'interpellation, p. 355. — M. Colleaux développe son interpellation, p. 394 à 397. — Inter. de MM. Vanderveelde, m. j., Delacroix, m. f., p. m., Foquet, De Bast, Lekeu, p. 395 à 397. — Réponse de M. Vanderveelde, m. j., p. 397 à 403. — Inter. de MM. Colleaux, Hicguet, Fléchet, Speyer, Lekeu, p. 397 à 399, 402, 403. — Discussion de l'interpellation. MM. le comte de Brouchoven de Bergeyck, Libioule, le comte Goblet d'Alviella, Vanderveelde, m. j., p. 403 à 406. — Colleaux, Vanderveelde, m. j., Speyer, le baron Orban de Xivry, le baron de Moffarts, Hanrez, 409 à 415. — L'interpellation est close, p. 415.

De Bruycker :

Adressée à M. le ministre des chemins de fer par M. De Bruycker : sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournaisis et le pays d'Ath, et spécialement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux d'Ath. Demande d'interpellation, p. 481. — Lecture par M. le président d'une lettre de M. De Bruycker annonçant que, d'après le désir du ministre des chemins de fer, son interpellation est remise à la séance du mercredi matin, p. 496. — M. De Bruycker développe son interpellation, p. 534. — Discussion de l'interpellation. MM. Asou, Renkin, m. c. f. m. p. t., le baron Orban de Xivry, De Bruycker, le chevalier de Vriër, Demerbe, Fléchet, p. 535 à 537. — L'interpellation est close, p. 537.

de Gellinck d'Elseghem (Chevalier) :

Adressée à M. le ministre des sciences et des arts par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem : sur les mesures qu'il compte prendre pour la reconstruction et la remise en état des locaux scolaires détruits lors de la dernière offensive. Demande d'interpellation, p. 518. — M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem développe son interpellation, p. 531. — Sont entendus : MM. Harmignies, m. s. a., le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et Coppieters, p. 532, 533. — L'interpellation est close, p. 533.

de Mévius (baron) :

Adressée à M. le premier ministre et à M. le ministre de la guerre par M. le baron de Mévius : 1^o Sur la question des cartouches de guerre se trouvant dans toutes les mains 2^o Sur les obus qui traînent un peu partout dans les bois, ravins et haies; 3^o Sur le nivellement des travaux d'art, tranchées, etc., existant autour des places fortifiées et édifiées tant par des Belges que par l'ennemi; 4^o Sur l'utilisation des autos abandonnées par l'ennemi; 5^o Sur la demande de jugement et de répression à adresser par nos représentants à la Conférence de la paix contre les auteurs des horreurs et crimes commis dans le pays et tout spécialement dans la province de Camu.

Interpellation (suite)

Texte de la demande d'interpellation, p. 55. — M. le baron de Mévius développe son interpellation, p. 61 à 63. — Discussion de l'interpellation : MM. Speyer, Masson, m. g., le duc d'Ursel, le baron de Mévius, Cousot, le chevalier de Gellinck d'Elseghem, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le baron della Faille d'Huyssse, Delacroix, m. f., p. m., p. 63 à 66.

De Vrière (Chevalier) :

- 1° Adressée à M. le ministre de la guerre par M. le chevalier de Vrière au sujet du grand danger que présente pour les habitants de Varsenaere et des communes voisines l'immense dépôt de munitions qui se trouve sur le territoire de cette commune. Texte de la demande d'interpellation, p. 212.
- 2° Adressée à M. le ministre de la guerre a) au sujet du grand danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere, et, subséquemment, les accidents à craindre par le fait des munitions que l'on fait exploser sur place; b) au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des nombreux crimes commis par eux et du manque de travail pour les ouvriers indigènes. Demande d'interpellation, p. 355. — M. le chevalier de Vrière développe son interpellation, p. 384. — Discussion de l'interpellation : MM. le baron d'Huart, Struyse, p. 385, 386. — de Sadeleer, Delacroix, m. f., p. m., Masson, m. g., le chevalier Schel-Ickens, Speyer, G. Verduyssen, le vicomte de Jonghe d'Ardoye, le baron Ruzette, m. a., le comte de Brouchoven de Bergeyck, de Ro, Capelle, le chevalier de Vrière, Halot, p. 387 à 391.
- 3° Adressée à M. le ministre de la guerre par M. le chevalier de Vrière relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques. Demande de l'interpellation, p. 512. — M. le chevalier de Vrière développe son interpellation, p. 556. — Observation de M. Delacroix, m. f., p. m., au sujet de l'exposé de M. le chevalier de Vrière, p. 556. — Observations de MM. Dufrane, Carpentier et Lékeu, p. 556. — M. le président, baron de Favereau, fait remarquer à M. le chevalier qu'il sort de l'objet de l'interpellation et qu'il se voit obligé de lui retirer la parole, p. 556. — M. Masson, m. g., répond à l'interpellation, p. 556 à 557. — Sont encore entendus : MM. le chevalier de Vrière, de Ro, p. 557. — L'interpellation est close, p. 557.
- 4° Adressée à M. le ministre des travaux publics par M. le chevalier de Vrière au sujet de l'écoulement des eaux de la zone sinistrée par les écluses de Nieupoort, qui, s'il faut en croire les journaux, ne seront en état que dans deux ans. Quelles sont les mesures prises pour qu'à la saison des pluies les parties déjà remises en valeur ne soient pas inondées et comment sera assuré l'écoulement des eaux de toute la zone de Ghistelles qui se fait vers Nieupoort, sans emprunter l'Yser. Demande d'interpellation, p. 517. — M. le président annonce que M. le ministre des travaux publics, étant chargé de représenter le gouvernement à la cérémonie de la bataille d'Aerschtot, la discussion de cette interpellation sera remise au lendemain, p. 555. — M. le président donne lecture d'une lettre de M. Anseele, m. f., p., qui annonce que, devant se rendre à l'étranger la semaine suivante, il lui sera impossible d'être présent pour la discussion de l'interpellation de M. le chevalier de Vrière, mais que M. le sénateur Coppieters, qui est au courant de la question, veut bien se charger de répondre à M. le chevalier de Vrière, p. 603. — M. le chevalier de Vrière développe son interpellation, p. 649. — M. Coppieters, délégué à cet effet par M. le ministre des travaux publics, répond à M. le chevalier de Vrière, p. 650. — M. le chevalier de Vrière fait encore diverses observations et remercie M. Coppieters, p. 650, 651.

Goblet d'Alviella (Comte) :

Adressée à M. Delacroix, m. f., p. m., par M. le comte Goblet d'Alviella sur les raisons pour lesquelles il n'a pas donné suite au projet de doter de la personification civile les universités de Gand et de Liège, afin de leur permettre de recevoir les libéralités de la « Commission For Relief ». Demande d'interpellation, p. 686. — M. le comte Goblet d'Alviella développe son interpellation, p. 840. — Est entendu : M. Delacroix, m. f., p. m., p. 840, 841. — M. le comte Goblet d'Alviella remercie M. Delacroix, m. f., p. m., de la déclaration qu'il vient de faire, p. 841. — M. Magis n'ayant pu assister à la discussion de l'interpellation, appuie par motion d'ordre les considérations développées par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 859.

Interpellation (suite)**Hallet :**

Adressée à M. le ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement par M. Hallet au sujet de la grève de tramways dans l'agglomération bruxelloise. Demande d'interpellation, p. 891. — M. Hallet demande l'urgence pour son interpellation, p. 891. — M. Hallet développe son interpellation, p. 912. — Sont entendus : MM. Vinck, le baron Ruzette, m. a. et Wauters, m. i. t. r., p. 912, 913.

Halot :

Adressée à M. le ministre des colonies par M. Halot sur la situation faite actuellement à la Belgique dans les anciennes colonies allemandes d'Afrique, et sur les mesures prises pour assurer à notre pays, comme juste conséquence de l'effort accompli pendant la guerre sur le continent africain, le développement économique et la sécurité de notre colonie au Congo. Demande d'interpellation, p. 363. — Communication de M. le président qui annonce au Sénat que le ministre des colonies lui a fait part des raisons pour lesquelles la discussion de cette interpellation ne peut en ce moment être abordée. Le Sénat se range à l'avis du ministre des colonies et l'interpellation est ajournée, p. 394. — Motion d'ordre de M. Halot qui proteste contre une nouvelle remise de son interpellation, p. 508.

Hanrez :

- 1° Adressée à M. le ministre des chemins de fer sur la reprise des travaux de la jonction Nord-Midi. Texte de la demande d'interpellation, p. 216. — M. Hanrez développe son interpellation, p. 309, 310. — Discussion de l'interpellation. MM. Delannoy, Coppieters, Hanrez, Renkin, m. c. f. m. p. t., de Ro, p. 309 à 312. — L'interpellation est close, p. 312.
- 2° Adressée à M. le ministre des travaux publics par M. Hanrez au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge. Motion d'ordre de M. Hanrez annonçant cette interpellation, p. 323. — Fixation de la date de la discussion : MM. le président baron de Favereau, Hanrez, Anseele, m. f., p., p. 347. — M. Hanrez développe son interpellation, p. 349. — Discussion de l'interpellation : MM. Coppieters, Hanrez, Anseele, Focquet, le baron Ruzette, m. a., le comte Goblet d'Alviella, Speyer, de Ro, Behaeghel, p. 350 à 355. — L'interpellation est close, p. 355.

Keesen :

Adressée au gouvernement par M. Keesen sur les mesures qu'il se propose de prendre pour perpétuer la mémoire de Gabrielle Petit, l'héroïne nationale. Demande d'interpellation, p. 355. — M. Keesen développe son interpellation, p. 416 à 418. — Sont entendus : MM. de Bruycker, Delacroix, m. f., p. m., p. 418. — Interr. de MM. Focquet et Fléchet, p. 417, 418. — L'interpellation est close, p. 418.

Lafontaine :

Adressée au gouvernement par M. Lafontaine au sujet de l'attitude qu'il compte prendre en ce qui concerne le projet de Société des Nations qui est actuellement soumis à l'appréciation des divers Etats. Lettre de M. Lafontaine concernant cette interpellation, p. 60. — M. Delacroix, m. f., p. m., déclare que le gouvernement accepte l'interpellation, mais estime qu'il serait utile que M. le ministre des affaires étrangères puisse répondre lui-même à M. Lafontaine, p. 61. — M. Lafontaine exprime le désir de pouvoir développer son interpellation la semaine suivante, p. 61. — Observations diverses de MM. le président du Sénat, Lafontaine, Delacroix, m. f., p. m., Hallet, Vinck, p. 61. — M. Delacroix propose de fixer provisoirement cette interpellation au mardi suivant, p. 61. — Assentiment du Sénat. — Texte de la demande d'interpellation, p. 233. — M. Lafontaine développe son interpellation, p. 312 à 319. — Interr. de MM. de Ro, Speyer, Magis, le comte Goblet d'Alviella, Colleaux, p. 313 à 318. — Discussion de l'interpellation : MM. Keesen, Delacroix, m. f., p. m., p. 230 à 233. — Interr. de MM. Hanrez, De Bast, le comte Goblet d'Alviella, H. Brunard, p. 321 à 323.

Lékeu :

Adressée à M. le ministre de la guerre par M. Lékeu au sujet de l'arrêté royal qui lui onére le droit de réquisition sur le matériel et le personnel afférents aux services assurés par l'administration des chemins de fer, marine, postes, télégraphes et électricité, par les sociétés ou compagnies de chemins de fer concédés et par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, et au sujet de l'interprétation qu'il convient de

Interpellation (suite)

donner à ce droit de réquisition. Demande d'interpellation, p. 106. — M. Lekeu prie le Sénat de donner un tour de faveur à son interpellation, p. 106. — M. Masson propose de fixer cette interpellation à la fin de la séance; cette proposition est admise, p. 106. — M. Lekeu développe son interpellation, p. 118 à 121. — Est entendu M. Masson, m. g., p. 121 à 123. — M. Lekeu fait encore diverses observations, p. 122, 123. — L'interpellation est close, p. 123.

Orban de Xivry (baron).

Adressée à M. le ministre des chemins de fer par M. le baron Orban de Xivry, au sujet de la réfection des voies de communications dans la province du Luxembourg. Demande d'interpellation introduite par motion d'ordre par M. le baron Orban de Xivry, p. 143. — M. Renkin, m. c. f. p. t., propose de fixer cette interpellation à la séance du lendemain matin, p. 143. — Cette proposition est admise. M. le baron Orban de Xivry développe son interpellation, p. 160 à 162. — Interruptions de MM. Speyer, Colleaux et le baron de Moffarts, p. 160 à 162. — Discussion de l'interpellation. MM. Speyer, le chevalier de Vrière, Colleaux, le baron Orban de Xivry, Fléchet, Renkin, m. c. f. p. t., Dufrane, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le chevalier Schellekens, p. 162 à 167.

Peltzer :

Adressée à M. le ministre de l'intérieur par M. Peltzer au sujet des mesures qu'il compte prendre en faveur de la station balnéaire de Spa. Demande d'interpellation, p. 874. — M. Peltzer développe son interpellation, p. 903, 904. — M. Fléchet appuie la demande de M. Peltzer, p. 904. — Sont entendus : MM. le baron de Broqueville, m. i. et Delacroix, m. f., p. m., p. 904. — M. Peltzer remercie MM. les ministres des réponses qui lui ont été faites, p. 904.

Schellekens (chevalier) :

Adressée à M. le ministre de la guerre par M. le chevalier Schellekens, sur la demande de mise temporaire à la disposition de la ville de Termonde des bâtiments de l'hôpital militaire pour y installer le tribunal des dommages et les services qui en dépendent. Demande d'interpellation, p. 434. — M. le chevalier Schellekens annonce qu'un accommodement étant intervenu entre M. le ministre de la guerre et lui son interpellation n'a plus de raison d'être, il remercie M. le ministre de la guerre de sa bienveillance, p. 496.

Schellekens (chevalier) et Struye :

Adressée au gouvernement par le chevalier Schellekens au sujet de la reconstruction de Termonde. Texte de la demande d'interpellation, p. 53. — le chevalier Schellekens indique les deux points au sujet desquels il y aurait nécessité d'obtenir une décision et demande à développer immédiatement son interpellation, p. 53. — Observation de M. le président qui propose de fixer cette interpellation à la prochaine séance du Sénat, p. 53. — M. le chevalier Schellekens se rallie à cette proposition, p. 53. — M. le chevalier Schellekens développe son interpellation, p. 90. — Discussion. MM. Coppeters (qui parle de toutes les régions dévastées), de Broqueville, m. i., Couiller, Vinck (qui parle du problème général de la reconstruction de la Belgique), p. 91 à 94.

Une interpellation de M. Struye sur : le sort réservé aux villes de Nieuport, Dixmude et Ypres, le rétablissement des voies ferrées, le rapatriement des réfugiés des Flandres, etc., est d'après la proposition de M. le président jointe à la suite de la discussion de l'interpellation de M. le chevalier Schellekens, p. 106.

Discussion des interpellations réunies MM. de Ro, Vanderborgh, Vinck, p. 106 à 109. — M. Struye, développe son interpellation, p. 109. — Reprise de l'ensemble de la discussion : le chevalier Schellekens, Anseele, m. t. p., Vinck, Delannoy, le baron de Broqueville, m. i., le baron Ruzette, m. a., p. 110 à 118.

Speyer :

Adressée à M. le ministre de la justice par M. Speyer sur les mesures qu'il a prises et qu'il compte prendre pour préparer l'exécution, dans le délai prévu d'un mois, de l'article 228 du traité de Versailles qui oblige le gouvernement allemand à livrer aux puissances alliées et associées toutes personnes qui, étant accusées d'avoir commis un acte contraire aux lois et coutumes de la guerre, lui seraient désignées soit nominativement, soit par le grade, la fonction ou l'emploi auxquels les personnes auraient été affectées par les autorités allemandes. Demande d'interpellation, p. 512. — M. le président annonce

Interpellation (suite)

que M. Speyer demande l'urgence pour son interpellation et l'urgence est admise, p. 512. — M. Struye déclare céder son tour d'interpellation à M. Speyer, p. 512. — M. Speyer développe son interpellation, p. 512, 513. — Discussion de l'interpellation. MM. Vandervelde, m. j., le baron Descamps, Speyer, A. Hubert, Carpentier, p. 513 à 517. — L'interpellation est close, p. 517.

Struye :

Adressée à MM. les ministres de l'intérieur, de l'agriculture, des chemins de fer, marine, postes et télégraphes et des affaires économiques, par M. Struye : 1° Sur le sort qui sera réservé aux villes de Dixmude, de Nieuport et d'Ypres; 2° Sur la restauration de l'agriculture dans les régions d'Ypres et de l'Yser; 3° Sur le rétablissement des voies ferrées dans ces régions; 4° Sur l'époque du rapatriement des réfugiés, et sur la situation qui leur sera faite à leur retour en Flandre. Demande d'interpellation, p. 106. — M. le président propose de joindre cette interpellation à la suite de l'interpellation de M. le chevalier Schellekens, ces deux interpellations ayant un objet similaire, p. 106. — M. le baron de Broqueville, m. i., déclare admettre cette proposition, p. 106. — V. Pour la discussion les interpellations réunies aux noms de MM. le chevalier Schellekens et Struye.

Adressée à M. le ministre de la guerre par M. Struye, au sujet des nouveaux et nombreux crimes commis par les Annamites dans la région dévastée. Demande d'interpellation, p. 481. — M. Struye développe son interpellation, p. 518, 519. — Discussion de l'interpellation. MM. Masson, m. g., Struye, le baron della Faille d'Huyssse, le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 519 à 521. — MM. Coppeters, Struye, p. 522. — L'interpellation est close, p. 522.

Vilain XIII (vicomte) :

Adressée à M. le ministre de la guerre par M. le vicomte Vilain XIII sur les installations établies au camp de Casteau pour loger les nouvelles classes de milice. Demande d'interpellation, p. 415. — M. le vicomte Vilain XIII, développe son interpellation, p. 459. — Est entendu : M. Masson, m. g., p. 460. — M. le vicomte Vilain XIII remercie M. Masson, m. g., de la réponse qu'il a donnée à ses questions, p. 461.

Vinck :

1° Adressée à M. le ministre des affaires économiques par M. Vinck sur la situation du change. Demande d'interpellation, p. 217. — M. Vinck demande que son interpellation soit fixée à la semaine suivante. Cette demande est admise, p. 217. — Annonce du extrait de cette interpellation, p. 363.
2° Adressée à M. le ministre des affaires étrangères par M. Vinck sur l'action du comité de politique nationale spécialement en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg. Demande d'interpellation, p. 686. — M. Vinck demande à développer son interpellation à l'occasion de la discussion générale du budget des affaires étrangères, p. 703. — M. le président fait remarquer que la demande de M. Vinck est irrégulière mais peut être admise si le Sénat est unanime, p. 703. — Le Sénat admet la demande de M. Vinck, p. 703. — M. Vinck développe son interpellation, p. 703. — M. Hymans, m. a. ét. répond à l'interpellation de M. Vinck, p. 703, 704.

Invalides de la guerre. — V. 1° Guerre. — 2° Code civil : Personneification civile.

Invalidité prématurée. — V. Assurances sociales.

J

Jaspar, ministre des affaires économiques.

Projet de loi transitoire de finances pour 1919. Discussion générale. Indique au Sénat le double objet du projet de loi qui tend : d'une part à régulariser la situation fiscale née de la guerre, et d'autre part à assurer au gouvernement les voies et moyens qui lui sont nécessaires, p. 26 à 28. — Répond aux observations présentées, p. 32.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 253, 254, 260 à 264. — Discussion des articles. Art. 2, p. 269, 270. — Art. 4, p. 275, 276. — Art. 6. Fait une déclaration à l'occasion d'un amendement présenté par M. Libioule, et prie M. Libioule de ne pas insister sur son amendement, p. 276. — Art. 8, p. 277. — Art. 13. Répond à des

Jaspard (suite)

observations de M. Fléchet puis fait une déclaration concernant l'interprétation de l'article 13, à l'occasion d'un amendement présenté par M. Croquet, p. 278. — Art. 14. Déclare ne pas se rallier à un amendement présenté par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 279. — Art. 15, p. 280. — Art. 17, p. 282, 283. — Prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement présenté par M. le duc d'Ursel, p. 283. — S'oppose à des amendements présentés par MM. le chevalier Schellekens et le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 286, 287. — Art. 25. Fait des déclarations quant à l'interprétation de l'article à l'occasion d'un amendement présenté par M. Croquet, p. 292, 293. — Art. 27. Observations concernant les droits de mutation, p. 293. — Art. 36. Observations concernant certaines communes qui ont déjà payé des dommages de guerre et des intérêts éventuellement dus, sur ces sommes, par les sinistrés, p. 295.

Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale, p. 335. — Discussion des articles. Fait des observations quant à l'interprétation des mots « ayant accepté sans y être contraints de travailler pour l'ennemi » p. 337. — Art. 5. Observations au sujet de l'interprétation de l'article, p. 338. — Art. 6. Répond à une question de M. Speyer, quant à la terminologie « Il peut être accordé » ainsi que sur le point de savoir si le fait de la déportation est suffisant pour demander l'indemnité, p. 339.

Projet de loi établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918. Discussion des articles, Art. 8. Observations quant à l'interprétation de la loi, p. 343.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre. Discussion générale, p. 378 à 381. — Discussion des articles. Articles additionnels proposés par MM. de Ro, Libioulle et consorts. Observation au sujet du II, p. 384. — Prie le Sénat de remettre le second vote à sa prochaine réunion, p. 384. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Déclare qu'il s'est mis d'accord avec la commission pour accepter le second amendement faisant l'objet de l'article 9, indique les conditions d'interprétation qu'il donne à cette acceptation, et prie le Sénat de maintenir le titre admis par la Chambre des représentants, p. 427. — Déclare admettre l'interprétation de M. Ryckmans, p. 427. — A la suite du vote de l'article 2. Déclare qu'il doit être entendu que dans tous les articles subséquents les mots « institution nationale » sont remplacés par les mots « Œuvre nationale », p. 427.

Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Discussion générale, p. 533, 534. — Observation au sujet d'une demande de M. Braun, tendant, à rouvrir la discussion, ce projet de loi ayant été discuté au cours d'une séance du matin dans des conditions qu'il estime insuffisantes, p. 540. — Reprise de la discussion de ce projet de loi, p. 541 à 545.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 653, 656 à 660. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Répond à des observations de M. Lekeu, quant à l'interprétation du § 1^{er}, p. 661. — Déclare se rallier à une suppression proposée par M. Hallet, étant bien entendu que cette suppression entraîne la disparition de l'amendement de la commission à l'art. 7, p. 661. — Art. 7. Déclare se rallier à un sous-amendement présenté par M. Braun au second alinéa, p. 663.

Projet de loi instituant l'Œuvre nationale de l'enfance. Fait remarquer au Sénat l'urgence de ce projet de loi, p. 671.

Projet de loi relatif à l'exportation au transit, à l'importation et au commerce des valeurs. Fait remarquer au Sénat l'urgence de ce projet de loi, p. 671.

Motion d'ordre de M. Callens qui soulève différents points ayant trait à l'administration des finances et concernant les expropriations dans l'agglomération anversoise. Déclare qu'il transmettra à M. le ministre des finances les observations de M. Cattens, p. 674.

Projet de loi instituant « l'Œuvre nationale de l'enfance ». Discussion générale, p. 675.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 7 novembre 1918 relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des valeurs. Discussion générale, p. 679.

Projet de loi relatif à la réglementation de la navigation aérienne. Discussion générale. Déclare qu'il transmettra à M. le ministre de la guerre les observations de M. de Ro, rapporteur, p. 853.

Juges suppléants ayant rempli les fonctions de juge, de substitut ou de juge de paix pendant la guerre. — V. Organisation judiciaire: Rémunération.

Jury. — V. Code pénal : détention préventive.

Justice. — V. 1^o Organisation judiciaire. — 2^o Code civil et Code pénal. — 3^o Armée : Procédure pénale militaire.

K

Keessen, sénateur provincial du Limbourg.

Adresse en réponse au discours du Trône. Justifie le vote affirmatif qu'il va émettre et formule certaines réserves dont il croit devoir entourer ce vote en ce qui concerne le suffrage universel pur et simple à 21 ans, p. 11 à 13.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1919. Discussion générale, p. 34, 35.

Projet de loi reportant de 4 années la sortie des membres du conseil colonial en fonctions en 1914. Discussion générale. Fait l'exposé du projet de loi, p. 46.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 145 à 147. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 189.

Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 320, 321.

Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale, 329 à 331.

Interpelle le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour perpétuer la mémoire de Gabrielle Petit, l'héroïne nationale. Développe son interpellation, p. 416 à 418.

Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique, au cours de la grande guerre. Discussion générale, p. 423.

Dépôt des rapports : 1^o sur le projet de loi approuvant l'ordonnance du vice-gouverneur général, faisant fonctions de gouverneur général à Boma, en date du 27 octobre 1913, ouvrant un crédit supplémentaire au budget du Congo belge pour l'exercice 1913; 2^o sur le projet de loi autorisant des régularisations et des transferts au budget du Congo belge pour 1912 et allouant des crédits supplémentaires pour dépenses extraordinaires; 3^o sur le projet de loi approuvant l'arrêté royal en date du 9 décembre 1913, ouvrant des crédits supplémentaires rattachés au budget du Congo belge pour l'exercice 1913, p. 517.

Projet de loi relatif aux chevrons de front. Discussion générale, p. 523.

Projet de loi approuvant le Traité de paix. Discussion générale, p. 563 à 566.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 603 à 605, 625.

Dépôt avec MM. de Kerchove d'Ousselghem et consorts, une proposition de loi portant augmentation des traitements ecclésiastiques et motive cette proposition, p. 682. — Sa proposition de loi étant prise en considération, demande, par motion d'ordre, la fin de la session parlementaire approchant, que le Sénat déclare l'urgence, p. 791.

Projet de loi approuvant la convention intervenue le 10 juillet 1913 entre la colonie du Congo belge et la Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbé (société congolaise, à responsabilités limitées). Dépôt le rapport sur ce projet de loi, p. 814.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1919. Dépôt le rapport sur ce projet de loi, p. 814.

Dépôt le rapport sur le projet de loi accordant une pension à la dame Mathilde Mertens, veuve du major Michaux, ancien officier de l'armée coloniale, p. 847.

Dépôt le rapport sur le projet de loi contenant le budget des dépenses extraordinaires du Congo belge, pour l'exercice 1919, p. 847.

Révocation de la Constitution : projet de déclaration de révision de divers articles de la Constitution. Discussion générale, p. 861 à 863.

Par motion d'ordre attire l'attention du gouvernement sur le grand nombre d'électeurs empêché par leur âge, ou par leur état de santé, de se rendre au scrutin électoral et propose des mesures pour remédier à cette situation, p. 916.

Koch, sénateur d'Anvers.

Projet de loi sur les loyers. Motive son vote et le vote de ses collègues catholiques, du banc d'Anvers, sur l'ensemble du projet de loi, p. 237.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 874.

L

Landas, sénateur de Courtrai et Ypres.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre, en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Larontaine, sénateur de Liège.

Nommé secrétaire, p. 2.

Interpelle le gouvernement au sujet de l'attitude qu'il compte prendre en ce qui concerne le projet de Société des Nations, qui est actuellement soumis à l'appréciation des divers états. Exprime le désir de pouvoir développer son interpellation la semaine suivante, p. 61. — Développe son interpellation, p. 312 à 319.

Projet de loi sur les loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, amendé par la Chambre des représentants, p. 237.

Interpellation de M. Braun, au sujet du danger que les installations voisines des Musées du Cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 369.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'« Œuvre du Grand Air pour les Petits ». Discussion générale, p. 476.

Projet de loi approuvant le Traité de paix. Discussion générale, p. 566. — Déclare renoncer à la parole, p. 620.

Révision de la Constitution : projet de déclaration de révision de divers articles de la Constitution. Discussion générale, p. 863.

Projet de loi accordant la personnification civile aux associations internationales à but scientifique. Discussion des articles. Art. 8, p. 889.

Lekes, sénateur provincial du Hainaut.

Adresse en réponse au discours du Trône. Expose ses scrupules quant à la collaboration des partis, ainsi que du rapprochement de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, puis déclare qu'il votera le projet d'adresse, p. 14.

Fixation de l'ordre du jour des dernières séances, avant les vacances du jour de l'an. Observations, p. 26.

Interpelle M. le ministre de la guerre au sujet de l'arrêté royal qui confère au ministre de la guerre le droit de réquisition sur le matériel et le personnel afférents aux services assurés par l'administration des chemins de fer, marine, postes, télégraphes et électricité, par les sociétés ou compagnies de chemins de fer concédés et par la Société nationale des chemins de fer vicinaux et au sujet de l'interprétation qu'il convient de donner à ce droit de réquisition. Demande l'urgence pour son interpellation, p. 106. — Développe son interpellation, p. 118 à 121. — Fait encore diverses observations, p. 122, 123.

Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale, p. 131.

Projet de loi instaurant une Société nationale de crédits à l'industrie. Motive son vote, p. 136, 137.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale du texte amené par la Chambre des représentants, p. 217 à 219.

Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Discussion générale. Fait une déclaration au nom de la gauche socialiste, à l'occasion de l'admission du S. U. pur et simple. Rappelle et salue à cette occasion les 29 membres qui ont voté le S. U. pur et simple, à la Constituante de 1893, p. 287.

Interpellations de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution, des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires, à Virton et à Wellin, p. 397, 403.

Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 435.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 444.

Interpellation de M. Carpentier, sur la question des cheminots, p. 590, 591.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Motive son vote et celui de ses amis, sur l'ensemble du projet de loi, p. 597.

Projet de loi interprétatif à l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous sequestre des biens et intérêts appartenant à des

Lekeu (suit.)

nationaux ennemis). Observations au sujet d'une demande de M. Braun, tendant à rouvrir la discussion, ce projet de loi ayant été discuté au cours d'une séance du matin, dans des conditions qu'il estime insuffisantes, p. 540. — Déclare ne pas faire d'opposition formelle à la demande de M. Braun, p. 540.

— Reprise de la discussion de ce projet de loi, p. 541 à 544. Interpellation de M. le chevalier de Vrière, relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques, p. 556.

— Projet de loi approuvant le Traité de paix. Discussion générale, p. 568 à 570, 616.

Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Van der Molen, proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. Observations, p. 592. — Discussion générale : 1^o du projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool; 2^o du projet de loi concernant tels-débîts de boissons fermentées, p. 626, 627.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Pose une question au gouvernement quant à l'interprétation du deuxième § de cet article, p. 660. — Déclare être d'accord avec M. Jaspar, m. a. éc., p. 661. — Amendement de M. Braun. Fait remarquer que le vote par assis et levé est douteux et demande l'appel nominal sur cet amendement, p. 661. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la suite de la séance du 20 août, p. 663.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat, relativement à certains projets de loi urgents, p. 672.

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, qui propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine l'après-midi et qui justifie cette proposition, p. 681.

Levée spéciale de 1919. — V. Armée : Milice.**Liberté sous caution. — V. la rubrique Interpellations au nom de M. Colleaux.****Libioulle, sénateur de Charleroi-Thuin.**

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 233 à 238. — Discussion des articles. Art. 3, p. 270. — Art. 6. S'en réfère pour son amendement, aux développements qu'il a présentés lors de la discussion générale, p. 276. — En présence des explications de M. Jaspar, m. a. éc., au sujet des sociétés visées dans son amendement, déclare retirer cet amendement, p. 276. — Art. 13, p. 277. — Art. 19. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 283, 284. — Etant donné l'interprétation donnée par M. Du Bost au texte du § 4, déclare que son amendement devient inutile et retire cet amendement, p. 284.

Projet de loi sur les loyers. Texte amendé par la Chambre des représentants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 237.

Projet de loi concernant l'Œuvre Nationale des Invalides de la guerre. Discussion générale, p. 381. — Vote en seconde lecture. Art. 2. Donne lecture de certains documents anglais et français en faveur du principe de la représentation des invalides et de celui du privilège en matière d'emplois salariés, p. 426.

Interpellation de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 403.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 652. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.

Projet de loi complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 922.

Licences de navigation maritime. — V. Marine.**Ligue des Nations. — V. Conférence de la Paix et Traité de Paix.****Ligue patriotique belge contre l'alcoolisme. — V. Code civil et Personnification civile.****Ligue vélocipédique belge. — V. Code civil : Personnification civile.**

Ligy, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Adresse en réponse au discours du trône. Déclare, en son nom et au nom d'un certain nombre de ses amis, qu'ils voteront le projet d'adresse sans discussion, estimant que les importantes questions dont le projet d'adresse appelle la discussion, devront être examinées par le Sénat dans un large esprit de conciliation lorsque celui-ci sera saisi de propositions concrètes destinées à leur donner leur précision, p. 15.

Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 16. Pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., quant à l'extension de la compétence des juges de paix, p. 186. Art. 20. Appuie la proposition de M. Ryckmans tendant à la suppression d'une partie de l'art. 20, p. 188.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 195.

Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 237. — Discussion générale. Précise la portée du vote affirmatif que la droite va émettre sur ce projet de loi, p. 289.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés et rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 456.

Fait rapport sur une pétition des sieurs Bidart et Fortin, président et secrétaire de la Fédération générale des Secrétaires communaux, émettant le vœu qu'il intervienne une disposition complémentaire et transitoire à la loi sur la stabilité des emplois communaux, en ce qui concerne les pourvois contre les évocations prises sous le régime de l'occupation ennemie, p. 411.

Interpellation de M. Carpentier sur la question des cheminots, p. 591.

Dépose le rapport sur le projet de loi sur les opérations électorales en vue du prochain renouvellement des Chambres législatives, fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et prie le Sénat de l'inscrire à la suite de la déclaration de révision de la constitution, p. 859. — L'urgence étant déclarée donne lecture de son rapport, p. 859.

Déclaration de révision de la Constitution. Dépose le rapport de la commission chargée d'examiner ce projet, p. 842. — Annonce que les déclarations ont été votées par la Chambre sans opposition, que la commission du Sénat en propose à l'unanimité l'adoption à la haute assemblée et prie le Sénat de fixer le Sénat cette discussion au lendemain, p. 842. — Observations à l'occasion d'une motion de M. Coppieters concernant la procédure à suivre : sur le point de savoir si le Sénat voterait pas assis et levé sur chacune des déclarations de révision, p. 860. — Discussion générale sur les déclarations de révision, p. 861, 862.

Projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder par les communes et par les administrations charitables à leurs agents salariés. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 875.

Projet de loi complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 891. Discussion générale de ce projet de loi, p. 917, 920.

Limites séparatives. — V. Communes.

Listes électorales. — V. Lois électorales.

Logement des réfugiés rapatriés. — V. Guerre.

Lois électorales.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1919.

Projet de loi sur les opérations électorales en vue du prochain renouvellement des Chambres législatives.

Dépôt du rapport par M. Ligy, qui fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et prie le Sénat de l'inscrire à la suite de la déclaration de révision de la constitution, p. 859. — L'urgence est déclarée et M. Ligy donne lecture de son rapport, p. 859. Les articles sont adoptés sans observation, p. 867 à 870.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 75 membres présents, p. 870.

ÉLECTIONS COMMUNALES.

Projet de loi portant ajournement du renouvellement partiel des conseils communaux en 1919.

L'article unique est adopté sans observation, p. 788.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 802.

Lois électorales (suite)

SUFFRAGE UNIVERSEL.

Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives.

Dépôt du rapport par M. Ligy, p. 237.

Discussion générale. M. le président annonce que huit orateurs s'étaient fait inscrire et estime qu'ils renonceraient à la parole étant donné la décision prise par chacun des groupes, p. 287.

M. Lekeu fait une déclaration au nom de la gauche socialiste à l'occasion de l'admission du suffrage universel pur et simple. Rappelle et salue à cette occasion les vingt-neuf membres, qui ont voté le S. U. pur et simple à la Constituante de 1893 (les noms de ces MM. sont indiqués en note), p. 287, 288. — M. Magnette expose les raisons et la portée du vote que la gauche libérale va émettre sur le projet de réforme électorale, déclare que ce vote sera avant tout un acte de discipline patriotique, p. 288, 289. — M. Ligy, rap., précise la portée du vote affirmatif que la droite va émettre sur ce projet de loi, p. 289. — de Broqueville, m. i., déclare n'avoir reçu le rapport de M. Ligy que peu de temps avant la discussion et n'avoir pu par conséquent l'examiner, mais annonce que cet examen sera fait consciencieusement, déclare notamment que la R. P. intégrale va faire l'objet du dépôt d'un projet de loi, p. 289, 290.

Discussion des articles. Art. 1^{er} (donnant aux citoyens belges âgés de 21 ans le droit de vote) adopté sans observation, p. 290. — Art. 2 (donnant le droit de vote aux veuves non remariées des militaires morts au cours de la guerre et des citoyens belges fusillés ou tués à l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, à leurs mères, si elles sont veuves, ainsi qu'aux mères des célibataires, donnant également le vote aux femmes condamnées ou détenues préventivement pour motifs patriotiques). M. Coppieters demande si l'expression « soldat » comprend ceux qui ont servi la patrie soit sur terre, soit sur mer, p. 290. — M. de Broqueville et Fléchet confirment cette interprétation qui est unanimement admise par le Sénat, p. 290. — L'article 2 est adopté, p. 290. — Art. 3 à 5. Adoptés sans observation, p. 290, 291.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 96 membres présents, p. 291.

Motion d'ordre de M. le baron de la Faille d'Huyse qui déclare que s'il avait pu être présent il aurait émis un vote affirmatif sur ce projet de loi, p. 315.

LISTES ÉLECTORALES. RÉVISION.

Projet de loi ayant pour objet de faciliter l'action populaire en matière de révision des listes électorales.

Dépôt du rapport par M. G. Verrenysee, p. 517.

L'article unique est adopté sans observation, p. 531.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 73 membres présents, p. 545.

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE.

Proposition de loi portant complément du Code électoral et répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscriptions provinciales.

Désignation de M. Maurice Sauveur, secrétaire général du ministère de l'intérieur comme commissaire du Roi, adjoint au ministre de l'intérieur pour examiner cette proposition de loi. Copie de l'arrêté royal transmis par M. le ministre de l'intérieur, p. 349.

Dépôt d. rapport par M. Ligy, p. 891.

Discussion générale. MM. le baron de Moffarts, E. Brunard, le baron de Broqueville, Ligy, Coppieters, Sauveur, comm. du Roi, p. 916 à 920.

L'article unique, titre II du Code électoral (représentation proportionnelle), est adopté sans observation, p. 920 à 922.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 79 voix contre 2 et 2 abstentions, p. 922. — Se sont abstenus MM. le vicomte Desmaisières et Libiouille, p. 922.

REMPLACEMENT D'UN SÉNATEUR DÉCÉDÉ DONT LA LISTE NE COMPORTE PAS DE SUPPLÉANT. — M. le président baron de Favereu communique au Sénat une dépêche de M. le ministre de l'intérieur qui déclare qu'en raison des circonstances il est impossible de procéder à une élection pour pourvoir au siège vacant, p. 42.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS.

Vérification complémentaire des pouvoirs de MM. le baron Cognels, Edgar Vercreysee, Demeester, Callens, Edmond Orban de Xivry, Behaeghel, Swinnen, Landas, le chevalier Schellekens, le comte de Brouchoven de Bergeyck, le vicomte

Lois électorales (suite)

de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, Demerbe, le vicomte Adrien Vilain XIII, De Bruycker, Thiébaud, Dryon et Croquet, proclamés suppléants lors de l'élection de 1912 et appelés à remplacer les membres du Sénat décédés pendant la guerre et vérification des pouvoirs de M. Cousot élu sénateur provincial de Namur le 7 août 1914 en remplacement de M. le marquis de Beaufort, décédé. M. le président Fléchet, doyen d'âge, fait remarquer : que cette vérification doit avoir lieu au point de vue exclusif de la conservation des conditions d'éligibilité; que la situation du pays ne permet pas la réunion des documents nécessaires; que le désordre laissé par l'occupation ennemie a empêché qu'on ne découvre le dossier de l'élection de M. Cousot, propose dans ces conditions tout à fait exceptionnelles de ne pas renvoyer les dossiers aux commissions de vérification de pouvoirs et de passer immédiatement à la proclamation des élus. M. le président demande à l'assemblée si elle est unanime, cette condition étant nécessaire pour que sa proposition puisse être valablement accueillie, p. 1. — Le Sénat admet unanimement la proposition de M. le président et MM. Callens, Edmond, Orban de Xivry, Behaegel, Swinnen, le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, Demerbe, le vicomte Adrien Vilain XIII, De Bruycker, Thiébaud, Dryon, Croquet, Cogels, de Meester et le chevalier Schellekens prêtent serment, p. 1. — MM. Cousot et le comte de Brouchoven de Bergeyck prêtent serment, p. 8. — M. E. Verduyck prête serment, p. 42.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. le baron de Moffarts appelé à faire partie du Sénat comme sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton en remplacement de M. Devolder, décédé, M. le baron de Favereau, premier suppléant ayant renoncé au siège vacant. Dépôt et lecture du rapport par M. le baron de la Faille d'Huyse, p. 42. — M. le baron de Moffarts prête serment, p. 51.

Vérification de pouvoirs de M. Van Ormelingen élu sénateur provincial du Limbourg en remplacement de M. Meyers, décédé. Rapport fait par M. le baron d'Huart, p. 60. — M. Van Ormelingen prête serment, p. 89.

Vérification des pouvoirs de M. le chevalier de Vrière élu sénateur provincial de la Flandre occidentale, en remplacement de M. Jules Vandepereboom, décédé. Rapport fait par M. le baron de Pitteurs Hùgaerts, p. 110. — M. le chevalier de Vrière prête serment, p. 110.

Vérification des pouvoirs de MM. Danhier et Asou, appelés à faire partie de la Chambre comme sénateurs provinciaux du Hainaut en remplacement de MM. Rolland et Vanderborght, décédés. — Rapport fait par M. le baron de Moffarts, p. 482. MM. Danhier et Asou prêtent serment, p. 482.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. le baron Mulle de Terschuereu appelé à faire partie du Sénat comme sénateur de l'arrondissement Roulers-Thielt, en remplacement de M. le baron Vanderbruggen, décédé. Composition de la commission de vérification de pouvoirs, p. 795. Rapport fait par M. de Ro, p. 796. — M. le baron Mulle de Terschuereu prête serment, p. 817.

Loyers. — V. Code civil.

Luxembourg. — V. Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg (Province de).

VOIES DE COMMUNICATION. — Réfection. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. le baron Orban de Xivry.

M

Macédoine. — V. Affaires étrangères.

Magis, sénateur de Liège.

Adresse en réponse au discours du trône. Bien qu'il n'y ait pas de discussion, fait diverses observations afin qu'il soit admis que le vote qu'il émettra sur le projet d'adresse n'engage pas son parti sur certaines questions de très haute gravité soulevées par le discours du trône et le projet d'adresse, p. 11.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 69, 77, 79, 80. — Discussion des articles, Art. 4, p. 83. Art. 15, p. 88. Art. 21, p. 98.

Magis (suite)

Motion d'ordre de M. Vinck, qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.

Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Demande : 1^o si l'emprunt discuté va servir à consolider les bons du trésor qui ont été émis et dont une partie a servi au retrait des marcs; 2^o si l'on pourra souscrire à l'emprunt au moyen de ces bons du trésor; 3^o quand seront imprimés les bons du trésor, p. 135, 136.

Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 171, 172.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 259, 263.

Interpellation de M. Lafontaine, relative au pacte de la Société des Nations, p. 317.

Projet de loi concernant l'Œuvre Nationale des invalides de la guerre. Discussion des articles. Art. 2. S'abstient au vote sur un amendement de M. de Ro et tendant à substituer le mot « Institution » au mot « Œuvre », p. 383.

Budgets : Observations au sujet de la procédure à suivre pour l'examen en commission, les budgets étant, cette fois, présentés à la législature sous la forme d'un seul et unique projet de loi, p. 386.

Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie. Discussion générale, p. 430.

Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Pose une question à M. Wauters, m. i. t. r., sur le point de savoir si le prix du grain est immuable pour toute la durée de la convention, p. 474.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'« Œuvre du Grand Air pour les petits ». Discussion générale, p. 476.

Projet de loi amendé par la Chambre des représentants, portant que l'anniversaire de la journée du 4 août 1914, sera célébré chaque année comme fête nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 479.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 577. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 597.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat, en ce qui concerne certains projets de loi urgents, p. 672.

Proposition de loi portant augmentation des traitements ecclésiastiques. Fait remarquer que le Sénat n'a pas droit d'initiative en matière de dépenses de l'Etat et estime, en conséquence, que la proposition de M. Keesen n'est pas recevable, p. 683.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. Discussion générale, p. 800, 803. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Discussion générale, p. 824, 825. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.

Interpellation de M. le comte Goblet d'Alviella, sur le point de savoir pourquoi il n'a pas été donné suite au projet de doter de la personification civile les universités de Gand et de Liège. N'ayant pu assister à la séance, appuie, par motion d'ordre, les considérations développées par M. le comte Goblet d'Alviella, p. 859.

Revision de la Constitution : projet de déclaration de révision de divers articles de la Constitution. Discussion générale, p. 865. — S'abstient au vote sur la déclaration de révision de l'article 26, p. 866.

Projet de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914. Discussion générale, p. 909.

Magistrature (Traitements). — V. Organisation judiciaire.

Magnette, sénateur de Liège.

Nommé secrétaire, p. 2.

Appuie une demande faite par motion d'ordre par M. Peltzer, sur le point de savoir quelles sont les garanties dont jouissent encore les citoyens poursuivis et arrêtés depuis l'armistice, en présence de l'état de siège, qui annule les mesures protectrices insérées dans la loi sur la détention préventive en cas de crime de trahison, p. 20.

Magnette (suite)

- Par motion d'ordre, pose une question à M. Vandervelde, m. j., au sujet de l'émotion qui existe dans le pays, en voyant un grand nombre d'allemands restés en Belgique ou y rentrer, p. 21, 24.
- Par motion d'ordre, pose une question à M. le ministre de la justice, au sujet de la mise sous séquestre des biens allemands, notamment, en ce qui concerne l'arrêté-loi sur les séquestres, p. 21, 22.
- Projet de loi transitoire de Finances pour 1919. Discussion générale, p. 28 à 30. — S'abstient au vote, p. 36.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles du texte amendé par la Chambre des représentants. Art. 6. Pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., au sujet de l'application de cet article, p. 223.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 2, p. 268, 269.
- Projet de loi sur la formation des listes électorales, pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Discussion générale. Expose les raisons et la portée du vote que la gauche libérale va émettre sur le projet de réforme électorale, déclare que ce vote sera, avant tout, un acte de discipline patriotique, p. 288.
- Proposition de loi qu'il a présentée complétant l'article 443 du Code pénal, Motive sa proposition, p. 463.
- Projet de loi établissant une taxe au profit de l'état, sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature, destinés à la publicité industrielle et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 522.
- Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis. Discussion générale, p. 534.

Maladie (assurance-maladie). — V. Assurances sociales.

Malmédy. — V. 1^o Guerre : Traité de paix. — 2^o Pétitions.

Marine.**CONSEIL DES PRISES.**

Projet de loi organique dit Conseil des prises.

- Dépôt du rapport par M. Behagel, p. 561.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 581 à 583.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 71 membres présents, p. 598.

LICENCES DE NAVIGATION MARITIME.

Projet de loi relatif aux licences de navigation maritime.

- Dépôt du rapport par M. le baron de Pitteurs Hiégaerts, 25. — M. le baron de Pitteurs Hiégaerts indique le but de ce projet de loi et demande au Sénat de prononcer l'urgence, p. 25. — L'urgence est déclarée et M. le baron de Pitteurs donne lecture de son rapport, p. 25.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 26.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 68 membres présents, p. 26.

REQUISITION DU MATERIEL ET DU PERSONNEL, PAR LE MINISTRE DE LA GUERRE. — V. la rubrique Interpellations au nom de M. Lekeu.

Marins (veuves et mères des). — V. Lois électorales : Suffrage universel.

Marks.

BILLETS DE 1.000 ET DE 100 MARKS AVEC CACHETS ET NUMEROS PORTANT LA DATE DE 1910. — REMBOURSEMENT DE CES BILLETS. — V. la rubrique : Motion d'ordre au nom de M. De Bast, p. 611.

RETRAIT DES MARKS. — V. la rubrique Finances : Marks.

Masson, ministre de la guerre.

- Répond à des observations faites par motion d'ordre, par M. le comte Goblet d'Alviella, au sujet de la façon dont sont nourris et logés les volontaires qui se sont présentés pour être incorporés dans l'armée, p. 24, 25.
- Répond à des observations faites par motion d'ordre par M. Flechet, au sujet des fraudes qui ont été constatées à la frontière, en ce qui concerne le trafic des marks et l'exportation des vivres, ainsi que de l'usage qu'il y aurait à établir un cordon de troupes pour empêcher ces abus, p. 24, 25.

Masson (suite)

- Projet de loi fixant le contingent de l'armée, pour 1919. Déclare qu'il croit aller au-devant des désirs du Sénat en remettant les éclaircissements qu'il a à donner sur les différents points qui ont été soulevés, au moment de la discussion du prochain budget de la guerre, p. 36.**
- Répond à des observations faites par motion d'ordre par M. De Bruycker au sujet de la détresse des habitants du Tournaisis et de l'urgence qu'il y aurait à porter remède à cette situation, p. 37.
- Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919. Discussion des articles. Art. 2, p. 46.
- Interpellation de M. le baron de Mévius, en ce qui concerne 1^o les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art autour des places fortes; l'utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi, 2^o Au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs des crimes commis dans le pays, p. 63 à 66.
- Interpellation de M. Lekeu au sujet de l'arrêté royal conférant au ministre de la guerre le droit de réquisition sur le matériel et le personnel afférents aux services assurés par l'administration des chemins de fer, marine, postes, télégraphes et électricité, par les sociétés ou compagnies de chemins de fer concédés, par la société nationale des chemins de fer vicinaux, et au sujet de l'interprétation qu'il convient de donner à ce droit de réquisition. M. Lekeu ayant demandé l'urgence pour son interpellation propose d'en fixer la discussion à la fin de la séance, p. 106. — Discussion de l'interpellation, p. 121 à 123.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 4, p. 275.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1^o Du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varssefaere; 2^o Au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 387 à 391.
- Motion d'ordre de M. Struye relative aux réponses données à des questions concernant les dépôts de munitions et la présence d'ouvriers chinois dans la région dévastée, p. 459.
- Interpellation de M. le vicomte Vilain XIII sur les installations établies au camp de Casteau pour loger les nouvelles classes de milice, p. 460.
- Projet de loi accordant la personnalité civile à « l'Œuvre du grand air pour les petits ». Discussion générale. Défend le projet en l'absence de M. le ministre des affaires économiques, p. 476.
- Interpellation de M. Carpentier au sujet du voyage que devait faire en Belgique les fusillers marins français, dont l'arrivée a été contremandée au dernier moment, p. 509, 510.
- Dépôt d'un projet de loi sur l'admission dans les cadres de l'armée des officiers de complément d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant, p. 517.
- Dépôt d'un projet de loi d'amnistie pour certains crimes et délits commis avant le 29 juin 1919 en contravention aux lois pénales militaires, p. 517. — Discussion générale de ce projet de loi. Déclare que la date du 29 juin doit être remplacée par celle du 4 août, p. 647.
- Interpellation de M. Struye au sujet des nouveaux et nombreux crimes commis par les annamites dans la région dévastée, p. 519 à 521.
- Projet de loi relatif aux chevrons de front. Discussion générale, p. 524.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques, p. 556, 557.
- Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre ou auxiliaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant. Répond à des observations concernant ce projet de loi et présentées sous forme de motion d'ordre par MM. Carpentier et Halot, après la clôture de la discussion, p. 652.
- Projet de loi sur les pensions militaires. Discussion générale, p. 893.
- Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 926.
- Projet de loi relatif à la réglementation de la navigation aérienne. Après l'adoption du projet de loi, fournit au Sénat quelques explications sur la réglementation de la navigation aérienne, p. 959.

Mertens, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion des articles. Art. 15, p. 87.

Mertens (suite)

- Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 2. Fait diverses observations et défend un amendement qu'il propose, p. 181, 182.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accise sur la bière sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion générale, p. 482. — Déclare se rallier à une proposition de M. de Mévius, rap., tendant à ce que, lors de la discussion des articles, l'article 4 soit discuté avant l'article 3, p. 485. — Reprise de la discussion générale, p. 487, 488. — Discussion des articles. Art. 4 (droits sur les sucres), p. 489. — Demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il a présenté, p. 489. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 490.
- Projet de loi en vue de prévoir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 580.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 609, 625.
- Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 944.

Milice. — V. Armée.

Militaires. — V. Armée.

Militaires (Amnistie en faveur des). — V. Armée : Amnistie.

Ministères.**RÉINTÉGRATION ET ADMISSION**

Projet de loi assurant la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

Discussion des articles : Art. 1^{er} adopté sans observation, p. 490. — Art. 2. M. Speyer émet le vœu de voir le gouvernement élargir le cadre de la loi, p. 491. — ~~Delacroix, m. f. p. m.,~~ déclare que le gouvernement adhère entièrement au vœu de M. Speyer, p. 491. — L'article 2 est adopté, p. 491. — Art. 3 à 12 adoptés sans observation, p. 491, 492.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 492.

Mise de l'armée sur pied de paix. — V. Armée.

Mobilisés. — V. 1^o Communes réintégration. — 2^o Provinces, réintégration. — 3^o Ministères : Réintégration. — 4^o Industrie, commerce et travail : Contrat de travail.

Mons à Haumont (chemins de fer de).

Paiement des coupons et amortissement des actions. V. Motion d'ordre de M. H. Brunard.

Moralité publique.**CINÉMATOGRAPHES.**

- Proposition de loi soumettant au contrôle les films cinématographiques (due à l'initiative de M. Hanrez et signé par MM. Hanrez, le comte Goblet d'Alviella, le comte d'Kint de Roodenbeke, Keesen, Hallet et Vinck).
- M. Hanrez dépose sa proposition de loi et en donne lecture, p. 446.
- Discussion sur la prise en considération. MM. H. Brunard, le comte Goblet d'Alviella, p. 463, 464. — M. le président baron de Favereux fait remarquer à M. H. Brunard qu'il s'occupe du fond de la proposition alors que la prise en considération est seule en discussion, p. 464. — Sont encore entendus MM. H. Brunard, Carpentier, Ryckmans, Hanrez, p. 464, 465.
- La prise en considération est adoptée par assis et levé et la proposition est renvoyée à la commission des sciences et des arts, p. 405.

Morts (glorification). — V. 1^o Guerre : Morts et condamnés à morts. — 2^o La rubrique interpellation au nom de M. Keesen.

Moresnet Neutre. — V. Guerre : Traité de paix.

Mossmann, sénateur de Mons et Soignies.

Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi et fait diverses observations, p. 169 à 171. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 221.

Motions d'ordre. — V. La rubrique armée, cadres actif et de réserve, admission : Réouverture sous forme de motion d'ordre de la discussion du projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre ou auxiliaire d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant, p. 651.

Ancion (baron) :

Fait une rectification au compte rendu analytique qui n'a pas publié le discours qu'il a prononcé la veille dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu, p. 939.

Brunard, H. :

- 1^o A l'occasion d'une motion d'ordre de M. De Bast. Demande à M. Delacroix, m. f. p. m., à quelle époque il estime que le paiement des coupons et l'amortissement des actions du chemin de fer de Mons à Hautmont pourront se faire, p. 159. — M. Delacroix, m. f. p. m., déclare que cette question sera réglée assez rapidement, p. 159.
- 2^o Proteste contre une dénégation dont il a été l'objet la veille de la part de MM. Speyer et de Ro au cours de la discussion de la loi sur les loyers, et déclare qu'il s'agit là d'un fait personnel, p. 245.

Collens :

- 1^o Signale à l'attention du gouvernement et particulièrement au ministre des finances que les bureaux du timbre et de l'enregistrement sont complètement dépourvus de papier timbré, p. 216. — Est entendu : M. Delacroix, m. f. p. m., p. 216.
- 2^o Attire à nouveau l'attention sur la difficulté qu'il y a à se procurer du papier timbré; signale le retard apporté à la bonne organisation des administrations des contributions de finances à Anvers ainsi que le retard apporté à la délivrance des extraits du cadastre et des hypothèques; expose aussi au Sénat certains points concernant les expropriations à Anvers et dans les faubourgs de cette ville, p. 673, 674. — M. le président fait remarquer à M. Callens que sa motion d'ordre constitue une véritable interpellation, p. 673, 674. — M. Jaspard, m. a. éc. déclare qu'il transmettra à M. le ministre des finances les observations de M. Callens, p. 674.

Carpentier :

Au sujet de l'urgence qu'il y aurait à augmenter le taux des pensions à charge du trésor public, ou à charge des caisses particulières administrées par l'Etat, p. 902. — Est entendu M. Delacroix, m. f. p. m., qui déclare que, dès que la situation financière le permettra, cette question fera l'objet de la sollicitude immédiate du gouvernement, p. 902.

De Bast :

- 1^o Au sujet de l'urgence qu'il y aurait à voter le projet de loi relatif à des avances à faire par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de la guerre, afin de hâter les réparations, reconstructions et reconstitutions, p. 42.
- 2^o Prie le ministre des finances d'user de son influence pour mettre fin aux interdictions faites par les gouvernements anglais et français, interdictions qui ont été maintenues depuis l'armistice quant à l'exportation de valeurs et monnaies, ainsi que les virements de comptes vers la Belgique, p. 159. — Est entendu M. Delacroix, m. f. p. m., p. 159.
- 3^o Demande si M. Delacroix, m. f. p. m., pourrait répondre à une demande qu'il lui a adressée le 12 août par la voie des questions relativement au remboursement des billets de banque allemands imprimés en vert, de 1,000 et de 100 marks avec cachet et numéros portant la date de 1910, p. 611. — Est entendu M. Delacroix, p. 611. — M. De Bast fait encore diverses observations et M. Delannoy appuie ces observations, p. 611. — M. Delacroix, m. f. p. m., déclare qu'il fera faire une enquête à ce sujet, p. 611.

de Brouhoven de Bergelyck (comte).

Attire l'attention du bureau sur le modèle de plaque commémorative des héros martyrs de la Belgique, demande que l'inscription soit faite dans les deux langues nationales, fait aussi une observation quant à l'emplacement de cette plaque, p. 891.

Motions d'ordre (suite)**De Bruycker :**

Attire, d'accord avec ses collègues de gauche, absents, l'attention du gouvernement sur la détresse des populations du Tournaisis et l'urgence qu'il y aurait à porter remède à cette situation, p. 37. — Est entendu : M. Masson, m. g., p. 37.

De Mévius (baron) :

Propose de joindre à la discussion générale de ce projet de loi la discussion du projet concernant le débit de boissons fermentées, ces deux projets soulevant des considérations générales annexes, p. 605. — V. Finances : Alcool.

Dufrane :

Fait une rectification au compte-rendu analytique et déclare qu'il était présent pour le vote des projets de loi sur l'alcool et sur les débits de boissons fermentées et qu'il a émis un vote affirmatif sur ces projets de loi, p. 673.

De Ghellinck d'Elsegem (chevalier) :

Par motion d'ordre demande que le Sénat ordonne la traduction en flamand de son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'assurance en vue de l'invalidité prématurée et de la vieillesse, p. 283.

De la Faille d'Hayse (baron) :

Déclare que s'il avait pu être présent il aurait émis un vote affirmatif sur le projet de loi relatif à la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives (suffrage universel pur et simple), p. 319.

Descampes (baron) :

Demande à M. Delacroix, m. f. p. m., quelles sont les causes de la lenteur apportée au règlement de la question du retrait des marcs, p. 15. — V. Finances : marcs.

De Vrière (chevalier) :

Annonce au Sénat qu'il a trouvé dans son pupitre un billet daté de 1916 et émanant de M. Hernalsteen au moment où celui-ci fut condamné à mort dans la salle du Sénat par un conseil de guerre allemand, p. 168. — M. le chevalier de Vrière exprime le vœu que les enfants d'Hernalsteen soient pris sous la protection de l'Etat, p. 168. — M. le président déclare que le Sénat s'associe de tout cœur aux paroles de M. le chevalier de Vrière et qu'il transmettra au gouvernement le vœu qu'il a émis, p. 168.

Pose une question à M. le ministre de l'intérieur au sujet de l'allocation de l'indemnité de vie chère aux secrétaires communaux, le règlement de ces indemnités étant urgent, p. 446. — Réponse de M. le baron de Broqueville, m. i., p. 447. — M. Dufrane remercie M. le baron de Broqueville, m. i., p. 447.

Fléchet :

Demande s'il n'y aurait pas lieu de convoquer les corps électoraux pour le remplacement des sénateurs décédés qui n'ont pas de suppléant, p. 6.

2° Demande à M. le ministre de l'industrie et du travail que la somme de 25 francs qui a été retenue annuellement sur la pension de 65 francs due aux bénéficiaires de la loi sur les pensions de vieillesse et formant un ensemble de 100 francs, leur soit payée immédiatement et globalement, p. 16. — M. Wauters, m. i. t. r., déclare que cette dette sera payée intégralement et le plus rapidement possible, p. 16. — M. le vicomte de Ghellinck d'Elsegem Vaernewyck attire l'attention du ministre de l'industrie et du travail sur la catégorie des bénéficiaires de la loi qui ayant fait les versements obligatoires prévus par cette loi auraient dû commencer à toucher l'allocation pendant la période de guerre, p. 16, 17. — Est entendu M. Wauters, m. i. t. r., p. 17.

3° Au sujet des négligences qui se trouvent dans un tableau qui a été remis aux sénateurs et intitulé : « Service des chemins de fer belges », p. 24. — Est entendu : M. Renkin, m. c. f. m. p. t. p. 24.

4° Au sujet des fraudes qui ont été constatées à la frontière en ce qui concerne le trafic des marcs et l'exportation des vivres, et de l'utilité qu'il y aurait d'établir un cordon de troupes pour empêcher ces abus, p. 24. — Est entendu : M. Masson, m. g., p. 24.

5° Recommande à M. le ministre de l'agriculture le Club avicole; demande particulièrement au ministre de bien vouloir prendre des mesures utiles à l'aviculture; prie également le ministre que l'on fasse publier l'arrêté d'ouverture de la chasse

Motions d'ordre (suite)

à la bécasse, p. 89. — Est entendu : M. le baron Ruzette, ministre de l'agriculture, p. 89.

6° Prie M. le ministre des chemins de fer d'apporter un remède sérieux et urgent à la situation de Verviers et des environs, en ce qui concerne les moyens de transports et de communication de ce chef-lieu d'arrondissement avec les cantons limitrophes de Dison, Herve et Aubel, p. 125, 126. — M. Delacroix déclare qu'il transmettra à M. Renkin, m. c. f. m. p. t., la demande de M. Fléchet, p. 126.

7° Pose une question à M. le ministre de la justice au sujet des troubles qui se seraient produits à Louvain et qui auraient été suscités par les flamingants, p. 197. — M. De Bast déclare qu'il en a été de même à Gand, p. 197. — M. Vandervelde déclare, n'ayant pas été prévenu et ne possédant en conséquence pas les renseignements nécessaires ne pouvoir répondre immédiatement à M. Fléchet, p. 197.

8° Pose une question à M. Delacroix, m. f. p. m. en ce qui concerne le paiement d'une indemnité de vie chère aux pensionnés de l'Etat ainsi qu'aux veuves relevant des caisses spéciales des différents départements ministériels, p. 306.

9° Renouvelle, à l'occasion de nouvelles réclamations qu'il a reçues de la Fédération des Pensionnés de Turnhout, ses instances auprès de M. Delacroix, m. f. p. m., afin que l'on songe à la situation difficile des pensionnés de l'Etat et à la nécessité de leur payer une indemnité de vie chère, p. 450. — Est entendu : M. Delacroix, m. f. p. m., p. 450.

10° Demande à M. Delacroix, m. f. p. m., quand le gouvernement compte régler les indemnités revenant aux propriétaires des terrains et maisons qui l'occupant a expropriés, sans formalités, pour créer des voies ferrées, notamment les lignes de Tongres, Visé, Montzen et Liège (Guillemins) à Cornillon, p. 508. — M. Delacroix, m. f. p. m., déclare que ces indemnités pourront être maintenues liquidées aussitôt que les commissaires d'Etat auront terminé leur travail, p. 508.

Franck, ministre des colonies :

— Signale l'urgence et demande la mise à l'ordre du jour du lendemain, des projets de loi : 1° relatif à l'augmentation du traitement des membres de l'ordre judiciaire; 2° contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916-16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège, p. 217.

Goblet d'Alviella (Comte) :

1° Au sujet de la visite faite du côté de l'Yser par M. Masson, m. g., afin d'examiner sur place de quelle façon étaient logés et nourris les volontaires qui se sont présentés pour être incorporés dans l'armée, p. 24, 25. — Est entendu : M. Masson, m. g., 24, 25.

2° Demande qu'il soit fait prompt rapport sur la pétition des citoyens de Malmédy qui demandent à être rattachés à la Belgique, p. 37.

3° Propose au Sénat, avec MM. Magnette, Braun et Halot, d'instituer une commission spéciale de douze membres qui seraient chargés d'aborder l'étude des réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation de la haute assemblée, p. 291. — V. Chambres législatives : Organisation du Sénat.

4° Fait diverses observations au sujet de la façon dont se sont effectués les travaux du Sénat par suite de la décision prise de siéger seulement deux jours par semaine, mais en tenant des séances du matin, propose de siéger de nouveau quatre jours par semaine, l'après-midi, p. 680. — V. pour la discussion de cette motion, la rubrique : Chambre législatives-Sénat : Travaux du Sénat.

5° Prie le Sénat de vouloir bien examiner d'urgence le projet de prorogant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées audit arrêté-loi, p. 822. — V. la rubrique Ravitaillement.

6° Demande un tour de faveur pour le projet de loi accordant la personification civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège, 937. — V. Enseignement supérieur : Université de l'Etat.

Halot :

Proteste contre une nouvelle remise d'une interpellation qu'il désire adresser à M. le ministre des colonies sur la question coloniale, p. 508.

Hanrez :

1° Propose, après la nomination de M. Favereau comme président du Sénat de désigner par acclamations les autres mem-

Motions d'ordre (suite)

bres du bureau ainsi qu'il a été fait la veille à la Chambre des représentants. Indique les nominations sur lesquelles le Sénat est unanimement d'accord, p. 2

2° Demandant que la commission de l'intérieur se réunisse sans retard pour examiner la proposition de loi qu'il a présentée ayant pour objet l'annexion au territoire de Bruxelles, de parties de territoire de diverses communes longeant le port, l'avant-port et le canal maritime de Bruxelles, p. 20. — Sa proposition de loi ayant été jugée insuffisante déclare se rallier à la proposition de M. Hallet, qui demande, ainsi qu'il en a été décidé lors de la dernière réunion des bourgmestres, à voir se constituer le Grand Bruxelles, pourvu que la proposition de loi dont parle M. Hallet soit déposée sans retard, p. 20. — M. Hanrez rappelle sa première motion concernant l'urgence de la proposition de loi qu'il a présentée, insiste sur cette urgence, le projet constituant le Grand-Bruxelles, auquel son projet devait être joint ayant soulevé des protestations nombreuses qui rendent probable son ajournement, p. 90. — Est entendu : M. E. Brunard, au nom de M. G. Verduyck, absent, p. 90.

3° Demande à interpellier M. le ministre des travaux publics sur les travaux qui s'exécutent au port de Zebrugge, p. 323.

Reesen :

1° Prie le Sénat, la fin de la session parlementaire approchant, de déclarer l'urgence pour la proposition de loi qu'il a présentée portant augmentation des traitements ecclésiastiques, p. 791.

2° Au sujet du nombre d'électeurs empêchés par leur âge ou par leur état de santé, de se rendre au scrutin électoral, p. 915. — Est entendu : M. le baron de Broqueville, m. i., p. 916.

Magis :

Appuie les considérations développées par M. le comte Goblet d'Alviella au cours de son interpellation sur le point de savoir pourquoi il n'a pas été donné suite au projet de doter de la personnalité civile les universités de Gand et de Liège, p. 859.

Magnette :

1° Pose une question à M. le ministre de la justice au sujet de la mise sous séquestre des biens allemands, notamment en ce qui concerne l'arrêté-loi sur les séquestres, p. 21. — V. Code civil : Séquestre.

2° Au sujet de l'émotion qui existe dans le pays en voyant un grand nombre d'Allemands rester en Belgique ou y rentrer, p. 21. — Est entendu : M. Vandervelde, p. 22. — M. Magnette fait encore quelques observations, p. 24.

Peltzer :

Sur le point de savoir quelles sont les garanties dont jouissent encore les citoyens poursuivis et arrêtés depuis l'armistice, en présence de l'état de siège qui annule les mesures protectrices insérées dans la loi sur la détention préventive en cas de crime de trahison, p. 20. — V. Organisation judiciaire.

Rolland :

Demande si le gouvernement a déjà pris une décision en ce qui concerne les nominations des bourgmestres socialistes, p. 89. — Est entendu : M. de Broqueville, m. f. p. m., p. 90.

Verduyck :

Au sujet des conséquences de la transformation de l'état de siège en état de guerre au point de vue des juridictions répressives, notamment en ce qui concerne les instructions en cours, p. 199. — Est entendu : M. Delacroix, m. f. p. m., en l'absence de M. Vandervelde, m. j., p. 199. — Observations de M. le comte Goblet d'Alviella, p. 199.

Schellekens (ex chevalier) :

Exprime ses regrets de n'avoir pu assister à la dernière séance du Sénat et déclare qu'il aurait, s'il avait pu être présent, émis un vote affirmatif sur les projets de loi sur le régime de l'alcool et sur les débits de boissons fermentées, p. 674.

Struyve :

Relative aux réponses données à des questions concernant les dépôts de munitions et la présence d'ouvriers chinois dans la région dévastée. Remercie le ministre de la guerre des mesures qu'il a prises, ces mesures ayant déjà donné d'excel-

Motions d'ordre (suite)

lents résultats, p. 459. — Est entendu : M. Masson, m. f. p. m., p. 459.

Van der Molen :

Propose de remettre jusqu'après les vacances, la discussion du projet de loi sur l'alcool, p. 592. — V. la rubrique : Finances ; Alcool. La discussion de cette motion qui est rejetée.

Vinck :

Propose au Sénat de siéger les mercredis matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76. — Observations diverses de MM. Magis, le président du Sénat, Rolland, le chevalier Schellekens, Delacroix, m. f. p. m., le comte Goblet d'Alviella, Hallet, Focquet, De Blicq, de Roodenbeke, p. 76.

Mulle de Terschueren, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt.

Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 795.
Prête serment, p. 817.

Mutilés. — V. 1° Communes, réintégration et admission. — 2° Provinces, réintégration et admission. — 3° ministres et départements ministériels, réintégration et admission. — 4° Industrie, commerce et travail : contrats de travail.

Mutualités. — V. Assurances sociales : Discours de MM. le chevalier de Ghellinck et Wauters, m. i. t. r., p. 159.

Commission permanente des sociétés mutualistes.

Renouvellement de mandat : M. le président annonce au Sénat l'expiration du mandat de M. le comte d'Alviella de Roodenbeke comme délégué du Sénat auprès de cette commission, p. 42. — Renouvellement du mandat de M. le comte d'Alviella de Roodenbeke, p. 110.

N

Naturalisation. — V. Code civil : Indigénat.

Navigaton aérienne. — V. Aviation.

Navigaton maritime. — V. Marine.

Notaires. — V. La rubrique interpellation au nom de M. Colleaux.

O

Obligataires (Assemblées d'). — V. Industrie commerce et travail ; Société commerciales.

Occupation militaire des territoires rhénans. — V. Guerre ; Traité de Paix.

Oeuvres. — V. 1° Enfance. — 2° Code civil : Personification civile.

Officiers de complément (Admission dans les cadres de l'armée).
V. Armée : Cadres.

Officiers judiciaires près les parquets. — V. Organisation judiciaire ; Cours d'appel.

Onze novembre. — V. Fêtes nationales.

Options de patrie. — V. Code civil : Indigénat.

Orban de Xivry, Edmond, sénateur de Bruxelles.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.
Prête serment, p. 1.

Orban de Xivry (baron H.), sénateur d'Arion-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Nommé secrétaire, p. 2.

Interpelle le ministre des chemins de fer au sujet de la réfection des voies de communication dans la province de Luxembourg. Par motion d'ordre annonce son interpellation, p. 143. — Développe son interpellation, p. 160 à 162. — Discussion de son interpellation, p. 162, 163, 167.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 14, p. 280.

Interpellation de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 411 à 413.

Projet de loi établissant une rémunération au profit des juges suppléants ayant rempli les fonctions de juge, de substitut ou de juge de paix, au cours de la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 488.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation au 12 août, de la prochaine séance du Sénat, p. 493.

Interpellation de M. De Bruycker sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournaisis et le pays d'Ath et spécialement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux d'Ath, p. 536.

Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Observations au sujet d'une demande de M. Braun, tendant à rouvrir la discussion sur ce projet de loi, celui-ci ayant été examiné au cours d'une séance du matin, d'une manière que M. Braun estime insuffisante, p. 540.

Projet de loi accordant l'amnistie pour certaines infractions commises avant le 4 août 1914. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 561.

Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Motion d'ordre de M. Van der Molen proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. Estime qu'il faudrait d'abord mettre aux voix une proposition de M. le comte de Baillet Latour, p. 592.

Projet de loi approuvant le Traité de paix. Discussion générale, p. 593.

Proposition de loi due à l'initiative de M. Keesen, et portant augmentation des traitements ecclésiastiques. Fait un rappel au règlement; une proposition de loi devant, au terme du règlement, être lue par un des secrétaires, p. 682. — Donne lecture de la proposition de loi de M. Keesen et consorts, p. 682.

Projet de loi portant modification aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 847.

Projet de loi élevant le tribunal de commerce de Liège à la première classe. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 891.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion générale, p. 933, 940 à 943.

Projet de loi accordant la personnification civile aux universités de l'Etat, à Gand et à Liège. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, demandant un tour de faveur pour ce projet de loi, p. 937.

Ordre de Léopold décerné pour faits de guerre, à des membres du Sénat. — V. Décorations.

Ordre du jour (Fixation de l'). — V. Chambres législatives-Sénat.

Organisation judiciaire.

Motion d'ordre de M. Peltzer, sur le point de savoir quelles sont les garanties dont jouissent encore les citoyens poursuivis et arrêtés depuis l'armistice, en présence de l'état de siège, qui annule les mesures protectrices inscrites dans la loi sur la détention préventive en cas de crime de trahison, p. 20. — Est entendu : M. Vandervelde, m. j., p. 21. — M. Magnette déclare qu'il allait faire la même demande que M. Peltzer, p. 21.

Projet de loi contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918, relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège.

V. la rubrique : Motions d'ordre au nom de M. Ryckmans, en ce qui concerne les conséquences de la transformation de l'état de siège en état de guerre, au point de vue de la juridiction répressive.

Dépôt du rapport par M. De Becker-Remy, qui demande que ce projet de loi soit discuté le plus promptement possible, p.

Organisation judiciaire (suite)

216. — Motion d'ordre de M. Franck, m. c., au nom de M. Vandervelde, m. j. dont il remplit les fonctions par intérim, signale l'urgence de ce projet de loi et demande sa mise à l'ordre du jour du lendemain, p. 217.

Discussion générale. MM. Ryckmans, de Meester, Speyer, Franck m. c., p. 246 à 249.

Discussion des articles. Art. 1^{er} à 14 adoptés sans observation, p. 249 à 251. — Art. 15. M. Franck, m. c., fait une réserve en ce qui concerne une observation contenue dans le rapport de la commission de la justice, p. 251. — L'article 15 est adopté, p. 251. — Art. 16, adopté sans observation, p. 251.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 80 membres présents, p. 266.

Projet de loi modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux.

Dépôt du rapport par M. Braun, p. 847.

Discussion générale. MM. Franck, m. c., Halot, Braun, rapporteur, p. 905, 906.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 906, 907.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 922.

AVOCATS.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat.

Dépôt du rapport par M. Behaeghel, p. 903.

L'article unique est adopté sans observation, p. 960.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 74 membres présents, p. 961.

COUR DE CASSATION.

Présentation de candidats. Communication et proposition de

M. le président au sujet de la formation de listes de candidats pour les places vacantes par suite de la mise à la retraite de M. le premier président du Pont et de la nomination de M. Servais, aux fonctions de procureur général, à la Cour d'appel de Bruxelles, p. 42. — Vote pour la présentation de candidats au Sénat, p. 94, 95.

COURS D'APPEL.

Projet de loi instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Discussion générale. MM. Vanderborgh, Speyer, Claeys, Bonnard, de Ro, Behaeghel, rap., vandervelde, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, Ligy, le comte Goblet d'Alviella, p. 191 à 196.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 196, 197.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 70 membres présents, p. 211.

FRAIS DE JUSTICE.

Projet de loi autorisant le gouvernement à modifier des dispositions relatives aux frais de justice, en matière répressive et aux frais et dépens en matière civile et commerciale.

Discussion générale. MM. Behaeghel, rap., le chevalier Schellekens, H. Brunard, Franck, m. c., de Ro, p. 359 à 362.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 363.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 64 membres présents, p. 363.

REMMUNERATION.

Projet de loi établissant une rémunération au profit des juges suppléants ayant rempli les fonctions de juge, de substitut ou de juge de paix, au cours de la guerre.

Dépôt du rapport par M. le baron Orban de Xivry, p. 488.

Discussion générale. Est entendu : M. Vandervelde, m. j., p. 499.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 499.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 78 membres présents, p. 521.

TRAITEMENTS.

Projet de loi relatif à l'augmentation du traitement des membres de l'ordre judiciaire.

Dépôt du rapport par M. de Becker-Remy, qui demande que ce projet de loi soit discuté le plus promptement possible, p. 216. — M. Franck, m. c., demande, par motion d'ordre, que ce projet de loi soit mis à l'ordre du jour du lendemain, p. 217.

Organisation judiciaire (suite)

Discussion générale. MM. Halot, Franck, m. c., p. 245.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 245, 246.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 80 membres présents, p. 266.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Projet de loi élevant le tribunal de commerce de Liège à la première classe.

Dépôt du rapport par M. le baron Orban de Xivry, p. 891.
L'article unique est adopté sans observation, p. 959.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 68 membres présents, p. 961.

Organisation du Sénat. — V. Chambres législatives. Sénat.

Orphelins de la guerre. — V. Guerre.

Ouverture des Chambres. — V. Chambres législatives-Sénat.

P

Pain. — V. Ravitaillement ; Céréales

Paix. — V. Guerre ; Traité de paix.

Pancartes. — V. Finances ; Impôts ; Taxe d'affichage.

Participation du personnel dans les bénéfices. — V. Industrie, commerce et travail ; Crédit à l'industrie.

Péage sur les tramways. — V. Tramways.

Peltzer, sénateur de Verviers.

Motion d'ordre sur le point de savoir quelles sont les garanties dont jouissent encore les citoyens poursuivis et arrêtés depuis l'armistice, en présence de l'état de siège qui annule les mesures protectrices insérées dans la loi sur la détention préventive en cas de crime de trahison, p. 20.

Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 304, 305.

Pétitions : 1° des sieurs H. Blaise et R. Faymonville, au nom des Malmédiens de Bruxelles; 2° du sieur Goffard, administrateur de la Société anonyme Steinbach et C^e au nom des associés et ouvriers de ces usines, demandant la réintégration dans le territoire belge du canton de Malmédy. Fait rapport sur cette pétition et la recommande à M. le ministre des affaires étrangères et au délégué belge à la conférence de Paris, p. 346, 347.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale. Propose un amendement à l'article 2 et motive cet amendement, p. 445. — En présence des explications de M. le baron Ruzette, m. a., déclare retirer son amendement, p. 445.

Fait rapport sur une pétition du docteur Ernould, qui transmet au Sénat un projet de réorganisation et de transformation complète de la station thermale de Chaudfontaine, p. 500.

Dépôt le rapport sur le projet de loi approuvant l'accord entre la Belgique et la Grande-Bretagne, au sujet des sépultures militaires britanniques sur le territoire belge, p. 539. — Fait remarquer l'urgence de ce projet de loi et l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 539.

Dépôt le rapport sur le projet de loi concernant le gouvernement des territoires rattachés à la Belgique par le Traité de Versailles, p. 557.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 597.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 630.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

Peltzer (suite)

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 846.

Interpelle M. le ministre de l'intérieur au sujet des mesures qu'il compte prendre en faveur de la station balnéaire de Spa. Développe son interpellation, p. 903, 904. — Remercie MM. les ministres des réponses qu'ils ont bien voulu lui faire, p. 904. Fixation de l'ordre du jour des derniers jours de la session. Observations, p. 913.

Projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu. Discussion des articles. Art. 15, p. 949.

Pensions. — V. aussi : 1° Congo, — 2° Finances ; Budget général pour 1919.

PENSIONS A DES VEUVES DE MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Projet de loi accordant des pensions à des veuves de membres de la Chambre des représentants (M^{me} Dooms, veuve Caetluwaert; De Bongnie, veuve Hoyois; Marquet, veuve Lorand; Dumont, veuve Cavrot; Pécher, veuve Delvaux; Mayat, veuve Daens; Vandamme, veuve Delbeke; Janson, veuve Huysmans; Mathieu, veuve Royer; Beckers, veuve Van Merris).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 341.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 69 voix contre p. 346.

Projet de loi accordant une pension : 1° à la dame Hetene Godart, veuve de M. Désiré Marolle, membre de la Chambre des représentants; 2° à la dame Jeanne Vandevelde, veuve de M. Pierre d'Hauwer, membre de la Chambre des représentants; 3° à la dame Marie Thibaut, veuve de M. Victor Delporte, membre de la Chambre des représentants; 4° à la dame Louise Henin, veuve de M. Léopold Fagnart, membre de la Chambre des représentants.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 822, 823.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 64 voix contre p. 835.

PENSIONS DE MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES

Projet de loi fixant la pension de retraite de M. Bourgeois, César, président honoraire et de M. Adolphe Max, conseiller honoraire à la Cour des comptes.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 823.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, p. 836.

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi relatif aux pensions militaires. Dépôt du rapport par M. de Ro, p. 842.

Discussion générale MM. Carpentier, de Ro, rap., Masson, m. g., p. 892, 893.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 893 à 901.
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 62 membres présents, p. 903.

PENSIONNÉS DE L'ÉTAT.

Augmentation de pension et indemnité de vie chère. — V. 1° Motion d'ordre au nom de M. Fléchet, p. 306 et 450. — 2° Motion d'ordre de M. Carpentier et déclaration faite par M. Delacroix, m. f., p. m., en réponse à cette motion, p. 902.

PENSIONS DE VIEILLESSE.

Motion d'ordre de M. Fléchet au sujet du paiement des sommes retenues pendant la guerre aux bénéficiaires de pensions de vieillesse, p. 16. — V. Motions d'ordre au nom de M. Fléchet.

Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'art. 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

Dépôt du rapport par M. De Bruycker, p. 282. — M. Debruyster demande, d'accord avec M. Wauters, m. i. t., que ce projet de loi soit mis à l'ordre du jour de la séance du lendemain matin, p. 282. — Cette demande est admise.

Discussion générale : MM. De Bruycker, rap., Fléchet, le chevalier de Ghellinck d'Elsegem, Peltzer, le chevalier Schellekens, Wauters, m. i. t., r., Delannoy, Couillier, p. 301 à 305. Discussion des articles. Art. 1^{er}. M. le président indique un amendement de la commission. Texte remplaçant les deux alinéas *sub litt. b.* et d'un sous-amendement présenté à cet amendement par MM. Peltzer et le chevalier de Ghellinck.

Pensions (suite)

d'Elseghe, p. 305. — M. De Bruycker, rap., précise ces amendements, p. 306. — M. Wauters, m. i., t., r., déclare être d'accord avec M. De Bruycker, rap., p. 306. — L'article 1^{er} ainsi amendé est adopté, p. 306. — Art. 2. M. le président indique une modification de rédaction, p. 306. — M. Wauters, m. i., t., r., accepte cet amendement et l'art. 2 ainsi amendé est adopté, p. 306.

M. le président propose de passer immédiatement au second vote des articles amendés et cette proposition est admise, p. 306.

Les articles amendés sont remis aux voix et sont définitivement adoptés, p. 306.

L'ensemble du projet de lois est adopté à l'unanimité des 68 membres présents, p. 317.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 883.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, 887.

Personnification civile. — V. Code civil.**Petite bourgeoisie. — V. Industrie, commerce et travail | Crédit professionnel.****Petits (grand air pour les). — V. Code civil : Personnification civile.****Pétitions.**

Pétitions sur lesquelles la commission a statué, p. 139.

Pétitions sur lesquelles un rapport a été déposé et dont les conclusions sont adoptées sans observations, p. 139, 461.

Pétitions sur lesquelles un rapport a été déposé.

Des sieurs Bidart et Fortin, président et secrétaire de la Fédération générale des Secrétaires communaux, émettant le vœu qu'il intervienne une disposition complémentaire et transitoire à la loi sur la stabilité des emplois communaux, en ce qui concerne les pourvois contre les révocations prises sous le régime de l'occupation ennemie. Rapport fait par M. Ligy, p. 461. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 461.

Des sieurs Piat et Levis au nom de la Fédération des Commerçants wavriens, priant le gouvernement de décréter la libre entrée à l'importation de tous les produits étrangers. Rapport fait par M. De Bast, p. 461. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 462.

Du sieur Simonis, secrétaire du groupe socialiste de Spa, demandant le vote d'une loi sur les jeux identique à la loi française en faveur des stations balnéaires, et pétition similaire des collèges échevinaux d'Ostende, de Namur et des conseils communaux de Chaudfontaine et de Dinant. Rapport fait par M. Fléchet, p. 462. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 462.

Du comité d'action wallonne demandant que des mesures inquiétantes ne puissent être édictées au profit du flamingantisme, contre la culture de la langue française. M. Fléchet fait rapport sur cette pétition, p. 499. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 500.

Du président et secrétaires de la Société des Ingénieurs sortis des écoles spéciales de Gand, émettant le vœu de voir maintenir l'enseignement en langue française à l'université de Gand. M. Fléchet fait rapport sur cette pétition, p. 500. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 500.

Du docteur Ernould qui transmet au Sénat un projet de réorganisation et de transformation complète de la station thermique de Chaudfontaine. Dépôt du rapport par M. Peltzer, p. 500. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 500.

Pétitions sur lesquelles un rapport a été déposé et qui ont donné lieu à observations.

Du conseil communal de Gand émettant un vœu en faveur : 1° du maintien de l'Université de Gand telle qu'elle existait avant l'occupation allemande; 2° de la création d'une université flamande. Dépôt du rapport par M. Fléchet, p. 95. — Est entendu, M. Fléchet, rap., qui donne lecture de son rapport, p. 139. — Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 140.

Des sieurs H. Blaise et R. Faymoonille, au nom des Malmédiens de Bruxelles, et du sieur Goffard, administrateur de la Société anonyme Steinhach et Cie, au nom des associés et ouvriers de ces usines demandant la réintégration dans le territoire belge du canton de Malmédy, M. Peltzer fait rapport sur cette pétition et recommande la pétition à M. le ministre des affaires étrangères et au délégué belge à la Conférence de Paris, p. 346, 347. — Le Sénat adopte unanimement les conclusions du rapport, p. 347.

Phosphore blanc. — V. Industrie, commerce et travail | Hygiène professionnelle.**Police judiciaire près des parquets. — V. Organisation judiciaire | Cours d'appel.****Politique étrangère du pays. — V. Finances. Budgets général | Tableau IV. Budget des affaires étrangères. Discours de M. Speyer, p. 704.****Politique générale du gouvernement.**

Déclaration de M. Delacroix, m. f., t. c., sur la politique générale que compte poursuivre le gouvernement d'union au sortir de la période troublée de la guerre, en vue d'assurer, avec la collaboration de tous et de chacun, la grandeur de la Belgique, p. 4 à 6.

Politique nationale (Comité de). — V. Interpellations au nom de M. Vinck.**Port, avant-port et canal maritime de Bruxelles. — V. Communes.****Poste.****Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 30 mai 1877.**

Dépôt du rapport par M. le baron de Pitteurs Hiegeaerts, p. 818. Les articles sont adoptés sans observation, 851, 852.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 65 membres présents, p. 852.

Réquisition du matériel et du personnel par le ministre de la guerre. — V. la rubrique Interpellations au nom de M. Leket.**Poelaert, sénateur de Bruxelles.**

Projet de loi transitoire de finances pour 1919. Discussion générale, p. 30.

Projet de loi sur les loyers. Article nouveau qu'il a proposé justifie sa proposition, p. 189.

Discussion des articles du projet de loi amendé par la Chambre des représentants. Art. 6. Pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., au sujet de l'application de cet article, p. 223.

Proposition de loi, due à l'initiative de M. Hanrez, relative à l'annexion au territoire de la ville de Bruxelles de territoires de différentes communes longeant le port et l'avant-port du canal maritime. Discussion, p. 307.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755, du Code civil. Observations à l'occasion d'une communication du gouvernement au sujet de plaintes formulées par la commission relativement au retard apporté dans la communication de ce projet de loi, p. 688. — Discussion générale de ces projets de loi, p. 798.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 843. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Pose une question à M. Delacroix, m. f., p. m., concernant les actes notariés, p. 847.

Projet de loi sur les assemblées d'obligataires. Discussion générale, p. 871, 872.

Prescriptions et déchéances. — V. Finances : Budget général des recettes et des dépenses pour 1919.**Prises maritimes. — V. Marine : Conseil des prises.****Président du Sénat.**

Discours de M. Flechet, doyen d'âge, en l'absence de M. Houzeau de Lehay et A. Verduyssen, p. 1.

Annnonce que l'on va procéder à la vérification complémentaire des pouvoirs des sénateurs proclamés suppléants lors des élections de 1912 et appelés à remplacer les membres du Sénat décédés pendant la guerre, ainsi qu'à la vérification des pouvoirs de M. Cousot élu sénateur provincial de Namur, le 7 août 1914, en remplacement de M. le marquis de Beaufort, décédé, et fait remarquer que cette vérification devant avoir lieu au pont de vue exclusif de la conservation de la condition d'exigibilité, que la situation du pays ne permet pas la réunion des documents nécessaires, que le désordre laissé par l'occupation ennemie a empêché qu'on ne découvre le dossier de l'élection de M. Cousot, propose, dans ses conditions tout à fait exceptionnelles, de ne pas renvoyer les dossiers aux commissions de vérification des pouvoirs et

Président du Sénat (suite)

- de passer immédiatement à la proclamation des élus. Demande si l'Assemblée est unanime, cette condition étant nécessaire pour que sa proposition puisse être valablement accueillie. **P. 1.**
- M.** Le baron de Favereau est élu président du Sénat, p. 2.
- M.** Le baron de Favereau prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence. Rend un hommage d'impérissable reconnaissance au Roi ainsi qu'au dévouement que sa Majesté la Reine, rappelle les hauts faits de l'armée, exprime la gratitude la plus chaleureuse aux armées des alliés de la Belgique ainsi qu'à tous les artisans de la victoire. Déclare que le Sénat n'oubliera jamais l'accueil fait par la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas aux Belges chassés du pays par les violences et les cruautés de l'envahisseur. Exprime la gratitude du Sénat au C. N. ainsi qu'aux puissances protectrices qui l'ont appuyé et fait un appel à l'union de tous les Belges, p. 2. — **M.** le baron de Favereau rend hommage aux vingt et un collègues enlevés au Sénat depuis le 4 août 1914, ainsi qu'aux fonctionnaires du Sénat décédés pendant la guerre. Rappelle que la haute cour militaire allemande siégeait dans la salle des séances du Sénat, rend hommage à tous ceux qui y ont fait le sacrifice de leur vie, notamment au sénateur Colleaux, propose l'érection d'un mémorial en souvenir de ces héros, p. 3, 4.
- Adresse en réponse au discours du Trône. Proposition au sujet de la nomination de la commission d'adresse, p. 4. — Répond à des observations de **M.** le comte Goblet d'Alviella, au sujet de la date de la discussion de l'adresse du Sénat, p. 6. — Donne lecture en français et en flamand du projet d'adresse, p. 8, 10. — Annonce que la députation chargée de l'adresse au Roi a été reçue par Sa Majesté et donne lecture de la réponse du Roi, p. 19.
- Commissions permanentes. Propose, selon l'usage et afin d'éviter les lenteurs du scrutin que le Sénat considère comme acquises, les présentations qui lui sont faites et demande si cette dérogation au règlement ne rencontre aucune opposition, p. 8.
- Donne lecture au Sénat des adresses ou télégrammes de félicitations qui ont été adressées au Sénat à l'occasion de la victoire qui a terminé la guerre, p. 7 et 41.
- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances du jour de l'an. Propositions et observations, p. 26.
- Projet de loi transitoire de finances, pour 1919. Annonce au Sénat que **M.** Delacroix, m. f., p. m., obligé de se rendre d'urgence en Angleterre, lui a fait savoir qu'il serait dans l'impossibilité d'être présent pour la discussion du projet de loi et qu'il a prié son collègue, **M.** Jaspar, m. a. éc., de le remplacer, p. 26. — Fait remarquer que la limitation du temps de parole ne s'applique pas à un discours ministériel, mais prie **M.** Jaspar, m. a. éc., d'abréger, si possible, p. 27.
- Prononce un discours à l'occasion du décès de **M.** Devolder, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, p. 40, 41.
- Communique au Sénat une dépêche de **M.** le ministre de l'intérieur, qui déclare qu'en raison des circonstances, il est impossible de procéder à une élection pour pourvoir au remplacement d'un sénateur décédé, dont la liste ne comporte pas de suppléant, p. 42.
- Société mutualiste. Commission permanente des sociétés mutualistes. Annonce au Sénat l'expiration du mandat de **M.** le comte Kint de Roodebeke, comme délégué du Sénat, auprès de cette commission, p. 42.
- Cour de cassation : Communication et proposition au sujet de la formation de listes de candidats pour les places vacantes, par suite de la mise à la retraite de **M.** le premier président du Pont et de la nomination de **M.** Servais aux fonctions de procureur général à la Cour d'appel de Bruxelles, p. 42.
- Observations et propositions au sujet des jours de séance du Sénat. Le gouvernement ayant demandé que le Sénat ne siège pas en même temps que la Chambre, différents membres de l'Assemblée désirant au contraire qu'au moins une des séances du Sénat coïncident avec une séance de la Chambre, p. 54.
- Allocation au sujet de l'attentat dirigé contre **M.** Clémenceau, p. 59.
- Reconnaissance nationale. Donne lecture d'une lettre de **M.** de Broqueville, m. i., annonçant au Sénat l'institution d'une commission de la reconnaissance nationale et priant cette assemblée de vouloir bien permettre que la commission se réunisse dans une des salles du Sénat, p. 60.
- Interpellation de **M.** Lafontaine au sujet de l'attitude que compte prendre le gouvernement en ce qui concerne le projet de Société des Nations, qui est actuellement soumis à l'approbation des divers états. Donne lecture de la lettre de **M.** Lafontaine annonçant sont interpellation, p. 60. — Fait diverses observations au sujet de la date à fixer pour cette interpellation, p. 61.

Président du Sénat (suite)

- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Fait remarquer qu'une erreur d'impression s'est glissée, dans ce rapport à l'article 7, ligne 4 et annonce le dépôt d'un amendement de **M.** le comte Goblet d'Alviella, p. 67. — Annonce le dépôt d'amendement présentés par **MM.** : 1° De Bast, 2° Desmazières et consorts; 3° le baron della Faille d'Huyssse, p. 75, 76. — Annonce le dépôt d'un amendement présenté par **M.** Halot, p. 78. — Propose au Sénat d'admettre une demande de **M.** Speyer qui désire poser une question concernant l'article 16, dont le vote est déjà acquis, p. 95.
- Annonce que le comte de Renesse, appelé aux fonctions de gouverneur de la province du Limbourg, doit renoncer à faire partie de la Haute assemblée, p. 89.
- Projet de loi réglementant les bourses de change et de fonds publics. Fait remarquer au Sénat l'urgence de ce projet de loi, p. 100.
- Adresse à **M.** le sénateur baron d'Huart, les condoléances de la Haute assemblée au sujet de la perte de son quatrième petit-fils, mort des suites de sa captivité en Allemagne, p. 106.
- Interpellation du chevalier Schellekens au sujet de la reconstruction de Termonde. Propose de fixer cette interpellation à la prochaine séance du Sénat, p. 53. — Propose de joindre à la suite de la discussion de l'interpellation du chevalier Schellekens une interpellation qui vient d'être annoncée par **M.** Struye, au sujet : 1° de Dixmude, Nieupoort et Ypres; 2° du rétablissement des voies ferrées; 3° du rapatriement des réfugiés des Flandres, p. 106.
- Observation et proposition en ce qui concerne la fixation de l'ordre du jour quand à la séance du mercredi 12 mars, p. 123.
- Projet de loi instituant une Société nationale de Crédit à l'industrie. **M.** Delannoy ayant fait une proposition au Sénat en vue d'obtenir le vote de la résolution suivante : « Le Sénat, d'accord avec le gouvernement, exprime le vœu de voir la Société nationale de Crédit à l'industrie, reviser l'article 36 de ses statuts en y introduisant le principe de la participation du personnel dans les bénéfices » fait remarquer que la proposition de **M.** Delannoy semble sortir un peu des attributions du Sénat, le Sénat ne pouvant émettre des vœux et propose que le Sénat prenne acte des déclarations faites par **M.** Delannoy et **M.** M. Delacroix, m. f., p. m., en constatant leur complet accord, p. 128. — Fait remarquer à **M.** Lekeu qu'il dépasse le temps normalement nécessaire pour motiver un vote, p. 137.
- Projet de loi relatif à la conservation des bois et forêts appartenant à des sujets d'une nation ennemie. L'urgence ayant été demandée pour ce projet de loi, propose après la lecture du rapport d'en fixer la discussion immédiatement après la clôture de la discussion générale en cours, p. 148.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion. Donne lecture d'amendements présentés : 1° par **M.** H. Brunard (art. 10bis); 2° par **M.** Poelaert (art. 29, nouveau), p. 156, 157. — Discussion des articles. Déclare que le Sénat se trouve en réalité devant deux projets distincts : celui du gouvernement et celui de la commission; propose de voter d'abord sur le texte du gouvernement pour l'article 1er, si ce texte n'est pas admis, l'on voterait alors sur le texte de la commission, et, celui-ci étant admis, c'est le texte de la commission qui servirait ensuite de base à la discussion, p. 180. — Déclare que l'adoption du texte de la commission à l'article 1er, fait disparaître les articles 2, 3 et 4 du projet voté par la Chambre, p. 181. — S'oppose à un incident soulevé par motion d'ordre par **M.** H. Brunard, le Sénat étant dessaisi du projet de loi sur les loyers, p. 245.
- Déclare s'associer aux paroles de **M.** le chevalier de Vrière (qui a trouvé dans son pupitre un billet daté de 1916 et émanant de **M.** Hernalsteen, au moment où celui-ci fut condamné à mort, dans la salle du Sénat, par un conseil de guerre allemand), et qui exprime le vœu que les enfants d'Hernalsteen soient pris sous la protection de l'Etat. Déclare que ce vœu sera transmis au gouvernement, p. 168.
- Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Le rapport étant déposé fait remarquer le caractère d'urgence de ce projet de loi et met l'urgence aux voix, p. 200.
- Fait une proposition quant à la prochaine réunion du Sénat, notamment en ce qui concerne le projet de loi sur la réparation des dommages de guerre, p. 212.
- Conférence de la paix. Ligue des Nations. Prononce un discours à l'occasion de la désillusion éprouvée par la Belgique par suite de la décision de la Conférence de Paris qui, écartant Bruxelles, a choisi Genève pour résidence de la Ligue des Nations. Termine son discours en proposant au Sénat de voter un appel aux Parlements alliés et donne lecture de cet appel, p. 230, 231. — Donne lecture des télégrammes qu'il a reçus du Sénat et de la Chambre des représentants de France, du président de la Chambre des députés d'Italie et de la

Président du Sénat (suite)

- Chambre des Communes de Grande-Bretagne et d'Irlande, en réponse à la motion qui a été adoptée par le Sénat de Belgique, en sa séance du mardi 29 avril, p. 281.
- Projet de loi relatif à l'équivalence entre les titres et diplômes obtenus à l'étranger, pendant la guerre et les certificats et diplômes belges. Déclare au moment du dépôt du rapport que M. le ministre des sciences et des arts a demandé que ce projet de loi soit examiné d'urgence, p. 240.
- Projet de loi sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives. Discussion générale. Annonce que 8 orateurs s'étaient fait inscrire et estime qu'ils renonceraient à la parole, étant donné la décision prise par chacun des groupes, p. 287.
- Interpellation adressée à M. le ministre de la justice, par M. H. Brunard, sur la menace d'expulsion des enfants mineurs Deylle-Lyssen. Fait remarquer l'urgence de cette interpellation, p. 291.
- Donne lecture d'une lettre de M. le ministre de la guerre, annonçant que la Croix de chevalier de l'Ordre de Léopold (décoration militaire avec palmes) et attribution de la Croix de guerre, a été décernée à MM. Carpentier, sénateur, capitaine-commandant de réserve, pour la durée de la guerre et à M. le duc d'Ursel, capitaine en second, interprète de réserve pour la durée de la guerre, tous deux membres du Sénat, ainsi que des motifs de l'octroi de ces distinctions honorifiques, p. 325. — Se fait l'interprète du Sénat en félicitant MM. Carpentier et le duc d'Ursel pour les distinctions qui leur ont été décernées, p. 325.
- Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale. Prie M. Keesen de rester dans la discussion du projet de loi, p. 330.
- Organisation du Sénat. Institution d'une commission spéciale en vue d'étudier les réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation du Sénat. Donne lecture de cette proposition, p. 344.
- Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet de l'ordre du jour de la séance du 10 juin, p. 347.
- Annonce le décès de M. de Cloedt, sénateur de l'arrondissement de Bruges et prononce un discours à cette occasion, p. 357.
- Sépultures militaires. Commission nationale des sépultures militaires. Donne lecture d'une lettre de M. Masson, m. g., contenant un ampliation de l'arrêté royal du 27 mai 1919, instituant cette commission et priant le Sénat de lui faire connaître le membre de la Haute assemblée qui aura été choisi pour en faire partie, p. 357, 358.
- Projet de loi ayant pour objet l'assurance, en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse. Donne lecture d'une lettre de M. Wauters, m. t. i. r., priant le Sénat, étant donné la période anormale et simplement transitoire dans laquelle on se trouve, d'ajourner la discussion de ce projet de loi, M. Wauters, m. t. i. r., se réservant de soumettre, entre-temps, à la législature, certaines propositions transitoires, relatives à l'assurance vieillesse, p. 358.
- Projet de loi concernant l'œuvre nationale des Invalides de la guerre. Discussion des articles. Art. 2. Demande si un amendement de MM. de Ro et consorts, tendant à substituer le mot « institution » au mot « œuvre » est régulièrement appuyé, p. 382. — Articles additionnels proposés par MM. de Ro, Libioulle et consorts. M. de Ro ayant annoncé que la commission se ralliait à un sous-amendement présenté par M. Du Bost à la rédaction qu'il avait proposée, déclare que le Sénat n'a plus qu'à se prononcer sur le nouvel article additionnel proposé par M. Du Bost, donne lecture de cette proposition et la met aux voix, p. 383. — Vote en seconde lecture. Rappelle que seuls les amendements adoptés au 1^{er} vote sont, en vertu du règlement, soumis à une seconde discussion et à un vote définitif, p. 425. — Demande à M. de Ro s'il maintient l'article 9, nouveau et s'il renonce définitivement à la disposition qui devait suivre l'article 9, disposition qui a été rejetée au 1^{er} vote, p. 425.
- Budget : Fait remarquer au Sénat qu'il serait urgent que le Sénat s'occupât, en commission, du budget. Rappelle que le budget est présenté cette fois à la législature sous la forme d'un seul et unique projet de loi. Propose de renvoyer ce projet à chacune des commissions et indique, pour la surplus, la procédure qu'il estime devoir être suivie pour arriver à un examen complet, p. 386. — Discussion à l'occasion de ces propositions, p. 386. — Fait diverses propositions et observations quant à la prochaine réunion du Sénat, p. 386, 387.
- Eligibilité sénatoriale : Propose de renvoyer à l'examen de la commission de l'intérieur des notes transmises sur cette question par M. le ministre de l'intérieur, afin d'avoir l'avis du Sénat, p. 393.
- Traité de paix : Prononce une allocation à l'occasion de la signature du Traité de paix, p. 393.

Président du Sénat (suite)

- Donne lecture de télégrammes et de lettres de félicitations adressées au Sénat à l'occasion de la signature du Traité de paix : du Congrès national brésilien; du Sénat argentin, p. 433; du Sénat espagnol, p. 449; du président du Sénat de la République de Cuba, p. 539. — Donne lecture d'une lettre de M. le ministre des affaires étrangères, transmettant au Sénat la copie d'un arrêté royal en date du 29 juin 1919, lui adjoignant M. J. Vanden Heuvel, ministre d'Etat, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, comme commissaire du roi, pour la discussion à la Chambre et au Sénat du projet de loi portant approbation du Traité de paix, p. 433.
- Discussion du projet de loi approuvant le traité de paix. M. le baron Descamps ayant proposé de donner lecture au Sénat des parties essentielles de son rapport, après avoir consulté le Sénat, estime que cette lecture n'est pas indispensable, p. 558. — Donne lecture d'une lettre de M. Hymans, m. a. ét., qui, étant dans l'obligation de se rendre à Paris, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance du mardi 26 août au cours de laquelle il est hautement désirable que le traité de paix soit voté. M. Hymans, m. a. ét., rappelle que M. Vanden Heuvel, commissaire du gouvernement, sera présent, p. 603.
- Interpellation de M. Halot sur la situation faite actuellement à la Belgique dans les anciennes colonies allemandes d'Afrique, et sur les mesures prises pour assurer à notre pays comme juste conséquence de l'effort accompli pendant la guerre sur le continent africain, le développement économique et la sécurité de notre colonie au Congo. Annonce au Sénat que le ministre des colonies lui a fait part des raisons pour lesquelles la discussion de cette interpellation ne peut, à ce moment, être abordée, p. 394.
- Fixation de l'ordre du jour. Répond à une question de M. le comte de Brouchoven, de Bergeyck qui demande si l'ordre du jour de la séance du lendemain 2 juillet n'a pas été modifié, p. 406.
- Donne lecture d'une proposition de loi due à l'initiative de M. Magnette et consorts et complétant l'article 443 du Code pénal, p. 446.
- Proposition de loi soumettant au contrôle les films cinématographiques. Discussion sur la prise en considération. Fait remarquer à M. H. Brunard qu'il s'occupe du fond de la proposition alors que la prise en considération est seule en discussion, p. 464.
- Projet de loi accordant la personnalité civile à l'œuvre du grand air pour les petits. Propose d'examiner ce projet pendant la séance en cours, p. 465. — Renouvelle sa proposition, p. 475.
- Annonce le décès de M. le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, sénateur d'Audenarde-Alost et prononce un discours à cette occasion, p. 482.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accise sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion des articles. Annonce que, conformément à la demande de M. le baron de Mévius il met en discussion l'article 4 avant l'article 3, p. 484.
- Fixation de l'ordre du jour. Propose de fixer la prochaine réunion du Sénat au mardi 12 août et fait diverses observations au sujet des projets de loi qui doivent être examinés à ce moment, p. 493.
- Fixation de l'ordre du jour. Donne lecture d'une lettre de M. Jaspas, m. a. éc., qui devant se rendre à Paris demande la remise de la discussion de deux projets de loi intéressant son département, p. 496.
- Donne lecture d'une lettre de M. Gheeraerdt qui décline, à cause de son âge, le siège de sénateur effectif de l'arrondissement d'Audenarde-Alost, qui lui revient par suite du décès de M. le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaernewyck, p. 511.
- Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis) M. Braun ayant demandé au Sénat de rouvrir la discussion sur ce projet de loi, celui-ci ayant été discuté au cours d'une séance du matin dans des conditions qu'il estime insuffisantes, fait remarquer qu'il faut que le Sénat soit unanime pour autoriser cette dérogation au règlement, p. 539, 540. — Renouvelle ses observations et, M. Leku ne maintenant pas son opposition, ouvre à nouveau la discussion, p. 540.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière relativement à certains soldats qui, se trouvant en costume militaire, attaquent le gouvernement et l'armée dans des réunions publiques. — Fait remarquer à M. le chevalier de Vrière qu'il sort de l'objet de l'interpellation et qu'il se voit obligé de lui retirer la parole, p. 556.

Président du Sénat (suite)

Fixation de l'ordre du jour. Fait une proposition tendant à ce que le Sénat siège le jeudi 21 août. Indique les projets de loi qui seront à l'ordre du jour, p. 570.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. Motion d'ordre de M. Van der Molen proposant d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances. Observations au sujet des différentes propositions faites à l'occasion de cette motion. Demande à M. Van der Molen s'il maintient sa proposition, p. 592. — Déclare que le vote par assis et levé sur la proposition de M. Van der Molen étant douteux, il va être procédé à l'appel nominal et fait diverses observations sur les propositions en présence, p. 592. — Demande à M. le comte de Baillet Latour s'il maintient une proposition qu'il a faite de siéger la semaine suivante, p. 592. — Observations au sujet de cette proposition, p. 593. — Discussion générale 1^o du projet de loi modifiant le régime de l'alcool, 2^o du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées : Fait remarquer à M. le baron de Mévius, rap. que tout cette discussion, qu'il reste encore 13 objets à l'ordre du jour et prie les orateurs d'être aussi brefs que possible, p. 611. — Fait remarquer à M. le baron de Mévius, rapporteur que tout en ayant le droit de prendre la parole quand il veut, il ne peut cependant interrompre un discours, p. 613. — Fait remarquer à nouveau qu'il y a encore 7 orateurs inscrits et les prie de vouloir bien abréger, p. 625. — Discussion des articles du projet de loi sur le régime de l'alcool. Indique des amendements présentés par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et De Bast tendant à remplacer les articles 1^{er} et 2, et les met aux voix, p. 630. — La première partie de ces amendements étant rejetée, déclare que le reste des amendements vient à disparaître à l'exception du § 9^o à ajouter à l'article 1^{er} qui sera soumis à l'appréciation du Sénat lors de la discussion des articles du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées, p. 630. — Discussion des articles du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Art. 1^{er} met aux voix le § 9^o proposé par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et De Bast, p. 533.

Projet de loi d'amnistie pour certains crimes et délits commis avant le 20 juin 1919 en contravention aux lois pénales militaires. Discussion générale. A la suite d'une déclaration de M. Masson, m. g., tendant à ce que la date du 4 août remplace celle du 29 juin, fait remarquer que cette modification doit exister dans l'art. 1^{er} de même que dans l'intitulé, p. 647.

Projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs ou de réserve des officiers de réserve pour la durée de la guerre ou auxiliaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant. En réponse à une question de M. Carpentier, déclare qu'il a ouvert la discussion, que personne n'a demandé à prendre la parole, que l'article unique a été voté et que l'on ne peut revenir sur ce vote sans l'autorisation de l'assemblée, p. 649. — Propose d'accorder la parole sous forme de motion d'ordre à MM. Halot et Carpentier rapporteur, et de permettre éventuellement à M. Masson, m. g., de leur répondre, p. 651.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale. Fait remarquer à M. Braun que le Sénat a décidé de se séparer ce jour-là et qu'il est obligé de prier les orateurs d'abréger leurs discours, p. 655. — Discussion des articles. Rappelle que M. Braun a déposé un amendement à l'intitulé de la loi, mais propose de réserver cet amendement, celui-ci pouvant être admis que si l'un ou l'autre des amendements de M. Braun était adopté, p. 660. — Art. 1^{er}. Annonce que l'on va voter par division, p. 661. — Art. 7. Annonce que l'on va voter par division, p. 663.

Fixation de l'ordre du jour. Propositions au sujet de la suite de la séance du 20 août, p. 663.

Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Demandé au Sénat s'il est disposé à procéder immédiatement au second vote des articles amendés, ce vote devant régulièrement être émis dans une séance subséquente, p. 671.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la prochaine réunion du Sénat relativement à certains projets de loi urgents, p. 672.

Motion d'ordre de M. Callens qui signale différents points ayant trait à l'administration des finances et concernant les expropriations dans l'agglomération anversoise. Fait remarquer à M. Callens, que sa motion d'ordre constitue une véritable interpellation, p. 673, 674.

Proposition de loi due à l'initiative de M. Keesen et portant augmentation des traitements ecclésiastiques. Fait remarquer à M. Keesen qu'il doit se borner à déposer sa proposition de loi, la discussion sur la prise en considération devant venir dans une séance ultérieure, p. 682, 683. — Répond à des observations sur le point de savoir quels sont les droits d'initiative

Président du Sénat (suite)

du Sénat, en matière financière, en ce qui concerne la proposition de M. Keesen, p. 683. — Annonce que la commission de la justice demande l'ajournement de ce projet de loi et estime qu'il y a lieu d'accepter cette proposition, p. 660.

Donne lecture d'un télégramme qui lui a été adressé au nom du Conseil général des sociétés Macédoniennes en Suisse, afin de demander l'intervention du Sénat belge en faveur de l'érection d'une Macédoine indépendante, p. 686.

Annonce au Sénat le décès de M. le baron Van der Bruggen, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt et prononce un discours à cette occasion, p. 686.

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella, qui propose de siéger de nouveau 4 jours par semaine l'après-midi et qui justifie cette proposition. Annonce que le bureau a été unanime pour proposer au Sénat de réserver les matinées aux réunions de commission et de ne plus siéger en séances publiques que l'après-midi, p. 687.

Interpellation de M. Vinck sur l'action du comité de politique nationale spécialement en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg. Fait remarquer qu'une demande de M. Vinck, tendant à développer son interpellation à l'occasion du tableau IV du budget général, budget des affaires étrangères, est irrégulière mais peut être admise si le Sénat est unanime, p. 703.

Constitution. — Déclaration de révision de la Constitution. Propose au Sénat de former une commission composée de 12 ou 16 membres chargés d'examiner cette proposition et de faire rapport, p. 791. — Annonce la composition de cette commission, p. 795. — Observation à l'occasion de la procédure à suivre pour le vote : le Sénat voterait ainsi qu'il a été fait à la Chambre, par assis et levé sur chacune des déclarations de révision à moins que l'appel nominal ne soit demandé, p. 860. — Déclare que l'on votera ainsi que le demande M. Hanrez par appel nominal sur la première déclaration et qu'il sera procédé au vote par assis et levé pour le surplus, p. 860.

Projet de loi accordant la grande naturalisation, pour services éminents rendus à l'Etat, à M. Olsen, sujet danois, lieutenant-colonel dans l'armée coloniale. Propose au Sénat de manifester sa reconnaissance au Lieutenant-colonel Olsen en procédant immédiatement à la prise en considération de sa demande de naturalisation, ce qui constituera une dérogation aux prescriptions réglementaires, p. 892.

Projet de loi modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux. Propose au Sénat d'examiner un projet de loi ce qui constituerait une intervention dans l'ordre du jour, p. 905.

Fixation de l'ordre du jour. Attire l'attention du Sénat sur le fait que l'assemblée devra terminer ses travaux le mercredi suivant 22 octobre, p. 913.

Projet de loi relatif aux options de patrie. Déclare que M. le comte Goblet d'Alviella pourra développer les questions qu'il désire poser au gouvernement, avant le vote du projet de loi, p. 960.

Preuve de trafic avec l'ennemi. — V. Code pénal : proposition de loi complétant l'article, p. 443.

Prises (Conseil des). — V. Marine.

Procédure parlementaire. — V. Chambres

Procédure pénale militaire. — V. Armée.

Profession d'avocat. — V. Organisation judiciaire : Avocats.

Propriété industrielle. — V. Industrie, commerce et travail.

Protection des intérêts privés contre les actes des autorités ennemies. — V. Affaires étrangères : Conventions internationales.

Provinces.

CONSEILS PROVINCIAUX.

Prorogation de mandats. Projet de loi prorogeant le mandat des membres des conseils provinciaux et des députations permanentes dont les pouvoirs ont pris fin.

L'article unique est adopté sans observation, p. 787.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 61 membres présents, p. 787.

Provinces (suite)**DETTE INTERPROVINCIALE.**

Emprunts dérivant du paiement des contributions de guerre.
V. Finances : Contribution de guerre : Reprise par l'Etat.

RÉINTÉGRATION ET ADMISSION.

Projet de loi assurant la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc. l'admission aux fonctions et emplois publics.

Discussion des articles : art. 1^{er} adopté sans observations, p. 490. — Art. 2, M. Speyer émet le vœu de voir le gouvernement élargir le cadre de la loi, p. 491. M. Delacroix, m. f. p. m. déclare que le gouvernement adhère entièrement au vœu de M. Speyer, p. 491. — L'article 2 est adopté, p. 491. — Art. 3 à 12 adoptés sans observations, p. 491, 492.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 79 membres présents, p. 492.

Publicité industrielle et commerciale. — V. Finances : Impôts : Taxe d'affichage.

Quatre août. — V. Fêtes nationales.

Questeurs. — V. Chambres législatives.

Questions.**Asou ?**

Adressée à M. le ministre des affaires économiques :

Sur le mode de paiement des allocations provisionnelles pour reconstruction de biens accordés par les tribunaux de dommages de guerre. Texte, p. 938. — Réponse, p. 964.

Adressée à M. le ministre des affaires étrangères :

Relative à une lettre d'un réfugié belge en Hollande, adressée à un réfugié belge en France et qui a séjourné à la censure de Berlin jusqu'à l'armistice. Texte, p. 814. — Réponse, p. 874.

Adressée à M. le ministre de la justice :

Concernant les mesures à prendre pour assurer l'exécution des articles 9 et 11 de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages de guerre. Texte, p. 528. — Réponses du ministre de la justice et du ministre des affaires économiques, p. 637.

Adressée à M. le ministre des travaux publics :

Relative à la nécessité de rétablir les passerelles des ponts provisoires construits sur l'Escaut, à Tournai. Texte, p. 857. — Réponse, p. 938.

Brunard (Ed.).

Adressée à l'ouverture de la chasse. Texte et réponse, p. 637-638.

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphe :

1^o Désirant savoir si l'administration ne pourrait pas mettre à la disposition des industriels le matériel nécessaire au rétablissement des raccordements au chemins de fer démolis par l'ennemi, et si ces industriels doivent introduire une nouvelle demande à cet effet. Texte et réponse, p. 56.

2^o Exposant les desiderata des ouvriers, employés et commis-voyageurs de la région de Wavre, Limal et Bierges, au sujet des honoraires des trains. Texte, p. 348. — Réponse, p. 371.

3^o Demandant le rétablissement du *statu quo ante* pour les communications par chemin de fer entre Genappe et Bruxelles. Texte, p. 528. — Réponse, p. 626.

Adressée à M. le ministre des finances :

1^o Demandant s'il n'y pas lieu d'accorder des indemnités de vie chère aux commis des conservateurs d'hypothèques. Texte, p. 104, 140.

2^o Indiquant des mesures à prendre pour améliorer la situation des employés des hypothèques du royaume. Texte, p. 214. — Réponse, p. 241.

Adressées à M. le ministre de la guerre :

1^o Demandant que, pour divers motifs, on fasse évacuer par les troupes les usines qui n'ont pas travaillé pour l'ennemi et qui ont été détériorées par lui. Texte et réponse, p. 103.

2^o Dans le but de savoir s'il n'y a pas lieu d'abroger la loi d'exception qui interdit pendant trois ans toute exhumation de militaires. Texte et réponse, p. 792.

Questions (suite)

Adressée à M. le ministre de l'intérieur :

Relative à un secrétaire communal de Limal, qui cumule des emplois similaires dans d'autres communes, afin qu'on engage les pouvoirs publics à éviter ces cumuls. Texte, p. 348. — Réponse, p. 371.

Adressée à M. le ministre de la Justice :

Concernant le legs Crombez, principalement la mutuelle reconnue « La Prévoyance » de Limal-Limelette, que le défunt protégeait. Texte et réponse, p. 792.

Adressée à M. le ministre des sciences et des arts :

Demandant l'exécution de la promesse du gouvernement suivant laquelle le collège communal de Nivelles serait transformé en athénée. Texte et réponse, p. 372.

Adressée à M. le ministre des travaux publics :

Relative aux travaux de réfection de la route de Bruxelles à Charleroi, sur la section entre le monument Gordon et Genappe. Texte et réponse, p. 103.

Brunard (H.) :

Adressée à M. le ministre des finances :

Concernant le titulaire d'actions du chemin de fer de la Flandre occidentale et qui, sorties au tirage au sort n'ont pas été remboursées pendant la guerre. Afin de savoir s'il n'est pas injuste que le porteur qui a dû emprunter à 5 p. c., ne reçoive qu'un intérêt de 3 p. c. pour le temps écoulé. Texte et réponse, p. 103.

Carpentier :

Adressée à M. le ministre des colonies :

Demandant un congé anticipatif pour les officiers et fonctionnaires de la Colonie qui ont dû passer un congé antérieur loin de leur famille et ont contracté un nouvel engagement expirant en 1920 ou 1921. Texte, p. 372. — Réponse, p. 391.

Adressées à M. le ministre de la guerre :

1^o a) Au sujet de la mise en congé avec solde des invalides ayant 25 p. c. d'incapacité au moins; b) Sur l'octroi des décorations aux invalides qui se trouvaient avant l'armistice en Belgique occupée. Texte, p. 407. — Réponse, p. 447.

* Sur le cas du soldat J. Pettens, licencié pour réforme et qui, ayant contracté un engagement de chauffeur militaire, est envoyé en service en Allemagne sous menace du conseil de guerre. Texte, p. 480. — Réponse, p. 493.

Adressée à MM. les ministres de la guerre et de la justice :

Demandant la simplification de la procédure en ce qui concerne le règlement des affaires des militaires portés comme « disparus ». Texte, p. 480. — Réponse, p. 493 et 637.

Colleaux :

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Concernant la réquisition des usines de tanneurs qui ont travaillé pour l'ennemi. Texte, p. 104. — Réponse, p. 140.

Cousot :

Adressée à M. le ministre des affaires économiques :

Concernant la réparation des dommages résultant du chômage forcé, par suite de la destruction des usines et magasins. Texte, p. 938. — Réponse, p. 964.

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Concernant la situation des hommes pris en France et appartenant aux classes antérieures à 1914. Texte, p. 938. — Réponse, p. 964.

Adressée à M. le ministre des travaux publics :

Relative à la construction d'un pont sur la Meuse à Heer. Texte, p. 494. — Réponse, p. 527.

Couillier :

Adressée à M. le ministre des sciences et des arts :

Afin qu'on nomme des titulaires aux emplois vacants de régent à l'école moyenne de l'Etat pour garçons, de Saint-Nicolas (Waes). Texte, p. 214. — Réponse, p. 241.

Croquet :

Adressée à M. le ministre des finances :

Sur la taxe exceptionnelle à appliquer aux bénéfices réalisés par suite de compromission avec l'ennemi, et sur les moyens de percevoir ces taxes. Texte, p. 244, 299. — Réponse, p. 323.

Danhier :

Adressée à M. le ministre des travaux publics :

Relative à des travaux importants à exécuter dans la commune de Dour, notamment au port de la Haine, et qui sont entravés

Questions (suite)

par suite du manque d'entente entre les administrations intéressées. Texte, p. 683. — Réponse, p. 837.

De Baillet-Latour (comte) :

Désirant savoir si l'on a pris des mesures de précaution suffisantes pour donner sécurité aux propriétés avoisinant les dépôts de munitions encore existants. Texte et réponse, p. 371.

De Bast :

Adressées à M. le ministre des affaires économiques :

1° Au sujet du remboursement des marcs mis à la disposition du département d'émission de la Société Générale de Belgique. Texte, p. 38. — Réponse, p. 55.

2° Sur la situation désastreuse faite aux fabricants d'allumettes par suite des importations hollandaises. Texte, p. 570. — Réponse, p. 637.

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes :

1° Relative à la date de publication des promotions des fonctionnaires administratifs du service de la traction et du matériel. Texte, p. 408. — Réponse, p. 447.

2° Sur les difficultés sérieuses créées à l'industrie par suite de la pénurie du matériel de chemin de fer. Texte, p. 638. — Réponse, p. 683.

Adressées à M. le ministre des finances :

1° Au sujet du remboursement des marcs mis à la disposition du département d'émission de la Société Générale de Belgique. Texte, p. 38. — Réponse, p. 55.

2° Concernant l'indemnité de vie chère pour les commis au traitement de 3,200 francs, dans les divers départements. Texte, p. 324, 371.

3° Dans le but de savoir s'il n'y aurait pas lieu, vu le renchérissement de l'argent, de majorer l'intérêt des cautionnements déposés notamment par les comptables de l'Etat. Texte, p. 408. — Réponse, p. 487.

4° Au sujet du remboursement des billets de la « Reiskbank » de 1,000 et de 100 marcs, timbrés en vert, que l'Allemagne déclare avoir émis postérieurement à l'évacuation du territoire. Texte, p. 528, 637. — Réponse, p. 837.

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Sur des réquisitions faites par le département de la guerre pour les besoins de l'armée, et qui n'ont pas encore été payées, afin que le prix en soit majoré des intérêts courus. Texte, p. 157. — Réponse, p. 213.

Adressée à M. le ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement :

Sur la situation désastreuse faite aux fabricants d'allumettes par suite des importations hollandaises. Texte, p. 637. — Réponse, p. 683.

Adressée à M. le ministre des travaux publics :

Demandant instamment l'exécution des travaux nécessaires pour la construction d'un aqueduc collecteur pour l'évacuation des eaux résiduaires et industrielles du petit canal appelé « Leiken », à Eecloo. Texte, p. 214. — Réponse, p. 241.

De Blicq :

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes :

Demandant une révision du barème des abonnements en faveur des employés habitant la province. Texte et réponse, p. 407.

Adressée à M. le ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement :

Sur les fonds déposés par les brasseurs des étapes en Flandres, en vue de se procurer de l'orge indigène. Texte, p. 190. — Réponse, p. 213.

Adressée à M. le ministre des finances :

Concernant les agissement de certains receveurs, dans la liquidation des pensions d'instituteurs, notamment à Haeltert. Texte, p. 480. — Réponse, p. 494.

Adressée à M. le Ministre de l'intérieur :

1° Concernant la nomination d'un secrétaire communal à Hofstade lez-Alost, au détriment d'un mutilé qui postulait l'emploi. Texte et réponse, p. 242.

2° Renouvelle sa question concernant la nomination du secrétaire communal de Hofstade lez-Alost, afin que la préférence soit donnée au mutilé qui sollicite l'emploi. Texte, p. 494. — Réponse, p. 528.

Adressées à M. le ministre des sciences et des arts :

1° Concernant certaines révocations qui ont été faites au ministère de l'agriculture et au Sénat pour concours actif contre l'unité nationale, et désirant savoir pourquoi cet

Questions (suite)

exemple n'a pas été suivi au ministère des sciences et des arts. Texte, p. 57. — Réponse, p. 101.

2° Demandant s'il n'y a pas lieu d'annuler les promotions de certains inspecteurs cantonnaires (entr'autres celle de M. Van Overstraeten, d'Alost) qui ont accepté des fonctions dans le jury central activiste. Texte, p. 480. — Réponse, p. 493.

3° Au sujet de la composition du jury qui était chargé de l'examen d'instituteurs pendant l'occupation allemande. Texte, p. 494. — Réponse, p. 528.

4° Au sujet des agissements d'un inspecteur principal (M. Flament), durant l'occupation. Texte, p. 684. — Réponse, p. 792.

5° Renouvelle sa question concernant la nomination de M. Flament comme inspecteur cantonal, et ses agissements durant l'occupation allemande. Texte, p. 913. — Réponse, p. 693.

6° Relative à la nomination d'un instituteur à l'école moyenne de Renaix. Texte, p. 815. — Réponse, p. 856.

7° Au sujet du Comité de lecture institué pour faire représenter, au Théâtre du Parc, les œuvres d'auteurs belges. Texte, p. 857. Réponse, p. 937.

8° Relative au non-paiement du danda, émis au profits de M. Van Dorpe, instituteur communal à Landskouter, pour l'indemnité qui lui est due. Texte, p. 913.

Adressée à M. le ministre des travaux publics :

Sur la reprise de la navigation entre Audenarde et Tournai, qui est attendue avec impatience par l'industrie briquetière. Texte, p. 104. — Réponse, p. 140.

de Brouchoven de Bergeyck (comte)

Adressée à M. le ministre des finances :

Dans le but de savoir s'il ne serait pas équitable d'exonérer de toutes taxes financières au profit de l'Etat ceux qui doivent être indemnisés pour dommages de guerre, au moins jusqu'à concurrence de ces indemnités. Texte et réponse, p. 55.

Adressées à M. le ministre de la guerre :

1° Dans le but de savoir si l'on peut procéder dès maintenant à la reconstruction des bâtiments situés dans la zone des servitudes militaires. Texte p. 57. — Réponse, p. 101.

2° Désirant savoir si les ouvrages temporaires, construits en 1914 dans les intervalles des forts d'Anvers doivent être respectés, malgré l'intérêt réel qu'il y aurait pour les cultivateurs à les voir disparaître, et qui se chargera éventuellement de ce travail onéreux. Texte, p. 57, 242. — Réponse, p. 242.

3° Relative au chemin de fer circulaire, construit en 1914 derrière la première ligne de défense d'Anvers, afin de savoir si cette ligne est définitive et à quel dédommagement ont droit les propriétaires sur le terrain desquels cette ligne est établie. Texte et réponse, p. 103.

4° Relative à la réouverture de l'école militaire et aux conditions d'admission et programme qui y seront en vigueur. Texte, p. 190. — Réponse, p. 213.

5° Sur les excès de vitesse des autos militaires et les mesures à prendre pour les empêcher au moins dans les agglomérations. Texte et réponse, p. 243.

6° Concernant l'insuffisance du personnel (médecins et infirmiers) de l'hôpital militaire d'Anvers. Texte, p. 874. — Réponse, p. 963.

Adressée à M. le ministre de l'intérieur :

Demandant un signe distinctif à créer pour les parents et les veuves des soldats morts pour la patrie. Texte, p. 244, 249. — Réponse, p. 406.

De Bruycker.

Adressée à M. le ministre des affaires économiques :

Sur le refus d'agréer les sinistrés industriels dans les coopératives pour avances aux sinistrés. Texte, p. 793. — Réponse, p. 857.

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, postes et télégraphes :

1° Concernant les voies de communications du pays d'Albi. Texte, p. 244. — Réponse, p. 299.

2° Dans le but de savoir à quelle époque la ligne Tournai-Douai, section belge, sera rendue à l'exploitation. Texte et réponse, p. 372.

3° Demandant l'amélioration des communications entre Renaix et Biaton. Texte et réponse, p. 407.

4° Relative à l'amélioration de l'horaire des trains dans le Tournaisis. Texte, p. 938. — Réponse, p. 964.

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Demandant l'enlèvement du dépôt considérable de munitions installé sur les confins des communes de Ghislenghien et de Meslin-l'Évêque. Texte, p. 480. — Réponse, p. 493.

Adressée à M. le ministre de l'intérieur :

Relative : 1° à l'indemnité de vie chère des agents communaux ; 2° aux inscriptions allemandes sur les voies publiques. Texte, p. 104. — Réponse, p. 140.

Questions (suite)

Adressée à M. le ministre du travail et du ravitaillement :
Relativement à la réglementation du secours-chômage. Texte, p. 407. — Réponse, p. 447.

Adressées à M. le ministre des travaux publics :
1° Sur la réfection des routes dans le Tournaisis. Texte, p. 104. — Réponse, p. 190.
2° Sur la nécessité de rétablir le pont des Ecacheries au canal de Blaton-Ath. Texte, p. 938. — Réponse, p. 964.

de Ghellinck d'Elsegheem Vaernewyck (vicomte) :

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, postes et télégraphes :
Demandant le rétablissement, même provisoire, d'un pont sur la voie ferrée de Renaix vers Leuze et Courtrai. Texte, p. 214. — Réponse, p. 242.

Adressée à M. le ministre des finances :
Relative aux emprunts communaux effectués durant l'occupation. Texte, p. 141. — Réponse, p. 190.

de Kerchove d'Ousselghem.

Adressée à M. le ministre de l'agriculture :
Demandant une démarche auprès du gouvernement hollandais afin d'aplanir les difficultés suscitées aux cultivateurs habitant à la frontière hollandaise. Texte, p. 528. — Réponse, p. 637.

de la Faille d'Hyssse (baron) :

Adressée à M. le ministre de la guerre :
Au sujet de l'unification des pensions des gendarmes. Texte, p. 528, 637. — Réponse partielle, p. 683. — Réponse complémentaire, p. 791.

de Mévius (baron) :

Adressée à M. le ministre de la guerre :
Concernant la pénible situation des ouvriers militaires des positions fortifiées de la Meuse. Texte, p. 480. — Réponse, p. 523.

Derbaix.

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, postes et télégraphes :

1° Demandant : a) qu'on fasse le nécessaire pour rétablir le service des grosses marchandises à la station de Peissant, sur la ligne de Bonne-Espérance à Erquennes; b) qu'on fasse enlever le butin de guerre qui encombre la place de la Gare, à Binche. Texte, p. 372. — Réponse, p. 391.

2° Demandant s'il n'est pas possible de faire continuer jusqu'à Binche le train 2664 qui arrive à Haine-Saint-Pierre à 19 h. 8. Texte et réponse, p. 407.

de Vrière (chevalier).

Adressée à M. le ministre de la guerre :
Demandant augmentation de la rémunération accordée aux épouses des soldats mariés. Texte, p. 570, 637. — Réponse, p. 672.

Dufrane :

Adressée à M. le ministre des affaires étrangères :
Dans le but de savoir s'il est possible d'obtenir l'autorisation d'exhumer les restes d'un soldat prisonnier de guerre, décédé en Hollande, et quelles sont les formalités à remplir. Texte, p. 602. — Réponse, p. 637.

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, postes et télégraphes :

1° Attirant l'attention sur la sérieuse économie de temps que l'on pourrait faire sur l'horaire actuel des trains directs Paris-Bruxelles. Texte, p. 214. — Réponse, p. 242.

2° Dans le but de savoir vers quelle époque seront rétablies entre Dour et Roisin et entre Quiévrain et Roisin. Texte, p. 528. — Réponse, p. 637.

3° Demandant le rétablissement des trains express qui, avant la guerre, assuraient les communications Valenciennes-Quévrain-Mons-Bruxelles. Texte, p. 570. — Réponse, p. 637.

Adressée à M. le ministre de la guerre :
Demandant la simplification des formalités à remplir pour l'administration des biens laissés par les combattants portés comme disparus. Texte, p. 214. — Réponse, p. 241.

Adressée à M. le ministre des travaux publics :
Demandant la publication d'une brochure contenant la réglementation et les tarifs sur les fleuves et les canaux. Texte, p. 214. — Réponse, p. 247.

Questions (suite)

d'Ursel (duc).

Adressée à M. le ministre des travaux publics :
Relative au grattage et au décorticage des arbres. Texte, p. 683. — Réponse, p. 792.

Flechet.

Adressée à M. le ministre de la justice :
Relative aux délais, suspendus pendant la guerre, pour le renouvellement des inscriptions hypothécaires. Texte, p. 554, 637. — Réponse de M. le ministre des finances, p. 683.

Goblet d'Alviella (comte).

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, postes et télégraphes.

Sur la seconde présentation des quittances au domicile des débiteurs, afin de savoir s'il n'est pas possible de rétablir cette coutume. Texte et réponse, p. 792.

Adressée à M. le ministre de la guerre :
Relative au licenciement, au moins partiel, des médecins mobilisés en 1914. Texte et réponse, p. 141.

Hallet :

Adressée à M. le ministre des affaires économiques :
Relative à une autorisation donnée à la Deutsche Bank de vendre à un consortium d'agents de change de Bruxelles un certain nombre de titres, autorisation qui a été modifiée par la suite. Texte et réponse, p. 964.

Adressées à M. le ministre de la guerre :

1° Sur les revendications légitimes des mécaniciens civils militarisés à l'aviation. Texte, p. 157. — Réponse, p. 212.

2° Demandant une permission de six jours en faveur des Luxembourgeois engagés dans l'armée belge, afin de leur permettre de retourner au Luxembourg. Texte, p. 141. — Réponse, p. 189.

3° Concernant une anomalie dans les conditions d'octroi du brevet de pilote-aviateur. Texte, p. 348. — Réponse, p. 371.

4° Relative à l'attribution de la Légion d'Honneur à deux aviateurs qui ne l'auraient pas reçue comme ils en avaient le droit. Texte, p. 494. — Réponse, p. 527.

Adressée à M. le ministre de l'intérieur.

Au sujet des paiements effectués depuis l'armistice à des officiers de la garde civique. Texte et réponse, p. 964.

Adressée à M. le ministre des sciences et des arts :

Relative à un bibliothécaire de la Bibliothèque royale qui se serait mis au service du ministère activiste durant l'occupation. Texte et réponse, p. 372.

Halot :

Adressée à MM. les ministres des chemins de fer, postes et télégraphes et de la guerre :

Relative aux dédommagements auxquels ont droit certains employés de l'administration des chemins de fer, qui se sont dévoués au service de l'espionnage, pendant la guerre. Texte et réponse, p. 963.

Adressée à M. le ministre des colonies :

Relative aux mode de ventes des diamants du Congo. Texte et réponse, p. 243.

Adressée à M. le ministre des finances :

Désirant obtenir divers renseignements au sujet des dépenses globales résultant pour le trésor de l'application faite de l'arrêté royal du 3 décembre 1918, prévoyant des conseils consultatifs créés auprès des différents départements ministériels. Texte, p. 57. — Réponse, p. 102.

Adressées à M. le ministre de la guerre :

1° Au sujet de l'injustice dont serait victime le corps des interprètes de l'armée, en ce qui concerne les promotions. Texte, p. 56. — Réponse, p. 101.

2° Désirant obtenir divers renseignements : a) Au sujet de militaires qui ont accepté des missions périlleuses en pays occupés, ont été pris par les Allemands et, après l'armistice, n'ont pas joui des faveurs accordées à leurs camarades; b) Au sujet des chevrons de front de ces mêmes militaires; c) Concernant les vols qui se commettent au C. I. C. de Coxyde, au préjudice des soldats qui y font leur instruction. Texte et réponse, p. 56.

3° Au sujet du renvoi de plusieurs techniciens militaires belges, mis à la disposition de l'autorité militaire russe, avant l'expiration de leur contrat. Texte, p. 392. — Réponse, p. 406.

4° Concernant la décoration à laquelle ont droit les jeunes gens qui se sont évadés de Belgique pendant l'occupation et ont accompli à l'armée belge une année de service, commencée dans les trois mois qui suivirent leur évasion. Texte, p. 964.

Questions (suite)

Adressée à M. le ministre de la justice :

Désirant obtenir divers renseignements au sujet de la loi augmentant de mille francs par an le traitement des magistrats, loi votée en mai 1914. Texte et réponse, p. 56.

Adressée à MM. les ministres de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur et de la guerre :

Concernant les prisonniers civils qui se trouvaient en Allemagne, afin de savoir quelles mesures pourraient être prises pour leur prompt libération, au cas où il s'en trouverait encore en Allemagne, ainsi que le bruit en court avec persistance. Texte et réponse de MM. les membres de la justice et de la guerre, p. 56.

Hanrez :

Adressée à M. le ministre des affaires étrangères :

Concernant les services rendus par le Bureau d'information belge. Texte, p. 407. — Réponse, p. 447.

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, marine postes et télégraphes :

1° Demandant la réfection, dans le plus bref délai, des ponts-rails de Laeken et de Capelle-au-Bois, détruits par les Allemands. Texte et réponse, p. 102.

2° Demandant si le gouvernement a l'intention de continuer les travaux de jonction Nord-Midi. Texte p. 103. — Réponse, p. 140.

3° Dans le but de savoir si l'offre faite par la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, pour la réfection du pont-rails de Capelle-au-Bois a été acceptée. Texte et réponse, p. 140-141.

4° Désirant voir préciser le programme de l'exploitation des voies navigables. Texte et réponse, p. 242.

5° Demandant le dépôt du projet de régie élaboré par la commission instituée par le ministre (projet instituant une régie nationale des chemins de fer de Belgique). Texte, p. 432. — Réponse, p. 448.

Adressée à M. le ministre des finances :

Désirant savoir pourquoi la loi sur les bénéfices de guerre, votée il y a plusieurs mois, n'est pas appliquée. Texte et réponse, p. 407.

Hicquet :

Adressées à M. le ministre de la guerre :

1° Dans le but de savoir si la défense faite de continuer le travail de nivellement des tranchées (notamment au territoire de Suarlée, position de Namur) est provisoire ou définitive. Texte, p. 141. — Réponse, p. 189.

2° Concernant un prisonnier, ayant touché les primes réservées aux militaires démobilisés et à qui on réclame cet argent; afin de savoir dans quelle catégorie il doit être rangé. Texte, p. 244. — Réponse, p. 299.

Adressée à M. le ministre des sciences et des arts :

Sur le point savoir quand seront liquidés les arriérés de vie chère dus aux instituteurs. Texte et réponse, p. 494.

Lekeu :

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Dans le but de savoir si une certaine indemnité (indemnité de marche) a été accordée aux officiers de santé et d'administration rapatriés et s'il n'y a pas lieu d'accorder cette indemnité aux officiers combattants retour de captivité. Texte et réponse, p. 792.

Adressée à M. le ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement :

Désirant savoir s'il n'y a pas lieu de modifier la loi du 24 décembre 1903, à l'effet d'augmenter le maximum servant à la fixation des indemnités de réparations en matière d'accidents de travail. Texte et réponse, p. 103.

Magnette :

Adressée à M. le ministre des affaires économiques :

Relative aux armes livrées par les particuliers sur l'injonction de l'autorité allemande, et aux formalités nécessaires pour en obtenir le dédommagement. Texte, p. 157.

Adressée à M. le ministre des finances :

Dans le but de savoir s'il ne serait pas équitable que l'Etat payât à ses créanciers (outre le montant de la somme due) au moins l'intérêt commercial, pour les ordonnances de paiement, créées en 1914 au profit d'entrepreneurs de travaux publics dont les travaux n'ont pas été terminés. Texte et réponse, p. 102.

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Désirant obtenir divers renseignements au sujet du service des transports par eaux intérieures, et demandant qu'on fasse

Questions (suite)

enlever de suite les explosifs laissés par les Allemands dans les environs immédiats de Liège. Texte, p. 157. — Réponse, p. 212-213.

Adressées à M. le ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement :

1° Concernant les mesures à prendre pour assurer du travail aux soldats démobilisés. Texte, p. 104. — Réponse, p. 140.

2° Désirant savoir s'il est vrai que le gouvernement belge a reçu offre de vingt millions de kilos de sucre à fr. 1-30 le kilo et a décliné cette offre. Texte, p. 157. — Réponse, p. 213.

Mertens :

Adressée à M. le ministre des travaux publics :

Concernant des modifications à apporter à l'horaire du passage d'eau sur l'Escaut pour les ouvriers allant de Cruybeke à Hobeken. Texte, p. 837. — Réponse, p. 857.

Naets :

Adressée à M. le ministre des finances :

Sur le remploi de la valeur « Caisses d'annuités » dues par l'Etat, sorties aux tirages dont le remboursement est différé. Texte, p. 299. — Réponse, p. 347.

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Concernant des prisonniers qui n'ont pu rentrer en Belgique pour cause de maladie, afin qu'on les rapatrie au plus vite. Texte, p. 142. — Réponse, p. 190.

Orban de Xivry (baron) :

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes :

Sur la nécessité d'agrandir les quais de la gare de Melreux. Texte, p. 392. — Réponse, p. 406.

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Désirant savoir s'il n'y a pas lieu de poursuivre l'exécution des marchés qui doivent avoir été passés afin d'être en possession du cuir nécessaire aux besoins des troupes qui manquent de chaussures. Texte, p. 57. — Réponse, p. 102.

Adressée à MM. les ministres de la guerre et des affaires économiques :

Relative aux machines industrielles que les Allemands ont enlevées en Belgique et qu'ils expédient en Hollande ou cachent dans la région occupée; afin qu'on envoie immédiatement des commissions spéciales pour les découvrir et les identifier. Texte, p. 57. — Réponse, p. 102.

Peltzer.

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et

1° Dans le but de savoir s'il n'est pas possible d'envisager dès maintenant l'aménagement de la gare provisoire de Verviers-Sud avec des quais d'embarquement surélevés pour les voyageurs. Texte, p. 348. — Réponse, p. 371.

2° Relative à la réouverture de la gare de Dolhain. Texte, p. 815. — Réponse, p. 857.

3° Demandant qu'on assure l'éclairage de la gare de Montzen. Texte, p. 857. — Réponse, p. 938.

Portmans.

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes :

Demandant que des mesures soient prises pour hâter le rétablissement des lignes vicinales Hasselt-Beeringen et Hasselt-Herck-la-Ville-Haelen. Texte, p. 448. — Réponse, p. 480.

Speyer, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau et Virton :

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes :

Sur la lenteur des communications télégraphiques entre l'Angleterre et la Belgique. Texte et réponse, p. 406, 407.

Adressée à M. le ministre de l'intérieur :

Dans le but de savoir quelles mesures pourront être prises pour que toutes les administrations communales puissent être mises en possession du *Recueil des Lois et Arrêtés*, qui leur est nécessaire pour appliquer les dispositions légales adoptées par le gouvernement durant son séjour au Havre. Texte et réponse, p. 55.

Adressées à M. le ministre des sciences et des arts :

1° a) Sur la nomination d'un professeur de musique à l'école moyenne de Marche; b) sur l'octroi des allocations de vie chère aux instituteurs démobilisés. Texte, p. 494. — Réponse, p. 527.

2° Relative à la nomination d'un professeur de musique de Marche, afin de savoir quelles sont les conditions requises que le candidat combattant ne réunissait pas. Texte et réponse, p. 528.

Questions (suite)

- 3° Renouvelle sa question concernant le choix du candidat à la place du professeur de musique à l'école moyenne de Marche. Texte, p. 570. — Réponse, p. 637.

Struye :

Adressées à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes :

- 1° Relative à une amélioration à apporter à l'horaire des trains reliant Poperinghe à Roulers et à Bruges. Texte, p. 244. — Réponse, p. 299.
- 2° Demandant le rétablissement de la correspondance vers Bruges pour les voyageurs de Furnes et de Dixmude. Texte, p. 248. — Réponse, p. 371.
- 3° Renouvelant sa demande du 29 avril, afin d'obtenir de meilleures communications entre Poperinghe et Bruges. Texte, p. 348. — Réponse, p. 371.
- 4° Demandant une amélioration des communications entre Poperinghe et Bruxelles. Texte, p. 494. — Réponse, p. 528.

Adressées à M. le ministre de la guerre :

- 1° Dans le but de savoir s'il n'est pas possible de désigner, à Liège, un officier chargé de distribuer régulièrement aux étudiants de la compagnie universitaire, la solde à laquelle ils ont droit. Texte et réponse, p. 141.
- 2° Sur l'avancement des officiers de cavalerie, en service dans l'artillerie montée. Texte, p. 157. — Réponse, p. 212.
- 3° Demandant des renseignements au sujet de la défense qui aurait été faite aux étudiants des compagnies universitaires d'aller passer leur dimanche en famille dans une autre ville. Texte, p. 157. — Réponse, p. 190.
- 4° Demandant le retrait des travailleurs chinois que l'armée britannique emploie sur le champ de bataille du pays d'Ypres et qui se rendent coupables de nombreux méfaits. Texte, p. 243. — Réponse, p. 299.
- 5° Sur la date de la libération des volontaires de guerre. Texte, p. 243. — Réponse, p. 299.
- 6° Demandant qu'on fasse déblayer au plus vite et remettre en état pour l'agriculture l'ancienne zone du front de l'Yser. Texte, p. 348. — Réponses, p. 371 et 391.
- 7° Concernant de nouveaux méfaits des travailleurs annamites dans la région de l'Yser et demandant leur retrait immédiat. Texte et réponse, p. 373.

Adressées à M. le ministre de l'intérieur :

- 1° Relative à la convocation, par le bourgmestre, du conseil communal d'Ypres, à Paris-Plage; estimant que cet endroit était mal choisi et désirant savoir s'il n'eût pas été préférable de demander cette autorisation royale en faveur d'une localité de la Flandre. Texte et réponse, p. 102-103.
- 2° Demandant que l'administration communale d'Ypres vienne remplacer au plus tôt le « town major » qui y exerce actuellement tous les pouvoirs. Texte, p. 244. — Réponse, p. 299.
- 3° Relative aux remèdes à apporter à la situation des réfugiés désirant se réinstaller dans leurs localités détruites. Texte, p. 299. — Réponse, p. 347.
- 4° Au sujet d'une grève qui a éclaté parmi les conducteurs d'auto-camions travaillant pour le compte du « Fonds du Roi Albert » et concernant la situation de ces conducteurs. Texte, p. 407. — Réponse, p. 447.

Adressée à M. le ministre de la justice :

Relative à des nominations de nouveaux membres à la commission administrative de l'institution royale de Messines. Texte et réponse, p. 242.

Adressées à M. le ministre des travaux publics :

- 1° Sur les travaux indispensables à exécuter en vue d'assurer la salubrité publique dans la ville de Dixmude. Texte, p. 299. — Réponse, p. 347.
- 2° Demandant qu'on fasse procéder au curage complet des cours d'eaux et ruisseaux situés dans la région du front. Texte et réponse, p. 372.

Wanderborght :

Adressée à M. le ministre des affaires étrangères : Demandant une intervention officielle pour la défense des intérêts belges en Russie. Texte et réponse, p. 242.

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes.

Demandant qu'on règle l'horaire afin de donner correspondance à Leuze aux trains 2594 et 2866 (trains vers Biaton). Texte et réponse, p. 372.

Adressées à M. le ministre des finances :

- 1° Concernant les simplifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux formalités de la douane aux gares frontières. Texte, p. 244. — Réponse, p. 299.
- 2° Demandant le retrait des pièces de 25 et 50 centimes en zinc, trop facilement imitables. Texte, p. 244. 299. — Réponse, p. 347.

Questions (suite)

Adressée à M. le ministre de la guerre :

Relative aux matériaux provenant de constructions édifiées et détruites par l'ennemi, ou de constructions encore existantes, afin de savoir qui a le droit d'en disposer. Texte, et réponse, p. 214.

Van Reyngom de Buzet (baron) :

Adressée à M. le ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes :

Relative à l'horaire des lignes du chemin de fer dans l'arrondissement de Turnhout. Texte, p. 793. — Réponse, p. 857.

Adressée à M. le ministre de la justice :

Concernant les difficultés rencontrées par certains locataires-cultivateurs pour prendre possession de la ferme ou métairie qu'ils ont loué. Désirant savoir si la jurisprudence employée est justifiée. Texte et réponse, p. 243.

Vinck :

Adressées à M. le ministre de l'agriculture :

1° a) Sur l'application de l'article 72 de la convention, loi de 1899, relative aux tramways; b) au sujet des recettes brutes par km; c) au sujet de la longueur kilométrique de la ligne du réseau exploitée depuis 1907; d) relative au projet de création de services passant par la porte de Namur. Texte, p. 793. — Réponse, p. 856.

2° Concernant l'opinion de deux fonctionnaires, en ce qui concerne la situation financière des sociétés de tramways, relativement à une augmentation éventuelle des tarifs. Texte, p. 815.

Adressée à M. le ministre des finances :

Demandant une enquête sur les opérations des banques belges pendant la guerre. Texte, p. 372, 391. — Réponse, p. 406.

Adressées à M. le ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement :

1° Demandant s'il n'y a pas lieu de faire contrôler la comptabilité des charbonnages pour les années de guerre. Texte, p. 141. — Réponse, p. 189.

2° Afin qu'une enquête soit faite afin de savoir si de nouveaux fours à coke ont été mis en activité au cours de la guerre et à qui ils ont vendu leurs produits et sous-produits. Texte, p. 157. — Réponse, p. 213.

Adressée à M. le ministre de la justice :

Demandant une enquête sur les opérations des banques belges pendant la guerre. Texte, p. 372, 391. — Réponse du ministre de la justice, p. 462.

R

Rapatriés. — V. Guerre : Logement des réfugiés rapatriés.

Rappels au règlement. — V. Chambres législatives — Sénat.

Ravitaillement.

BESTIAUX ET VIANDES.

Projet de loi relatif à l'entrée des bestiaux et des viandes de boucherie.

Dépôt du rapport par M. De Bast, p. 376.

Discussion générale : MM. De Bast, rap., le baron della Faille d'Huyssse, le baron de Broqueville, p. 428, 429. — M. le baron della Faille d'Huyssse propose un amendement à l'article 1^{er} et en donne lecture, p. 429. — Reprise de la discussion générale. MM. Hanrez, Magis, le baron della Faille d'Huyssse, le baron de Broqueville, le chevalier de Ghellinck d'Elsegem, Dufrasne, De Bast, rap., p. 429 à 432.

Discussion des articles. Art. 1^{er}, M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. le baron della Faille d'Huyssse et consorts, p. 434. — Sont entendus MM. Fiechet (qui motive son vote sur l'ensemble du projet de loi), Hallet (qui fait diverses observations sur le prix élevé de la viande), de Ro (qui fait diverses observations, puis engage le Sénat, dans un intérêt de santé et d'hygiène publiques, à voter le projet du gouvernement), p. 435. — Observations de M. le baron de Broqueville, m. i., et Leken, p. 434, 435. — L'amendement de M. le baron della Faille d'Huyssse est rejeté et l'article premier est adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre des représentants, p. 435. — Art. 2. Adopté sans observation, p. 435.

Ravitaillement (suite)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix et 3 abstentions, p. 443. — Se sont abstenus : MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le baron della Faille d'Huyssse et le chevalier de Vrière, p. 444.

CÉRÉALES.

Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge.

Discussion générale : MM. le baron de Mévius (qui commence par rectifier deux coquilles typographiques qui se sont glissées dans son rapport). Le chevalier de Vrière, Wauters, m. i. t. r., Delacroix, m. f. p. m., le baron della Faille d'Huyssse, Hallet, A. Hubert, p. 465 à 474.

Discussion des articles. Art. 1^{er}. M. Magis pose une question à M. Wauters, m. i. t. r. sur le point de savoir si le prix du grain est immuable pour toute la durée de la convention, p. 474. — M. Wauters, m. i. t. r., fait diverses observations et déclare qu'il en est ainsi en ce qui concerne les Etats-Unis, p. 474. — L'article 1^{er} est adopté, p. 474. — Art. 2 à 4 adoptés sans observations, p. 475. — MM. de Sadeleer et le vicomte Desmairies motivent leur vote, p. 475.

L'ensemble du projet est adopté par 76 voix contre 3 et 2 abstentions, p. 475. — Se sont abstenus : MM. de Sadeleer et De Bruycker, p. 475.

FRAUDES.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées audit arrêté-loi.

Dépôt du rapport par M. Behaeghel, p. 814.

Motion d'ordre de M. le comte Goblet d'Alviella priant le Sénat de vouloir bien examiner d'urgence ce projet de loi, celui-ci étant destiné à empêcher la vente à des prix usuraires des denrées de première nécessité, p. 822. — Le Sénat admet l'urgence et M. Behaeghel donne lecture de son rapport, p. 822. — Le baron Ruzette, m. a., demande s'il ne conviendrait pas au Sénat d'attendre l'arrivée de M. le ministre de la justice, p. 822.

Discussion générale : MM. Vanderveelde, m. j., Behaeghel, rap. le comte Goblet d'Alviella, Coppieters, Hallet, De Bast, Braun, le baron della Faille d'Huyssse, Magis, le baron Van Reynegem de Buzet, le baron Ruzette, m. a., Carpentier, Halot, Dufrane, p. 823 à 826.

Discussion des articles. Art. 1^{er}. Adopté sans observations, p. 826. — Art. 2. M. le président indique un amendement présenté par la commission tendant à supprimer la permission pour l'acheteur, p. 826. — Cet amendement est rejeté et l'article 2 est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 826.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 58 voix et 7 abstentions, p. 837. — Se sont abstenus : MM. Halot, Magis, le vicomte Simonis, Van den Bussche, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le vicomte de Jonghe d'Ardoye, le baron de Pitteurs Hlegaerts, p. 837.

Reception de la Chambre de commerce de Cleveland — V. Chambres législatives, Sénat.

Recettes et dépenses. — V. Finances.

Reclames industrielles. — V. Finances : Impôts, Taxes d'affichage.

Reconnaissance nationale. — V. Décorations.

Reconstitution nationale. — V. la rubrique : Interpellation au nom de MM. le chevalier Schellekens et Struye.

Reconstitution industrielle et agricole de la Belgique.

Lecture par M. le président d'une lettre de M. H. Morgan, consul général américain, annonçant au Sénat qu'il se met à sa disposition pour lui donner ou pour provoquer les renseignements qui pourraient être nécessaires à la reconstruction industrielle et agricole de la Belgique, p. 496.

Recrutement. — V. Armée : Milice.

Reforme du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat : Organisation du Sénat.

Réfugiés rapatriés. — V. Guerre.

Réfugiés rapatriés. — V. Guerre : Logement des réfugiés rapatriés.

Régime de l'alcool. — V. Finances : Alcool.

Régime fiscal du tabac. — V. Finances : Tabac.

Régions dévastées. — V. 1^o Affaires étrangères : Reconstruction industrielle et agricole de la Belgique. — 2^o La rubrique : Interpellation au nom de MM. le chevalier Schellekens et Struye.

RESTAURATION.

Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées.

Dépôt du rapport, par M. Ed. Brunard, p. 200. — M. le président fait remarquer le caractère d'urgence de ce projet de loi et l'urgence est prononcée, p. 200. — M. Ed. Brunard donne lecture de son rapport, p. 200.

Discussion générale : MM. Struye, le chevalier Schellekens, De Bast, le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, le baron Ruzette, m. a., Cousot, de Broqueville, le comte Goblet d'Alviella, le duc d'Ursel, Vimck, de Ro, Delacroix, m. f., p. m., p. 200 à 209.

Discussion des articles : Art. 2. MM. le chevalier Schellekens (qui demande en combien de zones sera divisé le pays), de Broqueville, m. i., p. 209. L'article 2 est adopté.

Art. 3 et 4 adoptés sans observation, p. 209, 210.

Art. 5. Sont entendus : MM. Speyer, de Broqueville, p. 210. — M. le chevalier Schellekens demande s'il n'y aurait pas lieu de proposer une loi spéciale simplifiant la procédure d'exécution des plans arrêtés par le haut commissaire royal, p. 210. — M. de Broqueville répond à M. le chevalier Schellekens et estime qu'il vaut mieux accepter la disposition transactionnelle proposée, plutôt que de soumettre aux Chambres une nouvelle loi sur l'expropriation générale, p. 210. — L'article 5 est adopté, p. 210.

Art. 6 à 16 adoptés sans observation, p. 211.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des soixante-six membres présents, p. 212.

Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées.

Dépôt du rapport par le baron della Faille d'Huyssse, p. 875.

Discussion générale : MM. Struye, le comte de Brouhoven de Bergeyck, le baron della Faille d'Huyssse, le baron Ruzette, m. a., Delannoy, Masson, m. g., Coppieters, p. 924 à 926.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 926 à 928.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 78 membres présents, p. 928.

Règlement du Sénat. — V. Chambres législatives, Sénat : Procédure parlementaire.

Régularisations et transferts. — V. Congo : Finances.

Réhabilitation militaire. — V. Armée.

Réintégration. — V. 1^o Communes. — 2^o Provinces. — 3^o Ministres et départements ministériels. — 4^o Industrie, commerce, travail, contrats de travail.

Relèvement économique du pays. — V. Finances : Crédits à l'étranger.

Remboursement des billets de 1,000 et de 100 marks avec cachets et numéros portant la date de 1910. — V. la rubrique : Motion d'ordre au nom de M. De Bast.

Rémunération. — V. 1^o Enseignement. — 2^o Organisation judiciaire.

Renkin, ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes.

Répond à des observations faites par motion d'ordre par M. Flechet au sujet des inexactitudes qui se trouvent dans un tableau qui a été remis aux sénateurs et qui est intitulé : Service des chemins de fer, p. 24.

Interpellation de M. le baron Orban de Xivry au sujet de la réfection des voies de communication dans la province de Luxembourg. Propose de fixer cette interpellation au lendemain matin, p. 143.

Renkin (suite)

Interpellation de M. Hanrez sur la reprise des travaux de la jonction Nord-Midi, p. 311.

Interpellation de M. De Bruycker sur les moyens actuels de communication par chemin de fer et par vicinal dans le Tournais et le pays d'Ath et spécialement en ce qui concerne la ligne Tournai-Orchies, Tournai-Lille, Ath-Mons, Ath-Saint-Ghislain et les vicinaux d'Ath, p. 536, 537.

Interpellation de M. Carpentier sur la question des cheminots, p. 585 à 591.

Représentation proportionnelle. — V. Lois électorales.

Réquisition par le ministre de la guerre du matériel et du personnel : des chemins de fer, des postes, des télégraphes, de l'électricité, de la marine, des sociétés ou compagnies de chemin de fer. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. Lékeu.

Réserve. — V. Armée : Cadres actifs et de réserve.

Restauration des régions dévastées. — V. Communes.

Retrait des marks. — V. la rubrique : Finances : Marks.

Revendications de la Belgique. — V. Finances : Emprunts : Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger.

Revenus. — V. Finances : Impôts.

Rhin (Occupation des territoires rhénans). — V. Guerre : Traité de paix.

Revision de la Constitution. — V. Constitution.

Revision des listes électorales. — V. Listes électorales.

Rolland, sénateur province du Hainaut.

Projet de loi transitoire de finances pour 1919. Discussion générale, p. 30.

Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 43. — Art. 2, p. 46.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation des jours de séance du Sénat, p. 55.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 74. — Discussion des articles. Art. 4, p. 83. — Art. 12, p. 86.

Motion d'ordre de M. Vinck qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.

Par motion d'ordre demande si le gouvernement a déjà pris une décision en ce qui concerne la nomination des bourgeois socialistes, p. 89.

Notification de sa démission, p. 325.

Rosignol (Massacre de Rosignol).

Erection d'un mémorial en gare d'Arlon. — V. la rubrique : Interpellations : au nom de M. le baron Orban de Xivry. Développement de son interpellation, p. 162.

Ruzette, ministre de l'agriculture.

Motion d'ordre de M. Flechet, recommandant le club avicole et demandant particulièrement au ministre que l'on prenne des mesures utiles à l'aviculture; demandant également que l'on fasse publier l'arrêté d'ouverture de la chasse à la bécasse. Répond à ces demandes, p. 89.

Interpellations réunies de MM. le chevalier Schellekens et Struye au sujet de la reconstruction de Termonde et concernant 1^o le sort réservé aux villes de Nieupoort, Dixmude et Ypres; 2^o le rétablissement des voies ferrées; 3^o le rapatriement des réfugiés des Flandres, etc., p. 117.

Projet de loi relatif à la conservation des bois et forêts appartenant à des sujets d'une nation ennemie. Demande l'urgence pour ce projet de loi, les bois et forêts dont il s'agit étant menacés de disparaître d'un jour à l'autre, p. 148.

Projet de loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 202, 209.

Interpellation de M. Hanrez à M. le ministre des travaux publics au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 351 à 354, 374.

Projet de loi concernant l'Œuvre Nationale des invalides de la guerre. Discussion générale, p. 380.

Ruzette (suite)

Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1^o du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Verssenare; 2^o au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 388.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 438 à 441, 443, 445. — Prie M. Peltzer de ne pas insister sur l'amendement qu'il a présenté à l'article 2, p. 445. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare être d'accord avec M. H. Brunard pour une question d'interprétation, p. 446.

Proposition de loi complétant l'art. 443 du code pénal dû à l'initiative de M. Magnette et consorts. Discussion générale. Déclare au nom de M. le ministre de la justice que celui-ci a chargé de faire connaître au Sénat qu'il ne fait aucune opposition à cette proposition de loi, p. 537.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Discussion générale, p. 657.

Projet de loi autorisant la reprise par l'état des emprunts dénommés « dette interprovinciale » et dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la nation belge. Discussion générale, p. 821.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. Demande s'il ne conviendrait pas au Sénat d'attendre, pour ouvrir la discussion de ce projet de loi, l'arrivée de M. le ministre de la justice, p. 822. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 825.

Interpellation de M. Hallet au sujet de la grève des tramways dans l'agglomération bruxelloise, p. 912.

Projet de loi portant révision de la loi du 4 avril 1890, relative à l'enseignement agricole. Discussion générale, p. 923.

Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 925, 926.

Ryckmans, sénateur d'Anvers.

Nommé secrétaire, p. 2.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 155. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 178. — Art. 20. Propose de voter successivement sur les différents §§ afin d'adopter le § 1^{er} et de supprimer les autres, p. 187.

Motion d'ordre au sujet des conséquences de la transformation de l'état de siège en état de guerre au point de vue des juridictions répressives notamment en ce qui concerne les instructions en cours, p. 199.

Projet de loi contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège. Discussion générale, p. 246, 249.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 257.

Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique au cours de la grande guerre. Discussion générale, p. 422.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre. Vote en seconde lecture. Art. 2, p. 427.

Proposition de loi soumettant au contrôle les films cinématographiques. Discussion sur la prise en considération, p. 464.

Projet de loi interprétatif de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 (mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des nationaux ennemis). Discussion, p. 542, 543. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 546.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Observations au sujet d'une proposition de M. le comte de Baillet-Latour, tendant à siéger encore la semaine suivante, p. 593.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

S

Sauveur (Maurice), secrétaire général du ministère de l'intérieur, Directeur général de la statistique et des affaires électorales au même département.

Désigné comme commissaire du Roi, adjoint au ministre de l'intérieur, pour l'examen de la proposition de loi portant complément du Code électoral et répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscriptions électorales, p. 349. Discussion générale de ce projet de loi, p. 918 à 920.

Schellekens, (chevalier), sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.
- Prête serment, p. 1.
- Projet de loi transitoire de finances pour 1919. Discussion générale, p. 31.
- Motion d'ordre de M. Vinck qui propose au Sénat de siéger les mercredi matin afin de pouvoir faire face aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.
- Interpelle le gouvernement relativement à la reconstruction de Termonde. Indique les deux points au sujet desquels il y aurait nécessité d'obtenir une décision et demande à développer immédiatement son interpellation, p. 53. — Développe son interpellation, p. 90. — Discussion de son interpellation, p. 110, 118.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Défend un amendement qu'il a présenté, p. 134, 135. — Déclare à la suite des explications de M. Delacroix, m. f., p. m. retire son amendement, p. 135.
- Interpellation de M. le baron Orban de Xivry au sujet de la réfection des voies de communication dans la province de Luxembourg, p. 166.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 16. Motive un amendement qu'il a présenté, p. 186.
- Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 200. — Discussion des articles. Art. 2. Demandant en combien de zones sera divisé le pays, p. 209. — Art. 5. Demande s'il n'y aurait pas lieu de proposer une loi spéciale simplifiant la procédure d'exécution des plans arrêtés par le haut commissaire royal, p. 210.
- Projet de loi relatif à l'équivalence entre les titres et diplômes obtenus à l'étranger pendant la guerre et les certificats et diplômes belges. Dépose le rapport sur ce projet de loi, et l'urgence étant déclarée donne lecture de son rapport, p. 240.
- Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 19. Propose, avec M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, des amendements aux alinéas 3 et 4 et motive des amendements, p. 284, 285. — Fait encore diverses observations, p. 206. — En présence de rejet de l'amendement qu'il avait présenté à l'alinéa 3, déclare retirer celui qu'il avait présenté à l'alinéa 4, p. 287.
- Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 304.
- Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale, p. 333.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à modifier des dispositions relatives aux frais de justice en matière répressive et aux frais et dépens en matière civile et commerciale. Discussion générale, p. 360.
- Interpellation de M. Braun au sujet du danger que les installations voisines des musées du cinquantenaire font courir aux collections de ces musées et du retard que cet état de choses entraîne quant à l'utilisation des agrandissements du palais, p. 370.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1^o du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2^o au sujet du maintien des Chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 387.
- Annonce qu'un accommodement étant intervenu entre M. le ministre de la guerre et lui, son interpellation « sur la demande de mise temporaire à la disposition de la ville de Termonde, des bâtiments de l'hôpital militaire, pour y installer le tribunal des dommages et les services qui en dépendent », n'a plus de raison d'être, remercie M. le ministre de la guerre de sa bienveillance, p. 496.
- Projet de loi relatif à la commémoration et à la glorification des morts et des condamnés à mort de la Belgique, au cours de la grande guerre. Discussion générale, p. 420, 423.
- Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 455, 456, 457.
- Projet de loi modifiant les articles 8 et 9 de la loi du 10 mai 1914, sur l'instruction obligatoire. Discussion générale. Fait remarquer, comme rapporteur, que ce projet de loi se borne au redressement nécessaire d'un détail de procédure, p. 496. — Fait encore diverses observations, p. 498.
- Projet de loi établissant une taxe, au profit de l'Etat, sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature destinées à la publicité industrielle ou commerciale. Discussion générale, p. 501.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion

Schellekens (chevalier) (suite)

- générale, p. 611. — Par motion d'ordre, exprime ses regrets de n'avoir pu assister à la dernière séance du Sénat et déclare que, s'il avait pu être présent, il aurait émis un vote affirmatif sur ces deux projets de loi, p. 674.
- Projet de loi instituant l'« Œuvre nationale de l'enfance », Discussion générale, p. 674.
- Projet de loi accordant la personnification civile aux universités de l'Etat, à Gand et à Liège. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 928.
- Sciences, Arts et Lettres.**
- Associations internationales, à but scientifique.* — V. Code civil et Personnification civile.
- Séance royale du 22 novembre 1918.** — V. Chambres législatives, Sénat. Ouverture de la session de 1918-1919.
- Secrétaires communaux (augmentations de traitements et indemnités de vie chère).** — V. la rubrique : Motion d'ordre au nom de M. Dufre.
- Séjour en Belgique de ressortissants de nationalités ennemies.** — V. motion d'ordre de M. Magnette, p. 21 à 24.
- Sénat.** — V. Chambre législatives-Sénat.
- Sépultures militaires.** — V. 1^o Affaires étrangères : Sépultures militaires britanniques. — 2^o Armée.
- Séquestre.** — V. Code civil.
- Session législative ordinaire de 1918-1919.** — V. Chambres législatives-Sénat : Clôture de la session.
- Simonis, sénateur de Verviers.**
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 623 à 625.
- Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées au dit arrêté-loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, n. 837.
- Sites (Protection des).** — V. Finances : Impôts : Taxe d'affichage.
- Société des Chemins de fer du Mayumbé.** — V. Congo : Chemins de fer.
- Sociétés.** — V. Code civil : Personnification civile.
- Sociétés commerciales.** — V. Code de commerce.
- Société des Nations.** — V. Conférence de la paix.
- Sociétés mutualistes.** — V. Mutualité.
- Société nationale de Crédit à l'Industrie.** — V. Industrie, commerce, travail : Crédit à l'Industrie.
- Société protectrice des enfants martyrs.** — V. Bienfaisance.
- Speyer, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.**
- Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs inspecteurs des universités, et projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. Discussion générale simultanée des deux projets de loi, p. 49, 50.
- Interpellation de M. le baron de Mévius en ce qui concerne : 1^o les munitions éparses dans le pays et les travaux d'art autour des places fortes; utilisation des autos et avions abandonnés par l'ennemi; 2^o au sujet de la demande de mise en jugement des auteurs des crimes commis dans le pays, p. 63.

Speyer (suite)

- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre. Discussion des articles. Art. 12, p. 86, 87. — Demande à poser une question au sujet de l'article 16, dont le vote est déjà acquis, et cette demande étant admise, pose une question à M. le ministre des finances concernant l'interprétation de cet article, quand aux conditions de remise de l'impôt, p. 95.
- Interpellation de M. le baron Orban de Xivry, au sujet de la réfection des voies de communication dans la province du Luxembourg, p. 160, 162.
- Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 171, 177, 178. — Art. 20, p. 187, 188. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 189. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 217.
- Projet de loi instituant des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 192 à 195.
- Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion des articles. Art. 5, p. 210.
- Projet de loi contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918 relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège. Discussion générale, p. 248, 249.
- Interpellation de M. Lafontaine relative au pacte de la Société des Nations, p. 315, 317.
- Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Demande à prendre la parole avant les autres orateurs inscrits, devant se rendre au service de Miss Cavell, p. 325. — Discussion générale, p. 326. — Art. 6. Pose une question à M. Jaspar, au sujet de la terminologie spéciale « il peut être accordé », ainsi que sur le point de savoir si le fait de la déportation est suffisant pour demander l'indemnité, p. 338, 339.
- Projet de loi établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918. Discussion des articles. Art. 8, Observations quant à l'interprétation de la loi, p. 342, 343.
- Organisation du Sénat. Institution d'une commission spéciale en vue d'étudier les réformes qu'il serait désirable d'introduire dans l'organisation du Sénat. Discussion de cette proposition, p. 344.
- Interpellation de M. Hanrez, au sujet des travaux qui s'exécutent au port de Zeebrugge, p. 352.
- Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Invalides de la guerre. Discussion générale, p. 380.
- Budgets. Observations au sujet de la procédure à suivre pour l'examen, en commission, les budgets étant cette fois présentés à la législature sous la forme d'un seul et unique projet de loi, p. 386.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière, au sujet : 1° du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2° au sujet du maintien des chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 388, 389.
- Interpellation de M. Colleaux : a) sur la mise en liberté sous caution des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires, à Virton et à Wellin, p. 402, 411.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 459.
- Projet de loi assurant la réintégration des belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. Discussion des articles. Art. 2. Emet le vœu de voir le gouvernement élargir le cadre de la loi, p. 491.
- Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la fixation au 12^e août de la prochaine séance du Sénat, p. 493.
- Interpelle M. le ministre de la justice sur les mesures qu'il compte prendre pour préparer l'exécution, dans le délai prévu d'un mois, de l'article 228 du Traité de Versailles, p. 512, 513, 515, 516.
- Projet de loi relatif aux chevrons de front. Discussion des articles. Art. 4. Pre. M. de Ro, rap. de préciser le sens d'une expression du S.B., p. 526.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale, p. 704.
- Révision de la Constitution. Projet de déclaration de révision de divers articles de la Constitution. Discussion générale, p. 864, 865.

Projet de loi relatif au commerce de nos colonies. — V. Guerre. Paix. Traité de Paix.

Straye, sénateur de Furnes-Dixmude-Ostende.

- Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre. Discussion générale, p. 78.
- Interpelle MM. les ministres de l'intérieur, de l'agriculture, des chemins de fer, marine, postes et télégraphes et des affaires économiques : 1° sur le sort réservé aux villes de Dixmude, de Nieupoort et d'Ypres; 2° sur la restauration de l'agriculture dans les régions d'Ypres et de l'Yser; 3° sur le rétablissement des voies ferrées dans ces régions; 4° sur l'époque du rapatriement des réfugiés et sur la situation qui leur sera faite à leur retour en Flandre. Développe son interpellation, p. 109.
- Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 200, 208.
- Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet 1° du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varsenaere; 2° au sujet du maintien des chinois dans la zone sinistrée, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 385, 386, 390.
- Projet de loi relatif au logement des réfugiés et rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 456.
- Motion d'ordre relative aux réponses données à des questions concernant les dépôts de munitions et la présence d'ouvriers chinois dans la région dévastée, p. 459. — Remercie M. Masson, m. g., des mesures qu'il a prises, ces mesures ayant déjà donné d'excellents résultats, p. 459.
- Projet de loi amendé par la Chambre des représentants portant que l'anniversaire de la journée du 4 août sera célébré chaque année comme fête nationale. Discussion générale. Indique les motifs pour lesquels il se ralliera à la modification de date apportée par la Chambre, p. 478.
- Interpelle M. le ministre de la guerre au sujet des nouveaux et nombreux crimes commis par les annamites dans la région dévastée. Développe son interpellation, p. 518, 519. — Discussion de l'interpellation, p. 519 à 521, 522.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 629. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi concernant le régime fiscal de l'alcool, p. 670. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées, p. 671.
- Projet de loi concernant la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 924, 926.

Sucres. — V. Finances : Douanes et accises.

Suffrage universel. — V. Lois électorales.

Suisse.

Société « Le cheptel belge » aide gratuite à la Belgique pour la reconstitution du petit cheptel. V. Motion d'ordre de M. Fléchet.

Swinnen, sénateur de Louvain.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Préserment, p. 1.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant des articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

T

Tabac (Régime fiscal du). — V. Finances.

Tarifs de chemins de fer. — V. Chemins de fer.

Tarifs de péage des tramways. — V. Tramways.

Tarifs des douanes. — V. Finances : Douanes et accises.

Taxe d'affichage. — V. Finances : Impôts.

Taxes d'apertige et droits d'abattoir. — V. Communes.

Ter. Deum du 2 novembre 1918. — V. Chambres législatives-Sénat. Ouverture de la session.

Télégraphes.

Réquisition du matériel et du personnel par le ministre de la guerre. — V. la rubrique Interpellations au nom de M. Lekeu.

Termonde (Reconstruction de). — V. Interpellation au nom de M. le chevalier Schellekens.

Territoire de Moresnet-Neutre. — V. Guerre. Traité de Paix.

Territoires réunis à la Belgique par le Traité de Versailles. — V. Guerre : Traité de Paix.

Thiébaux, sénateur de Charleroi et Thuin.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 1.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale, p. 240, 264.

Projet de loi relatif à l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 309.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des invalides de la guerre. Discussion générale, p. 377.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des valeurs. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 561.

Projet de loi instituant l'Œuvre nationale de l'enfance. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 561.

Projet de loi concernant le régime fiscal de l'alcool et projet de loi concernant les débits de boissons fermentées. Discussion générale, p. 607.

Timbre (droits de). — V. Finances : Impôts.

Timbre (Papier timbré). — V. la rubrique : Motion d'ordre, au nom de M. Callens.

Van de Roodenbeke (comte) sénateur de Gand-Ecclou.

Nommé premier vice-président, p. 2.

Renouvellement de son mandat comme délégué du Sénat près la commission permanente des sociétés mutualistes, p. 110.

Projet de loi relatif à la conservation des bois et forêts appartenant à des sujets d'une nation ennemie. Dépose le rapport sur ce projet de loi et, l'urgence étant déclarée, en donne lecture, p. 148.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 670.

Projet de loi portant révision à la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement agricole. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 875.

Touring club. — V. Code civil : Personnification civile.

Tournais (Communications par chemins de fer dans le). — V. la rubrique : Interpellation : Au nom de M. De Bruycker.

Tournais (détresse dans le). — Motions d'ordre au nom de M. De Bruycker.

Traité avec l'ennemi. — V. 1^{re} la rubrique : Interpellation au nom de M. Gilleaux. — 2^e Code pénal : proposition de loi complétant l'article 443 due à l'initiative de M. Magnette et consorts.

Traité de Paix. — V. Guerre : Traité de paix.

Traitements. — V. 1^{re} Organisation judiciaire. — 2^e Enseignement : Enseignement supérieur. — 3^e Culte.

Tramways.**TARIFS.**

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage de concession de tramways.

Discussion générale MM. H. Brunard, Vindick, le vicomte Vifain, le baron Ruzette, m. a. et le baron Ruzette, m. a. — Vindick et le baron Ruzette, m. a. — Vindick propose un amendement à l'article 2^o afin de donner à cet article un peu plus d'ampleur (p. 444, 445). — Sont encore entendus MM. de Roy et le baron Ruzette,

Tramways (suite)

Peltzer, (qui déclare, en présence des explications qui viennent d'être données par le baron Ruzette, m. a. retirer l'amendement qu'il avait présenté) le baron de Kerchove d'Exaerte, p. 445, 446.

Discussion des articles. Art. 12. M. le président donne lecture d'un amendement présenté par M. H. Brunard, p. 446. — M. H. Brunard vis-à-vis des observations de M. le baron Ruzette, m. a., qui déclare que la division de l'art. 2 en deux paragraphes n'implique pas de différence dans le traitement entre ouvriers et employés, annonce qu'il renonce à son amendement, p. 446. — Le baron Ruzette, m. a., déclare être d'accord avec M. H. Brunard, p. 446. — L'article 1^{er} est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 446. — Art. 2. M. le président rappelle que M. Peltzer a retiré l'amendement qu'il avait présenté à cet article et l'article est adopté tel qu'il a été admis par la Chambre des représentants, p. 446.

M. Demerbe motive son vote, p. 458.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 52 voix contre 16 et 1 abstention, p. 459. — S'est abstenu M. Speyer, p. 459.

Transcription (Droits de). — V. Finances : Impôts.

Transferts. — V. Congo : Finances.

Transit des valeurs. — V. Finances : Valeurs.

Travail. — V. 1^{re} Industrie, commerce et travail. — 2^e Assurances sociales.

Travailleurs mobilisés. — V. Industrie, commerce et travail : Code de travail ; conservation d'emploi.

Travaux du Sénat. — V. Chambres législatives-Sénat.

Tribunaux du commerce. — V. Organisation judiciaire.

U

Université de Gand. (Flamandisation de l'université de Gand).

V. la rubrique : Pétitions : Pétitions diverses demandant le maintien de l'enseignement en langue française.

Universités. — V. Enseignement supérieur : Traitements.

Usure (Vente usuraire des denrées de première nécessité). — V. Ravitaillement.

V

Valeurs. — V. Finances : 1^{re} Bourses de change et de fonds publics. — 2^e Valeurs.

Valeurs et monnaies (Exportation de) : Interdiction par l'Angleterre et la France. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. De Bast.

Validation de pouvoirs. — V. Lois électorales.

Validité des diplômes. — V. Enseignement : Diplômes. Equivalences.

Vanden Bussche, sénateur de Roulers-Thielt.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 670.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevé et complétant les pénalités visées àudit arrêté-loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 837.

Vanden Heuvel, ministre d'Etat, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Désigné comme commissaire du Roi, adjoint au ministre des affaires étrangères, pour la discussion au Sénat du projet de loi portant approbation du Traité de Paix, p. 433, 434. — Discussion générale de ce projet de loi, p. 561 à 563, 600, 616.

Vanderborght, sénateur provincial du Hainaut.

Interpellation réunies de MM. le chevalier Schellekens et Struye au sujet de la reconstruction de Termonde et concernant : 1° le sort réservé aux villes de Nieupoort, Dixmude et Ypres; 2° le rétablissement des voies ferrées. — 3° le rapatriement des réfugiés des Flandres, etc., p. 107, 108.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 191, 192.

Annnonce de sa démission, p. 393.

Van der Bruggen (Baron), sénateur de Roulers-Thielt.

Annnonce de son décès, p. 686.

Vander Molen, sénateur d'Anvers.

Projet de loi relatif à des avances à faire par l'Etat pour les dommages causés aux biens par les faits de la guerre. Donne lecture de son rapport, p. 43.

Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 1^{er}, 168. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 189. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre des représentants, p. 237.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Propose un amendement, p. 259.

Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 309.

Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que les droits d'accise sur la bière, sur les glucoses et sur les sucres destinés à certains usages. Discussion générale, p. 483, 486. — Discussion des articles. Art. 4. Droits sur les sucres. Défend un amendement qu'il a présenté avec M. De Blicq, p. 489. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 490.

Projet de loi modifiant le régime de l'alcool. Par motion d'ordre propose d'ajourner l'examen de ce projet de loi jusqu'après les vacances, p. 592. — A la suite de diverses observations, déclare maintenir sa proposition, p. 592. — Discussion générale : 1° du projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool ; 2° du projet de loi concernant les débits de boissons fermentées, p. 605, 624, 628.

Projet de loi relatif à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 681.

Projet de loi portant révision de certains articles de loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914. Discussion générale, p. 909.

Vandervelde, ministre de la justice.

Répond à une motion d'ordre de M. Peltzer, lui demandant quelles sont les garanties dont jouissent encore les citoyens poursuivis et arrêtés depuis l'armistice, en présence de l'état de siège qui annule les mesures protectrices insérées dans la loi sur la détention préventive en cas de crime de trahison, p. 20.

Séquestre : répond à une question faite par motion d'ordre par M. Magnette au sujet de la mise sous séquestre des biens allemands, notamment en ce qui concerne l'arrêté-loi sur les séquestres, p. 21.

Répond à une question faite par motion d'ordre par M. Magnette au sujet de l'émotion qui existe dans le pays en voyant un grand nombre d'Allemands rester en Belgique ou y rentrer, p. 22.

Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire. Discussion générale, p. 194, 195.

Motion d'ordre de M. Flechet posant une question au sujet des troubles qui se seraient produits à Louvain et qui auraient été suscités par les flamingants. Déclare, n'ayant pas été prévenu et ne possédant, en conséquence, pas les renseignements nécessaires, ne pouvoir répondre immédiatement à M. Flechet, p. 197.

Vandervelde (suite)

Interpellation de M. Coffeaux : a) sur la mise en liberté, sous caution, des gens qui ont trafiqué avec l'ennemi; b) sur l'impunité dont jouissent de nombreuses personnes coupables du même crime; c) sur les nominations de notaires à Virton et à Wellin, p. 395. — Répond à l'ensemble de l'interpellation, p. 397 à 403. — Fait encore diverses observations, p. 405, 406, 409 à 412.

Projet de loi accordant une rémunération à des juges suppléants ayant rempli les fonctions de juge, de substitut ou de juge de paix au cours de la guerre. Discussion générale, p. 499.

Interpellation de M. Spéyer sur les mesures à prendre pour préparer l'exécution, dans le délai prévu d'un mois, de l'article 228 du Traité de Versailles, p. 513 à 517.

Projet de loi en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires ne soient contraints, sans motifs graves, à déménager. Discussion générale, p. 577, 578, 580.

Interpellation de M. Carpentier sur la question des cheminots, p. 589, 591.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées audit arrêté-loi. Discussion générale, p. 823 à 825.

Projet de loi accordant la personnification civile aux associations internationales à but scientifique. Discussion des articles, Art. 8, p. 887, 888.

Vande Venne, sénateur de Courtrai-Ypres.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de successions, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

Van Ormelingen, nommé sénateur provincial du Limbourg, en remplacement de M. Meyers, décédé.

Rapport sur son élection, p. 60.

Prête serment, p. 89.

Van Rynegom de Buzet, sénateur de Malines-Turnhout.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 101.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription, et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

Projet de loi autorisant la reprise par l'Etat des emprunts dénommés « dette interprovinciale » et dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la nation belge. — Discussion générale, p. 821.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 pendant un délai d'un an, surélevant et complétant les pénalités visées audit arrêté-loi. Discussion générale, p. 825.

Vercruyse de Solart, sénateur de Gand-Ecclou.

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 670.

Vercruyse, (E.), sénateur d'Anvers.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 42.

Projet de loi sur les loyers. Discussion des articles. Art. 3. Défend un amendement qu'il a présenté avec M. de Meester, p. 183.

Projet de loi accordant la personnification civile à l'« Œuvre du Grand Air pour les Petits ». Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 465. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 475.

Projet de loi accordant la personnalité civile à la « Société protectrice des Enfants martyrs ». Dépose, au nom de M. le baron Orban de Xivry le rapport sur ce projet de loi, p. 465. — L'urgence étant déclarée, donne lecture du rapport, p. 477.

Vercruyse (E) (suite)

Projet de loi sur le régime fiscal du tabac. Discussion générale, p. 644, 645, 646. — Discussion des articles. Art. 1^{er} défend des amendements qu'il a présentés avec M. de Meester, p. 664. — Art. 18. Motive un amendement qu'il a proposé avec M. de Meester, p. 667. — Art. 19, demande à élargir la portée d'un amendement qu'il a proposé avec M. de Meester, p. 667. — Art. 20. A l'occasion de cet article déclare, au nom de M. de Meester et au sien et en présence des explications qui ont été données par M. Delacroix, m. f. p. m., lors de la discussion générale, retirer l'amendement qu'ils avaient présentés à cet article, ainsi que ceux qu'ils avaient présentés aux articles 30 et 38, p. 667.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription et modifiant les articles 742, 753, 755 du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

Vercruyse (G.), sénateur de Courtrai-Ypres.

Proposition de loi due à l'initiative de M. Hanrez, relative à l'annexion au territoire de la ville de Bruxelles des territoires de différentes communes longeant le port et l'avant-port du canal maritime. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 209.

Interpellation de M. le chevalier de Vrière au sujet : 1^{er} du danger qu'offrent les dépôts de munitions, notamment celui de Varssenaere; 2^o au sujet du maintien des chinois dans la zone sinistrées, des crimes qu'ils commettent et du manque de travail pour les ouvriers indigènes, p. 387, 388.

Dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de faciliter l'action populaire en matière de revision des listes électorales, p. 517.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des valeurs. Discussion générale, p. 679. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 680.

Vérification de pouvoirs. — V. Lois électorales.

Verviers (moyens de transport entre Verviers et les cantons limitrophes). — V. la rubrique : Motions d'ordre au nom de M. Flechet.

Veuves pensionnées. — V. Motion d'ordre au nom de M. Flechet.

Vieilles. — V. Ravitaillement.

Viellissement. — V. 1^o Assurances sociales. — 2^o Pensions de vieillesse.

Vicinaux.

Réquisition du matériel et du personnel, par le ministre de la guerre. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. Leken.

Victimes civiles de la guerre. — V. Guerre : Dommages de guerre.

Victoire des armes alliées.

ADRESSES DE FELICITATIONS. — V. Affaires étrangères et guerre.

Vie chère (Indemnités de). — V. 1^o Bienfaisance. — 2^o Communes. — 3^o Motions d'ordre : a) de M. Flechet; b) de M. Dufrane; c) de M. Carpentier.

Vilain XIII (Adrien), vicomte, sénateur de Mons et Soignies.

Décision exceptionnelle prise par suite de la situation créée par la guerre en ce qui concerne la vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1.

Prête serment, p. 1.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Discussion générale, p. 67. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 101.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 437.

Interpelle M. le ministre de la guerre sur les installations établies au camp de Casteau, pour loger les nouvelles classes de milice. Développe son interpellation, p. 459. — Remercie M. Masson, m. g., de la réponse qu'il a donnée à ses questions, p. 461.

Projet de loi modifiant les articles 8 et 9 de la loi du 19 mai 1914 sur l'instruction obligatoire. Discussion générale, p. 498.

Vinaigres. — V. Finances : Douanes et accises.

Vinck, sénateur provincial du Brabant.

Motion d'ordre de M. le baron Descamps, qui demande quelles sont les causes des lenteurs apportées au règlement de la question des marcs, p. 15, 16. — Demande au ministre, de donner des instructions pour qu'il soit conservé trace du nom des dépositaires, p. 16.

Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances du jour de l'an. Observations, p. 26.

Interpellation de M. Lafontaine au sujet de l'attitude que compte prendre le gouvernement en ce qui concerne le projet de Société des Nations, qui est actuellement soumis à l'appréciation des divers Etats. Observations au sujet de la date de la discussion de cette interpellation, p. 61.

Par motion d'ordre, propose au Sénat de siéger les mercredi matin, afin de pouvoir faire aux nombreux objets se trouvant à l'ordre du jour, p. 76.

Interpellation de M. le chevalier Schellekens au sujet de la reconstruction de Termonde. Parle du problème général de la reconstruction de la Belgique, p. 93, 108, 113, 116, 117.

Projet de loi autorisant le gouvernement à émettre des emprunts en Belgique et à l'étranger. Discussion générale, p. 132.

Projet de loi sur les loyers. Discussion générale, p. 149, 150. — Discussion des articles. Art. 1^{er}, p. 177. — Art. 20, p. 187, 188. — Discussion générale du texte amendé par la Chambre des représentants, p. 221. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 237.

Projet de loi sur l'adoption nationale de communes et sur la restauration des régions dévastées. Discussion générale, p. 207.

Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre. Discussion des articles, Art. 15, p. 280.

Interpelle M. le ministre des affaires économiques sur la situation du change. Demande que son interpellation soit fixée à la semaine suivante, p. 217. — Annonce du retrait de son interpellation, p. 363.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer les tarifs de péage des concessions de tramways. Discussion générale, p. 436 à 440, 444.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement. Discussion générale, p. 456.

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'« Œuvre du Grand Air pour les Petits ». Discussion générale, p. 476.

Interpelle M. le ministre des affaires étrangères sur l'action du comité de politique nationale, spécialement en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg. Demande à développer son interpellation à l'occasion du tableau IV du Budget général ; budget des affaires étrangères, p. 703. — Cette demande étant admise, développe son interpellation, p. 703 à 704.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention. Discussion générale, p. 846.

Projet de loi accordant la personification civile aux associations internationales à but scientifique. Discussion des articles, Art. 8, p. 889.

Interpellation de M. Hallet au sujet de la grève des tramways dans l'agglomération bruxelloise, p. 912.

Vingt-deux novembre. — V. Fêtes nationales.

Virements de comptes vers la Belgique. — Interdiction de la France et de l'Angleterre. — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. De Bast.

Voies de communication dans le Luxembourg (Réfection). — V. la rubrique : Interpellations au nom de M. le baron Orban de Xivry.

W

Wauters, ministre de l'industrie, du travail et du ravitaillement.

Motion d'ordre de M. Flechet qui demande que la somme de 25 francs, qui a été retenue annuellement sur la pension de 65 francs due aux bénéficiaires de la loi sur les pensions de vieillesse et formant un ensemble de 100 francs, leur soit

Wauters (suite)

payée immédiatement et globalement. Déclare que cette dette sera payée intégralement et le plus rapidement possible, p. 16. — Répond à des observations de M. le vicomte de Ghellinck d'Elseghem Vaerneuijck au sujet des personnes qui auraient fait des versements, p. 17.

Projet de loi complétant, en raison de la situation créée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. Discussion générale, p. 304, 305. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare être d'accord avec M. De Bruycker qui précise les amendements présentés par la commission et par MM. Peltzer et le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, p. 306. — Art. 2. Déclare accepter un amendement dont M. le président a donné lecture, p. 306.

Projet de loi ayant pour objet l'assurance en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse. Défend une

Wauters (suite)

proposition qu'il a faite, tendant à ajourner la discussion de ce projet de loi, étant donné la période anormale et simplement transitoire dans laquelle on se trouve. Se réservant de soumettre, entretemps, à la législature certaines propositions transitoires relatives à l'assurance vieillesse, p. 358.

Projet de loi autorisant le gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargée de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Discussion générale, p. 466 à 474. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. En réponse à une question de M. Magis, déclare que le prix du grain est immuable pour toute la durée de la convention, en ce qui concerne les Etats-Unis, et fait encore diverses observations, p. 474.

Interpellation de M. Hallet au sujet de la grève des tramways dans l'agglomération bruxelloise, p. 482.